

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT

Société de droit allemand au capital de 1 154 M€
Siège social : Kaiserplatz, 60311 Frankfurt am Main

Nos Comptes Groupe sont établis conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) et à leur interprétation par le Comité d'interprétation des IFRS. Nous avons pris en compte toutes les normes et interprétations contraignantes dans l'Union européenne pour l'exercice 2024.

I. — Bilan de Commerzbank Aktiengesellschaft au 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023 (1)	Variations en %
Fonds en caisse et fonds à vue	(61)	73 001	93 126	-21,6
Actifs financiers - Coût amorti	(25)	310 925	298 689	4,1
Dont donnés en garantie		2 893	3 791	-23,7
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	(27)	56 725	40 143	41,3
Dont donnés en garantie		13 674	9 651	41,7
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	(29)	67 849	48 236	40,7
Dont donnés en garantie		-	-	
Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation	(30)	36 831	28 504	29,2
Dont donnés en garantie		1 137	1 618	-29,7
Ajustement de la valeur sur couvertures de juste valeur de portefeuille		- 1 546	-2 305	-32,9
Justes valeurs positives des instruments de couverture dérivés	(43)	1 280	1 497	- 14,5
Participations détenues dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(44)	166	142	16,9
Immobilisations incorporelles	(45, 46)	1 785	1 394	28,0
Actifs immobilisés	(47)	2 244	2 352	-4,6
Immeubles de placement	(48)	322	53	
Cession d'actifs non courants détenus en vue de la vente	(49)	83	62	34,1
Actifs d'impôt exigible	(51)	216	138	56,7
Actifs d'impôt différé	(51)	1 929	2 505	-23,0
Autres actifs	(53)	2 837	2 630	7,9
Total		554 646	517 166	7,2

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

Passifs et capitaux propres	Notes	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Passifs financiers - Coût amorti	(26)	440 519	419 809	4,9
Passifs financiers - Option de la juste valeur	(28)	46 513	36 941	25,9
Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	(31)	23 227	18 927	22,7
Ajustement de la valeur sur couvertures de juste valeur de portefeuille		-2 262	-3 311	-31,7
Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés	(43)	2 306	3 100	-25,6
Provisions	(45, 46)	3 748	3 553	5,5
Passifs d'impôt exigible	(52)	467	535	- 12,7
Passifs d'impôt différé	(52)	46	3	
Passifs non courants détenus en vue de la vente	(50)	7	-	
Autres passifs	(54)	4 357	4 599	-5,3
Capitaux propres	(62)	35 716	33 009	8,2
Capital souscrit		1 154	1 240	-7,0
Réserve de capital		10 143	10 087	0,6
Bénéfices non distribués		19 000	18 026	5,4
Autres réserves (avec recyclage)		-254	-475	-46,5
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Commerzbank		30 043	28 878	4,0
Composantes de capitaux propres additionnelles		4 425	3 114	42,1
Participations ne donnant pas le contrôle		1 249	1 016	22,9
Total		554 646	517 166	7,2

II. – Compte de résultat

(En millions d'euros.)	Notes	1/1/- 31/12/2024	1/1/- 31/12/2023	Variations en %
Produits d'intérêts comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif	(9)	17 222	15 482	11,2
Produits d'intérêts comptabilisés sans appliquer la méthode du taux d'intérêt effectif	(9)	3 994	2 781	43,6
Produits d'intérêts	(9)	21 215	18 263	16,2
Charges d'intérêts	(9)	12 884	9 895	30,2
Marge nette d'intérêt	(9)	8 331	8 368	-0,4
Dividendes reçus	(10)	44	26	65,8
Résultat du risque	(11)	-743	-618	20,2
Commissions perçues	(12)	4 459	4 116	8,3
Charges de commission	(12)	821	730	12,5
Commissions nettes perçues	(12)	3 638	3 386	7,4
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	(13)	-46	-359	-87,3
Produit net de la comptabilité de couverture	(14)	25	39	-36,0
Plus ou moins-values sur cession d'actifs financiers - Coût amorti		145	167	- 13,5
Autres gains ou pertes divers sur instruments financiers		-20	- 115	-82,5
Autre résultat net des instruments financiers	(15)	125	52	
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(16)	1	4	-84,7
Autre résultat net	(17)	- 1 011	- 1 055	-4,1
Charges d'exploitation	(18)	6 244	6 006	4,0
Cotisations obligatoires	(19)	283	415	-31,9
Dépréciations du goodwill	(20)	-	-	
Charges de restructuration	(21)	3	18	-82,6
Résultat avant impôts		3 833	3 403	12,7
Impôts sur le résultat	(22)	989	1 188	- 16,8
Résultat consolidé		2 845	2 214	28,5
Résultat consolidé attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		168	- 10	
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires et aux investisseurs de Commerzbank dans des composantes de capitaux propres additionnelles		2 677	2 224	20,3

(En euros.)	Notes	1/1/- 31/12/2024	1/1/- 31/12/2023	Variations en %
Résultat par action (1)	(24)	2,08	1,63	27,4

(1) Moyenne pondérée des actions ordinaires après chaque programme de rachat d'actions (voir également l'état des variations des capitaux propres).

Le résultat par action, calculé selon IAS 33, est basé sur le résultat consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank. Aucun droit de conversion ou d'option n'a été émis au cours de l'exercice 2024 ou 2023. Le chiffre du résultat dilué par action était donc identique au chiffre non dilué.

III. – État résumé du résultat global

(En millions d'euros.)	1.1.- 31/12/2024	1.1.- 31/12/2023	Variations en %
Résultat consolidé	2 845	2 214	28,5
Variation par rapport à la réévaluation des régimes à prestations définies non comptabilisés en résultat	82	7	
Variation des écarts de crédit propres de l'option de la juste valeur des passifs non comptabilisés en résultat	-98	- 131	-25,3
Éléments non recyclables en résultat	-16	-124	-87,3
Variation de la réserve de réévaluation des titres de créance (FVOCIImR)			
Reclassé en résultat	8	133	-94,4
Variation de valeur non comptabilisée en résultat	10	205	-95,2
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie			
Reclassé en résultat	1	1	-41,8
Variation de valeur non comptabilisée en résultat	43	93	-54,2

Variation de la réserve de conversion			
Reclassé en résultat	-	21	
Variation de valeur non comptabilisée en résultat	194	101	91,1
Effet de valorisation de la couverture d'investissement net			
Reclassé en résultat	-	-	
Variation de valeur non comptabilisée en résultat	3	-2	
Variation dans les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0	1	-67,8
Éléments recyclables en résultat	257	554	-53,6
Autres éléments du résultat global	241	429	-43,8
Total du résultat global	3 086	2 644	16,7
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	203	128	59,2
Résultat global attribuable aux actionnaires et investisseurs de Commerzbank dans des composantes de capitaux propres additionnelles	2 883	2 516	14,6

Autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	1/1-31/12/2024			1/1-31/12/2023 (1)		
	Avant impôts	Impôts	Après impôts	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Variation de l'écart de crédit propre (OCS) de l'option de la juste valeur des passifs	- 130	32	- 98	- 181	49	- 131
Variation résultant de la réévaluation des régimes à prestations définies	120	-38	82	12	- 5	7
Variation de réévaluation des titres de créance (FVOClmR)	15	2	17	375	- 36	339
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie	53	- 10	43	114	- 20	94
Variation de la couverture d'investissement net	4	- 1	3	-3	1	- 2
Variation de la réserve de conversion	194	-	194	122	-	122
Variation dans les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ²	0	-	0	1	-	1
Autres éléments du résultat global	256	- 15	241	440	- 10	429

(1) Chiffres ajustés.

IV. –Tableau de variation des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital souscrit	Réserve de capital	Bénéfices non distribués	Autres réserves			Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Commerzbank	Autres instruments de capitaux propres (1)	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
				Réserve de réévaluation	Flux de trésorerie Réserve de couverture	Réserve de conversion				
Capitaux propres au 01/01/2024	1 240	10 087	18 026	-145	-52	-278	28 878	3 114	1 016	33 009
Total du résultat global	-	-	2 662	10	30	181	2 883	-	203	3 086
Résultat consolidé			2 677				2 677		168	2 845
Variation de l'écart de crédit propre (OCS) de l'option de la juste valeur des passifs			-98				-98		-	-98
Variation résultant de la réévaluation des régimes à prestations définies			83				83		- 1	82
Variation de réévaluation des titres de créance (FVOClmR)				10			10		7	17
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie					30		30		13	43
Variation de la réserve de conversion						178	178		16	194
Effet de valorisation de la couverture d'investissement net						3	3		-	3
Variation dans les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence						0	0			0
Rachat d'actions	-87	56	- 1 041				- 1 072		-	- 1 072
Dividende versé sur les actions			-415				-415		-3	-418
Transfert entre éléments des capitaux propres							-		-	-
Distributions à des instruments de fonds propres additionnelles instruments de catégorie 1 :			-212				-212		-	-212
Changements dans les parts d'intérêt			-2				-2		28	26
Autres variations (2)			- 18				- 18	1 310	4	1 296
Capitaux propres au 31/12/2024	1 154	10 143	19 000	-135	-21	-98	30 043	4 425	1 249	35 716

(1) Comprend les obligations additionnelles de catégorie 1 (obligations AT-1), qui sont des obligations subordonnées non garanties classées comme capitaux propres en vertu des IFRS.

(2) Comprend les effets des nouvelles émissions et des rachats de composantes de capitaux propres additionnelles (obligations AT-1).

(En millions d'euros.)	Capital souscrit	Réserve de capital	Bénéfices non distribués	Autres réserves			Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Commerzbank	Autres instruments de capitaux propres (1)	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
				Réserve de réévaluation	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de conversion				
Capitaux propres au 01/01/2023	1 252	10 075	16 495	-447	- 117	-327	26 931	3 114	888	30 934
Total du résultat global	-	-	2 100	302	65	48	2 516	-	128	2 644
Résultat consolidé			2 224				2 224		- 10	2 214
Variation de l'écart de crédit propre (OCS) de l'option de la juste valeur des passifs			- 131				- 131		-	- 131
Variation résultant de la réévaluation des régimes à prestations définies			7				7		- 0	7
Variation de réévaluation des titres de créance (FVOCI _{ImR})				302			302		37	339
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie					65		65		29	94
Variation de la réserve de conversion						49	49		73	122
Effet de valorisation de la couverture d'investissement net						- 2	-2		-	-2
Variation dans les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence						1	1		—	1
Rachat d'actions	- 12	12	- 122				- 122		-	- 122
Dividende versé sur les actions			-250				- 250		-3	-253
Transfert entre éléments des capitaux propres							-		-	-
Distributions aux instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1			- 194				- 194		-	- 194
Changements dans les parts d'intérêt			-2				- 2		2	-
Autres variations			-0				- 0		2	1
Capitaux propres au 31/12/2023	1 240	10 087	18 026	- 145	-52	-278	28 878	3 114	1 016	33 009

(1) Comprend les obligations additionnelles de catégorie 1 (obligations AT-1), qui sont des obligations subordonnées non garanties classées comme capitaux propres en vertu des IFRS. Il n'y a pas eu de rachats.

Obligations AT-1

Au cours du troisième trimestre 2024, Commerzbank a émis la quatrième obligation AT-1 dans le cadre du programme d'émission. L'obligation a un volume de 750 millions d'euros et un coupon fixe mais discrétionnaire de 7,875 % par an. L'instrument a une échéance perpétuelle et la première date de remboursement par Commerzbank est en octobre 2031. Au quatrième trimestre 2024, la cinquième obligation AT-1 dans le cadre du programme d'émission a été émise. L'obligation a un volume de 750 millions de dollars américains et un coupon fixe mais discrétionnaire de 7,5 % par an. L'instrument a une échéance perpétuelle et la première date de remboursement par Commerzbank est en octobre 2030. Pour la première obligation AT-1 d'un volume total de 1 milliard de dollars américains émise au cours de l'exercice 2019, des rachats de près de 524 millions de dollars américains ont été effectués au quatrième trimestre 2024 à un prix de 100,65 %.

Au quatrième trimestre 2024, mBank a émis la première obligation AT-1. L'obligation a un volume de 1,5 milliard de zlotys polonais et un coupon fixe mais discrétionnaire de 10,63 % par an. L'instrument a une échéance perpétuelle et la première date de remboursement par mBank est en décembre 2029.

Au cours de l'exercice précédent, aucune obligation AT-1 n'a été émise, rachetée ou éteinte.

Autres variations

Au 31 décembre 2024, le capital social conformément aux statuts de la Banque de Commerzbank Aktiengesellschaft s'élevait à 1 185 millions d'euros (exercice précédent : 1 240 millions d'euros) et a été divisé en 1 184 669 009 actions sans valeur nominale (exercice précédent : 1 240 223 329) (valeur comptable par action 1,00 €). Au cours du premier trimestre 2024, 55 554 320 actions (représentant 4,48 % du capital social) ont été rachetées dans le cadre d'un programme de rachat d'actions. Le prix d'achat moyen par action payé en bourse était de 10,80 €. Les actions rachetées ont été annulées au deuxième trimestre 2024.

Au quatrième trimestre 2024 et au premier trimestre 2025, Commerzbank a lancé un nouveau programme de rachat d'actions. Sur ce montant, 31 078 067 actions sans participation ont été rachetées (représentant 2,62 % du capital social) au 31 décembre 2024. Le prix d'achat moyen par action payé en bourse était de 15,19 €. Les actions rachetées seront annulées au deuxième trimestre 2025. Néanmoins, les actions rachetées au 31 décembre 2024 diminuent déjà le capital souscrit conformément aux IFRS au 31 décembre 2024.

En raison d'un programme de rachat d'actions en juin 2023, 12 134 305 actions sans valeur nominale (représentant 0,97 % du capital social) ont été rachetées. Le prix d'achat moyen par action payé en bourse était de 10,05 €. Les actions rachetées ont été annulées au cours du troisième trimestre 2023. Avec ce rachat d'actions, le capital social conformément aux statuts de la Banque au 31 décembre 2023 s'élevait à 1 240 223 329 actions.

L'objectif de tous les rachats d'actions était respectivement de réduire le capital social de Commerzbank Aktiengesellschaft.

Une proposition de versement d'un dividende de 0,65 € par action sur le bénéfice net de Commerzbank Aktiengesellschaft pour l'exercice 2024 (exercice précédent : dividende de 0,35 € par action versée) sera soumise à l'AGA.

Avec 1 153 590 942 actions émises au 31 décembre 2024 (exercice précédent : 1 240 223 329), le montant de distribution aurait été de 750 M€ (exercice précédent : 415 M€), sans tenir compte du programme de rachat d'actions lancé au premier trimestre 2025.

Au 31 décembre 2024, et comme au cours de l'exercice précédent, il n'y a pas eu d'impact significatif sur les autres réserves d'actifs non courants détenus en vue de la vente.

Au 31 décembre 2024, la part des relations de couverture inactives dans la réserve de couverture de flux de trésorerie était de -1 M€ (exercice précédent : -2 M€), et la part des relations de couverture actives était de -20 M€ (exercice précédent : -50 M€).

Les principales variations de la réserve de conversion au cours de l'exercice 2024 sont imputables au dollar américain, au zloty polonais, à la livre sterling et au rouble russe.

Les autres variations comprennent principalement les effets des nouvelles émissions et des rachats d'obligations AT-1, qui entraînent une augmentation des composantes de capitaux propres additionnelles. Les effets de change qui en résultent se reflètent également dans les bénéfices non distribués. Cela inclut également les changements au sein du groupe de sociétés consolidées ainsi que les variations des impôts qui ne portent pas sur les bénéfices.

Les variations de l'actionnariat des bénéfices non distribués de -2 M€ (exercice précédent : -2 M€) résultent d'augmentations de capital de sociétés déjà consolidées.

V. – État des flux de trésorerie

(En millions d'euros.) (1)	Notes	2024	2023 (2)
Résultat consolidé		2 845	2 214
Positions sans effet sur la trésorerie dans le résultat consolidé et rapprochement avec les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :			
Réductions, dépréciations, réévaluations sur immobilisations et autres actifs, variations des provisions et variations nettes dues à la comptabilité de couverture		2 197	814
Variation des autres positions sans effet sur la trésorerie		952	859
Gain net ou perte nette sur la cession d'actifs immobilisés	(17)	12	11
Autres ajustements		-6 728	-6 970
Sous-total		-722	-3 071
Variation de l'actif et du passif provenant des activités d'exploitation après ajustement des positions sans effet sur la trésorerie :			
Actifs financiers - Coût amorti	(25)	-12 109	-2 759
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	(29)	-19 578	-18 421
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	(27)	-16 582	-5 256
Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation	(30)	-5 516	90
Autres actifs provenant des activités d'exploitation		-560	15
Passifs financiers - Coût amorti	(26)	20 603	29 980
Passifs financiers - Option de la juste valeur	(28)	8 347	11 849
Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	(31)	-24	39
Trésorerie nette provenant des cotisations aux actifs du régime	(57)	283	272
Autres passifs provenant des activités d'exploitation		-1 989	-672
Intérêts reçus	(9)	20 864	17 665
Dividendes reçus	(10)	44	26
Intérêts versés	(9)	-12 832	-8 802
Impôts sur le résultat payé	(22)	-544	-673
Trésorerie nette provenant des activités d'exploitation		-20 315	20 282
Produit de la cession de :			
Participations détenues dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(44)	59	23
Actifs immobilisés et immobilisations incorporelles	(45, 46, 47)	35	57
Paiements pour acquisition de :			
Participations détenues dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(44)	-62	-2
Actifs immobilisés et immobilisations incorporelles	(45, 46, 47)	-1 146	-998
Effets des changements au sein du groupe de sociétés consolidées			
Flux de trésorerie provenant des acquisitions déduction faite des réserves de trésorerie acquises		-200	
Flux de trésorerie provenant des cessions déduction faite des réserves de trésorerie cédées		-	-1

Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	-1 313	-920
Dividende versé sur les actions	-415	-250
Levée/remboursement de passifs subordonnés	1 245	-439
Rachat d'actions	-1 072	-122
Composantes de capitaux propres additionnelles	1 310	-
Dividende sur les composantes de capitaux propres additionnelles	-212	-194
Remboursement des dettes locatives	-292	-283
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	565	-1 289
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice précédent	93 126	75 233
Trésorerie nette provenant des activités d'exploitation	-20 315	20 282
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	-1 313	-920
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	565	-1 289
Effets des fluctuations des taux de change	939	-180
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	73 001	93 126

(1) Afin d'améliorer et d'unifier la présentation des distributions, les dividendes sur les composantes de capitaux propres additionnelles de la trésorerie nette provenant des activités d'exploitation (intérêts versés) ont été reclassés en trésorerie nette provenant des activités de financement.

(2) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

Les explications relatives à l'état des flux de trésorerie, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et à la dette nette sont incluses dans la note 61.

VI. – Notes

Informations générales

Le Groupe Commerzbank a son siège social à Kaiserplatz à 60311, Francfort-sur-le-Main, Allemagne. La société mère est la Commerzbank Aktiengesellschaft, immatriculée au Registre du commerce du tribunal de district de Francfort-sur-le-Main sous le numéro d'immatriculation HRB 32000. Commerzbank est l'une des principales banques allemandes pour les clients privés et les entreprises et une banque commerciale active à l'échelle internationale. Nos états financiers du Groupe au 31 décembre 2024 ont été établis conformément à l'article 315^e du Code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch, ou « HGB ») et au règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du conseil du 19 juillet 2002 (le règlement IAS). En outre, d'autres réglementations pour l'adoption de certaines normes comptables internationales sur la base des Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) approuvées et publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et leur interprétation par le Comité d'interprétation des IFRS ont également été appliquées.

Les normes et interprétations dont l'application est obligatoire au sein de l'UE pour l'exercice 2024 ont toutes été appliquées. Nous n'avons pas appliqué de normes et d'interprétations qui ne sont pas nécessaires avant l'exercice 2025 ou plus tard.

Les informations requises en vertu des IFRS 7.31 à 7.42 (nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers) sont essentiellement présentées dans la section Risques du rapport de gestion combiné (pour plus d'informations, veuillez consulter les notes 34 et 35).

Le rapport de gestion combiné, y compris le rapport séparé sur les risques du Groupe, figure aux pages 45 à 382 du présent rapport annuel.

Les états financiers du Groupe sont établis en euros, monnaie de présentation du Groupe. Sauf indication contraire, tous les montants sont indiqués en millions d'euros. Tous les éléments inférieurs à 500 000,00 € sont présentés à 0,00 €, et les éléments nuls sont indiqués par un tiret. Les changements positifs et négatifs par rapport aux périodes précédentes supérieures à 100 % sont marqués d'un point. En raison de l'arrondissement, dans certains cas, les chiffres individuels présentés peuvent ne pas correspondre exactement aux totaux fournis.

Pour plus d'informations sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), nous nous référons au rapport de gestion combiné du présent rapport annuel (pages 376 et suivantes).

1. – Normes initialement applicables, normes révisées et nouvelles normes

Normes à appliquer pour la première fois

Les normes IAS 1 et IFRS 16 révisées sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Les deux modifications clarifient le classement des emprunts assortis de clauses restrictives ainsi que les opérations de cession-bail. Ces modifications n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Les modifications d'IAS 7 et d'IFRS 7, qui ont été publiées sous le titre « Ententes de financement de fournisseurs », sont également entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Les modifications concernent la réglementation des conventions de financement de fournisseurs. Elles n'ont pas nécessité de modifications significatives des méthodes comptables de Commerzbank.

Normes révisées et nouvelles normes

La modification concernant IAS 21 a été mentionnée dans le rapport annuel 2023, page 276 f. L'avenant précise comment déterminer le taux de change en cas d'absence de convertibilité à long terme, qui n'était auparavant pas réglementé. L'Union européenne a publié le règlement (UE) no 2024/2862 du 12 novembre 2024 modifiant le règlement (UE) 2023/1803 en ce qui concerne IAS 21 au Journal officiel du 13 novembre 2024. Ce règlement contient les modifications apportées à IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères. La norme révisée s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

IFRS 18 remplacera IAS 1 et entraînera notamment des changements dans la structure du compte de résultat. En particulier, il y aura un sous-total pour un résultat d'exploitation qui exclura certains éléments de produits et de charges. L'approbation est toujours en attente. La nouvelle norme doit être appliquée pour les exercices commençant le 1^{er} janvier 2027 ou après cette date.

Les modifications qu'il est prévu d'apporter à IFRS 9 et à IFRS 7 auront une incidence sur le classement, l'évaluation et la publication potentielle d'informations ESG et d'autres conditions spéciales dans les actifs et passifs financiers, ainsi que sur la décomptabilisation des passifs financiers qui sont réglés au moyen d'un système de paiement électronique. L'approbation est toujours en attente. La modification de la norme doit être appliquée pour les exercices commençant le 1^{er} janvier 2026 ou après cette date.

Le Groupe Commerzbank ne prévoit pas d'appliquer l'une des modifications ci-dessus de manière anticipée. Le Groupe Commerzbank examine actuellement les effets des clarifications d'IFRS 9. Les autres normes nouvelles et modifiées mentionnées ci-dessus (en particulier les ajustements conceptuels dans IFRS 1, IFRS 7 et IAS 7 et les clarifications dans IFRS 10 dans le cadre du processus d'amélioration annuel) ainsi que toutes les normes que nous n'expliquons pas explicitement (comme IFRS 19) n'ont pas d'impact significatif sur nos états financiers consolidés à ce jour.

Méthodes comptables et d'évaluation**2. – Changements de méthodes comptables et d'évaluation**

À l'exception des changements décrits dans la note 1, nous appliquons dans les présents états financiers consolidés les mêmes méthodes comptables et d'évaluation et les mêmes méthodes de consolidation que dans nos états financiers consolidés au 31 décembre 2023 (voir le rapport annuel 2023, pages 277 et suivantes).

3. – Principes importants et incertitudes dans les estimations**Principes importants**

Des méthodes comptables et d'évaluation uniformes expliquées dans les notes ci-dessous sont utilisées dans l'ensemble du Groupe Commerzbank pour l'établissement des états financiers.

Les états financiers du Groupe reposent sur le principe de continuité d'exploitation. Les actifs et passifs financiers sont généralement évalués au coût amorti, à moins qu'une autre forme d'évaluation ne soit requise par les IFRS. Cela s'applique en particulier à certains instruments financiers classés conformément à IFRS 9.

Les produits et charges sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice ; ils sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice auquel ils sont imputables en termes économiques. Les intérêts de tous les accords contractuels relatifs à des actifs ou des passifs financiers sont comptabilisés en produits d'intérêts nets selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Nous avons déclaré des intérêts négatifs séparément dans les produits d'intérêts nets (voir la note 9). Les dividendes reçus ne sont comptabilisés que lorsqu'un droit légal correspondant existe. Les produits et charges de commission sont comptabilisés sur la base du traitement comptable des instruments financiers associés et sur la base de la nature de l'activité. Le produit de commission pour les prestations exécutées sur une période donnée est comptabilisé sur la période au cours de laquelle la prestation est exécutée. Les frais associés à la réalisation d'une prestation particulière sont reconnus au moment de la réalisation de la prestation. Les commissions liées à la performance sont comptabilisées lorsque les critères de performance sont remplis. Les produits de commission sur les transactions commerciales effectuées pour le compte des clients sont comptabilisés dans les commissions nettes perçues.

Les coûts d'emprunt qui sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'une immobilisation corporelle ou incorporelle importante sont capitalisés dans le bilan, à condition qu'une période d'au moins 12 mois soit nécessaire pour préparer l'actif à son utilisation prévue.

Les actifs et les passifs doivent être comptabilisés dans le bilan comme bruts (non compensés). Toutefois, conformément à IAS 32.42, les actifs et passifs financiers relatifs à la même contrepartie sont compensés et inscrits au bilan sur une base nette s'il existe un droit juridiquement applicable de déduire les montants et si les transactions sont exécutées sur une base nette ou si l'actif est réalisé simultanément avec le règlement du passif.

Outre la compensation des justes valeurs positives et négatives attribuables aux instruments dérivés assortis d'accords de compensation et des marges de variation payables sur ceux-ci, cela s'applique également à la compensation des créances

et des engagements dans les opérations de prise en pension et de prise en pension avec des contreparties centrales et bilatérales, à condition qu'elles aient la même durée.

Pour les sociétés entièrement consolidées et les participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers du Groupe, nous avons généralement utilisé les états financiers préparés au 31 décembre 2024. En ce qui concerne les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, nous utilisons dans certains cas les états financiers audités les plus récents selon les PCGR nationaux si les états financiers de la société pour l'exercice en cours ne sont pas encore disponibles à la date d'établissement des états financiers du Groupe. Dans le cas où il y a une intention de vendre les actifs et les passifs des filiales et des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et que leur vente est hautement probable dans un délai d'un an, ils sont présentés séparément dans les éléments de bilan et les notes pertinents (voir les notes 49 et 50) et dans l'état des variations des capitaux propres conformément à IFRS 5 jusqu'à ce que le transfert des actions soit achevé.

La note 38 contient une ventilation de tous les postes du bilan en postes à court terme et à long terme. Les échéances de tous les instruments financiers détenus à titre de passifs, de garanties financières et d'engagements de prêt irrévocables avec des dates d'échéance contractuelles sont également indiquées dans cette note.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises et les opérations de change au comptant en cours sont convertis au cours moyen au comptant à la date de clôture. Les produits et charges réalisés sont normalement convertis en utilisant le taux au comptant en vigueur à la date de réalisation.

Les taux de change moyens peuvent également être utilisés pour convertir les produits et les charges, à condition que les prix à la date de clôture n'aient pas subi de fluctuations majeures. Les charges et produits couverts sont convertis à l'aide du taux de couverture. Les charges et produits résultant de la conversion d'éléments du bilan sont comptabilisés dans le résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais en résultat.

Les éléments non monétaires sont convertis selon la méthode du taux courant. Les gains et les pertes sur la conversion d'éléments non monétaires sont comptabilisés soit en capitaux propres, soit en résultat, selon la manière dont le gain net ou la perte nette est comptabilisé.

Les actifs et passifs monétaires et non monétaires dans les états financiers des filiales et des sociétés consolidées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence qui déclarent en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, tandis que les produits et les charges sont normalement convertis au taux de change en vigueur à la date de transaction.

À des fins de simplification, un prix peut être utilisé pour la conversion qui représente une approximation du taux de change à la date de la transaction, par exemple le taux de change moyen sur une période donnée. Toutes les différences résultant de la conversion sont comptabilisées comme une composante distincte des capitaux propres dans la réserve de conversion. Les effets résultant de la conversion des composantes de capital des filiales incluses dans la consolidation des comptes de capital sont comptabilisés en capitaux propres dans la réserve de conversion. À la date de la vente ou de la vente partielle de sociétés déclarant en devises, les gains ou pertes de conversion sont comptabilisés en autres produits nets. Même si une participation dans une devise étrangère est réduite sans être entièrement déconsolidée, l'effet de cette réduction partielle sur la réserve de conversion est comptabilisé en résultat.

Incertitudes dans les estimations

Les états financiers du Groupe comprennent des valeurs qui sont déterminées, dans la mesure du possible, sur la base d'estimations et de jugements. Les estimations et les jugements utilisés sont basés sur l'expérience passée et d'autres facteurs, tels que la planification et les attentes ou les prévisions d'événements futurs qui sont considérés comme probables pour autant que nous le sachions aujourd'hui. Les estimations et les jugements eux-mêmes ainsi que les méthodes d'estimation et les facteurs de jugement sous-jacents sont examinés régulièrement et comparés aux résultats réels. Néanmoins, les résultats réels peuvent différer des estimations dans les cas énumérés ci-dessous.

Des incertitudes d'estimation surviennent, entre autres, dans le calcul des justes valeurs ou des flux de trésorerie attendus des instruments financiers et dans la création de provisions pour pertes sur prêts, ce qui peut notamment se produire lors de la détermination de l'ajustement de haut niveau (TLA) pour tenir compte des effets secondaires. Pour le calcul des provisions pour pertes sur prêts, veuillez également consulter la section sur le risque de contrepartie du rapport sur les risques du Groupe dans le rapport de gestion combiné. En tant que facteur de risque horizontal, les risques environnementaux peuvent influencer divers types de risques. Pour plus de détails, consultez la section des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) du rapport sur les risques du Groupe dans le rapport de gestion combiné. Il existe également des incertitudes concernant la juste valeur des immeubles de placement, la comptabilisation des obligations de retraite et les provisions pour risques opérationnels liés à l'impôt.

Les obligations de pension sont évaluées sur la base de la méthode du crédit unitaire projeté pour les régimes à prestations définies. Pour mesurer ces obligations, des hypothèses doivent être formulées, notamment en ce qui concerne le taux d'actualisation, le taux d'augmentation à long terme des retraites et l'espérance de vie moyenne. Les changements dans les hypothèses sous-jacentes d'une année à l'autre et les écarts par rapport aux effets annuels réels sont signalés comme des réévaluations sans effet sur le résultat des bénéfices non distribués (voir la note 57 sur l'impact des changements de paramètres).

Les provisions pour risques opérationnels liés à l'impôt sont comptabilisées en tenant compte des informations les plus récentes provenant du contrôle fiscal en cours et de la jurisprudence (voir note 52).

Il existe également des incertitudes dans la comptabilisation des actifs d'impôt différé.

Les hypothèses et les paramètres qui sous-tendent les estimations que nous avons faites reposent sur l'exercice d'un jugement approprié de la direction. Cela s'applique en particulier à la sélection et à l'utilisation appropriées de paramètres, d'hypothèses et de techniques de modélisation lors de l'évaluation d'instruments financiers pour lesquels il n'existe ni prix de marché ni paramètres comparatifs observables sur le marché. Lorsque des modèles d'évaluation différents conduisent à une gamme de valorisations potentielles différentes, la direction utilise son jugement pour déterminer le choix du modèle à utiliser.

Les postes suivants des états financiers sont également soumis au jugement de la direction :

- la dépréciation des prêts et des titres et la comptabilisation des provisions pour risques de prêts hors bilan, en particulier l'analyse de la situation financière de l'emprunteur et la détermination des flux de trésorerie attendus, y compris la comptabilisation, le niveau et le calendrier de réalisation des sûretés (voir note 32) ;
- les tests de dépréciation d'autres actifs financiers tels que les participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et les instruments financiers détenus en vue de la vente, en particulier le choix des critères utilisés pour déterminer si un actif est déprécié (voir note 49) ;
- le test de dépréciation du goodwill, qui doit être effectué au moins une fois par an, utilise la méthode de la valeur d'utilité. Ceci est basé sur les flux de trésorerie futurs projetés dans les derniers chiffres de planification de la direction. Une analyse des incertitudes entourant l'estimation du goodwill et de la juste valeur des instruments financiers est présentée dans les notes 45 et 36 ;
- le test de dépréciation des actifs d'impôt différé, en particulier pour déterminer la méthodologie utilisée pour la planification fiscale et pour évaluer la probabilité que les résultats fiscaux futurs attendus se produisent réellement (voir notes 51 et 52), ainsi que pour comptabiliser les positions de risque fiscal ; l'évaluation de la disponibilité des actifs d'impôt est principalement basée sur le bénéfice imposable futur potentiel sur la base de notre planification pluriannuelle ;
- la comptabilisation des provisions pour passifs incertains (voir note 57) ;
- l'évaluation des risques juridiques (voir note 59).

Les principales incertitudes de l'estimation concernent la provision pour pertes éventuelles sur prêts et créances et titres de créance et se sont élevées à 3,2 Md € (exercice précédent : 3,3 Md €) au cours de l'exercice 2024 au poste du bilan Actifs financiers - Coût amorti à 311 Md € (exercice précédent : 299 Md €).

4. – Ajustement selon IAS 8

Au cours de l'exercice précédent, certains actifs ont été affectés à des catégories incorrectes en raison d'une déclaration incorrecte par une filiale et d'une entrée de consolidation incorrecte pour la même filiale. Ces affectations ont été corrigées rétrospectivement au cours de l'exercice 2024 pour les chiffres de l'exercice précédent conformément à IAS 8.41. À la suite des ajustements, les actifs ont évolué comme suit au 31 décembre 2023 : Le poste Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat (note 29) a diminué de 123 M€ (1^{er} janvier 2023 : 137 M€), le poste Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation (note 30) a augmenté de 170 M€ (1^{er} janvier 2023 : 137 M€) et le poste Autres actifs (note 53) a diminué de 47 M€ (1^{er} janvier 2023 : pas de reclassements). Cette correction a également entraîné un décalage des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat (voir notes 13 et 23) dans le résultat. Les ajustements ont également eu un impact sur la trésorerie nette provenant des activités d'exploitation dans le tableau des flux de trésorerie, le risque de crédit maximal (voir note 34), les hiérarchies de juste valeur et les obligations d'information d'IFRS 13 (voir note 36), les informations sur la compensation des instruments financiers (voir note 37) et les échéances des actifs et des passifs (voir note 38). Ils n'ont eu aucune incidence sur le total de l'actif, le résultat consolidé, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres ou le résultat par action.

Principes de consolidation

Toutes les créances et les passifs intragroupe ainsi que les produits et les charges résultant de transactions entre entités consolidées dans les états financiers du Groupe sont éliminés lorsque les passifs, les produits et les charges sont consolidés. Les gains ou pertes réalisés dans le Groupe sur les transactions intragroupe sont également consolidés dans le cadre de l'élimination des résultats intermédiaires. La capacité du Groupe Commerzbank à accéder ou à utiliser les actifs et à surveiller les passifs des filiales, y compris les entités structurées, les entreprises associées et les coentreprises, peut être soumise à des restrictions légales, réglementaires et contractuelles.

5. – Filiales et regroupements d'entreprises

Les filiales sont des entités qui sont directement ou indirectement contrôlées par Commerzbank Aktiengesellschaft, parce que Commerzbank a le pouvoir de diriger les activités pertinentes de l'entité, a une exposition ou des droits à des rendements variables importants du fait de son implication et a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour affecter le montant de ses rendements. Lorsque nous décidons de consolider ou non, nous examinons une série de facteurs tels que les droits de vote, l'objet et la structure de l'entreprise et notre capacité à exercer une influence. Si les droits de vote sont le seul et immédiat facteur dominant dans la direction des activités concernées, le contrôle peut être davantage établi dans ces cas. Nous sommes néanmoins tenus d'examiner s'il existe d'autres facteurs, tels que des dispositions légales ou des accords contractuels, qui empêchent Commerzbank d'exercer un contrôle malgré le fait qu'elle détient la majorité des droits de vote. D'autres facteurs peuvent également conduire à un contrôle, par exemple si Commerzbank et l'entité sont dans une relation mandant-agent. Dans ce cas, une autre partie ayant des pouvoirs de décision agit en tant qu'agent de Commerzbank, mais ne contrôle pas l'entité, car elle n'exerce que des pouvoirs qui ont été délégués par Commerzbank (le mandant). La consolidation intervient à partir du moment où le Groupe prend le contrôle de la filiale.

Dans le cadre de la première consolidation du capital, nous réévaluons complètement les actifs et les passifs des filiales, quels que soient les intérêts détenus au moment de l'acquisition. Les actifs et passifs alors évalués à la juste valeur sont inclus dans le bilan du Groupe déduction faite des impôts différés ; les réserves et passifs cachés identifiés sont comptabilisés conformément aux normes applicables dans les exercices ultérieurs. Toute différence par rapport aux actifs nets lors de la réévaluation est comptabilisée en tant que goodwill. Tout goodwill négatif est comptabilisé dans le compte de résultat.

Les participations dans des filiales non consolidées pour des raisons d'immatérialité et les participations dans des entreprises associées et des coentreprises qui, en raison de leur immatérialité, ne sont pas comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, sont comptabilisées à leur juste valeur en actifs financiers dans la catégorie Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

Les filiales sont déconsolidées à la date à laquelle la Banque perd le contrôle qu'elle a sur elles.

6. – Entreprises associées et coentreprises

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles Commerzbank Aktiengesellschaft a une influence directe ou indirecte significative, mais qu'elle ne contrôle pas. Une influence significative est supposée exister lorsque la part des droits de vote se situe entre 20 % et 50 %. D'autres facteurs indiquant une influence significative pourraient, par exemple, être l'appartenance à un conseil de direction ou de surveillance ou des transactions importantes avec la société.

Un accord conjoint est un accord par lequel deux parties ou plus conviennent contractuellement d'exercer un contrôle conjoint sur ledit accord. Un partenariat peut être soit une coentreprise, soit une opération conjointe. Dans le Groupe Commerzbank, il n'y a que des coentreprises.

Les entreprises associées et les coentreprises sont habituellement comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et sont comptabilisées au bilan dans les participations dans les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le coût d'acquisition de ces investissements, y compris le goodwill, est déterminé au moment de leur consolidation initiale, en appliquant par analogie les mêmes règles que pour les filiales. Si les entreprises associées et les coentreprises sont importantes, des ajustements appropriés sont apportés à la valeur comptable dans les comptes, conformément à l'évolution des capitaux propres de la société. Les pertes attribuables aux sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ne sont comptabilisées qu'à hauteur de la valeur comptable (voir note 44). Les pertes supérieures à ce montant ne sont pas comptabilisées, car il n'existe aucune obligation de compenser les pertes excédentaires. Les bénéfices futurs sont d'abord compensés par des pertes non comptabilisées.

La mise en équivalence des participations dans les entreprises associées prend fin à la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer une influence significative sur l'entreprise associée. La comptabilisation en capitaux propres des coentreprises prend fin à la date à laquelle le contrôle conjoint de l'entreprise prend fin.

7. – Entités structurées

Les entités conçues sont des entités dans lesquelles les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour exercer le contrôle ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Les sociétés de titrisation, les entités structurées de crédit-bail et certains fonds d'investissement sont, par exemple, des entités structurées.

Commerzbank agit également en tant que sponsor d'entités structurées dans lesquelles elle ne détient pas de participation. Une société est considérée comme sponsorisée si elle a été fondée et/ou structurée par le groupe Commerzbank, si elle a reçu ou acheté des actifs du Groupe Commerzbank, si elle a obtenu des garanties du Groupe Commerzbank ou si elle a fait l'objet d'une commercialisation intensive par le Groupe Commerzbank.

Comme pour les filiales, une entité structurée doit être consolidée si Commerzbank exerce un contrôle sur elle. Dans le Groupe Commerzbank, l'obligation de consolider les entités structurées est examinée au moyen d'un processus qui comprend les transactions dans lesquelles Commerzbank lance une entité structurée avec ou sans l'implication de tiers, et les transactions dans lesquelles Commerzbank s'engage dans une relation contractuelle avec une entité structurée déjà existante avec ou sans l'implication de tiers. Les décisions relatives à la consolidation ou non d'une entité sont réexaminées en fonction des besoins, mais au moins une fois par an. Toutes les entités structurées consolidées et les entités structurées qui n'ont pas été consolidées pour des raisons d'importance relative sont énumérées dans la note 72.

8. – Sociétés consolidées

Les états financiers du Groupe comprennent toutes les filiales importantes qui sont directement ou indirectement contrôlées par Commerzbank Aktiengesellschaft. Il s'agit également d'entités structurées importantes. Les entreprises associées et les coentreprises importantes sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Veuillez consulter la note 72 pour plus d'informations sur la structure du Groupe Commerzbank, comprenant une liste complète des participations du Groupe.

Première consolidation de Aquila Capital Investmentgesellschaft mbH (Aquila Capital)

Le 3 juin 2024, une filiale de Commerzbank Aktiengesellschaft a acquis 74,9 % des actions et des droits de vote en numéraire dans Aquila Capital, une société basée à Hambourg spécialisée dans les investissements d'actifs immobiliers essentiels tels que les énergies renouvelables et les projets d'infrastructures durables. La majorité des droits de vote et des dispositions légales spéciales accordent à Commerzbank Aktiengesellschaft ou à sa filiale acquéreuse le contrôle d'Aquila Capital en cas de désaccord.

Cette transaction élargit considérablement la gamme de services que nous pouvons offrir à nos clients en matière de gestion durable des actifs. Aquila Capital apportera une contribution importante au plan du Groupe visant à augmenter ses revenus de commission. Le réseau de distribution d'Aquila Capital et son accès à l'expertise du Groupe Aquila en matière de développement de projets offrent des opportunités de croissance à l'international et constituent la base principale du goodwill acquis. Divers accords de services ont été conclus entre Commerzbank Aktiengesellschaft, Aquila Capital et le Groupe Aquila au moment de l'acquisition des actions, et ceux-ci entraîneront des revenus et des charges de commission à l'avenir.

Le tableau suivant présente les justes valeurs des actifs acquis et des passifs assumés :

(En millions d'euros.)		03/06/2024
Fonds en caisse et fonds à vue		14
Actifs financiers - Coût amorti		4
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat		30
Immobilisations incorporelles		128
Autres actifs		31
Total des actifs identifiés		208
Provisions		24
Passifs d'impôt différé		41
Autres passifs		25
Total des passifs identifiés		90
Juste valeur des actifs nets		118
Participations ne donnant pas le contrôle		30
Montant total hors participations ne donnant pas le contrôle		88
Prix d'achat/contrepartie		200
Goodwill		112

Le montant comptabilisé des participations ne donnant pas le contrôle au moment de l'acquisition était de 30 M€, ce qui est égal à la part proportionnelle des actifs nets d'Aquila Capital qui a été acquise.

Les commissions perçues ou bénéfices d'Aquila Capital inclus dans le résultat consolidé depuis le début du mois de juin 2024 s'élèvent respectivement à 58 M€ et 12 M€. Les commissions perçues et bénéfices d'Aquila Capital pour la période antérieure au 3 juin 2024, qui ne sont pas inclus dans le résultat consolidé, s'élèvent respectivement à 27 M€ et 2 M€.

Variations de l'exercice précédent

Déconsolidation de Banco Multiplo

Au deuxième trimestre 2023, la filiale de Commerzbank Brasil S.A. -Banco Multiplo, au Brésil, a été déconsolidée en raison de son immatérilité. Sa licence bancaire a été cédée en avril 2023. La déconsolidation s'est traduite par un effet de - 24 M€, qui est comptabilisé en Autre résultat net.

Notes annexes au compte de résultat**9. – Marge nette d'intérêt**

Tous les produits et charges d'intérêts - y compris les produits et charges liés aux intérêts - sont comptabilisés dans ce poste, à condition qu'ils ne résultent pas du portefeuille détenu à des fins de transaction.

Les produits d'intérêts comprennent tous les revenus générés par l'activité de la banque principale ou les transactions bancaires. Ces produits résultent principalement de l'apport de capitaux.

Comme pour les produits d'intérêts, les charges d'intérêts comprennent toutes les charges d'intérêts, y compris les reprises de primes/décotes et autres montants basés sur la méthode des intérêts effectifs, ainsi que les charges d'intérêts dans le cadre des activités bancaires ordinaires.

Les autres charges d'intérêts comprennent les produits nets d'intérêts et les charges d'intérêts des postes comptables de couverture.

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Produits d'intérêts comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif	17 222	15 482	11,2
Produits d'intérêts - Coût amorti	15 813	14 472	9,3
Produits d'intérêts provenant de prêts et de transactions sur le marché monétaire	14 646	13 399	9,3
Produits d'intérêts du portefeuille titres	1 167	1 073	8,8
Produits d'intérêts - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	1 403	991	41,5
Produits d'intérêts provenant de prêts et de transactions sur le marché monétaire	4	5	-25,8
Produits d'intérêts du portefeuille titres	1 399	986	41,9
Frais liés aux pénalités de paiement anticipé	6	19	-69,4
Produits d'intérêts comptabilisés sans appliquer la méthode du taux d'intérêt effectif	3 994	2 781	43,6
Produits d'intérêts - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	3 992	2 748	45,3
Produits d'intérêts provenant de prêts et de transactions sur le marché monétaire	3 837	2 630	45,9
Produits d'intérêts du portefeuille titres	156	117	32,6
Intérêts positifs sur instruments financiers détenus à titre de passif	1	33	-96,4
Charges d'intérêts	12 884	9 895	30,2
Charges d'intérêts - Coût amorti	8 833	6 855	28,9
Dépôts	7 613	5 860	29,9
Titres de créance émis	1 220	995	22,6
Charges d'intérêts - Option de la juste valeur	3 892	2 844	36,9
Dépôts	3 567	2 635	35,4
Titres de créance émis	325	209	55,2
Intérêts négatifs sur instruments financiers détenus à titre d'actifs	30	30	-0,1
Charges d'intérêts sur les passifs locatifs	28	25	12,6
Autres charges d'intérêts	101	141	-28,4
Total	8 331	8 368	-0,4

10. – Dividendes reçus

Tous les dividendes provenant d'actions et d'instruments de capitaux propres similaires - à l'exception des dividendes provenant de portefeuilles détenus à des fins de négociation - sont comptabilisés dans ce poste.

Ici, nous déclarons également le bénéfice net courant des filiales non consolidées, qui est réalisé par le biais d'accords de transfert de pertes et profits. Les filiales non consolidées sont affectées à la catégorie Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Dividendes provenant d'instruments de capitaux propres - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	-	-	
Dividendes provenant d'instruments de capitaux propres - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	34	15	
Résultat net courant des filiales non consolidées	10	11	- 15,3
Total	44	26	65,8

11. – Résultat du risque

Le résultat lié au risque contient des modifications des provisions comptabilisées dans le compte de résultat pour les instruments financiers figurant au bilan et hors bilan pour lesquels le modèle de dépréciation d'IFRS 9 doit être appliqué. Cela comprend également les ajouts et les reprises de provisions pour pertes, ainsi que d'autres pour les nouvelles affaires et les changements d'étape lors de la décomptabilisation en raison des rachats, des dépréciations et des montants recouverts sur les créances dépréciées et les dépréciations directes.

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Actifs financiers - Coût amorti	- 696	- 673	3,5
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	- 0	3	
Garanties financières	-9	2	
Engagements de prêt et accords d'indemnisation	-37	50	
Total	-743	-618	20,2

Pour plus d'informations sur l'organisation de la gestion des risques et sur les chiffres clés pertinents, ainsi que pour des analyses supplémentaires et des documents explicatifs sur la perte de crédit attendue, veuillez consulter le rapport de gestion combiné contenu dans le présent rapport annuel (voir pages 334 et suivantes).

Pour plus d'informations sur le résultat du risque, veuillez consulter la note 32 et le rapport sur les risques du Groupe aux pages 334 et suivantes.

12. – Commissions nettes perçues

Le Groupe comptabilise les produits et les charges générés par l'utilisation des services dans les commissions nettes perçues. Ces montants sont réalisés lorsque les clients bénéficient de facilités opérationnelles, de relations commerciales spéciales ou de solvabilité sans modifier le solde capitalisé des créances bancaires. De même, les commissions provenant de la vente de devises, de billets de banque et de métaux précieux sont incluses dans cette position, si l'activité concerne une transaction de service et non la négociation pour compte propre.

Il en va de même dans le sens inverse lorsque la Banque a recours à des services tiers. Dans le cas d'honoraires et de commissions uniques, par exemple pour des opérations de paiement, de courtage et de prêt, qui ne sont pas inclus dans le taux d'intérêt effectif, les commissions perçues sont comptabilisés à la date de règlement. Pour les services rendus sur une certaine période de temps, tels que les opérations de paiement (frais annuels dans le secteur des cartes de crédit et des comptes courants), les revenus sont comptabilisés à la date de clôture en fonction du degré d'exécution.

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Commissions perçues	4 459	4 116	8,3
Opérations sur titres	1 191	1 108	7,5
Gestion d'actifs	409	369	10,7
Opérations de paiement et activités à l'étranger	1 719	1 641	4,7
Garanties	276	265	4,3
Activité syndiquée	280	230	22,0
Activité intermédiaire	153	139	10,1
Opérations fiduciaires	49	58	- 16,4
Autres produits	382	306	24,8
Charges de commission	821	730	12,5
Opérations sur titres	168	148	13,7
Gestion d'actifs	51	58	- 12,3
Opérations de paiement et activités à l'étranger	283	225	25,8
Garanties	18	20	- 11,1
Activité syndiquée	7	10	- 25,1
Activité intermédiaire	130	109	19,2
Opérations fiduciaires	37	46	- 20,2
Autres charges	127	114	11,6
Commissions nettes perçues	3 638	3 386	7,4
Opérations sur titres	1 023	960	6,6
Gestion d'actifs	358	311	15,1
Opérations de paiement et activités à l'étranger	1 436	1 416	1,4
Garanties	259	245	5,5
Activité syndiquée	273	220	24,1
Activité intermédiaire	23	30	- 22,7
Opérations fiduciaires	12	12	- 1,8
Autres produits	255	192	32,6
Total	3 638	3 386	7,4

La ventilation des produits de commissions par secteurs par type de services selon IFRS 15 est la suivante :

2024 (En millions d'euros.)	Clients privés et petites entreprises	Clients entreprises	Autres et consolidation (1)	Groupe
Opérations sur titres	1 175	39	-23	1 191
Gestion d'actifs	399	10	0	409
Opérations de paiement et activités à l'étranger	859	862	- 1	1 719
Garanties	32	256	- 12	276
Activité syndiquée	1	280	- 0	280
Activité intermédiaire	149	4	- 0	153
Opérations fiduciaires	44	5	-	49
Autres produits	335	75	-28	382
Total	2 992	1 530	-64	4 459

(1) Les postes en Autres et Consolidation concernent principalement les effets de la consolidation des charges et produits.

2023 (En millions d'euros.) (1)	Clients privés et petites entreprises	Clients entreprises	Autres et consolidation (2)	Groupe
Opérations sur titres	1 097	32	- 22	1 108
Gestion d'actifs	364	5	-	369
Opérations de paiement et activités à l'étranger	799	858	- 15	1 641
Garanties	31	257	- 23	265
Activité syndiquée	1	229	0	230
Activité intermédiaire	134	10	- 5	139
Opérations fiduciaires	52	7	-	58
Autres produits	267	52	- 13	306
Total	2 745	1 449	-78	4 116

(1) Ajustements dus à IFRS 8.29 (voir note 60).

(2) Les postes en Autres et Consolidation concernent principalement les effets de la consolidation des charges et produits.

13. – Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

Ce poste comprend le bénéfice net de tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat. Il contient le gain net ou la perte nette provenant d'instruments financiers de la catégorie « détenus à des fins de transaction », le gain net ou la perte nette provenant d'instruments financiers de la catégorie « obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat » et le gain net ou la perte nette provenant d'instruments financiers de la catégorie « option de la juste valeur ».

Le gain net ou la perte nette des instruments financiers dans la catégorie « détenus à des fins de transaction » est le produit net des transactions de la Banque et est présenté comme le solde net des charges et des produits. Ce poste comprend donc :

- les produits d'intérêts, y compris les dividendes reçus, et les charges d'intérêts sur instruments financiers détenus à des fins de négociation ;
- les plus-values et moins-values réalisées sur la vente de titres détenus à des fins de transaction, de créances, de devises et de métaux précieux ;
- le profit net ou la perte nette de réévaluation résultant de réévaluations à la juste valeur ;
- le profit net ou la perte nette résultant des instruments financiers dérivés ;
- le profit net ou la perte nette résultant des ajustements de la juste valeur (ajustement de l'évaluation du crédit/CVA, ajustement de l'évaluation du débit/DVA, ajustement de l'évaluation du financement/FVA) ; et aussi
- les charges et produits de commission encourus dans le cadre de l'acquisition ou de la cession d'instruments financiers détenus à des fins de négociation.

Le gain net ou la perte nette des instruments financiers dans la catégorie « obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat » et le gain net ou la perte nette des instruments financiers dans la catégorie « option de la juste valeur » ne contiennent que les gains nets ou les pertes nettes de réévaluation et le résultat réalisé. Les charges et les produits sont présentés chacun sur une base nette.

(En millions d'euros.)	2024	2023 (1)	Variations en %
Résultat provenant des instruments financiers - détenu à des fins de négociation	66	- 199	.
Profit ou perte provenant d'instruments financiers - Option de la juste valeur	- 101	-271	- 62,5
Profit ou perte provenant d'instruments financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	- 10	110	.
Total	- 46	- 359	- 87,3

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

14. – Produit net de la comptabilité de couverture

Le résultat net de la comptabilité de couverture comprend les gains et les pertes liés à l'évaluation des couvertures efficaces dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur (couverture de juste valeur). Le résultat net de la comptabilité de couverture comprend également l'évaluation la partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie et des couvertures d'investissement net.

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Couvertures de juste valeur			
Variations de la juste valeur attribuables à des instruments de couverture	953	-233	
Micro-couverture de juste valeur	861	141	
Couvertures de juste valeur du portefeuille	92	-374	
Variations de la juste valeur attribuables des éléments couverts	- 928	272	
Micro-couverture de juste valeur	- 845	- 100	
Couvertures de juste valeur du portefeuille	- 83	372	
Couvertures des flux de trésorerie			
Gain ou perte provenant de couvertures de flux de trésorerie efficacement couvertes (partie inefficace uniquement)	0	1	- 66,3
Couvertures d'investissement net			
Gain ou perte résultant de couvertures d'investissement net efficacement couvertes (partie inefficace uniquement)	-	-	
Total	25	39	-36,0
Dont inefficacité de couverture à partir de micro-couvertures de juste valeur	16	41	- 60,9
Dont inefficacité de couverture des couvertures de juste valeur de portefeuille	9	- 2	

Au cours de l'exercice, la comptabilité de couverture des flux de trésorerie a été appliquée pour couvrir les risques de taux d'intérêt des prêts hypothécaires d'une valeur nominale de 299 M€ (exercice précédent : 295 M €) et pour couvrir les risques de change des obligations hypothécaires d'une valeur nominale de 300 M€ (exercice précédent : 300 M€) par le biais d'un swap de devises. En conséquence, 3 M€ (exercice précédent : 8 M€) ont été affectés à la réserve de couverture des flux de trésorerie.

Au cours de l'exercice 2023, la comptabilité de couverture des investissements nets a été appliquée pour couvrir les risques de change découlant des investissements des sociétés de transport maritime d'une valeur nominale de 160 millions de dollars américains. La comptabilité de couverture des investissements nets a été clôturée au 31 décembre 2023. En conséquence, -3 M€ (exercice précédent : -5M €) ont été affectés à la réserve de conversion au cours de l'exercice 2024. Cela sera amorti jusqu'à l'exercice 2026.

15. – Autre résultat net des instruments financiers

Ce poste contient la plus-value ou moins-value sur cession d'actifs financiers de la catégorie « autres éléments du résultat global à la juste valeur » ainsi que le profit ou la perte sur le rachat de passifs financiers de la catégorie « coût amorti ».

Le résultat de la cession d'actifs financiers dans la catégorie des coûts amortis comprend les effets des ventes d'instruments financiers évalués au coût amorti. Il contient également les résultats des ajustements contractuels convenus lors de la restructuration des accords de prêt avec les clients en raison d'une détérioration de leur solvabilité (modifications substantielles).

Dans le cas des actifs financiers de la catégorie des autres éléments du résultat global à la juste valeur (avec recyclage), la différence entre le coût amorti et la juste valeur est comptabilisée dans la réserve de réévaluation jusqu'à la cession (à l'exception des dépréciations) sans effet sur le résultat, et donc pas dans le compte de résultat. La réserve de réévaluation résultant des titres de créance est reprise par le biais du compte de résultat lors de la cession de l'actif.

La cession de passifs financiers dans la catégorie des coûts amortis se traduit par un résultat net réalisé, qui résulte directement de la différence entre le prix de vente et le coût amorti.

Ce poste comprend également les résultats de changements d'estimations dus à des changements d'attentes concernant les flux de trésorerie futurs, ainsi que les résultats de modifications non substantielles d'instruments financiers dans la catégorie des coûts amortis.

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Plus ou moins-values sur cession d'actifs financiers (Portefeuilles au coût amorti)	145	167	- 13,5
Plus-value sur cession d'actifs financiers (Portefeuilles au coût amorti)	338	457	-26,1
Plus-value sur cession d'actifs financiers (Portefeuilles au coût amorti)	193	289	-33,3
Autres gains ou pertes divers sur instruments financiers	-20	- 115	-82,5
Résultat réalisé sur actifs financiers - autres éléments du résultat global à la juste valeur (avec recyclage)	- 8	- 133	- 94,4
Résultat réalisé sur passifs financiers - Coût amorti	12	- 5	
Profit ou perte provenant d'une modification non substantielle - Coût amorti	- 21	-4	
Gain ou perte sur modifications non substantielles - Autres éléments du résultat global à la juste valeur (avec recyclage)	-	-	
Variation des incertitudes des estimations - Coût amorti	-3	27	
Variation des incertitudes des estimations - Autres éléments du résultat global à la juste valeur (avec recyclage)	-	-	
Total	125	52	

Le Groupe Commerzbank dispose de portefeuilles de prêts pour un montant total de 314 Md € (exercice précédent : 302 Md €) avec comptabilisation des instruments financiers au coût amorti. Cette classification exige que les instruments financiers qui y sont inclus soient alloués à un portefeuille avec le modèle d'entreprise « détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie » et qu'il n'existe aucun accord parallèle qui ne respecte pas le critère SPPI. Ces portefeuilles peuvent impliquer non seulement des rachats mais aussi des ventes d'actifs, tout en restant fondamentalement conformes à ce modèle d'entreprise. Cela est particulièrement vrai si la note de crédit du débiteur s'est considérablement détériorée ou si l'actif ne correspond plus aux critères requis tels qu'énoncés dans les lignes directrices internes, ou si la vente résulte de réaffectations de portefeuille juste avant l'échéance de ces actifs.

Le gain net ou la perte nette de la vente d'instruments financiers (portefeuilles au coût amorti) résulte de la vente de titres de créance, de prêts de billets à ordre et d'autres prêts dans le cadre de la vente autorisée de portefeuilles au coût amorti. Commerzbank modifie certaines des conditions contractuelles des prêts accordés, dans le cadre de modifications non substantielles qui n'entraînent pas la décomptabilisation de l'instrument financier précédent. Le risque de défaut de ces actifs après la modification est mesuré à la date de clôture respective et comparé au risque dans les conditions initiales. Le coût amorti avant modification s'élève à 338 M€ (exercice précédent : 263 M€).

(En millions d'euros.)	2024	2023 (1)	Variations en %
Actifs modifiés au cours de la période, qui sont provisionnés lors de leur modification postérieure à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie			
Pré-modification de la valeur comptable brute	338	263	28,5
PCA correspondante	16	19	- 13,1
Valeur comptable brute après modification	334	260	28,2
PCA correspondante	15	16	- 5,1
Résultat net de la modification	- 4	-2	61,9
Actifs modifiés, qui (depuis leur comptabilisation initiale) ont été évalués à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie et transférés à l'étape 1 (PCA 12m) au cours de la période			
Valeur comptable brute à la clôture de l'exercice	114	90	26,8
PCA correspondante	2	2	- 24,2

(1) Chiffres ajustés.

16. – Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Le résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence était de 1 M€ (exercice précédent : 4 M€).

Y compris la plus-value nette sur cessions et la réévaluation des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, qui a été comptabilisée dans les autres résultats nets et s'est élevée à 6 M€ (exercice précédent : -16 M€), le résultat net total des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence s'est élevé à 6 M€ (exercice précédent : -12 M€).

17. – Autre résultat net

Les autres produits nets comprennent principalement les dotations et reprises de provisions et les produits et charges de contrats de location simple.

Ce poste comprend également le résultat réalisé et le profit net ou la perte nette de réévaluation des entreprises associées et des coentreprises.

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Autres éléments importants du résultat	433	633	-31,6
Reprises de provisions	90	128	-30,3
Produits de location simple	94	208	-54,7
Revenus de location-vente et revenus de sous-location	15	16	-3,1
Produits d'immeubles placement	10	1	
Produits de cessions d'actifs fixes	13	12	5,0
Revenus de différences de taux de change	67	167	-59,8
Autres éléments des autres produits	144	100	44,2
Autres éléments de dépense importants	1 433	1 663	-13,8
Dotations aux provisions	610	358	70,4
Frais de location simple	74	81	-8,0
Frais de location-vente et de sous-location	8	12	-34,8
Charges des immeubles de placement	16	22	-28,0
Charges sur cessions d'immobilisations	1	1	-6,7
Charges provenant des différences de taux de change	61	161	-62,2
Autres éléments des autres charges	663	1 028	-35,5
Autre impôt (compensé)	- 17	- 8	
Résultat réalisé et profit nette ou perte nette de réévaluation provenant d'entreprises associées et de coentreprises (compensés)	6	- 16	
Autre résultat net	- 1 011	- 1 055	- 4,1

Les autres produits nets comprennent principalement les charges liées aux contrats de prêts en devises avec clauses indicielles. Au cours de l'exercice 2024, ils se sont élevés à 1 002 M€ (exercice précédent : 1 094 M€).

18. – Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du Groupe de 6 244 M€ (exercice précédent : 6 006 M€) comprenaient les frais de personnel, les frais administratifs et les amortissements. La ventilation des charges d'exploitation est la suivante :

Frais de personnel (En millions d'euros.)	2024	2023 (1)	Variation en %
Salaires et traitements	3 443	3 277	5,1
Retraites et avantages du personnel similaires	168	187	- 10,2
Total	3 611	3 464	4,2

(1) Chiffres ajustés.

Les salaires et traitements comprennent 484 M€ (exercice précédent : 463 M€) pour impôts et cotisations sociales. Ils comprennent également les cotisations patronales au régime légal de retraite d'un montant de 223 M€ (exercice précédent : 212 M€).

Les charges pour les retraites et avantages sociaux similaires comprennent les charges pour les régimes à prestations définies et à cotisations définies (voir note 57), les régimes de chômage partiel et de retraite anticipée liés à l'âge, ainsi que d'autres charges liées aux pensions.

Charges administratives (En millions d'euros.)	2024	2023 (1)	Variations en %
Frais de location	257	251	2,5
Dépenses informatiques	666	648	2,7
Frais de lieu de travail et d'information	201	190	5,7
Frais de conseil, d'audit et autres frais nécessaires pour se conformer au droit des sociétés	260	223	16,5
Frais de déplacement, de représentation et de publicité	214	197	8,7
Frais administratifs liés au personnel	86	93	- 7,7
Autres charges administratives	144	147	- 1,8
Total	1 827	1 748	4,5

(1) Chiffres ajustés.

KPMG Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Francfort-sur-le-Main, Allemagne, a été nommé commissaire aux comptes du Groupe Commerzbank.

Les honoraires et frais des commissaires aux comptes du Groupe s'élèvent à 16 715 milliers d'euros hors TVA pour l'exercice 2024.

Honoraires des commissaires aux comptes (En milliers d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Services d'audit	11 987	11 768	1,9
Services liés à l'audit	2 837	1 454	95,1
Services fiscaux	-	-	-
Autres services	1 891	2 130	- 11,2
Total	16 715	15 352	8,9

Conformément à IDW AcP IIFA 36, les honoraires pour les services d'audit comprennent les audits des états financiers de Commerzbank Aktiengesellschaft et de ses filiales, les audits des états financiers du Groupe et les examens du rapport financier semestriel et de l'information financière du Groupe. Les services liés à l'audit comprennent principalement les honoraires pour les services d'audit et d'attestation légalement requis, contractuellement convenus ou volontairement commandés.

L'augmentation des honoraires pour les autres services d'audit est principalement due à l'examen du rapport de développement durable du Groupe et au nombre plus élevé de lettres de confort pour les questions relatives aux marchés des capitaux. Elles comprennent également l'audit des obligations de déclaration et des règles de conduite conformément à l'article 89 WpHG, l'audit du rapport sur la rémunération conformément à l'article 162 de la loi allemande sur les sociétés par actions (AktG). Les honoraires pour les autres services sont principalement des honoraires pour des services de conseil en assurance qualité dans le cadre d'inspections externes.

Amortissements d'actifs corporels et incorporels (En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Mobilier de bureau et équipement	100	90	10,7
Terrains et constructions	8	8	- 2,2
Immobilisations incorporelles	409	412	-0,8
Actifs liés au droit d'utilisation	289	283	2,1
Total	806	794	1,5

Outre les amortissements programmés, les postes comprennent également les dépréciations et les reprises de dépréciations. L'amortissement des immobilisations incorporelles comprenait 0 M€ de dépréciations de réductions non programmées (exercice précédent : 24 M€). Sur les terrains, bâtiments et autres immobilisations il y a eu des réductions de 0 M€ (exercice précédent : 0 M€). Les amortissements sur droits d'utilisation concernent principalement les immeubles loués.

19. – Cotisations obligatoires

Cotisations obligatoires (En millions d'euros.)	2024	2023	Variation en %
Protection des dépôts	74	64	15,9
Taxe bancaire polonaise	175	164	6,9
Prélèvement bancaire européen	34	188	-82,0
Total	283	415	-31,9

Commerzbank a profité de l'occasion pour payer une partie de ses cotisations obligatoires pour le prélèvement bancaire de l'UE et le système d'indemnisation des banques privées allemandes (EdB) sous la forme de garanties en espèces et d'engagements de paiement irrévocables (EPI).

Au cours de l'exercice 2024, une garantie d'un montant de 0 M€ (exercice précédent : 42 M€) a été déposée pour le prélèvement bancaire de l'UE et 35 M€ (exercice précédent : 30 M€) pour le système de compensation des banques privées allemandes (voir note 59 pour plus de détails).

20. – Dépréciations du goodwill

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variation en %
Goodwill	-	-	
Total	-	-	

21. – Charges de restructuration

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Charges des mesures de restructuration en cours	3	18	- 82,6
Total	3	18	-82,6

Comme pour l'exercice précédent, les charges de restructuration encourues au cours de l'exercice 2024 sont liées à la mise en œuvre de la « Stratégie 2024 » et résultent principalement de l'ajustement des provisions pour restructuration (voir note 57, Autres provisions, b) Autres provisions) et de l'amortissement accru des actifs loués ainsi que du mobilier et de l'équipement de bureau en raison d'une réduction de la durée de vie utile restante dans le cadre des mesures de restructuration (voir note 47).

22. – Impôts sur le résultat

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Impôts courants sur le résultat	453	630	- 28,1
Charge/produit d'impôt pour l'exercice en cours	504	593	- 14,9
Charge/produit d'impôt pour les exercices précédents	- 51	37	
Impôt sur le résultat différé	535	558	-4,0
Charge/produit d'impôt dû aux différences temporaires et aux reports de pertes fiscales	553	687	- 19,5
Écarts de taux d'imposition	- 18	- 78	- 77,0
Charge d'impôt due à la dépréciation d'impôts différés comptabilisés antérieurement	-	-	
Produits d'impôts provenant de reports de pertes fiscales non comptabilisés antérieurement et de différences temporelles	-	- 51	
Total	989	1 188	- 16,8

Le taux d'imposition combiné applicable à Commerzbank Aktiengesellschaft et à ses filiales allemandes était de 31,5 %. Le rapprochement suivant montre la relation entre le bénéfice net avant impôt selon les IFRS et les impôts sur le résultat de l'exercice 2024.

Le taux de l'impôt sur le résultat du Groupe retenu comme base pour le rapprochement est constitué du taux de l'impôt sur les sociétés de 15,0 % appliqué en Allemagne, majoré de la surtaxe de solidarité de 5,5 % et d'un taux moyen de 15,7 % pour l'impôt commercial. On obtient ainsi un taux d'imposition allemand de 31,5 % (exercice précédent : 31,5 %).

Les effets de l'impôt sur le résultat résultent des écarts entre les taux d'imposition applicables aux unités étrangères. Les taux d'imposition hors Allemagne variaient entre 10,0 % (Bulgarie) (exercice précédent : 10,0 % Bulgarie) et 33,1 % (Italie) (exercice précédent : 45,0 % Brésil).

Au 31 décembre 2024, le taux d'imposition du Groupe était de 25,8 % (exercice précédent : 34,9 %).

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Résultat avant impôts en vertu des IFRS	3 833	3 403	12,7
Taux d'imposition du Groupe (En %.)	31,5	31,5	-
Charge d'impôt sur le résultat calculé au cours de l'exercice	1 208	1 072	12,7
Effets des taux d'imposition et des variations de taux d'imposition différents sur les charges d'impôt comptabilisées en résultat	- 135	- 78	72,4
Effet de la réévaluation des impôts différés	-	- 51	
Effets des charges d'exploitation non déductibles et des produits exonérés d'impôt	37	235	-84,3
Actifs d'impôt différé non comptabilisés	15	7	
Utilisation de reports de pertes fiscales pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'avait été calculé	-36	- 50	-28,0
Retenues à la source non déductibles	3	2	50,0
Impôt courant se rapportant à d'autres exercices	- 83	26	
Autres effets	-20	26	
Impôts sur le résultat	989	1 188	-16,8

Commerzbank Aktiengesellschaft est soumise au niveau minimum global d'imposition car elle maintient des filiales et des succursales dans des pays dont le taux d'imposition nominal est inférieur à 15 %. Cependant, on suppose actuellement qu'aucune charge fiscale importante ne peut être attendue de l'impôt minimum mondial dans aucune juridiction.

Le tableau ci-dessous indique le montant des impôts exigibles et différés résultant d'éléments qui ont été compensés par les capitaux propres dans les autres éléments du résultat global (hors compte de résultat) :

Impôts sur le résultat non comptabilisés au compte de résultat (En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Impôts courants sur le résultat	-	-	
Impôts différés sur le résultat	404	460	- 12,1
Écarts d'évaluation résultant des couvertures de flux de trésorerie	8	20	- 59,6
Réserve de réévaluation	102	98	4,4
Report de pertes	50	92	-45,7
Réévaluation des régimes à prestations définies	160	198	- 19,4
Autres	84	52	62,4
Total	404	460	- 12,1

La variation de la différence entre les actifs et passifs d'impôt différé peut différer de la variation de la différence entre les charges et produits d'impôt différé. Cela est généralement dû à :

- des impôts différés directement débités ou crédités dans les capitaux propres ;
- des effets des variations des taux de change sur les actifs et passifs d'impôt libellés dans des devises autres que l'euro ;
- des acquisitions et cessions de sociétés dans le cours normal des affaires et
- des reclassements d'actifs et de passifs d'impôts différés, qui sont comptabilisés au bilan en tant que composantes d'autres actifs et d'autres passifs.

23. – Résultat net par catégorie d'évaluation

Le résultat net se compose des réévaluations à la juste valeur, des produits d'intérêts nets, des produits de dividendes, des effets de conversion de change, des dépréciations, des réductions, du résultat réalisé, des recouvrements sur instruments financiers dépréciés et des variations de la réserve de réévaluation comptabilisée en capitaux propres.

(En millions d'euros.)	2024	2023 (1)	Variations en %
Résultat net provenant des			
Actifs et passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	91	- 159	
Actifs financiers - Option de la juste valeur	-	-	
Passifs financiers - Option de la juste valeur	- 3 994	- 3 114	28,2
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	4 016	2 872	39,8
Actifs financiers - Coût amorti	15 224	13 990	8,8
Passifs financiers - Coût amorti	- 8 811	- 6 819	29,2
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	1 376	841	63,7
Variation de valeur non comptabilisée en résultat			
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur - titres de créance	10	205	- 95,2
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur - instruments de capitaux propres	-	-	
Passifs financiers - Option de la juste valeur (écart de crédit propre)	- 98	- 131	- 25,3

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

24. – Résultat par action

	2024	2023	Variations en %
Résultat d'exploitation (en millions d'euros.)	3 837	3 421	12,1
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires et aux investisseurs de Commerzbank dans des composantes de capitaux propres additionnelles (en millions d'euros.)	2 677	2 224	20,3
Dividendes sur les composantes de capitaux propres additionnelles (En millions d'euros.)	212	194	8,9
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank (en millions d'euros.)	2 465	2 030	21,4
Nombre moyen d'actions ordinaires émises	1 187 511 643	1 245 699 309	-4,7
Résultat d'exploitation par action (en euros.)	3,23	2,75	17,6
Résultat par action (en euros.)	2,08	1,63	27,4

Le résultat par action, calculé conformément à IAS 33, est basé sur le résultat consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank et aux investisseurs en composantes de capitaux propres supplémentaires après déduction des coupons AT-1 payés et est calculé en divisant le résultat consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Comme au cours de l'exercice précédent, aucun droit de conversion ou d'option n'était en circulation au cours de l'exercice 2024. Le chiffre du résultat dilué par action était donc identique au chiffre non dilué. La ventilation du résultat d'exploitation est présentée dans le rapport sectoriel (note 60).

Notes annexes au bilan

Actifs et passifs financiers selon IFRS 9

Classification générale et évaluation

Conformément à IFRS 9, tous les actifs et passifs financiers - qui comprennent également des instruments financiers dérivés - doivent être comptabilisés au bilan. Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat, les coûts de transaction directement attribuables sont inclus dans les justes valeurs en tant que coûts liés à l'acquisition, ce qui augmente la juste valeur des actifs financiers ou réduit la juste valeur des passifs financiers. Selon IFRS 13, la juste valeur est définie comme le prix de sortie, c'est-à-dire le prix que l'acteur du marché recevrait pour la vente d'un actif ou paierait pour transférer un passif dans une transaction ordonnée. La juste valeur est un prix observé sur un marché actif (mark-to-market) ou déterminé à l'aide de modèles d'évaluation (mark-to-model). Les intrants pertinents pour le modèle d'évaluation sont soit observés directement sur le marché, soit, s'ils ne sont pas observables sur le marché, sont des estimations faites par des experts.

Lors d'une évaluation ultérieure, les instruments financiers sont comptabilisés dans le bilan soit au coût (amorti), soit à la juste valeur, selon la catégorie.

a) Comptabilisation et décomptabilisation des instruments financiers

Un actif financier ou un passif financier est généralement comptabilisé au bilan lorsque le Groupe Commerzbank devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les achats ou les ventes réguliers d'actifs financiers sur le marché au comptant, les dates de négociation et de règlement diffèrent normalement. Ces achats et ventes réguliers sur le marché au comptant peuvent être comptabilisés à l'aide de la date de transaction ou de la date de règlement. Dans le groupe Commerzbank, les achats et les ventes réguliers d'actifs financiers sur le marché au comptant sont comptabilisés lors de leur comptabilisation et de leur cession à la date de transaction.

Les règles de décomptabilisation d'IFRS 9 sont basées à la fois sur le concept de risques et de récompenses et sur le concept de contrôle. Cependant, lorsqu'il s'agit de décider si un actif est éligible à la décomptabilisation, l'évaluation du transfert des risques et des avantages liés à la propriété l'emporte sur l'évaluation du transfert de contrôle. Si les risques et les avantages ne sont transférés que partiellement et que le contrôle de l'actif est conservé, l'approche d'implication continue est utilisée. L'actif financier continue d'être comptabilisé dans la mesure de l'implication continue du Groupe, et des méthodes comptables spéciales s'appliquent. La mesure de l'implication continue de l'entité dans l'actif transféré est la mesure dans laquelle elle est exposée aux variations de la valeur de l'actif transféré. Un passif financier (ou une partie d'un passif financier) est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque les obligations découlant du contrat sont acquittées, annulées ou expirent. Le rachat d'instruments de dette propre est également un transfert de passifs financiers pouvant faire l'objet d'une décomptabilisation. Toute différence entre la valeur comptable du passif (y compris les escomptes et les primes) et le prix d'achat est comptabilisée en résultat ; si l'actif est revendu à une date ultérieure, un nouveau passif financier est comptabilisé au coût égal au prix auquel l'actif a été vendu. Les différences entre ce coût et le montant du remboursement sont réparties sur la durée du titre de créance en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Certaines modifications des conditions contractuelles entre les emprunteurs et la Banque, par exemple à la suite de mesures de renégociation ou de restructuration, peuvent entraîner une décomptabilisation. Une modification substantielle des conditions contractuelles d'un instrument financier entre un emprunteur existant et la Banque entraîne la décomptabilisation de l'actif financier d'origine et la comptabilisation d'un nouvel instrument financier.

De même, une modification substantielle des conditions contractuelles d'un instrument de dette existant doit être traitée comme un remboursement du passif financier initial. En termes quantitatifs, une modification des conditions contractuelles est considérée comme substantielle si la valeur actualisée nette actuelle des flux de trésorerie en vertu des nouvelles conditions contractuelles s'écarte d'au moins 10 % de la valeur actualisée nette actuelle des flux de trésorerie résiduels de l'instrument de dette initial.

b) Classement des instruments financiers et leur évaluation

Le Groupe Commerzbank classe les actifs et passifs financiers selon les catégories IFRS 9 applicables :

- Actifs financiers
 - Coût amorti (CA)
 - Autres éléments du résultat global à la juste valeur (FVOCI)
 - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat (mFVPL)
 - Détenu à des fins de négociation (HFT)
- Passifs financiers
 - Coût amorti (CA)
 - Option de la juste valeur (FVO)
 - Détenu à des fins de négociation (HFT)

Le Groupe divise les catégories IFRS 9 en catégories suivantes :

- Actifs financiers
 - Prêts et créances
 - Titres de créance
 - Instruments de capitaux propres
 - Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture (dérivés autonomes)
 - Dérivés éligibles à la comptabilité de couverture
- Passifs financiers
 - Dépôts
 - Titres de créance émis
 - Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture (dérivés autonomes)
 - Dérivés éligibles à la comptabilité de couverture
 - Garanties financières

En outre, nous déclarons les engagements de prêt (révocables et irrévocables).

c) Gains nets ou pertes nettes

Les gains nets ou pertes nettes comprennent les évaluations de la juste valeur comptabilisées en résultat, les effets de conversion des devises, les dépréciations, les réévaluations, les plus-values réalisées sur cession, les recouvrements ultérieurs sur des instruments financiers dépréciés et les variations comptabilisées dans la réserve de réévaluation classée dans les catégories respectives d'IFRS 9. Les éléments sont détaillés dans l'état résumé du résultat global et dans les notes sur les produits d'intérêts nets, le résultat sur risques, le résultat net sur actifs et passifs financiers évalué à la juste valeur par résultat et les autres produits nets sur instruments financiers.

d) Garanties financières

Une garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu des dispositions initiales ou modifiées de l'instrument d'emprunt. Cela peut inclure, par exemple, les garanties bancaires. Si le Groupe Commerzbank est le titulaire de la garantie, la garantie financière n'est pas enregistrée dans les comptes et n'est comptabilisée que lors de la détermination d'une dépréciation d'un actif garanti. En tant qu'émetteur, le Groupe Commerzbank comptabilise le passif découlant d'une garantie financière à sa création. L'évaluation initiale est à la juste valeur au moment de la comptabilisation. De manière générale, la juste valeur d'un contrat de garantie financière à sa création est nulle car pour les contrats à la juste valeur marchande, la valeur de la prime convenue correspond normalement à la valeur de l'obligation de garantie (méthode nette). L'évaluation ultérieure est effectuée au coût amorti ou à la provision qui doit être comptabilisée si le paiement de la garantie devient probable si celle-ci est plus élevée.

e) Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés sont des produits dérivés qui sont intégrés dans des instruments financiers primaires. Il s'agit, par exemple, d'obligations convertibles inversées (obligations qui peuvent être remboursées sous forme d'actions) ou d'obligations assorties de paiements d'intérêts indexés.

Conformément à IFRS 9, nous ne séparons que les dérivés qui sont incorporés dans des passifs financiers. Les actifs financiers sont évalués dans leur intégralité, ce qui signifie que le contrat hôte n'est pas comptabilisé séparément du dérivé incorporé. Au lieu de cela, les actifs financiers sont classés en fonction du modèle d'entreprise et de leurs conditions contractuelles.

Dans le cas des passifs financiers, une telle séparation à des fins comptables n'est requise que si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- Un instrument séparé comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répond à la définition d'un dérivé selon IFRS 9 ; et
- Le passif financier principal n'est pas évalué à la juste valeur par résultat.

Dans ce cas, le dérivé incorporé à séparer est considéré comme faisant partie de la catégorie des instruments détenus à des fins de transaction et est comptabilisé à la juste valeur. Les variations de réévaluation sont comptabilisées dans le bénéfice net de tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat. Le contrat hôte est comptabilisé et évalué en appliquant les règles de la catégorie à laquelle l'instrument financier est affecté.

Si les trois conditions ci-dessus ne sont pas cumulativement remplies, le dérivé incorporé n'est pas présenté séparément et le total de l'instrument financier ou du produit structuré est évalué dans son ensemble conformément aux dispositions générales de la catégorie à laquelle le passif financier est affecté.

25. – Actifs financiers - Coût amorti

Si les flux de trésorerie contractuellement convenus d'un actif financier ne comprennent que des paiements d'intérêts et de principal (c'est-à-dire que l'actif respecte le critère SPPI) et que cet actif a été affecté au modèle d'entreprise de « détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie », il est évalué au coût amorti. La valeur comptable de ces instruments financiers est diminuée de la provision pour pertes sur prêts (voir note 32).

Si les clauses ESG font partie des contrats portant sur des instruments financiers, dans la plupart des cas, elles n'ont qu'une influence négligeable sur les flux de trésorerie contractuels et donc sur l'évaluation de ces instruments financiers au coût amorti ou à la juste valeur. Les implications possibles des clauses ESG sur la classification et la comptabilisation des instruments financiers sont examinées dans le cadre des processus établis (par exemple, le processus des nouveaux produits).

Les produits d'intérêts de ces instruments financiers sont comptabilisés en produits d'intérêts nets selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Prêts et créances	278 990	268 935	3,7
Banques centrales	2 253	1 779	26,6
Banques	18 942	15 818	19,7
Clients entreprises	93 629	92 508	1,2
Clients privés	130 608	129 736	0,7
Autres sociétés financières	14 097	12 974	8,6
Gouvernements généraux	19 461	16 119	20,7
Titres de créance	31 935	29 754	7,3
Banques	4 601	3 076	49,6
Clients entreprises	3 328	3 667	-9,2
Autres sociétés financières	6 093	6 983	-12,7
Gouvernements généraux	17 913	16 027	11,8
Total	310 925	298 689	4,1

Le modèle d'entreprise d'un portefeuille de prêts à ordre émis par des organismes du secteur public britannique, qui avait une valeur comptable de 2,8 Md €, a été modifié au 1^{er} janvier 2019. Dans le cadre de la clôture du segment Recouvrement de capital de l'actif 8 (portefeuille de liquidation), ce portefeuille a été regroupé sous Trésorerie et est administré par le Bureau d'investissement depuis le 1^{er} janvier 2019 (voir également la note 60). Les activités de distribution et de vente du portefeuille ont été interrompues. À compter du 1^{er} janvier 2019, les ventes futures de ce portefeuille ne sont désormais autorisées qu'en cas de détérioration significative de la qualité du crédit. La gestion de portefeuille et la rémunération de la direction ne sont donc plus basées sur la juste valeur. L'objectif du portefeuille est de générer des flux de trésorerie convenus contractuellement. Les flux de trésorerie convenus contractuellement sont uniquement des paiements d'intérêts et de principal aux fins d'IFRS 9. Le changement de modèle d'entreprise a entraîné le reclassement de la catégorie d'évaluation mFVPL à la catégorie d'évaluation au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif calculé au moment du reclassement était de 2,8 %. Au cours de l'exercice 2024, les produits d'intérêts du portefeuille reclassé se sont élevés à 27 M€ (exercice précédent : 59 M€). En outre, des charges d'intérêts de 0 M€ (exercice précédent : 0 M€) ont été engagés.

La juste valeur du portefeuille au 31 décembre 2024 était de 0,4 Md (exercice précédent : 0,9 Md €). La baisse de juste valeur est notamment due à l'utilisation de l'option de résiliation par nos contreparties. Si le portefeuille était resté dans la

catégorie d'évaluation mFVPL, la variation de la juste valeur depuis le début de l'exercice et la variation compensatoire de la valeur des dérivés détenus pour couvrir le portefeuille auraient été comptabilisées en résultat dans le résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur résultat. Il en aurait résulté un résultat net de 10 M€ (exercice précédent : 157 M€), ce qui aurait été la conséquence à la fois de l'écart de crédit et des effets liés aux taux d'intérêt. Depuis le reclassement, les flux de trésorerie des opérations sous-jacentes du portefeuille ont été affectés à la comptabilité de couverture de la juste valeur du portefeuille de Commerzbank.

26. – Passifs financiers - Coût amorti

En règle générale, les passifs financiers doivent être évalués ultérieurement au coût amorti.

Les dépôts comprennent principalement les dépôts à vue, les dépôts à terme et les dépôts d'épargne.

Dans d'autres émissions de dette, nous signalons également les émissions subordonnées titrisées et non titrisées qui, en cas d'insolvabilité ou de liquidation, ne peuvent être remboursées qu'après que les créances de tous les créanciers non subordonnés ont été satisfaites.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Dépôts	395 598	379 311	4,3
Banques centrales	2 996	6 447	-53,5
Banques	46 209	43 686	5,8
Clients entreprises	124 553	119 115	4,6
Clients privés	185 053	173 034	6,9
Autres sociétés financières	29 939	27 200	10,1
Gouvernements généraux	6 847	9 830	-30,3
Titres de créance émis	44 922	40 498	10,9
Instruments du marché monétaire	1 183	1 089	8,7
Pfandbriefe	25 046	22 119	13,2
Autres titres de créance émis	18 692	17 290	8,1
Total	440 519	419 809	4,9

Commerzbank participe au troisième programme d'opérations ciblées de refinancement à plus long terme (TLTRO III) de la BCE depuis 2020. Sur le total de 35,9 Md €, 26,9 Md € ont été remboursés au quatrième trimestre 2022, 5,4 Md € au deuxième trimestre 2023 et enfin les 3,6 Md € restants au premier trimestre 2024.

Le taux d'intérêt dépend de l'évolution du volume de crédit dans un portefeuille de référence, ce qui, si un seuil a été atteint, entraîne une décote sur le taux. Commerzbank a atteint le seuil en 2021 et a utilisé les escomptes de taux d'intérêt. Les produits d'intérêts ont été essentiellement comptabilisés en produits d'intérêts nets au prorata avec une réduction correspondante du passif de refinancement. En raison de plusieurs augmentations des taux directeurs au cours du second semestre de l'exercice 2022, il n'est plus nécessaire, en vertu d'IAS 20, de comptabiliser une bonification d'intérêt pour la période allant jusqu'à l'échéance. En 2024, il en résulte une charge d'intérêts de 29 M€ (exercice précédent : 197 M €).

27. – Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur

Une évaluation à la juste valeur avec comptabilisation de la variation de la valeur des autres éléments du résultat global avec recyclage (FVOCI avec recyclage) est nécessaire si l'instrument financier est affecté à un portefeuille avec le modèle d'entreprise « détenu afin d'en percevoir les flux de trésorerie et de la vente » et, en outre, les flux de trésorerie convenus contractuellement sont uniquement des paiements d'intérêts et de principal et respectent donc le critère SPPI.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans la réserve de réévaluation sans effet sur le résultat, à l'exception des dépréciations qui sont comptabilisées en résultat. La comptabilisation des provisions pour pertes sur prêts est expliquée à la note 32 « Risques de crédit et pertes de crédit ». Lorsqu'un instrument financier est décomptabilisé, les gains et pertes cumulés comptabilisés au moment considéré dans la réserve de réévaluation sont reclassés au compte de résultat (recyclage) et comptabilisés en autres produits nets d'instruments financiers. Les produits d'intérêts de ces actifs financiers sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Prêts et avances (avec recyclage)	191	232	- 17,7
Banques	69	64	7,1
Clients entreprises	18	54	-66,3
Autres sociétés financières	36	34	5,7
Gouvernements généraux	68	79	- 15,0

Titres de créance (avec recyclage)	56 534	39 911	41,6
Banques centrales	3 469	-	
Banques	27 986	17 573	59,3
Clients entreprises	2 963	2 578	15,0
Autres sociétés financières	6 709	6 244	7,4
Gouvernements généraux	15 407	13 517	14,0
Total	56 725	40 143	41,3

Dans le Groupe Commerzbank, aucune plus-value ou moins-value sur cessions n'a été comptabilisée en bénéfices non distribués sans effet sur le résultat, ni au cours de l'exercice 2024, ni au cours de l'exercice précédent.

28. – Passifs financiers - Option de la juste valeur

En vertu des règles d'IFRS 9, en cas d'asymétrie comptable, la gestion des passifs financiers sur la base de la juste valeur et l'existence de dérivés incorporés nécessitant une séparation peuvent également être des conditions d'application de l'option de la juste valeur aux passifs.

Si l'option de la juste valeur est utilisée pour les passifs financiers ou pour les contrats hybrides, les variations de la juste valeur résultant des fluctuations du risque de crédit propre ne sont pas comptabilisées dans le compte de résultat, mais dans les autres éléments du résultat global (sans recyclage) sans effet sur le résultat.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Dépôts	38 109	30 859	23,5
Banques centrales	3 484	522	
Banques	14 041	10 320	36,1
Clients entreprises	382	296	29,1
Clients privés	48	53	- 9,9
Autres sociétés financières	20 034	19 354	3,5
Gouvernements généraux	121	313	- 61,3
Titres de créance émis	8 404	6 082	38,2
Autres titres de créance émis	8 404	6 082	38,2
Total	46 513	36 941	25,9

Pour les passifs auxquels l'option de la juste valeur a été appliquée, la variation de la juste valeur au cours de l'exercice 2024 pour des raisons de risque de crédit était de 130 M€ (exercice précédent : 181 M€). La variation cumulée est de 251 M€ (exercice précédent : 121 M€). Le montant du remboursement des passifs financiers évalués à la juste valeur était de 9 698 M€ (exercice précédent : 7 249 M€).

98 M€ (exercice précédent : 131 M€) réalisés sur les cessions de passifs financiers pour lesquels l'option de la juste valeur a été appliquée ont été comptabilisés en bénéfices non distribués sans effet sur le résultat.

Les variations de la juste valeur des passifs liées au risque de crédit ont été principalement calculées comme des variations de la juste valeur moins les variations de la valeur résultant des conditions du marché.

L'application de l'option de la juste valeur afin d'éviter les asymétries comptables et pour les instruments financiers avec dérivés incorporés a produit les valeurs suivantes dans la catégorie « Passifs financiers - Option de la juste valeur » :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Dépôts	1 231	990	24,3
Titres de créance émis	8 404	6 082	38,2
Total	9 635	7 073	36,2

L'option de la juste valeur a également été utilisée pour les instruments financiers s'ils sont gérés conformément à notre gestion des risques et de la liquidité et si leur performance est évaluée sur la base de la juste valeur. Cela s'appliquait principalement aux opérations de pension, aux opérations du marché monétaire et aux garanties en espèces provenant d'opérations de prêt de titres.

Les postes de bilan suivants ont été touchés :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Dépôts	36 878	29 869	23,5
Titres de créance émis	-	-	
Total	36 878	29 869	23,5

29. – Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat

Ce poste comprend les instruments financiers qui sont affectés en tant que titres de créance au modèle d'entreprise résiduel en tant que différenciation des instruments de capitaux propres énumérés ci-dessous et non comptabilisés dans « Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction ». En outre, les transactions attribuées au modèle d'entreprise « détenant afin d'en percevoir les flux de trésorerie » et « détenant afin d'en percevoir les flux de trésorerie et de la vente » sont incluses ici si elles ne respectent pas le critère SPPI. Les exemples de telles transactions comprennent les parts de fonds d'investissement, les certificats de participation aux bénéfices, les participations tacites et les actifs gérés sur la base de la juste valeur.

Les instruments de capitaux propres sont exclusivement des contrats fournissant un intérêt résiduel dans les actifs d'une société après déduction de toutes les dettes associées, telles que des actions ou des intérêts dans d'autres sociétés par actions.

Les instruments de capitaux propres ne respectent pas le critère SPPI car l'investisseur n'a aucun droit aux remboursements d'intérêts et de capital. Par conséquent, ces instruments sont habituellement évalués à la juste valeur par résultat. Une exception à cette règle existe pour les instruments de capitaux propres pour lesquels le Groupe a choisi l'option de les évaluer à la juste valeur dans les autres éléments du résultat global sans recyclage (voir note 27).

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023 (1)	Variations en %
Prêts et créances	63 077	43 867	43,8
Banques centrales	3 868	7 788	-50,3
Banques	25 912	18 061	43,5
Clients entreprises	831	839	-0,9
Clients privés	45	53	- 15,0
Autres sociétés financières	32 419	17 126	89,3
Gouvernements généraux	0	0	16,3
Titres de créance	3 834	3 498	9,6
Banques centrales	1 334	-	
Banques	314	326	-3,7
Clients entreprises	391	283	37,9
Autres sociétés financières	900	937	-4,0
Gouvernements généraux	895	1 951	- 54,1
Instruments de capitaux propres	939	871	7,7
Banques	9	9	0,1
Clients entreprises	752	752	-0,0
Autres sociétés financières	177	110	61,2
Total	67 849	48 236	40,7
<i>Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).</i>			

Actifs et passifs financiers - Détenus à des fins de transaction

30. – Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation

Cette catégorie comprend les titres liés aux intérêts et aux capitaux propres, les prêts de billets à ordre et autres créances, ainsi que les autres portefeuilles de négociation affectés au modèle d'entreprise résiduel et détenus à des fins de négociation. Ces instruments financiers sont utilisés pour réaliser des bénéfices à partir des fluctuations à court terme des prix ou des marges des traders. Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont également comptabilisés ici.

Indépendamment du type de produit, ces actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les variations de la juste valeur des transactions respectives sont donc comptabilisées en résultat dans le compte de résultat. Si la juste valeur ne peut pas être établie sur un marché actif, les éléments sont évalués au moyen de prix comparables, de prix indicatifs de prestataires de services de tarification ou d'autres banques (gestionnaires principaux), ou de modèles d'évaluation internes (modèles de valorisation de la valeur actualisée nette ou des options).

Les produits et charges d'intérêts et les gains ou pertes sur l'évaluation et la cession de ces instruments financiers sont comptabilisés en résultat en tant que produits nets d'actifs et de passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023 (1)	Variations en %
Prêts et créances	1 790	1 172	52,7
Banques	1 196	476	
Clients entreprises	250	34	
Clients privés	-	-	
Autres sociétés financières	75	599	- 87,4
Gouvernements généraux	268	64	
Titres de créance	3 532	2 247	57,2
Banques	200	241	- 17,2
Clients entreprises	1 214	778	56,0
Autres sociétés financières	410	356	15,2
Gouvernements généraux	1 708	872	95,9
Instruments de capitaux propres	4 715	2 505	88,2
Banques	184	0	
Clients entreprises	3 940	2 177	81,0
Autres sociétés financières	590	328	80,2
Justes valeurs positives des instruments financiers dérivés	24 449	20 579	18,8
Opérations sur produits dérivés liés aux taux d'intérêt	8 331	9 096	-8,4
Opérations sur produits dérivés liés aux devises	13 596	9 236	47,2
Dérivés sur actions	1 006	821	22,6
Dérivés de crédit	236	166	41,8
Autres opérations sur produits dérivés	1 281	1 261	1,6
Autres positions de trading	2 346	2 001	17,2
Total	36 831	28 504	29,2

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

31. – Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation

Ce poste comprend les instruments financiers dérivés (dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture), les émissions propres du portefeuille de négociation et les engagements de livraison résultant de ventes à découvert de titres

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Certificats et autres obligations émises	219	1 021	-78,6
Engagements de livraison découlant de ventes à découvert de titres	1 305	1 016	28,4
Justes valeurs négatives des instruments financiers dérivés	21 703	16 890	28,5
Opérations sur produits dérivés liés aux taux d'intérêt	7 106	7 568	-6,1
Opérations sur produits dérivés liés aux devises	13 729	8 578	60,1
Dérivés sur actions	193	143	35,1
Dérivés de crédit	170	162	5,2
Autres opérations sur produits dérivés	505	440	14,8
Total	23 227	18 927	22,7

32. – Risques de crédit et pertes de crédit

Principes et évaluation

IFRS 9 stipule que les dépréciations pour risques de crédit provenant de prêts et de titres qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat doivent être comptabilisées à l'aide d'un modèle en trois étapes basé sur les pertes de crédit attendues. Dans le Groupe Commerzbank, les instruments financiers suivants sont inclus dans le champ d'application de ce modèle de dépréciation :

- les actifs financiers sous forme de prêts et d'avances ainsi que les titres de créance évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers sous forme de prêts et avances ainsi que les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI) ;
- les créances locatives ;
- les engagements de prêt (révocables et irrévocables) qui, en vertu d'IFRS 9, ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les garanties financières entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 qui ne sont pas évaluées à la juste valeur par résultat.

Le Groupe détermine la dépréciation à l'aide d'un modèle en trois étapes basé sur les exigences suivantes :

Au cours de l'étape 1, tous les instruments financiers sont généralement comptabilisés si leur risque de perte sur prêt (ci-après le risque de défaut) n'a pas augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale. En outre, Commerzbank utilise l'option conformément à la norme IFRS 9 B 5.5.23 (« exemption pour faible risque de crédit » ou « LCRE ») et classe les transactions qui présentent un risque de défaut limité à la date de clôture en tant qu'étape 1. Il s'agit de titres ainsi que d'instruments financiers auprès d'États, d'autorités locales ou régionales de l'OCDE dont la notation de crédit interne à la date de clôture se situe dans la fourchette investment grade (correspondant à une notation Commerzbank égale ou supérieure à 2,8). Pour les instruments financiers en étape 1, une dépréciation doit être comptabilisée dans le montant des pertes de crédit attendues d'éventuels cas de défaut sur la durée de la transaction, sous réserve d'un maximum de 12 mois (PCA à 12 mois).

L'étape 2 comprend les instruments financiers dont le risque de défaut a augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale et qui, à la date de clôture, ne sont pas soumis à la LCRE. En plus d'une modification spécifique au client de la « probabilité de défaut » (« PD »), Commerzbank définit d'autres critères dont la présence est supposée indiquer une augmentation significative du risque de défaut. Les instruments sont ensuite attribués à l'étape 2 indépendamment de la variation individuelle de la PD. Les dépréciations de l'étape 2 sont comptabilisées dans le montant de la perte de crédit attendue sur la durée de vie (PCA sur la durée de vie) de l'instrument financier. Pour les instruments financiers qui sont engagés pour une période illimitée (transactions ouvertes), une approche descendante est utilisée pour déterminer la PCA sur la durée de vie en pourcentage de la « perte en cas de défaut » actuelle sur la base des pertes historiques réalisées.

Les instruments financiers classés comme dépréciés à la date de clôture sont affectés à l'étape 3. Pour ce faire, Commerzbank utilise sa définition d'un « défaut » en vertu de l'article 178 du CRR ainsi que les orientations supplémentaires de l'ABE sur l'application de la définition du défaut en vertu de l'article 178 du règlement (UE) no 575/2013. Cette approche est cohérente car le calcul de la PCA utilise également des paramètres de risque statistiques dérivés de l'approche NI de Bâle, qui sont modifiés pour répondre aux exigences d'IFRS 9.

Les événements suivants peuvent être révélateurs d'un défaut du client :

- plus de 90 jours après la date d'échéance ;
- « peu susceptible de payer » ;
- sauvetage financier/restructuration en difficulté avec concessions ;
- la Banque résilie les créances ;
- le client est en état d'insolvabilité.

La PCA sur la durée de vie est également utilisée comme valeur de la dépréciation requise pour les instruments financiers en défaut de l'étape 3. Lors de la détermination de la PCA sur la durée de vie, le Groupe distingue en principe les cas significatifs et les cas insignifiants. Le montant de la PCA sur la durée de vie pour les transactions non significatives (volumes jusqu'à 10 M€) est déterminé sur la base de paramètres statistiques de risque. La PCA sur la durée de vie pour les transactions significatives (volumes supérieurs à 10 M€) est la valeur attendue des pertes issues des expertises individuelles des flux de trésorerie futurs basées sur plusieurs scénarios potentiels et leur probabilité d'occurrence. Les scénarios et les probabilités sont basés sur des évaluations par des spécialistes en récupération et résolution. Pour chaque scénario - qu'il s'agisse d'un scénario de continuation ou de vente - le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus sont estimés. Tant la situation spécifique au client que la situation macroéconomique sont prises en compte (par exemple, l'évolution des prix des matières premières), ainsi que l'environnement sectoriel, dans une perspective d'avenir. L'estimation se fonde également sur des informations externes. Les sources comprennent des indices (par exemple, World Corruption Index), des prévisions (par exemple, du FMI), des informations provenant d'associations mondiales de prestataires de services financiers (par exemple, l'Institute of International Finance) et des publications d'agences de notation et de cabinets d'audit.

Si un critère par défaut ne s'applique plus, l'instrument financier récupère et, après le respect de la période d'essai applicable, n'est plus affecté à l'étape 3. Après la récupération, une nouvelle évaluation est effectuée sur la base des informations de notation mises à jour pour voir si le risque de défaut a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale dans le bilan et l'instrument est affecté à l'étape 1 ou à l'étape 2 en conséquence.

Les instruments financiers qui, lorsqu'ils sont initialement comptabilisés, sont déjà considérés comme dépréciés selon la définition susmentionnée (instruments financiers « dépréciés dès leur acquisition ou leur création » ou « POCL ») sont traités en dehors du modèle de dépréciation en trois étapes et ne sont donc affectés à aucune des trois étapes. La comptabilisation initiale est basée sur la juste valeur sans comptabilisation de dépréciation, mais en utilisant un taux d'intérêt effectif ajusté pour tenir compte de la solvabilité. La dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat au cours des périodes ultérieures est égale à la variation cumulée de la PCA sur la durée de vie depuis la comptabilisation initiale au bilan. La PCA sur la durée de vie reste la base de l'évaluation, même si la valeur de l'instrument financier a augmenté.

Les créances sont passées par profits et pertes au bilan dès lors qu'il est raisonnable de supposer qu'un actif financier n'est pas réalisable en tout ou partie et que les créances sont donc irrécouvrables. L'irrécouvrabilité peut survenir dans le processus de règlement pour diverses raisons objectives, telles que la disparition de l'emprunteur sans actifs réalisables dans la masse ou l'achèvement d'une procédure d'insolvabilité sans autre perspective de paiements. Par ailleurs, les emprunts sont généralement considérés comme (partiellement) irrécouvrables au plus tard 720 jours après leur échéance et sont (partiellement) dépréciés à la valeur recouvrable attendue dans le cadre des provisions pour pertes sur prêts existantes. Une telle dépréciation (partielle) n'a aucun impact direct sur les mesures de recouvrement de créances en cours.

Évaluation d'une augmentation significative du risque de défaut

Les systèmes de notation de Commerzbank combinent dans la probabilité de défaut (PD) spécifique au client toutes les informations quantitatives et qualitatives disponibles pertinentes pour la prévision du risque de défaut. Cette mesure est basée principalement sur une sélection statistique et une pondération de tous les indicateurs disponibles. En outre, la PD ajustée conformément aux exigences de la norme IFRS 9 tient compte non seulement des informations historiques et de l'environnement économique actuel, mais aussi, en particulier, des informations prospectives telles que les prévisions relatives à l'évolution des conditions macroéconomiques.

Commerzbank utilise essentiellement la probabilité de défaut (PD) comme cadre de référence pour évaluer si le risque de défaut d'un instrument financier a augmenté de manière significative depuis la date de sa comptabilisation initiale. En ancrant la révision du critère de transfert relatif dans les processus et procédures robustes du cadre de gestion du risque de crédit à l'échelle du Groupe de la Banque (en particulier, l'identification précoce du risque de crédit, le contrôle des découverts et le processus de réévaluation), la Banque veille à ce qu'une augmentation significative du risque de défaut soit identifiée de manière fiable et en temps opportun sur la base de critères objectifs.

Commerzbank applique certains critères supplémentaires clés pour l'allocation à l'étape 2. Il s'agit :

- des clients pour lesquels un instrument financier est à découvert de manière significative pendant plus de 20 jours ;
 - des clients qui ont été transférés sur la « Liste de surveillance du crédit » dans le cadre des processus de détection précoce des risques ;
 - des clients en soins intensifs ;
 - des clients dont la note de crédit de Commerzbank est de 4,6 ou moins à la date de clôture ;
 - des clients dont la notation de crédit de Commerzbank à la date de clôture est égale ou inférieure à 4,0 et dont la notation de crédit externe est égale ou inférieure à 5,0 ;
 - des clients auxquels est accordée une mesure d'abstention conformément à l'article 47 ter du CRR qui ne conduit pas à un défaut (étape 3) ;
 - des instruments financiers dont la PD à la date de clôture a au moins triplé par rapport à la PD initialement comptabilisée dans le bilan et qui ont une notation de crédit supérieure à 2,4 à la date de clôture (indicateur de backstop « triple PD ») ;
 - Affectation collective des étapes pour les sous-portefeuilles individuels
- À la date de clôture, cela comprenait :

- les clients qui appartenaient à un sous-secteur auquel un feu de circulation de secteur jaune ou rouge avait été attribué à la date de clôture ; et
- les clients qui avaient été affectés aux catégories F à H (sur une échelle de A+ à H) à la suite d'une évaluation du risque de crédit lié au climat. Pour les propriétés résidentielles, le « ratio prêt/valeur » a été inclus en plus de la classe d'efficacité énergétique.

Pour plus d'informations sur les procédures et les processus ainsi que sur la gouvernance de la gestion du risque de crédit à la Commerzbank, veuillez consulter les déclarations figurant dans le rapport de gestion combiné (pages 334 et suivantes). L'examen visant à déterminer si le risque de défaut à la date de clôture a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier respectif à la fin de l'exercice. Cet examen compare la probabilité observée de défaut sur l'échéance résiduelle de l'instrument financier (PD sur la durée de vie) à la PD sur la durée de vie sur la même période que celle attendue à la date de la comptabilisation initiale. Conformément aux exigences des IFRS, la PD initiale et la PD actuelle sont comparées sur la base de la probabilité de défaut sur une période de 12 mois après la fin de l'exercice (PD de 12 mois). Dans ces cas, la Banque utilise des analyses d'équivalence pour démontrer qu'aucun écart significatif ne s'est produit par rapport à une évaluation utilisant la PD sur la durée de vie.

Un quantile, puis des seuils sous forme de niveaux de notation sont fixés à l'aide d'une procédure statistique afin de déterminer si une augmentation de la PD par rapport à la date de comptabilisation initiale est « significative ». Ces seuils, qui sont différenciés par des modèles de notation, représentent un degré critique de variance par rapport à l'attente du développement moyen de la DP. Si la PD actuelle dépasse ce seuil, un écart critique est présent et conduit à une affectation à l'étape 2. Afin d'assurer une allocation économiquement saine de l'étape, des facteurs spécifiques à la transaction sont pris en compte, y compris l'étendue de la PD à la date de comptabilisation initiale, la durée (au moment considéré) et la durée restante de la transaction.

Commerzbank s'abstient généralement de vérifier s'il y a une augmentation significative du risque de défaut à la date de clôture par rapport au moment de l'acquisition de l'instrument financier concerné pour les transactions pour lesquelles il existe un faible risque de défaut à la date de clôture (option IFRS 9 B 5.5.23). Il s'agit de titres ainsi que d'instruments financiers auprès d'États, d'autorités locales ou régionales de l'OCDE dont la notation de crédit interne à la date de clôture se situe dans la fourchette investment grade (correspondant à une notation Commerzbank égale ou supérieure à 2,8).

Les instruments financiers sont retransférés de l'étape 2 à l'étape 1 si, à la fin de l'exercice, le risque de défaut n'est plus significativement élevé par rapport à la date de comptabilisation initiale.

Calcul de la perte de crédit attendue

Commerzbank calcule la PCA comme la valeur attendue pondérée en fonction des probabilités, non biaisée et actualisée des pertes sur prêts futures sur la durée résiduelle totale de l'instrument financier respectif.

La PCA de 12 mois utilisée pour la comptabilisation des dépréciations à l'étape 1 est la partie de la PCA sur la durée de vie qui résulte des événements de défaut qui devraient se produire dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice.

La PCA est déterminée conformément au modèle à étapes spécifié pour IFRS 9. La PCA pour l'étape 1 et l'étape 2 ainsi que pour les instruments financiers insignifiants de l'étape 3 est déterminée sur une base de transaction individuelle en tenant compte des paramètres de risque statistiques. Ces paramètres ont été dérivés de l'approche NI de Bâle et modifiés pour répondre aux exigences d'IFRS 9.

Les principaux paramètres significatifs utilisés dans cette détermination comprennent :

- la probabilité de défaut (PD) spécifique au client ;
- la « perte en cas de défaut » (« LGD ») ; et
- l'« exposition en cas de défaut » (« EaD »).

Pour déterminer le total des provisions pour pertes sur prêts du Groupe, il est nécessaire de faire des hypothèses qui sont sujettes à une incertitude d'estimation élevée, en particulier dans un environnement dynamique.

Tous les paramètres de risque utilisés à partir des modèles internes de la Banque ont été ajustés pour répondre aux exigences spécifiques d'IFRS 9, et l'horizon de prévision a été étendu en conséquence pour couvrir toute la durée des instruments financiers. Par exemple, la

prévision de l'évolution de l'exposition sur toute la durée de l'instrument financier inclut donc également, notamment, les droits de résiliation contractuels et légaux.

Dans le cas de produits de prêt constitués d'un montant de prêt utilisé et d'une ligne de crédit ouverte et pour lesquels, dans la pratique commerciale habituelle, le risque de crédit ne se limite pas à la période de préavis contractuel (chez Commerzbank, il s'agit principalement de produits renouvelables sans structure de remboursement convenue contractuellement, tels que les découverts et les facilités de carte de crédit), la PCA sur la durée de vie doit être déterminée à l'aide d'une échéance comportementale, qui dépasse généralement la période contractuelle maximale. Afin de garantir que la PCA sur la durée de vie pour ces produits est déterminée de manière empirique conformément aux exigences d'IFRS 9, Commerzbank calcule directement la PCA sur la durée de vie pour ces produits sur la base des pertes historiques réalisées.

Afin de refléter les effets attendus à un stade précoce, la provision pour pertes sur prêts au 31 décembre 2024 comprenait des allocations totalisant 58 M€ au titre de l'ajustement attendu des modèles LGD à la nouvelle norme réglementaire (« Avenir de la NI »). Cela avait déjà été comptabilisé en résultat au prorata au cours des exercices précédents.

En outre, des indicateurs de backstop supplémentaires de l'étape 2 (clients inscrits sur la liste de surveillance du crédit dans le cadre des processus de détection précoce des risques et clients en soins intensifs) ont été introduits en 2024.

En règle générale, le Groupe estime les paramètres de risque spécifiques à IFRS 9 sur la base non seulement des informations historiques sur les défauts, mais aussi, en particulier, de l'environnement économique actuel (perspective « ponctuelle ») et des informations prospectives. Cette évaluation consiste principalement à examiner les effets que les prévisions macroéconomiques de la Banque auront sur le montant de la PCA et à inclure ces effets dans la détermination de la PCA.

Ceci est basé sur une estimation d'expert dérivée du scénario macroéconomique, qui prend en compte des facteurs tels que la croissance du PIB, l'inflation, l'évolution des taux d'intérêt à long terme et le taux de chômage. Le scénario de référence spécifie des plages pour cela.

Les principales hypothèses du scénario de référence de mBank pour l'économie polonaise ont été adoptées dans le scénario de référence de Commerzbank.

Le scénario de référence reflète les incertitudes économiques et les tensions géopolitiques et inclut les hypothèses matérielles suivantes :

- L'économie de la zone euro continue de croître à un rythme modeste, mais des problèmes structurels tels que les coûts élevés de l'énergie à long terme et les risques politiques accrus signifient qu'il n'y a toujours pas de perspective d'une forte reprise.
- Les exportations allemandes en particulier souffrent de la faiblesse des marchés étrangers et de l'impact potentiellement négatif des politiques commerciales américaines de plus en plus restrictives.
- L'économie américaine se développera positivement en 2025, car la politique budgétaire expansionniste stimulera (avec l'aide de tarifs commerciaux protectionnistes) la demande de produits nationaux, au moins à court terme.
- Cependant, les pressions inflationnistes n'augmentent pas en Europe dans la même mesure qu'aux États-Unis.

L'inflation américaine recevra une nouvelle impulsion en 2026 en raison du protectionnisme croissant aux États-Unis. Le scénario de référence prend en considération les hypothèses suivantes concernant la croissance, l'inflation, les tendances des taux d'intérêt à long terme et le taux de chômage :

Scénario de référence	2025	2026
Croissance du PIB		
Allemagne	- 0,3 % à 0,7 %	0,5 % à < 1,5 %
Zone euro	0,5 % à < 1,5 %	0,5 % à < 1,5 %
Inflation		
Allemagne	1,8 % à < 2,4 %	1,8 % à < 2,4 %
Zone euro	1,8 % à < 2,4 %	2,0 % à < 2,8 %
Taux de chômage		
Allemagne	6,2 % à < 6,6 %	6,2 % à < 6,6 %
Zone euro	6,3 % à < 6,7 %	6,3 % à < 6,7 %
Taux d'intérêt (10 ans)		
Allemagne	2,2 % à < 2,6 %	2,4 % à < 2,8 %
États-Unis	4,2 % à < 4,6 %	4,2 % à < 4,6 %

Nous prévoyons donc une performance économique légèrement inférieure aux prévisions de la BCE et de la Deutsche Bundesbank en décembre 2024.

À la date de clôture, la perte de crédit attendue pour les étapes 1 et 2 (y compris TLA pour tenir compte des effets secondaires qui y sont contenus (228 M€)), calculée sur la base du scénario de référence décrit ci-dessus, était de 1,4 Md €. Au cours de l'exercice 2024, l'adéquation du TLA pour tenir compte des effets secondaires a été examinée rétrospectivement. L'examen a confirmé la nécessité de le faire à la fois rétrospectivement et au moment de l'examen.

Afin de déterminer ces effets, il a été veillé à ce que les experts concernés soient suffisamment impliqués dans le cadre des politiques existantes.

Les effets potentiels des corrélations non linéaires entre les différents scénarios macroéconomiques et la PCA sur la durée de vie sont corrigés à l'aide d'un facteur d'ajustement déterminé séparément. Le facteur a été revu sur une base événementielle au cours de l'exercice et a légèrement augmenté en 2024 par rapport à l'exercice précédent. Il en résulte une augmentation de la perte de crédit attendue. Le scénario de référence ainsi qu'un scénario pessimiste et optimiste ont été utilisés pour déterminer le facteur. Les pondérations pour les scénarios individuels sont également toujours déterminées par les experts concernés et sont réglementées dans une politique.

Le scénario pessimiste comprend comme hypothèses clés que la pression sur les marchés européens de l'énergie causée par les approvisionnements en pétrole et en gaz suite à une nouvelle escalade du conflit au Moyen-Orient reviendra en 2025. Les pénuries d'eau causées par une grave sécheresse en Europe affectent l'agriculture et le fonctionnement des centrales électriques. La hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires constitue un fardeau important pour les industries à forte intensité énergétique, le secteur des transports et les ménages privés.

Scénario pessimiste	2025	2026
Croissance du PIB		
Allemagne	- 2,0 %	0,0 %
Zone euro	- 1,5 %	0,0 %
Inflation		
Allemagne	4,5 %	2,7 %
Zone euro	4,3 %	2,8 %
Taux de chômage		
Allemagne	7,1 %	7,4 %
Zone euro	7,2 %	7,5 %
Taux d'intérêt (10 ans)		
Allemagne	2,0 %	2,2 %
États-Unis	4,0 %	4,2 %

Dans ce scénario pessimiste, la perte de crédit attendue estimée (étapes 1 et 2) augmenterait de 0,7 Md €. La méthodologie utilisée pour déterminer le résultat du modèle PCA est la même que la méthodologie utilisée pour déterminer le TLA pour tenir compte des effets secondaires dans le scénario de référence.

Le scénario optimiste comprend comme hypothèses clés que la croissance économique mondiale s'accroîtra considérablement à mesure que les impacts négatifs de l'incertitude géopolitique, des pressions inflationnistes élevées et de l'environnement de politique monétaire restrictive diminueront progressivement. L'action militaire en Ukraine est terminée et les négociations de paix commencent. Le risque d'une crise énergétique européenne continue de diminuer et les pressions inflationnistes s'atténuent considérablement.

Scénario optimiste	2025	2026
Croissance du PIB		
Allemagne	1,2 %	1,7 %
Zone euro	1,8 %	1,7 %
Inflation		
Allemagne	2,1 %	2,0 %
Zone euro	2,2 %	2,1 %
Taux de chômage		
Allemagne	6,1 %	5,8 %
Zone euro	6,2 %	6,0 %
Taux d'intérêt (10 ans)		
Allemagne	2,5 %	2,7 %
États-Unis	4,4 %	4,3 %

Dans ce scénario optimiste, la perte de crédit attendue estimée (étapes 1 et 2) diminuerait de 0,3 Md €.

L'IFRS 9 exige l'inclusion d'informations prospectives lors de la détermination de la perte de crédit attendue. Cependant, le résultat du modèle PCA d'IFRS 9 mis en œuvre au sein de la Commerzbank ne tient pas compte des effets prospectifs résultant d'événements imprévisibles et singuliers tels que des catastrophes naturelles, des décisions politiques importantes ou des conflits militaires. De tels risques peuvent être couverts par un ajustement de haut niveau (« TLA »). L'examen avec la participation de la haute direction pour déterminer si de tels accords sont nécessaires, ainsi que leur éventuelle mise en œuvre, sont régis par une politique.

Au cours de l'exercice 2024, un tel ajustement du résultat du modèle PCA d'IFRS 9 a de nouveau été jugé nécessaire car les effets négatifs attendus dans le scénario de référence ne sont pas entièrement couverts par les paramètres utilisés dans les modèles correspondants.

La méthodologie utilisée pour déterminer le besoin d'ajustements du résultat du modèle PCA correspond à la méthodologie utilisée pour déterminer le TLA pour tenir compte des effets secondaires en 2023.

Les effets des ajustements sur l'attribution des étapes ont été pris en compte dans le calcul du TLA. Cette réservation était basée sur un portefeuille. Il apparaît dans la présentation de la variation des provisions pour pertes sur prêts à la ligne « Changements de paramètres et de modèles ».

En outre, un transfert collectif vers l'étape 2 conformément à la norme IFRS 9 B 5.1.1. a été jugé nécessaire depuis le deuxième trimestre 2024 pour les clients ayant des feux de circulation du secteur jaune (risques gérables) ou rouge (risques importants). Le réglage de la couleur des feux tricolores à la date de clôture a été effectué au niveau du sous-portefeuille dans le cadre de la planification stratégique du portefeuille.

Les clients affectés aux catégories F à H (sur une échelle allant d'A à H) en vertu d'une évaluation du risque de crédit lié au climat ont été collectivement transférés à l'étape 2 depuis le troisième trimestre 2024. Pour les propriétés résidentielles, le ratio prêt/valeur a été inclus en plus de la classe d'efficacité énergétique.

Dans le cadre de la cession de l'étape collective, 31 Md € d'exposition en défaut ont été transférés de l'étape 1 à l'étape 2 à la date de clôture, ce qui a entraîné une provision supplémentaire pour pertes sur prêts de 133 M€.

Pour plus d'informations sur la PCA et le TLA, voir le rapport sur les risques dans le rapport de gestion combiné (pages 334 et suivantes).

Dans l'ensemble, les provisions pour risques liés aux actifs financiers et les provisions pour éléments de hors bilan ont évolué comme suit :

(En millions d'euros.)	Au 01/01/2024	Dotations/ Reprises nettes	Reprises	Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	Variations des taux de change/ Reclassement/ Désactualisation	Au 31/12/2024
Provisions pour moins-value pour les risques des actifs financiers	3 349	697	891	-	68	3 223
Actifs financiers - Coût amorti	3 331	696	891	-	68	3 204
Prêts et créances	3 295	663	891	-	66	3 134
Titres de créance	36	33	-	-	1	70
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	19	0	-	-	0	19
Prêts et créances	0	0	-	-	0	0
Titres de créance	19	0	-	-	0	19
Provisions pour garanties financières	10	9	-	-	- 1	18
Provisions pour engagements de prêts	375	25	-	-	1	401
Provisions pour conventions d'indemnisation	138	13	-	-	3	153
Total	3 872	743	891	-	71	3 795

(En millions d'euros.)	Au 01/01/2023	Dotations/ Reprises nettes	Reprises	Changement dans le groupe de sociétés consolidées	Variations des taux de change/ Reclassement/ Désactualisation	Au 31/12/2023
Provisions pour moins-value pour les risques des actifs financiers	3 092	670	493	-	81	3 349
Actifs financiers - Coût amorti	3 068	673	493	-	82	3 331
Prêts et créances	3 019	687	493	-	82	3 295
Titres de créance	49	- 14	-	-	0	36
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	23	- 3	-	-	- 1	19
Prêts et créances	0	- 0	-	-	- 0	0
Titres de créance	23	- 3	-	-	- 1	19
Provisions pour garanties financières	11	- 2	-	-	0	10
Provisions pour engagements de prêts	360	14	-	-	1	375
Provisions pour conventions d'indemnisation	203	- 64	-	-	- 1	138
Total	3 666	618	493	-	80	3 872

La position nette provenant des allocations et des reprises comprend les dépréciations provenant des recouvrements sur les créances dépréciées.

La ventilation par étapes de la variation des dotations à l'évaluation est la suivante :

Correction de valeur pour risques sur prêts, avances et provisions (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Corrections de valeur au 01/01/2024	268	985	1 959	83	3 295
Nouvelles affaires	108	88	323	2	522
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	- 111	625	60	-	575
depuis le Stage 2	104	- 567	549	-	86
depuis le Stage 3	2	23	- 30	-	- 4
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	91	270	709	33	1 103
Changements de paramètres et de modèles	- 20	- 115	802	18	685
Utilisation	-	-	931	58	988
Variations liées aux taux de change / reclassements	2	4	13	47	66
Corrections de valeur au 01/01/2024	263	775	2 037	59	3 134
Provisions pour garanties financières	0	2	15	0	18
Provisions pour engagements de prêts	78	213	97	13	401
Provisions pour conventions d'indemnisation	10	29	86	28	153
Provisions 31/12/2024	88	245	198	42	572

Correction de valeur pour risques liés aux titres de créance (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Corrections de valeur au 01/01/2024	30	19	5	-	54
Nouvelles affaires	9	1	3	-	13
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	- 1	21	-	-	20
depuis le Stage 2	- 0	- 15	28	-	13
depuis le Stage 3	-	- 10	-	-	- 10
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	7	0	3	-	11
Changements de paramètres et de modèles	1	6	1	-	8
Utilisation	-	-	-	-	-
Variations liées aux taux de change / reclassements	0	1	0	-	2
Corrections de valeur au 31/12/2024	32	23	34	-	89

Correction de valeur pour risques sur prêts, avances et provisions (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Corrections de valeur au 01/01/2023	293	735	1 928	63	3 019
Nouvelles affaires	98	43	144	9	295
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	- 94	495	58	-	458
depuis le Stage 2	83	- 453	423	-	54

depuis le Stage 3	2	34	- 51	-	- 14
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	90	123	636	52	902
Changements de paramètres et de modèles	- 30	248	514	62	794
Utilisation	-	-	483	7	490
Variations liées aux taux de change / reclassements	5	6	63	8	82
Corrections de valeur au 31/12/2023	268	985	1 959	83	3 295
Provisions pour garanties financières	1	4	3	1	10
Provisions pour engagements de prêts	91	189	64	31	375
Provisions pour conventions d'indemnisation	9	21	82	26	138
Provisions 31/12/2023	101	214	149	58	523

Correction de valeur pour risques liés aux titres de créance (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Corrections de valeur au 01/01/2023	37	27	9	-	72
Nouvelles affaires	14	0	-	-	14
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	- 0	3	-	-	3
depuis le Stage 2	0	- 5	-	-	- 5
depuis le Stage 3	-	-	-	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	18	0	5	-	23
Changements de paramètres et de modèles	- 3	- 5	3	-	- 6
Utilisation	-	-	-	-	-
Variations liées aux taux de change/ reclassements	0	- 0	- 2	-	- 1
Corrections de valeur au 31/12/2023	30	19	5	-	54

Dans cette représentation, un instrument financier est défini comme une nouvelle affaire si la date pertinente pour évaluer une augmentation significative du risque de défaut se situe au cours de l'exercice. Cette population peut donc différer des autres nouvelles enquêtes auprès des entreprises, par exemple celles concernant la gestion des ventes.

Les variations des positions résultant des transferts d'étapes montrent les allocations et les reprises résultant d'un changement d'affectation aux étapes au cours de l'exercice. Pendant le transfert, la position de l'étape précédente est complètement inversée et la position cible entière est ajoutée à la nouvelle étape. Les cessions comprennent les reprises de provisions pour pertes pour des opérations qui ont été décomptabilisées du bilan au cours de l'exercice. La ligne « Changements de paramètres et de modèles » contient les changements de positions attribuables à des changements de paramètres de provisionnement des risques. Cela inclut les changements dans l'utilisation (par exemple, à la suite de remboursements) ainsi que les changements dans les titres de garantie et les changements dans la probabilité de défaut qui n'ont pas conduit à un changement d'étape. De plus, les effets d'ajustement des révisions régulières des paramètres et des modifications des attentes macroéconomiques ainsi que du TLA enregistré au cours de l'exercice sont présentés ici. L'utilisation reflète la mesure dans laquelle la provision pour risque a été réduite par des dépréciations non comptabilisées en résultat. La ligne « Variations des taux de change/reclassements » indique les effets de change et, le cas échéant, les transferts de reclassements.

La présentation est basée sur des écritures pour des transactions individuelles. Au niveau du client, il peut donc arriver que plusieurs éléments du planning soient abordés. Par exemple, les nouvelles affaires et les cessions peuvent être incluses. Aucune compensation n'est effectuée.

Des créances d'un montant total de 340 M€ ont été (partiellement) dépréciées au cours de l'exercice. Les activités de collecte continuent d'être effectuées en ce qui concerne ces créances.

Les valeurs comptables brutes des actifs financiers pour lesquels des corrections de valeur ont été effectuées ont changé comme suit au cours de la période considérée :

Prêts et créances (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Au 01/01/2024	248 170	20 041	3 803	448	272 462
Ajouts (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	128 232	14 131	1 040	242	143 645
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	-31 097	30 506	591	-	-
depuis le Stage 2	6 345	- 8 308	1 963	-	-
depuis le Stage 3	23	275	-298	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	- 118 325	- 13 056	- 2 639	- 294	- 134 315
Autres variations	438	67	17	-	523
Au 31/12/2024	233 787	43 657	4 476	396	282 315

Titres de créance (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Au 01/01/2024	69 099	580	21	-	69 701
Ajouts (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	62 091	290	158	-	62 539
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	-2 301	2 301	-	-	-
depuis le Stage 2	966	- 1 700	734	-	-
depuis le Stage 3	-	-	-	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	-43 333	-349	- 19	-	- 43 701
Au 31/12/2024	86 522	1 123	894	-	88 539

Garanties financières, engagements de prêt, conventions d'indemnisation (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Au 01/01/2024	176 068	9 991	581	221	186 860
Ajouts (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	92 135	19 022	545	168	111 870
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	-27 263	27 164	99	-	-
depuis le Stage 2	2 452	-2 798	346	-	-
depuis le Stage 3	3	20	-23	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	-90 131	- 10 211	- 707	- 206	- 101 255
Au 31/12/2024	153 264	43 187	841	183	197 475

Prêts et créances (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Au 01/01/2023	251 164	15 152	4 053	356	270 724
Ajouts (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	158 401	5 290	1 068	274	165 034
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	- 13 077	12 695	382	-	-
depuis le Stage 2	4 818	-5 765	947	-	-
depuis le Stage 3	50	165	- 215	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	- 153 024	- 7 412	- 2 421	- 183	- 163 040
Autres variations	- 161	- 83	- 12	-	- 257
Au 31/12/2023	248 170	20 041	3 803	448	272 462

Titres de créance (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Au 01/01/2023	62 754	620	49	-	63 423
Ajouts (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	65 388	59	-	-	65 447
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	- 788	788	-	-	-
depuis le Stage 2	842	- 842	-	-	-
depuis le Stage 3	-	-	-	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	- 59 097	-46	- 28	-	- 59 170
Au 31/12/2023	69 099	580	21	-	69 701

Garanties financières, engagements de prêt, conventions d'indemnisation (En millions d'euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	POCI	Total
Au 01/01/2023	141 285	43 248	659	309	185 500
Ajouts (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	120 263	22 163	147	179	142 753
Variation des positions issues des transferts d'étape					
depuis le Stage 1	- 5 500	5 455	45	-	-
depuis le Stage 2	1 067	- 1 320	253	-	-
depuis le Stage 3	3	34	-36	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	- 81 049	- 59 590	- 487	- 267	- 141 393
Au 31/12/2023	176 068	9 991	581	221	186 860

Les valeurs comptables des actifs financiers pour lesquels des corrections de valeur ont été effectuées sont imputées aux classes de notation comme suit :

31/12/2024 Notes (En millions d'euros.) (1)	Prêts et créances					Titres de créance				
	PCA à 12m (Étape 1)	PCA sur la durée de vie (Étape 2)	PCA sur la durée de vie (Étape 3)	FOCI	Total	PCA à 12m (Étape 1)	PCA sur la durée de vie (Étape 2)	PCA sur la durée de vie (Étape 3)	POCI	Total
1,0-1,8	85 277	-	-	12	85 289	43 550	-	-	-	43 550
2,0-2,8	121 227	22 226	-	29	143 482	41 372	201	-	-	41 573
3,0-3,8	22 936	13 052	-	25	36 013	958	899	-	-	1 856
4,0-4,8	3 398	4 511	-	10	7 919	443	22	-	-	466
5,0-5,8	948	3 868	-	13	4 829	200	0	-	-	200
6,1-6,5	-	-	4 476	307	4 783	-	-	894	-	894
Total	233 787	43 657	4 476	396	282 315	86 522	1 123	894	-	88 539

(1) Les probabilités accrues de défaut supposées pour le TLA ont été estimées sur une base de portefeuille et ne sont pas reflétées dans la distribution de note individuelle basée sur les cas.

31/12/2024 Notes (En millions d'euros.)	Garanties financières, engagements de prêt, conventions d'indemnisation				
	PCA à 12m (Étape 1)	PCA sur la durée de vie (étape 2)	PCA sur la durée de vie (étape 3)	POCI	Total
1,0-1,8	44 259	6 391	-	5	50 654
2,0-2,8	93 638	26 561	-	15	120 214
3,0-3,8	12 708	6 395	-	18	19 121
4,0-4,8	2 044	1 943	-	0	3 987
5,0-5,8	615	1 897	-	0	2 513
6,1-6,5	-	-	841	145	986
Total	153 264	43 187	841	183	197 475

31/12/2023 Notes (En millions d'euros.) (1)	Prêts et créances					Titres de créance				
	PCA à 12m (Étape 1)	PCA sur la durée de vie (Étape 2)	PCA sur la durée de vie (Étape 3)	POCI	Total	PCA à 12m (Étape 1)	PCA sur la durée de vie (Étape 2)	PCA sur la durée de vie (Étape 3)	POCI	Total
1,0-1,8	81 145	-	-	4	81 149	33 790	-	-	-	33 790
2,0-2,8	129 323	4 330	-	33	133 687	34 203	41	-	-	34 244
3,0-3,8	29 778	7 477	-	41	37 296	998	524	-	-	1 522
4,0-4,8	6 936	5 422	-	17	12 375	107	14	-	-	121
5,0-5,8	988	2 812	-	6	3 805	-	1	-	-	1
6,1-6,5	-	-	3 803	347	4 150	-	-	21	-	21
Total	248 170	20 041	3 803	448	272 462	69 099	580	21	-	69 701

(1) Les probabilités accrues de défaut supposées pour le TLA ont été estimées sur une base de portefeuille et ne sont pas reflétées dans la distribution de note individuelle basée sur les cas.

31/12/2023 Notes (En millions d'euros.)	Garanties financières, engagements de prêt, conventions d'indemnisation				
	PCA à 12m (Étape 1)	PCA sur la durée de vie (étape 2)	PCA sur la durée de vie (étape 3)	POCI	Total
1,0-1,8	38 365	71	-	2	38 438
2,0-2,8	115 214	1 480	-	15	116 710
3,0-3,8	19 126	4 890	-	17	24 032
4,0-4,8	2 761	2 406	-	0	5 167
5,0-5,8	602	1 144	-	0	1 746
6,1-6,5	-	-	581	186	767
Total	176 068	9 991	581	221	186 860

33. – Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit peuvent résulter de relations commerciales avec des emprunteurs individuels ou des groupes d'emprunteurs qui partagent un certain nombre de caractéristiques et dont la capacité à assurer le service de la dette est influencée dans la même mesure par les changements de certaines conditions économiques globales. Outre l'obtention de garanties et l'application d'une politique de prêt uniforme, la Banque a conclu un certain nombre d'accords-cadres de compensation afin de minimiser les risques de crédit. Celles-ci donnent à la Banque le droit de déduire les créances et les dettes d'un client en cas de défaillance ou d'insolvabilité de ce client. Les valeurs comptables brutes des risques de crédit liés aux prêts et avances, engagements de prêt, garanties financières et autres accords d'indemnisation étaient les suivantes :

Prêts et créances (En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Banques et clients en Allemagne	194 962	190 936
Banques	4 582	5 831
Clients entreprises	55 431	53 874
Fabrication	17 275	18 490
Construction	1 005	1 047
Négoce	7 554	7 535
Services et autres	29 597	26 802
Clients privés	115 313	115 837
Autres sociétés financières	3 505	3 060
Gouvernements généraux	16 132	12 334
Banques et clients en dehors de l'Allemagne	152 219	126 566
Banques	47 709	38 217
Clients entreprises	41 458	41 730
Clients privés	16 222	14 989
Autres sociétés financières	43 148	27 692
Gouvernements généraux	3 681	3 938
Sous-total	347 181	317 501
Moins provisions pour moins-value sur prêts et avances	-3 134	- 3 295
Total	344 047	314 206

Engagements de prêt, garanties financières et autres accords d'indemnisation (En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Banques et clients en Allemagne	59 259	58 697
Banques et clients en dehors de l'Allemagne	77 526	69 757
Sous-total	136 785	128 454
Moins provisions pour moins-value	- 467	-426
Total	136 317	128 028

Les valeurs comptables des concentrations de risque de crédit dans les prêts et avances, les engagements de prêt, les garanties financières et autres accords d'indemnisation figurant dans les tableaux ci-dessus ne font pas partie de la gestion interne du risque de crédit, car la gestion du risque de crédit tient également compte des garanties, des probabilités de défaut et d'autres facteurs économiques. Dans cette mesure, ces montants ne sont donc pas représentatifs de l'évaluation par la Banque de son risque de crédit réel.

34. – Risque de crédit maximal

L'exposition maximale au risque de crédit - à l'exclusion des garanties et autres rehaussements de crédit - est égale à la valeur comptable des actifs concernés dans chaque catégorie, ou à la valeur nominale des engagements de prêt irrévocables et des garanties financières. Le tableau ci-dessous indique les valeurs comptables ou les valeurs nominales des instruments financiers présentant un risque de défaut potentiel :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023 (1)	Variations en %
Actifs financiers - Coût amorti	310 925	298 689	4,1
Prêts et créances	278 990	268 935	3,7
Titres de créance	31 935	29 754	7,3
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	56 725	40 143	41,3
Prêts et créances	191	232	- 17,7
Titres de créance	56 534	39 911	41,6
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	66 911	47 365	41,3
Prêts et créances	63 077	43 867	43,8
Titres de créance	3 834	3 498	9,6
Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation	32 116	25 999	23,5
Prêts et créances	1 790	1 172	52,7
Titres de créance	3 532	2 247	57,2
Instruments dérivés	24 449	20 579	18,8

Autres positions de trading	2 346	2 001	17,2
Justes valeurs positives des instruments de couverture dérivés	1 280	1 497	- 14,5
Engagements de prêt irrévocables	82 666	80 483	2,7
Garanties financières	1 223	2 121	-42,3

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

Les expositions maximales au risque de crédit énumérées ci-dessus ne font pas partie de la gestion interne du risque de crédit, car la gestion du risque de crédit prend également en compte les garanties, les probabilités de défaut et d'autres facteurs économiques

(voir la section sur les risques de défaut dans le rapport de gestion combiné). Ces montants ne sont donc pas représentatifs de l'évaluation par la Banque de son risque de crédit réel.

35. – Titrisation de prêts

L'utilisation de dérivés de crédit (tels que les contrats d'échange sur risque de crédit, les contrats d'échange sur rendement total et les titres indexés sur un risque de crédit) peut réduire la pondération des risques d'un portefeuille de prêts. L'effet de couverture d'un dérivé de crédit peut concerner à la fois des prêts ou des titres individuels et des portefeuilles entiers de prêts ou de titres. En règle générale, la sécurité est fournie au moyen d'une titrisation synthétique par contrats d'échange sur risque de crédit (CDS) et/ou par titres indexés sur un risque de crédit (CLN). Cela permet d'atteindre trois objectifs importants :

- diversification des risques (réduction des risques de crédit dans le portefeuille, en particulier les risques de concentration) ;
- alléger la charge sur les fonds propres (le transfert des risques de crédit aux investisseurs entraîne une réduction des exigences réglementaires en matière de fonds propres) ;
- financement (utilisation de la titrisation comme instrument de financement alternatif aux obligations au porteur non garanties).

À la fin de l'exercice 2024, le Groupe Commerzbank avait lancé huit opérations de titrisation en tant qu'acheteur de protection.

Au total, un volume total de 12,2 Md € (exercice précédent : 13,2 Md €) de prêts à la clientèle avaient été couverts à la fin du mois de décembre 2024. Cela a réduit les actifs pondérés en fonction des risques de la Banque de 5,4 Md € (exercice précédent : 5,1 Md €).

Nom de la transaction	Acheteur de la protection	Année de transaction	Durée du contrat des transactions en années	Type de créance	Total des prêts	Réduction des actifs pondérés en fonction des risques (En millions d'euros.)
CoCo Finance III-4	Commerzbank Aktiengesellschaft	2020	10	Clients entreprises	551	-
CoCo Finance II-4	Commerzbank Aktiengesellschaft	2023	10	Clients entreprises	3 200	1 378
CoCo Finance II-5	Commerzbank Aktiengesellschaft	2023	10	Clients entreprises	1 750	731
CoCo Finance II-6	Commerzbank Aktiengesellschaft	2024	12	Clients entreprises	2 000	1 164
K2	mBank S.A.	2022	17	Clients entreprises	481	189
Everest	mBank S.A.	2022	18	Clients entreprises	606	296
Makalu	mBank S.A.	2023	13	Clients privés	2 339	982
K2 II	mBank S.A.	2024	14	Clients entreprises	1 226	622
Total					12 152	5 361

36. – Hiérarchies de la juste valeur et obligations d'information d'IFRS 13

Hiérarchie des justes valeurs

Commerzbank classe les instruments financiers dans une hiérarchie d'évaluation de la juste valeur à trois niveaux comme suit :

- Niveau 1 : Instruments financiers dont les justes valeurs sont déterminées comme les prix cotés pour des instruments financiers identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 : Instruments financiers où aucun prix coté n'est disponible pour des instruments identiques sur un marché actif et où la juste valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation qui reposent sur des paramètres de marché observables.
- Niveau 3 : Instruments financiers où sont utilisées des techniques d'évaluation qui intègrent au moins un intrant pour lequel il n'y a pas suffisamment de données de marché observables et où au moins cet intrant a un impact plus qu'insignifiant sur la juste valeur.

Une évaluation continue du marché a lieu pour déterminer s'il est actif ou non. Le marché sera déterminé comme étant actif s'il y a un nombre suffisant de prix disponibles, c'est-à-dire lorsqu'il y a suffisamment de sources de prix pour que le paramètre pertinent soit considéré comme observable. Si le marché est actif, les prix seront utilisés (niveau 1). Si le marché est inactif, une approche fondée sur les modèles peut être suivie.

En ce qui concerne les méthodes de mesures basées sur des modèles (niveau 2 et niveau 3) pertinentes pour les banques, IFRS 13 reconnaît l'approche du marché et l'approche du résultat. L'approche de marché repose sur des méthodes de mesure qui s'appuient sur des informations sur des actifs et des passifs identiques ou comparables.

L'approche par le résultat reflète les attentes actuelles concernant les flux de trésorerie, les charges et les produits futurs. L'approche par le revenu comprend également des modèles de prix d'option. Ces évaluations sont soumises à un degré plus élevé aux jugements de la direction. Les données de marché ou les intrants tiers sont utilisés dans toute la mesure du possible, et les intrants spécifiques à l'entreprise dans une mesure limitée.

Toutes les justes valeurs sont soumises aux contrôles et procédures internes du Groupe Commerzbank, qui définissent les normes de vérification ou de validation indépendantes des justes valeurs. Ces contrôles et procédures sont réalisés et coordonnés par le Groupe indépendant de vérification des prix (IPV) au sein de la fonction risque. Les modèles, les intrants et les justes valeurs qui en résultent sont examinés régulièrement par la haute direction et la fonction de gestion des risques.

Obligations d'information

Ci-dessous, on distingue :

- a) les instruments financiers évalués à la juste valeur (autres éléments du résultat global à la juste valeur, option de la juste valeur, obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat et détenus à des fins de négociation) ; et
- b) les instruments financiers évalués au coût amorti.

Les obligations d'information respectives concernant ces instruments financiers sont énoncées dans IFRS 7 et IFRS 13.

a) Instruments financiers évalués à la juste valeur

Selon IFRS 13, la juste valeur d'un actif est le montant pour lequel cet actif pourrait être vendu entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. La juste valeur représente donc un prix de sortie. La juste valeur d'un passif est définie comme le prix auquel la dette pourrait être transférée à un tiers dans le cadre d'une transaction ordonnée.

L'évaluation du passif doit également tenir compte de l'écart de crédit propre à la Banque. Si des tiers fournissent une garantie pour nos passifs (par exemple, des garanties), cette garantie n'est pas prise en compte dans l'évaluation du passif, car l'obligation de remboursement de la Banque reste la même.

Lors de l'évaluation des opérations sur produits dérivés, le Groupe utilise la possibilité d'établir des positions en risque nettes pour les actifs et les passifs financiers. La mesure tient compte non seulement du risque de crédit de la contrepartie, mais aussi du risque de défaut propre à la Banque. Le Groupe détermine les ajustements d'évaluation de crédit (CVA) et les ajustements d'évaluation de débit (DVA) en simulant les justes valeurs futures de ses portefeuilles de dérivés avec la contrepartie respective sur la base de données de marché observables (par exemple, les écarts de CDS). Dans le cas des ajustements de valorisation du financement (FVA), les coûts de financement ou les revenus des dérivés non garantis, ainsi que des dérivés garantis lorsqu'il n'y a qu'une garantie partielle ou que la garantie ne peut pas être utilisée à des fins de financement, sont comptabilisés à la juste valeur. En outre, les coûts/avantages résiduels du financement des sûretés, causés par l'échange de sûretés dans le cadre d'une annexe de soutien au crédit, sont couverts par CoIva (ajustement de l'évaluation des sûretés). Comme les CVA et les DVA, les FVA sont également déterminés à partir de la valeur attendue des futures justes valeurs positives ou négatives du portefeuille à l'aide de données de marché observables (par exemple, les écarts CDS). La courbe de financement utilisée pour calculer les FVA est approximée par la courbe de financement de la Commerzbank.

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers comptabilisés au bilan à la juste valeur par catégorie de juste valeur IFRS 9 et par catégorie.

Actifs financiers (En milliards d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023 (1)			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	-	0,2	-	0,2	-	0,2	-	0,2
Prêts et créances	33,4	22,2	0,9	56,5	22,1	17,5	0,3	39,9
Titres de créance	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	62,0	1,0	63,1	-	43,1	0,8	43,9
Titres de créance	0,2	3,0	0,6	3,8	0,2	2,8	0,5	3,5
Instruments de capitaux propres	0,0	0,1	0,8	0,9	-	0,0	0,9	0,9
Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	1,8	0,0	1,8	-	1,1	0,1	1,2

Titres de créance	0,7	2,7	0,1	3,5	0,7	1,5	0,1	2,2
Instruments de capitaux propres	4,7	0,0	0,0	4,7	2,5	0,0	0,0	2,5
Instruments dérivés	0,0	23,8	0,7	24,4	0,0	19,5	1,1	20,6
Autres pays	2,3	0,0	-	2,3	-	2,0	-	2,0
Justes valeurs positives des instruments financiers dérivés								
Comptabilité de couverture	-	1,3	-	1,3	-	1,5	-	1,5
Cession d'actifs non courants détenus en vue de la vente								
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créance	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	0,1	0,1	-	-	0,1	0,1
Instruments dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	41,4	117,2	4,1	162,7	25,5	89,2	3,8	118,4

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

Passifs financiers (En milliards d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers - Option de la juste valeur								
Dépôts	-	37,7	0,4	38,1	-	30,4	0,4	30,9
Titres de créance émis	3,9	4,6	-	8,4	2,4	3,7	-	6,1
Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation								
Instruments dérivés	0	21,5	0,2	21,7	0	16,7	0,2	16,9
Certificats et autres billets émis	-	0,2	-	0,2	-	1	-	1
Engagements de livraison découlant de ventes à découvert de titres	1	0,3	0	1,3	0,7	0,3	-	1
Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés								
Comptabilité de couverture	-	2,3	-	2,3	-	3,1	-	3,1
Total	4,8	66,6	0,6	72	3,1	55,3	0,6	59

Commerzbank reclasse des éléments à la fin de la période de référence.

Au cours de l'exercice 2024, 7,2 milliards d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI et 0,2 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL ont été reclassés du niveau 1 au niveau 2, car aucun cours du marché n'était disponible. En revanche, 8,8 milliards d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI, 2,3 milliards d'euros d'autres instruments de la catégorie HFT, 0,2 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL et 0,1 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie HFT ont été reclassés du niveau 2 au niveau 1, les cours du marché étant à nouveau disponibles. Il n'y a pas eu d'autre reclassement important entre le niveau 1 et le niveau 2.

Au cours de l'exercice 2023, 7,9 milliards d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI et 0,1 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL ont été reclassés du niveau 1 au niveau 2, car aucun cours du marché n'était disponible. En revanche, 0,7 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI a été reclassé du niveau 2 au niveau 1, les cours du marché étant à nouveau disponibles. Il n'y a pas eu d'autre reclassement important entre le niveau 1 et le niveau 2.

Les variations des instruments financiers de la catégorie de niveau 3 ont été les suivantes :

Actifs financiers (En millions d'euros.)	Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation	Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés	Total
Juste valeur au 01/01/2024	338	2 163	1 194	62	3 757
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-	-
Profits ou pertes comptabilisés en résultat au cours de l'exercice	-2	- 140	- 150	-1	-293
dont : gains ou pertes latents	-2	- 80	- 343	-1	-426
Profits ou pertes comptabilisés en réserve de réévaluation	-	-	-	-	—
Achats	477	1 108	515	-	2 101
Ventes	-89	-732	- 958	-	- 1 778
Émissions	-	-	-	-	-
Remboursements	-	-	- 39	-	-39
Reclassements au niveau 3	586	336	208	-	1 131
Reclassements depuis le niveau 3	-437	-290	- 16	-	- 743
Reclassements en vertu d'IFRS 9	-	-	-	-	-
Reclassements depuis/vers les actifs non courants détenus en vue de la vente					
Juste valeur au 31/12/2024	873	2 446	754	61	4 135

Actifs financiers (En millions d'euros.)	Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation	Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés	Total
Juste valeur au 01/01/2023 (1)	321	2 335	1 207	-	3 862
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-	-
Profits ou pertes comptabilisés en résultat au cours de l'exercice	17	- 39	- 86	-	- 109
dont : gains ou pertes latents	17	-39	- 86	-	- 109
Profits ou pertes comptabilisés en réserve de réévaluation	-	-	-	-	-
Achats	-	367	130	-	497
Ventes	-	- 343	- 44	-	-387
Émissions	-	-	-	-	-
Remboursements	-	-	- 6	-	-6
Reclassements au niveau 3	-	120	83	62	265
Reclassements depuis le niveau 3	-	-277	- 89	-	-365
Reclassements en vertu d'IFRS 9	-	-	-	-	-
Reclassements depuis/vers les actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-
Juste valeur au 31/12/2023	338	2 163	1 194	62	3 757
(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).					

Au cours de l'exercice 2024, 0,1 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL ont été reclassés du niveau 1 au niveau 3, car aucun cours du marché n'était disponible. En outre, 0,3 Md € d'instruments de capitaux propres de la catégorie FVOCI, 0,3 Md € de titres de créance de la catégorie mFVPL, 0,3 Md € de titres de créance de la catégorie FVOCI, 0,1 Md € d'instruments dérivés de la catégorie d'actifs IIFT et 0,1 Md € de titres de créance de la catégorie HFT ont été reclassés du niveau 2 au niveau 3, aucun paramètre de marché observable n'étant disponible. En revanche, 0,4 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI, 0,2 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL et 0,1 milliard d'euros d'instruments de capitaux propres de la catégorie mFVPL ont été reclassés du niveau 3 au niveau 2, les paramètres de marché étant à nouveau disponibles. Il n'y a pas eu d'autres reclassements significatifs.

Au cours de l'exercice 2023, 0,1 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie « détenu afin d'en percevoir les flux de trésorerie et de la vente » et 0,1 milliard d'euros d'instruments de capitaux propres de la catégorie mFVPL ont été reclassés du niveau 1 au niveau 3, car aucun paramètre de marché n'était disponible. En outre, 0,1 Md € de dérivés dans la catégorie des actifs IIFT ont été reclassés du niveau 2 au niveau 3, car aucun paramètre de marché observable n'était disponible. En revanche, 0,2 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL et 0,1 milliard d'euros d'instruments dérivés de la catégorie d'actifs HFT ont été reclassés du niveau 3 au niveau 2, les paramètres du marché étant à nouveau disponibles. Il n'y a pas eu d'autres reclassements significatifs.

Les variations des passifs financiers de la catégorie de niveau 3 au cours de l'exercice ont été les suivantes :

Passifs financiers (En millions d'euros.)	Passifs financiers - Option de la juste valeur	Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	Total
Juste valeur au 01/01/2024	428	194	622
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-
Profits ou pertes comptabilisés en résultat au cours de l'exercice	-	-53	-53
dont : gains ou pertes latents	-	- 75	- 75
Achats	10	378	388
Ventes	420	- 355	65
Émissions	-	- 10	- 10
Remboursements	-	1	1
Reclassements au niveau 3	-	52	52
Reclassements depuis le niveau 3	-438	- 1	-439
Juste valeur au 31/12/2024	420	206	626

Passifs financiers (En millions d'euros.)	Passifs financiers - Option de la juste valeur	Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	Total
Juste valeur au 01/01/2023	-	147	147
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-
Profits ou pertes comptabilisés en résultat au cours de l'exercice	-	- 41	- 41
dont : gains ou pertes latents	-	-26	- 26

Achats	428	186	614
Ventes	-	- 88	- 88
Émissions	-	-	-
Remboursements	-	-	-
Reclassements au niveau 3	-	-	-
Reclassements depuis le niveau 3	-	- 10	- 10
Juste valeur au 31/12/2023	428	194	622

Au cours de l'exercice 2024, 0,4 Md € de dépôts dans la catégorie option de la juste valeur des passifs ont été reclassés du niveau 3 au niveau 2, car des paramètres de marché observables étaient à nouveau disponibles. Il n'y a pas eu d'autres reclassements significatifs de passifs.

Au cours de l'exercice 2023, il n'y a pas eu d'autres reclassements significatifs de passifs depuis ou vers le niveau 3.

Analyse de sensibilité

Lorsque la valeur des instruments financiers est basée sur des paramètres d'entrée non observables (niveau 3), le niveau précis de ces paramètres à la date de clôture peut être dérivé d'une gamme d'alternatives raisonnables possibles à la discrétion de la direction. Lors de la préparation des états financiers du Groupe, des niveaux pour ces paramètres d'entrée non observables sont choisis, qui sont cohérents avec les données existantes du marché et conformes à l'approche de contrôle de l'évaluation du Groupe.

Le but de cette divulgation est d'illustrer l'impact potentiel de l'incertitude relative sur les justes valeurs des instruments financiers dont les évaluations sont basées sur des paramètres d'entrée non observables (niveau 3). Des interdépendances existent fréquemment entre les paramètres utilisés pour déterminer les justes valeurs de niveau 3. Par exemple, une amélioration anticipée de la situation économique globale peut entraîner une hausse des cours des actions, tandis que les titres perçus comme présentant un risque plus faible, tels que les obligations d'État allemandes, peuvent perdre de la valeur. Ces interdépendances sont comptabilisées au moyen de paramètres de corrélation dans la mesure où elles ont un effet significatif sur les justes valeurs en question. Si un modèle d'évaluation utilise plusieurs paramètres, le choix d'un paramètre peut restreindre la plage de valeurs possibles que les autres paramètres peuvent prendre. Ainsi, par définition, cette catégorie contiendra des instruments plus illiquides, des instruments ayant des échéances à plus long terme et des instruments pour lesquels il est difficile d'obtenir des données de marché observables indépendantes suffisantes. Le but de ces informations est d'illustrer les principaux paramètres d'entrée non observables pour les instruments financiers de niveau 3 et de présenter ensuite diverses entrées sur lesquelles les paramètres d'entrée clés ont été basés.

Les principaux paramètres d'entrée non observables pour le niveau 3 et les facteurs clés connexes peuvent être résumés comme suit :

— Taux de rendement interne (TRI) :

Le TRI est défini comme le taux d'actualisation qui fixe la valeur actuelle nette de tous les flux de trésorerie futurs d'un instrument à zéro. Pour les obligations, par exemple, le TRI dépend du prix actuel de l'obligation, de la valeur nominale et de la durée.

— Écart de crédit :

L'écart de crédit est l'écart de rendement (prime ou décote) entre des titres qui sont identiques à tous égards, sauf pour leur qualité de crédit respective. L'écart de crédit représente l'excédent de rendement au-dessus de l'instrument de référence de référence qui compense la différence de solvabilité entre l'instrument et l'indice de référence. Les écarts de crédit sont cotés en termes de nombre de points de base au-dessus (ou en dessous) de l'indice de référence coté. Plus l'écart de crédit est large (élevé) par rapport à l'indice de référence, plus la solvabilité de l'instrument est faible, et inversement pour les écarts de crédit plus étroits (plus faibles).

— Taux de recouvrement, probabilités de survie et probabilités par défaut :

L'offre et la demande ainsi que la relation d'arbitrage avec les contrats d'échange d'actifs ont tendance à être les facteurs dominants qui déterminent la tarification des contrats d'échange sur risque de crédit (CDS). Les modèles de tarification des contrats d'échange sur risque de crédit ont tendance à être davantage utilisés pour les structures exotiques et la valorisation des contrats d'échange hors marché pour lesquels des paiements d'intérêts fixes supérieurs ou inférieurs au taux du marché sont convenus. Ces modèles calculent la probabilité implicite de défaut de l'actif de référence comme moyen d'actualiser les flux de trésorerie attendus dans un contrat d'échange sur risque de crédit. Les entrées du modèle sont des écarts de crédit et des taux de recouvrement utilisés pour interpoler (« bootstrap ») une série temporelle de probabilités de survie de l'actif de référence. Une hypothèse de taux de recouvrement typique sur le marché des contrats d'échange pour les contrats de premier rang non garantis est de 40 %. Les hypothèses sur les taux de recouvrement sont un facteur déterminant la forme de la courbe de probabilité de survie. Différentes hypothèses de taux de recouvrement se traduisent par différents taux de probabilité de survie. Pour un écart de crédit donné, une hypothèse de taux de recouvrement élevé implique une probabilité de défaut plus élevée (par rapport à une hypothèse de taux de recouvrement faible) et donc une probabilité de survie plus faible. Il existe une relation dans le temps entre les taux de défaut et les taux de recouvrement des émetteurs d'obligations d'entreprises. La corrélation

entre les deux est inverse : une augmentation du taux de défaut (défini comme le pourcentage d'émetteurs en défaut) est généralement associée à une baisse du taux de recouvrement moyen. Dans la pratique, les acteurs du marché utilisent les écarts de marché pour déterminer les probabilités implicites de défaut. Les estimations des probabilités de défaut dépendent également des distributions de pertes conjointes des parties impliquées dans une transaction de dérivé de crédit. La fonction copule est utilisée pour mesurer la structure de corrélation entre deux variables ou plus. La fonction copule crée une distribution conjointe tout en conservant les caractéristiques des deux distributions marginales indépendantes.

— Écart des mises en pension :

Les taux de pension sont utilisés pour évaluer les opérations de mise en pension, généralement avec des échéances ne dépassant pas un an. Pour les mises en pension ayant des échéances plus longues ou des titres sous-jacents plus illiquides (par exemple des marchés émergents), les taux de pension correspondants peuvent être estimés. L'observabilité des paramètres utilisés pour la détermination approximative est évaluée lors du classement dans la hiérarchie des justes valeurs. Une procédure analogue s'applique aux pensions sur les fonds communs de placement.

— Prix :

Certains instruments de taux d'intérêt et de prêt sont comptabilisés sur la base de leur prix. Il s'ensuit que le prix lui-même est le paramètre inobservable dont la sensibilité est estimée comme une déviation de la valeur actuelle nette des positions.

— Volatilité de l'inflation :

La volatilité de l'inflation représente le degré de fluctuation des instruments financiers qui transfèrent le risque d'inflation entre les parties. Ceci est basé sur une série chronologique historique de flux de trésorerie, liée à la tendance de l'inflation.

— Corrélation entre les actions et les taux de change :

La corrélation est un paramètre qui mesure les mouvements entre deux instruments. Elle est mesurée par un coefficient de corrélation. Dans ce cas précis, le paramètre se rapporte à la corrélation quanto capitaux propres-taux de change.

— Réversion moyenne :

La réversion moyenne représente la tendance à long terme des prix et des rendements vers un prix moyen ou une moyenne. Cette moyenne à long terme peut être soit une moyenne historique d'un prix ou d'un rendement, soit une autre moyenne pertinente.

— Taux de rachat :

Le taux de rachat fait référence au pourcentage de souscripteurs qui résilient leurs polices d'assurance vie avant leur date d'expiration normale et reçoivent une partie des primes payées.

— Taux de déchéance :

Le taux de déchéance se rapporte au pourcentage de souscripteurs qui ont laissé leur couverture s'éteindre en raison du non-paiement des primes. En général, le taux de péremption est plus élevé pour les polices avec des primes plus élevées, des durées plus longues et une accumulation plus faible de la valeur actuelle nette.

Les plages suivantes pour les paramètres non observables importants ont été utilisées dans l'évaluation de nos instruments financiers de niveau 3 :

(En millions d'euros.)	Techniques d'évaluation	31/12/2024		Paramètres de données importantes non observables	31/12/2024	
		Actifs	Passifs		Plage	
Prêts et créances		1 061	420			
Accords de pension	Modèle de flux de trésorerie actualisés	857	420	Écart des mises en pension (pdb)	214	427
Autres prêts	Modèle de flux de trésorerie actualisés	204	-	Écart de crédit (pdb)	81	321
Titres de créance		1 572	-			
Transactions liées aux taux d'intérêt	Modèle fondé sur les écarts	1 572	-	Écart de crédit (pdb)	174	303
Modèle de flux de trésorerie actualisés		-	-	Prix (%)	0 %	218 %
dont : Titres adossés à des actifs (ABS)	Modèle de flux de trésorerie actualisés	-	594	Prix (%)	0 %	218 %
Instruments de capitaux propres		849	-			
Transactions liées aux capitaux propres	Modèle de flux de trésorerie actualisés	849	-	Prix (%)	90 %	110 %
Instruments dérivés		652	206			
Transactions liées aux capitaux propres	Modèle de flux de trésorerie actualisée/ Modèle de tarification des options	397	210	TRI (%)	10 %	20 %
		-	-	Taux de déchéance (%)	1,1 %	1,3 %
		-	-	Taux de rachat (en %)	0,0 %	4,1 %
Dérivés de crédit (y compris PFI et IRS)	Modèle de flux de trésorerie actualisés	115	-22	Écart de crédit (pdb)	69	575
Transactions liées aux taux d'intérêt	Modèle de tarification des options	140	18	Réversion moyenne (%)	0,61 %	0,82 %
Engagements de livraison découlant de ventes à découvert de titres	Modèle fondé sur les écarts	-	0	Écart de crédit (pdb)	170	293
Total		4 135	626			

(En millions d'euros.)	Techniques d'évaluation	31/12/2023 (1)		Paramètres de données importantes non observables	31/12/2023	
		Actifs	Passifs		Plage	
Prêts et créances		863	428			
Accords de pension	Modèle de lux de trésorerie actualisés	511	428	Écart des mises en pension (pdb)	267	495
Autres prêts	Modèle de lux de trésorerie actualisés	353	-	Écart de crédit (pdb)	108	626
Titres de créance		908	-			
Transactions liées aux taux d'intérêt	Modèle fondé sur les écarts	908	-	Écart de crédit (pdb)	178	287
dont : Titres adossés à des actifs (ABS)	Modèle de lux de trésorerie actualisés	-	-	Prix (%)	0 %	222 %
Instruments de capitaux propres		404	-	Prix (%)	0 %	222 %
Transactions liées aux capitaux propres	Modèle de lux de trésorerie actualisés	933	-			
Instruments dérivés		933	-	Prix (%)	90 %	110 %
Transactions liées aux capitaux propres	Modèle de flux de trésorerie actualisée/Modèle de tarification des options	1 052	194	TRI (%)	10 %	20 %
		825	163			
				Taux de déchéance (%)	0,9 %	1,1 %
				Taux de rachat (en %)	0,0 %	4,5 %
Dérivés de crédit (y compris PFI et IRS)	Modèle de lux de trésorerie actualisés	21	5	Écart de crédit (pdb)	36	55 800
Transactions liées aux taux d'intérêt	Modèle de tarification des options	206	26	Réversion moyenne (%)	-1,83 %	1,45 %
					-	-
				Volatilité de l'inflation	-25,66 %	20,28 %
Total		3 757	622			

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

Le tableau ci-dessous montre l'impact sur le compte de résultat des estimations raisonnables des paramètres sur les bords de ces fourchettes pour les instruments du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

L'analyse de sensibilité pour les instruments financiers du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs est ventilée par type d'instrument financier :

	31/12/2024		Paramètres modifiés
	Effets positifs sur le compte de résultat	Effets négatifs sur le compte de résultat	
Prêts et créances	6	-6	
Accords de pension	4	-4	Écart des mises en pension
Autres prêts	1	-1	Écart de crédit
Titres de créance	27	-27	
Transactions liées aux taux d'intérêt	27	-27	Prix
dont : Titres adossés à des actifs (ABS)	11	-11	Prix
Instruments de capitaux propres	8	-8	
Transactions liées aux capitaux propres	8	-8	Prix
Instruments dérivés	13	-14	
Transactions liées aux capitaux propres	12	-13	TRI, prix, taux de déchéance, taux de rachat
Dérivés de crédit (y compris PFI et IRS)	0	-0	Écart de crédit, prix
Transactions liées aux taux d'intérêt	1	-1	Réversion moyenne, volatilité de l'inflation
Autres opérations	-	-	

(En millions d'euros.)	31/12/2023		Paramètres modifiés
	Effets positifs sur le compte de résultat	Effets négatifs sur le compte de résultat	
Prêts et créances	4	-4	
Accords de pension	1	-1	Écart des mises en pension
Autres prêts	3	-3	Écart de crédit
Titres de créance	24	-24	
Transactions liées aux taux d'intérêt	24	-24	Prix
dont : Titres adossés à des actifs (ABS)	12	-12	Prix
Instruments de capitaux propres	9	-9	
Transactions liées aux capitaux propres	9	-9	Prix
Instruments dérivés	22	-23	
Transactions liées aux capitaux propres	21	-22	TRI, prix, taux de déchéance, taux de rachat
Dérivés de crédit (y compris PFI et IRS)	0	-0	Écart de crédit, prix
Transactions liées aux taux d'intérêt	1	-1	Réversion moyenne, volatilité de l'inflation
Autres opérations	-	-	

Les paramètres sélectionnés se situent aux extrêmes de leur gamme d'alternatives raisonnables possibles. Dans la pratique, cependant, il est peu probable que tous les paramètres inobservables se situent simultanément aux extrêmes de leur gamme d'alternatives raisonnables possibles. En conséquence, les estimations fournies sont susceptibles de dépasser l'incertitude réelle sur les justes valeurs de ces instruments. L'objectif de ces chiffres n'est pas d'estimer ou de prédire les variations futures de la juste valeur.

Les paramètres non observables ont été décalés de 1 % à 10 %, selon ce que nos experts en évaluation indépendants ont jugé approprié pour chaque type d'instrument, ou une mesure de l'écart type a été appliquée.

Gain ou perte au 1^{er} jour de la transaction

Le groupe Commerzbank a conclu des transactions où la juste valeur a été calculée à l'aide d'un modèle d'évaluation, où tous les paramètres d'entrée importants n'étaient pas observables sur le marché. La valeur comptable initiale de ces opérations est la juste valeur. La différence entre le prix de la transaction et la juste valeur selon le modèle est appelée le « gain ou perte au 1^{er} jour de la transaction ». Le gain ou la perte au 1^{er} jour de la transaction n'est fondamentalement pas comptabilisé immédiatement en résultat, mais sur la durée de la transaction. Dès qu'il existe un prix de marché coté sur un marché actif pour de telles transactions ou que tous les paramètres d'entrée importants deviennent observables, le gain ou la perte au 1^{er} jour de la transaction cumulé est immédiatement comptabilisé en résultat dans le résultat net des actifs et passifs financiers évalué à la juste valeur par résultat. Une différence agrégée entre le prix de transaction et la juste valeur calculée à l'aide du modèle d'évaluation est calculée pour tous les instruments financiers. Le résultat différé d'un jour est principalement attribuable aux dérivés.

Les montants ont changé comme suit :

Gain ou perte au 1^{er} jour de la transaction (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde au 01/01/	13	3
Affectations non comptabilisées en résultat	7	14
Reprises comptabilisées en résultat	- 2	- 5
Solde au 31/12/	18	13

b) Instruments financiers évalués au coût amorti

IFRS 7 impose en outre de fournir des informations sur les justes valeurs des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés au bilan à la juste valeur. La méthodologie d'évaluation pour déterminer la juste valeur dans ces cas est expliquée ci-dessous.

La valeur nominale des instruments financiers qui arrivent à échéance sur une base journalière est considérée comme leur juste valeur.

Les prix du marché ne sont pas disponibles pour les prêts. Pour les prêts, la Banque applique donc un modèle de flux de trésorerie actualisés (DCF).

Les flux de trésorerie sont actualisés en utilisant un taux d'intérêt sans risque plus les primes pour les coûts de risque, les coûts de refinancement, les frais d'exploitation et les coûts des capitaux propres. Le taux d'intérêt sans risque est déterminé en fonction des taux swap (courbes de swap) qui correspondent aux échéances et devises correspondantes. Celles-ci peuvent généralement être dérivées de données externes.

En outre, la Banque applique une prime sous la forme d'une constante d'étalonnage qui comprend une marge bénéficiaire. La marge bénéficiaire est reflétée dans le modèle d'évaluation des prêts de sorte que la juste valeur à la date de comptabilisation initiale correspond au montant du décaissement.

Les données sur les coûts du risque de crédit des grandes banques et des entreprises clientes sont disponibles sous forme d'écarts de crédit.

Dans le cas des titres comptabilisés dans la catégorie des coûts amortis d'IFRS 9, la juste valeur est déterminée sur la base des prix du marché disponibles (niveau 1), en supposant l'existence d'un marché actif. En l'absence de marché actif, des méthodes d'évaluation reconnues doivent être utilisées pour déterminer les justes valeurs. En général, un modèle de tarification des swaps d'actifs est utilisé pour la valorisation. Les paramètres appliqués comprennent les courbes de rendement et les écarts de swap d'actifs d'instruments de référence comparables.

Pour les dépôts, un modèle DCF est généralement utilisé pour déterminer la juste valeur, car les données de marché ne sont généralement pas disponibles. Outre la courbe des taux, l'écart de crédit propre et une prime pour les frais d'exploitation sont également pris en compte. Les écarts de crédit des contreparties respectives ne sont pas utilisés dans l'évaluation des passifs.

La juste valeur des titres de créance émis est déterminée sur la base des prix disponibles sur le marché. Si aucun prix n'est disponible, le modèle des flux de trésorerie actualisés (DCF) est utilisé pour déterminer les justes valeurs. Un certain nombre de facteurs différents, y compris les taux d'intérêt actuels du marché et l'écart de crédit propre, sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur.

En ce qui concerne chacune des explications fournies ci-dessus, si les prix du marché disponibles sont appliqués, ils doivent être classés au niveau 1. Dans le cas contraire, la classification se fait au niveau 2 ou au niveau 3, en fonction des paramètres d'entrée utilisés (observables ou non observables).

31/12/2024 (En milliards d'euros.)	Juste valeur	Valeur comptable	Différentiel	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs	376,7	382,4	-5,6	13,7	107,3	255,8
Fonds en caisse et fonds à vue	73,0	73,0	-	-	73,0	-
Actifs financiers - Coût amorti	303,7	310,9	- 7,2	13,7	34,3	255,8
Prêts et créances	273,1	279,0	-5,9	-	20,3	252,8
Titres de créance	30,6	31,9	- 1,3	13,7	14,0	2,9
Ajustement de la valeur sur couvertures de juste valeur de portefeuille	-	- 1,5	1,5	-	-	-
Passifs	440,6	438,3	2,3	32,1	406,9	1,6
Passifs financiers - Coût amorti	440,6	440,5	0,0	32,1	406,9	1,6
Dépôts	395,4	395,6	- 0,2	-	395,3	0,2
Titres de créance émis	45,1	44,9	0,2	32,1	11,6	1,4
Ajustement de la valeur sur couvertures de juste valeur de portefeuille	-	- 2,3	2,3	-	-	-

31/12/2023 (En milliards d'euros.)	Juste valeur	Valeur comptable	Différentiel	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs	381,7	389,5	-7,8	10,4	125,0	246,3
Fonds en caisse et fonds à vue	93,1	93,1	-	-	93,1	-
Actifs financiers - Coût amorti	288,6	298,7	- 10,1	10,4	31,9	246,3
Prêts et créances	260,6	268,9	- 8,4	-	16,8	243,8
Titres de créance	28,0	29,8	- 1,8	10,4	15,1	2,5
Ajustement de la valeur sur couvertures de juste valeur de portefeuille	-	- 2,3	2,3	-	-	-
Passifs	419,9	416,5	3,4	20,2	396,7	2,9
Passifs financiers - Coût amorti	419,9	419,8	0,0	20,2	396,7	2,9
Dépôts	379,1	379,3	- 0,2	-	377,2	1,9
Titres de créance émis	40,8	40,5	0,3	20,2	19,6	0,9
Ajustement de la valeur sur couvertures de juste valeur de portefeuille	-	- 3,3	3,3	-	-	-

37. – Informations sur la compensation des instruments financiers

Nous présentons ci-dessous le rapprochement des montants bruts avant compensation avec les montants nets après compensation, ainsi que les montants des droits de compensation existants qui ne répondent pas aux critères comptables de compensation - séparément pour tous les actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan qui

- sont déjà compensés selon IAS 32.42 (instruments financiers I), et sont
- soumis à un accord-cadre bilatéral de compensation exécutoire ou un accord similaire, mais ne sont pas compensés dans le bilan (instruments financiers II).

Pour les accords de compensation, nous concluons des accords-cadres avec nos contreparties, par exemple l'accord-cadre ISDA de 1992 (multidevises - transfrontalier) et l'accord-cadre allemand pour les contrats à terme financiers. Au moyen de ces accords de compensation, les justes valeurs positives et négatives des contrats dérivés inclus dans un accord-cadre peuvent être compensées les unes par rapport aux autres. Ce processus de compensation réduit le risque de crédit à une seule créance nette sur la partie au contrat (compensation avec déchéance du terme). Cependant, ces accords de compensation ne permettent pas la compensation dans le bilan selon IAS 32.42 car il n'y a pas de règlement en cours sur une base nette des contrats qui relèvent des accords-cadres respectifs. En outre, la garantie pour les transactions qui relèvent d'un accord-cadre ne peut être réalisée que si la contrepartie fait défaut dans le cadre de la compensation avec déchéance du terme.

Nous appliquons la compensation aux créances et passifs provenant d'opérations de pension (prises en pension et mises en pension) des catégories Coût amorti, Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat et Option de la juste valeur avec contreparties centrales et bilatérales, à condition qu'ils aient la même durée. Les dérivés de gré à gré avec les clients et les portefeuilles propres compensés sont également compensés.

Actifs (En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023 (5)	
	Prise de pension	Justes valeurs positives des instruments financiers dérivés	Prise de pension	Justes valeurs positives des instruments financiers dérivés
Montant brut des instruments financiers	103 782	137 354	88 497	132 445
Valeurs comptables non éligibles à la compensation	35 463	1 463	27 357	1 759
a) Montant brut des instruments financiers I et II	68 319	135 891	61 140	130 686
b) Montant compensé au bilan des instruments financiers I (1)	41 164	111 625	43 863	110 369
c) Montant net des instruments financiers I et II = a) - b)	27 155	24 266	17 276	20 317
d) Accords-cadres n'étant pas déjà comptabilisés dans b)				
Montant des instruments financiers II qui ne remplissent pas ou ne remplissent que partiellement les critères d'IAS 32.42 (2)	4 520	16 074	6 400	12 393
Juste valeur des sûretés financières relatives aux instruments financiers I et II n'étant pas déjà comptabilisées dans b) (3)				

Garanties autres qu'en trésorerie (4)	19 650	21	8 463	2
Garanties en trésorerie	288	4 197	2 006	4 102
e) Montant net des instruments financiers I et II = c) - d)	2 697	3 974	407	3 820
f) Juste valeur des sûretés financières des contreparties centrales relatives aux instruments financiers I	-	-	-	14
g) Montant net des instruments financiers I et II = e) - f)	2 697	3 974	407	3 805

(1) Dont pour justes valeurs positives 4.542 M€ (exercice précédent : 7 136 M€) est attribuable aux marges de variation.

(2) Montant moindre des actifs et des passifs.

(3) À l'exclusion des droits ou obligations de retour découlant du transfert de titres.

(4) Y compris les instruments financiers non comptabilisés au bilan (par exemple, les titres fournis en garantie dans les opérations de pension).

(5) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

Passif (En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Accords de pension	Justes valeurs négatives des instruments financiers dérivés	Accords de pension	Justes valeurs négatives des instruments financiers dérivés
Montant brut des instruments financiers	78 356	132 316	75 160	129 069
Valeurs comptables non éligibles à la compensation	20 442	233	14 811	1 019
a) Montant brut des instruments financiers I et II	57 913	132 083	60 349	128 050
b) Montant compensé au bilan des instruments financiers I (1)	41 164	108 307	43 863	109 079
c) Montant net des instruments financiers I et II = a) - b)	16 750	23 776	16 486	18 971
d) Accords-cadres n'étant pas déjà comptabilisés dans b)				
Montant des instruments financiers II qui ne remplissent pas ou ne remplissent que partiellement les critères d'IAS 32.42 (2)	4 520	16 074	6 400	12 393
Juste valeur des sûretés financières relatives aux instruments financiers I et II n'étant pas déjà comptabilisées dans b) (3)				
Garanties autres qu'en trésorerie (4)	-	1	-	-
Garanties en trésorerie	171	4 727	144	4 325
e) Montant net des instruments financiers I et II = c) - d)	12 059	2 973	9 942	2 253
f) Juste valeur des sûretés financières des contreparties centrales relatives aux instruments financiers I	11 907	-	9 535	44
g) Montant net des instruments financiers I et II = e) - f)	151	2 973	407	2 209

(1) Dont pour justes valeurs négatives 7 860 M€ (exercice précédent : 8 426 M€) est attribuable aux marges de variation.

(2) Montant moindre des actifs et des passifs.

(3) À l'exclusion des droits ou obligations de retour découlant du transfert de titres.

(4) Y compris les instruments financiers non comptabilisés au bilan (par exemple, les titres fournis en garantie dans les opérations de pension).

38. – Échéances des actifs et des passifs (y compris les obligations financières)

Le tableau ci-dessous répertorie tous les actifs et passifs (à l'exception des justes valeurs positives et négatives des instruments dérivés de couverture) classés selon qu'ils sont à court terme ou à long terme. La durée résiduelle ou le moment de réalisation ou d'exécution anticipée est défini comme étant à court terme si la période comprise entre la date de clôture et la date d'échéance de l'instrument est inférieure à un an. Les instruments financiers sans échéance contractuelle, les fonds en caisse et les fonds à vue, les actifs et passifs détenus en vue de la vente et les impôts courants sur le résultat sont classés en éléments à court terme.

En revanche, les participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les immobilisations incorporelles, les immobilisations, les immeubles de placement et les impôts différés sont généralement classés comme des éléments à long terme. Lors du classement des autres actifs et autres passifs, nous évaluons les principaux éléments. Pour plus d'informations sur le classement des échéances des principaux types de provisions, veuillez consulter la note 57.

(En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023 (1)	
	À court terme	À long terme	À court terme	À long terme
Fonds en caisse et fonds à vue	73 001	-	93 126	-
Actifs financiers - Coût amorti	88 522	222 403	83 625	215 064
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	8 809	47 916	7 455	32 688
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	52 191	15 658	36 746	11 490
Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation	28 243	8 587	23 613	4 891
Participations détenues dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	166	-	142
Immobilisations incorporelles	-	1 785	-	1 394

Actifs immobilisés	-	2 244	-	2 352
Immeubles de placement	-	322	-	53
Cession d'actifs non courants détenus en vue de la vente	83	-	62	-
Actifs d'impôt exigible	216	-	138	-
Actifs d'impôt différé	-	1 929	-	2 505
Autres actifs	1 057	234	187	138
Total	252 122	301 243	244 952	270 717
Passifs financiers - Coût amorti	381 661	58 858	360 505	59 304
Passifs financiers - Option de la juste valeur	36 047	10 466	29 452	7 489
Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	21 969	1 259	17 821	1 107
Provisions	3 131	617	2 895	657
Passifs d'impôt exigible	467	-	535	-
Passifs d'impôt différé	-	46	-	3
Passifs des groupes destinés à être cédés	7	-	-	-
Autres passifs	1 917	179	1 153	135
Total	445 200	71 424	412 361	68 696

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

Dans la ventilation par échéance, nous indiquons les termes résiduels des obligations financières non dérivatives qui sont soumises à des échéances contractuelles. Les valeurs sont présentées sur la base des flux de trésorerie non actualisés. En conséquence, un rapprochement avec les valeurs du bilan n'est pas possible. Les obligations dérivées - détenues à des fins de négociation sont déclarées dans la fourchette d'échéances la plus courte.

Les justes valeurs négatives des instruments dérivés de couverture sont déclarées sur la base de leurs justes valeurs dans la fourchette d'échéances concernée. La durée résiduelle est définie comme la période comprise entre la date de clôture et la date d'échéance contractuelle des instruments financiers. Nous présentons des informations sur le rapport de risque du Groupe sur la gestion des risques de liquidité dans le rapport de gestion combiné.

31/12/2024 (En millions d'euros.)	Durées résiduelles			
	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	plus de 5 ans
Passifs financiers - Coût amorti	363 960	20 841	41 500	32 910
Passifs financiers - Option de la juste valeur	34 922	1 813	3 722	12 016
Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	1 306	219	0	-
Instruments dérivés - Détenus à des fins de transaction	21 703	-	-	-
Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés	15	29	341	1 920
Garanties financières	1 223	-	-	-
Engagements de prêt irrévocables	82 666	-	-	-
Passifs locatifs	87	227	902	404
Total	505 883	23 128	46 465	47 250

31/12/2023 (En millions d'euros.)	Durées résiduelles			
	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	plus de 5 ans
Passifs financiers - Coût amorti	338 801	24 840	43 973	23 665
Passifs financiers - Option de la juste valeur	28 750	1 189	2 459	9 377
Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	1 098	729	210	-
Instruments dérivés - Détenus à des fins de transaction	16 890	-	-	-
Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés	4	26	210	2 860
Garanties financières ¹	2 121	-	-	-
Engagements de prêt irrévocables	80 483	-	-	-
Passifs locatifs	105	233	880	543
Total	468 252	27 017	47 732	36 445

(1) Chiffres ajustés.

39. – Actifs financiers transférés et sûretés nanties pour passifs propres

Les opérations de pension combinent l'achat ou la vente au comptant de titres avec leur vente ou rachat à terme, la contrepartie étant identique dans les deux cas. Les titres cédés dans le cadre de conventions de mise en pension (vente au comptant) continuent d'être comptabilisés et évalués au bilan du Groupe dans le cadre du portefeuille-titres conformément à la catégorie à laquelle ils sont affectés. Les titres ne sont pas décomptabilisés car nous conservons tous les risques et opportunités liés à la propriété du titre vendu dans le cadre de la convention de mise en pension. Les mêmes risques et opportunités qui s'appliquent aux actifs financiers non transférés s'appliquent donc également aux actifs financiers qui ont été transférés mais non décomptabilisés.

Nous effectuons des opérations de prêt de titres avec d'autres banques et clients afin de respecter nos engagements de livraison ou de nous permettre de conclure des accords de rachat de titres. Nous déclarons ces opérations de manière similaire aux opérations de rachat de titres. Les titres prêtés restent dans notre portefeuille de titres et sont mesurés et classés selon les règles d'IFRS 9. Les titres empruntés n'apparaissent pas dans le bilan et ne sont pas évalués. Dans les opérations de prêt de titres, le risque de crédit de contrepartie peut être évité en obtenant des garanties, qui peuvent être fournies sous forme d'espèces, par exemple. Les sûretés fournies pour une opération de prêt sont appelées « sûretés en espèces sortantes » et les sûretés reçues comme « sûretés en espèces entrantes ». En outre, des garanties en espèces sont déposées ou reçues dans le cadre d'opérations sur produits dérivés.

Les actifs suivants ont été donnés en garantie de passifs :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Actifs propres	40 589	44 028	-7,8
Prêts et créances	17 742	20 573	- 13,8
dont : titres en espèces provenant d'opérations de gré à gré	5 296	5 231	1,2
Titres de créance	22 712	23 280	-2,4
Instruments de capitaux propres	134	175	- 23,4
Titres redonnés en garantie	64 942	63 446	2,4
Opérations de prêt de titres	4 045	3 645	11,0
Pension de titres	58 816	58 023	1,4
Certificat d'entreprise	-	-	
Marge de variation	1 466	1 779	- 17,6
Opérations de banque centrale (hors opérations de pension) - utilisation effective	615	-	
Total	105 531	107 474	- 1,8

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Instruments dérivés/ Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	8 213	7 972	3,0
Dépôts	49 407	49 515	-0,2
Titres de créance émis	354	-	
Engagements de rendement pour les titres provenant d'opérations de prêt	8 748	8 040	8,8
Total	66 723	65 527	1,8

40. – Sûretés reçues

La garantie reçue évaluée à la juste valeur pour laquelle la Banque a le droit de vendre ou de nantir même lorsque le fournisseur n'est pas en défaut, consistant principalement en des opérations de pension et des opérations de prêt de titres, était la suivante :

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Total des titres reçus	116 164	101 025	15,0
dont : vendus ou redonnés en garantie	66 604	64 798	2,8

41. – Actifs financiers qui ont été transférés mais non décomptabilisés (participations propres)

Les actifs financiers qui ont été transférés mais qui n'ont pas été décomptabilisés dans les propres avoirs de la Banque se composent d'opérations de prise en pension et de prêts de titres et étaient les suivants :

31/12/2024 (En millions d'euros.)	Détenus à des fins de transaction	Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	Autres éléments du résultat global à la juste valeur	Coût amorti
Valeur comptable des titres transférés	1 008	-	13 476	2 005
Valeur comptable des passifs associés	764	-	13 334	2 500
Juste valeur des titres cédés	1 008	-	13 476	2 373
Juste valeur des passifs associés	764	-	13 334	2 500
Position nette	244	-	141	-495

31/12/2023 (En millions d'euros.)	Détenus à des fins de transaction	Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	Autres éléments du résultat global à la juste valeur	Coût amorti
Valeur comptable des titres transférés	1 551	-	9 283	3 435
Valeur comptable des passifs associés	1 363	-	9 048	3 896
Juste valeur des titres cédés	1 551	-	9 283	4 042
Juste valeur des passifs associés	1 363	-	9 048	3 896
Position nette	188	-	234	-462

Instruments dérivés et relations de couverture

42. – Instruments dérivés

Un instrument dérivé est un instrument financier dont la valeur est déterminée par un « actif sous-jacent ». L'actif sous-jacent peut, par exemple, être un taux d'intérêt, le prix des matières premières, le prix des actions, le taux de change ou le prix des obligations. L'instrument financier ne requiert aucun investissement net initial ou un investissement initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types d'instruments dont on pourrait attendre des comportements similaires face à l'évolution des facteurs du marché. Son règlement se fait à une date future.

La plupart des transactions sur produits dérivés impliquent des produits dérivés de gré à gré, avec un montant nominal, une échéance et un prix qui sont convenus individuellement entre la Banque et ses contreparties. Cependant, la Banque conclut également des contrats dérivés sur des bourses de valeurs réglementées. Il s'agit de contrats standardisés avec des montants nominaux et des dates de règlement standardisés.

Le montant nominal indique la taille du contrat négocié et sert de base au calcul des flux de trésorerie entre les contreparties. Les justes valeurs positives et négatives, cependant, sont les dépenses qui seraient engagées par la Banque ou les contreparties pour remplacer les contrats initialement conclus par des transactions d'une valeur financière équivalente. Du point de vue de la Banque, une juste valeur positive indique donc le risque de défaut potentiel maximal spécifique à la contrepartie présent dans les transactions sur produits dérivés à la date de clôture.

Afin de minimiser le risque de crédit économique et réglementaire découlant de ces instruments, nous concluons des accords-cadres (accords bilatéraux de compensation) avec nos contreparties (tels que l'accord-cadre multidevises transfrontalier ISDA de 1992 ; l'accord-cadre allemand pour les contrats à terme financiers). Grâce à de tels accords bilatéraux de compensation, les justes valeurs positives et négatives des contrats dérivés inclus dans un accord-cadre peuvent être compensées les unes par rapport aux autres, et les futurs ajouts de risque réglementaire pour ces produits peuvent être réduits. Ce processus de compensation réduit le risque de crédit à une seule créance nette sur la partie au contrat (compensation avec déchéance du terme).

Pour les rapports réglementaires ainsi que pour la mesure et le suivi internes de nos engagements de crédit, nous utilisons ces techniques d'atténuation des risques uniquement lorsque nous les considérons comme exécutoires dans la juridiction en question si la contrepartie devenait insolvable. Nous obtenons des avis juridiques de divers cabinets d'avocats internationaux afin de vérifier leur applicabilité.

Les accords-cadres sont similaires aux accords de garantie (par exemple, l'annexe sur la constitution de garanties pour les contrats à terme financiers, l'annexe sur le soutien du crédit), que nous concluons avec nos partenaires commerciaux pour garantir la créance ou la responsabilité nette restante après la compensation (réception ou fourniture d'une garantie). En règle générale, cette gestion des garanties réduit le risque de crédit en mesurant et en ajustant rapidement - généralement quotidiennement ou hebdomadairement - l'exposition de la clientèle.

Les conventions de compensation susmentionnées ne satisfont pas aux exigences de compensation selon IAS 32.42, car la compensation avec déchéance du terme est subordonnée à la défaillance de la contrepartie. Le règlement net en cours n'est dès lors pas destiné contractuellement à des dérivés convenus bilatéralement.

L'effet global de la compensation du bilan des dérivés de gré à gré compensés avec les clients et les dérivés du portefeuille de la Banque au 31 décembre 2024 s'élevait à 116 167 M€ (exercice précédent : 117 505 M€). À l'actif, 111 625 M€ de ce montant sont imputables à des justes valeurs positives (exercice précédent : 110 369 M€), et aux sinistres pour marges de variation 4 542 M€ (exercice précédent : 7 136 M€). La compensation au passif impliquait des justes valeurs négatives de 108 307 M€ (exercice précédent : 109 079 M€) et des passifs pour marges de variation à payer de 7 860 M€ (exercice précédent : 8426 M€).

À la date de clôture, le volume impayé des transactions du Groupe Commerzbank en tant qu'acheteur et vendeur de protection s'élevait à 12 687 M€ (exercice précédent : 10 037 M€) et 6 158 M€ (exercice précédent : 6 003 M€). Nous utilisons ces produits, qui sont utilisés pour transférer le risque de crédit, à la fois à des fins d'arbitrage lors de la négociation et dans le portefeuille bancaire pour diversifier nos portefeuilles de prêts.

43. – Relations de couverture

Commerzbank applique la comptabilité de couverture conformément aux dispositions d'IFRS 9. IAS 39 continue de s'appliquer au portefeuille de comptabilité de couverture à la juste valeur pour les risques de taux d'intérêt, car il n'y a actuellement aucune exigence obligatoire du projet « Gestion dynamique des risques » de l'IASB. IAS 39 et IFRS 9 contiennent des réglementations détaillées en matière de comptabilité de couverture qui s'appliquent s'il peut être démontré que les instruments de couverture - en particulier les dérivés - sont utilisés pour couvrir les risques dans les opérations sous-jacentes non commerciales. Trois types de comptabilité de couverture sont utilisés :

— Comptabilité de couverture de juste valeur :

IAS 39 et IFRS 9 prescrivent l'utilisation de la comptabilité de couverture pour éviter un impact faussé sur les résultats pour les dérivés qui servent à couvrir les instruments financiers des catégories d'évaluation au CA (coût amorti) et FVOCI (juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global) contre un ou plusieurs risques définis. Les activités d'émission et de prêt du Groupe et les avoirs en titres pour la gestion de la liquidité ainsi que le portefeuille d'investissement sont particulièrement exposés au risque de taux d'intérêt lorsque des titres à revenu fixe sont impliqués. Les swaps de taux d'intérêt sont principalement utilisés pour couvrir ces risques. Il est également fait usage de swaptions, swaps d'inflation, forwards et, dans une mesure limitée, d'autres dérivés structurés. Les instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat à la juste valeur en tant que juste valeur des instruments dérivés de couverture. Toute variation de la juste valeur de l'actif couvert ou du passif couvert résultant d'un mouvement inverse du risque couvert est également comptabilisée au bilan. La compensation des variations de réévaluation associées aux instruments de couverture et aux opérations sous-jacentes couvertes est comptabilisée en résultat en tant que résultat net de la comptabilité de couverture. Toute partie des variations de la juste valeur des opérations sous-jacentes couvertes qui n'est pas attribuable au risque couvert est comptabilisée conformément aux règles de la catégorie d'évaluation à laquelle appartient l'actif ou le passif couvert. Pour les risques de taux d'intérêt, la comptabilité de couverture de la juste valeur peut être soit une micro-couverture de juste valeur, soit une couverture de la juste valeur du portefeuille.

— Dans la micro-comptabilité de couverture de juste valeur, une opération sous-jacente est liée à une ou plusieurs transactions de couverture dans une relation de couverture. Les valeurs comptables des transactions couvertes classées comme CA sont ajustées par le biais du compte de résultat en cas de variation de la juste valeur attribuable au risque couvert. Pour les transactions couvertes classées comme FVOCI, les variations de juste valeur ne sont pas comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, mais dans le résultat.

Dans une couverture de juste valeur de portefeuille, les risques de taux d'intérêt sont couverts au niveau du portefeuille. Ce ne sont pas des transactions individuelles ou des groupes de transactions ayant une structure de risque similaire qui sont couvertes, mais plutôt une quantité d'opérations sous-jacentes dans un portefeuille regroupées par fourchettes d'échéances conformément aux dates de remboursement et d'ajustement des intérêts attendues.

Les portefeuilles ne peuvent contenir que des actifs, que des passifs ou un mélange des deux. Dans ce type de comptabilité de couverture, les variations de la juste valeur des opérations sous-jacentes sont comptabilisées dans le bilan comme un élément d'actif ou de passif distinct.

— Comptabilité de couverture de flux de trésorerie :

L'utilisation de la comptabilité de couverture des flux de trésorerie sert également à éviter un impact faussé sur le résultat pour les dérivés qui servent à couvrir le risque d'une variation des flux de trésorerie futurs des opérations sous-jacentes couvertes. Les swaps de taux d'intérêt sont principalement utilisés pour couvrir ces flux de trésorerie. Les dérivés utilisés dans la comptabilité de couverture des flux de trésorerie sont évalués à la juste valeur. La partie efficace des profits et des pertes est comptabilisée nette d'impôts différés dans la réserve de couverture de flux de trésorerie sous capitaux propres. La partie inefficace, en revanche, est comptabilisée dans le compte de résultat en résultat net

de la comptabilité de couverture. Les règles comptables générales exposées ci-dessus pour les opérations sous-jacentes des flux de trésorerie couverts restent inchangées.

— Comptabilité de couverture des investissements nets :

En appliquant la comptabilité de couverture des investissements nets, les effets sur le résultat des opérations de couverture de change sont évités dans la mesure où ils servent à couvrir un investissement net dans une devise étrangère.

L'application des règles de la comptabilité de couverture est liée à un certain nombre de conditions. Il s'agit avant tout de la documentation de la relation de couverture et aussi de son efficacité.

La couverture doit être documentée conformément à IFRS 39/ IFRS 9 à sa création. La documentation doit notamment inclure l'identification de l'instrument de couverture, l'élément ou la transaction couvert associé, la nature du risque couvert et la manière dont l'efficacité de la couverture est évaluée. Outre la documentation, IAS 39/ IFRS 9 exige également la preuve d'une couverture efficace pour toute la période de la relation de couverture afin d'appliquer les règles de comptabilité de couverture. L'efficacité dans ce contexte signifie la relation entre la variation de la juste valeur/des flux de trésorerie de l'élément couvert et la variation compensatoire de la juste valeur/des flux de trésorerie de l'instrument de couverture. Si ces changements se compensent presque complètement, il existe un degré élevé d'efficacité. La preuve de l'efficacité exige qu'un degré élevé d'efficacité puisse être attendu d'une couverture à l'avenir (efficacité prospective). Pour poursuivre la comptabilité de couverture de portefeuille selon IAS 39, il doit également être démontré que la relation de couverture a été très efficace pendant l'exercice (efficacité rétrospective). L'efficacité selon IAS 39 doit être comprise entre 0,8 et 1,25, à la fois prospectivement et rétrospectivement.

La comptabilité de couverture de la juste valeur de Commerzbank comprend des couvertures contre le risque de taux d'intérêt, le risque d'inflation et le risque de juste valeur intégrale.

Les risques de taux d'intérêt découlent du fait que les portefeuilles d'actifs et de passifs sont constitués de flux de trésorerie variables et fixes qui entraînent des revenus d'intérêts nets fluctuants en cas de variation des taux d'intérêt. Pour Commerzbank, cela concerne les activités commerciales ainsi que la liquidité, l'investissement et les portefeuilles d'émission.

Le risque de taux d'intérêt est géré de manière centralisée par la fonction Trésorerie de Commerzbank sur la base d'une position de risque de taux d'intérêt nette agrégée. À cette fin, il est transféré quotidiennement à la Trésorerie en utilisant un prix de transfert d'intérêt interne. Les autres composantes de la juste valeur, telles que les composantes d'écart de crédit ou de marge et de liquidité, ne sont pas incluses dans le prix de transfert d'intérêt interne. La fonction Trésorerie effectue sa couverture du risque de taux d'intérêt principalement par le biais d'un transfert de risque vers le bureau de transfert de risque interne (TRI) au sein du segment Corporate Clients, où les risques sont clôturés par des transactions externes ou sont conservés sous réserve de limites.

Pour certaines participations dans le portefeuille d'investissement, une couverture du risque d'inflation ou une couverture de la juste valeur intégrale est également effectuée.

Commerzbank applique la comptabilité de micro-couverture de juste valeur (MFVH) lorsque la fonction Trésorerie couvre également le risque de taux d'intérêt, le risque d'inflation ou le risque de pleine juste valeur économiquement au niveau micro. Les couvertures dans les relations de micro-couverture de juste valeur IFRS sont généralement basées sur la comptabilité de couverture économique. La comptabilité de couverture de la juste valeur du portefeuille (PFVH) est utilisée pour la position de risque de taux d'intérêt restante. À cette fin, les dérivés externes sont sélectionnés en fonction de leur position de risque nette (PRN), et leurs variations de juste valeur sont comparées aux variations de juste valeur des éléments couverts attribués - également en fonction de leur PRN.

Dans la comptabilité de couverture pour les couvertures de risque de taux d'intérêt, l'indice de référence pour le risque à couvrir pour les positions en euro (courbe Euribor 3M). Les positions dans les devises dollar américain, livre sterling, franc suisse et yen japonais ont été converties au taux des swaps d'indices au jour le jour (OIS) pertinent dans le cadre de la réforme de l'IBOR. Pour la comptabilité de micro-couverture de juste valeur, une juste valeur basée sur le risque de taux d'intérêt est déterminée, et les intérêts futurs et les paiements nominaux sont actualisés à l'aide de la courbe des taux d'intérêt définie. En comptabilité de couverture de juste valeur de portefeuille, les flux de trésorerie futurs pour la transaction commerciale sont dérivés du prix de transfert des intérêts internes et également actualisés à l'aide de la courbe de rendement définie.

La comptabilité de couverture de la juste valeur du portefeuille de Commerzbank est étroitement alignée sur la gestion du risque de taux d'intérêt économique. Les opérations sous-jacentes à couvrir découlent principalement des activités commerciales de la Banque et forment un portefeuille dynamique qui change continuellement dans les fourchettes d'échéances individuelles en raison de nouvelles activités ou du passage du portefeuille global à des fourchettes d'échéances plus courtes. La position de risque nette dérivée génère des positions de payeur ou de bénéficiaire pour chaque fourchette d'échéances, auxquelles des actifs ou des passifs dans les fourchettes d'échéances respectives sont affectés. Les relations de couverture de portefeuille sont généralement désignées pour une période de deux semaines. Elles sont ensuite fermées et une nouvelle désignation est faite en fonction du portefeuille global modifié.

Commerzbank utilise la méthode statistique de l'analyse de régression pour évaluer l'efficacité de la comptabilité de micro-couverture de juste valeur. Les variations de la juste valeur de l'opération sous-jacente et de l'instrument de couverture sont déterminées au moyen de simulations historiques pour le test d'efficacité prospective. L'analyse de régression est

également utilisée pour le test d'efficacité prospective dans la comptabilité de couverture de la juste valeur du portefeuille, tandis que la méthode de compensation en dollars est utilisée pour le test d'efficacité rétrospectif.

Au sein de la comptabilité de micro-couverture de juste valeur et de la comptabilité de couverture de portefeuille de Commerzbank, les causes d'une couverture inefficace résident principalement dans le risque contenu dans l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture - principalement les swaps de taux d'intérêt - qui ne peuvent pas être utilisés pour déterminer la juste valeur de l'élément couvert. En conséquence, les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture concerné ne sont pas entièrement compensées par les variations de la juste valeur de l'élément couvert. Le risque le plus important dans ce contexte est le risque de base, en particulier le risque de base ténor.

Commerzbank détient un portefeuille d'obligations indexées sur l'inflation émises par des sociétés de services publics dans le cadre de l'initiative britannique de financement privé (PFI), pour laquelle la gestion des risques se concentre sur les variations de la juste valeur résultant des fluctuations des taux d'intérêt de la livre sterling et des anticipations d'inflation implicites de l'indice des prix de détail britannique (IPD britannique). La gestion des risques repose sur l'utilisation d'un portefeuille de simples swaps de taux d'intérêt en livre sterling fixe contre flottant et de simples swaps d'inflation à coupon zéro, réglés dans chaque cas généralement par l'intermédiaire de la London Clearing House. La sensibilité primaire des swaps d'inflation à coupon zéro est liée aux fluctuations des taux de swap de l'IPD britannique, et ils sont utilisés pour couvrir les variations de la valeur des obligations indexées sur l'inflation résultant des fluctuations des anticipations d'inflation. Chaque swap d'inflation n'a qu'un seul flux de trésorerie à l'échéance. Au fur et à mesure que les anticipations d'inflation augmenteront ou diminueront, les flux de trésorerie attendus à l'échéance augmenteront ou diminueront pour compenser les variations de la valeur des obligations indexées sur l'inflation. Les swaps de taux d'intérêt sont utilisés pour couvrir la sensibilité des obligations indexées sur l'inflation au risque de taux d'intérêt, les dates de paiement correspondant généralement à celles des obligations indexées sur l'inflation pendant la durée.

Commerzbank applique également la comptabilité de couverture des flux de trésorerie. D'une part, cela inclut les dérivés utilisés pour convertir les flux de trésorerie variables d'un groupe de prêts hypothécaires similaires en flux de trésorerie fixes. D'autre part, la comptabilité de couverture des flux de trésorerie est appliquée aux swaps de devises qui ont été conclus pour couvrir les flux de trésorerie des prêts hypothécaires à taux variable et le risque de change des obligations garanties hypothécaires à taux fixe. Le test d'efficacité prospective est basé sur la régression linéaire. Les variations de la juste valeur des transactions couvertes sont déterminées à l'aide de la méthode des « dérivés hypothétiques ». L'inefficacité provient principalement des ajustements de juste valeur (ajustements d'évaluation de crédit et de débit) qui ne sont pris en compte que dans la transaction de couverture.

Commerzbank applique également la comptabilité de couverture des investissements nets pour éviter les effets de change des investissements des sociétés de transport maritime. La partie effective du profit net ou de la perte nette de réévaluation est comptabilisée directement en capitaux propres dans la réserve de change après prise en compte des impôts différés.

Justes valeurs positives et négatives des instruments de couverture dérivés

Les justes valeurs des produits dérivés utilisés pour couvrir les opérations sous-jacentes contre le risque de taux d'intérêt figurent sous ce poste.

(En millions d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023 (1)		
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Valeur nominale	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Valeur nominale
Comptabilité de micro-couverture de juste valeur	1 250	2 188	117 165	1 308	3 017	103 408
Swaps de taux d'intérêt	3 838	2 856	108 676	3 771	3 307	92 740
Contrats à terme de gré à gré	170	27	2 835	222	20	2 835
Autres pays	47	2 213	5 654	36	3 048	7 833
Net	-2 806	-2 908	-	- 2 720	- 3 358	-
Comptabilité de couverture de juste valeur	30	94	95 764	188	22	83 779
Swaps de taux d'intérêt	841	1 132	72 273	2 698	1 359	71 748
Autres pays	26	2	23 491	18	3	12 030
Net	- 837	- 1 040	-	- 2 528	- 1 340	-
Comptabilité de couverture de flux de trésorerie	-	24	917	1	61	1 598
Swaps de taux d'intérêt	-	24	917	1	61	1 598
Autres pays	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissement net	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Autres pays	-	-	-	-	-	-
Total	1 280	2 306	213 845	1 497	3 100	188 784

(1) Chiffres ajustés.

Valeurs nominales des instruments de couverture (En milliards d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Comptabilité de couverture de flux de trésorerie pour instruments dérivés	1	2	- 42,6
Jusqu'à 3 mois	0	0	- 51,3
Swaps de taux d'intérêt	0	0	- 51,3
Autres pays	-	-	
3 mois à 1 an	1	1	53,7
Swaps de taux d'intérêt	1	1	53,7
Autres pays	-	-	
1 an à 5 ans	-	1	
Swaps de taux d'intérêt	-	1	
Autres pays	-	-	
Plus de 5 ans	-	-	
Swaps de taux d'intérêt	-	-	
Autres pays	-	-	
Comptabilité de micro-couverture de juste valeur pour instruments dérivés	117	103	13,3
Jusqu'à 3 mois	3	2	28,3
Swaps de taux d'intérêt	3	2	39,0
Contrats à terme de gré à gré	0	0	-
Autres pays	0	0	- 84,0
3 mois à 1 an	9	7	31,3
Swaps de taux d'intérêt	8	6	32,0
Contrats à terme de gré à gré	1	0	
Autres pays	0	0	- 57,9
1 an à 5 ans	61	56	9,7
Swaps de taux d'intérêt	59	52	12,9
Contrats à terme de gré à gré	2	2	- 21,3
Autres pays	1	1	- 54,5
Plus de 5 ans	44	38	14,3
Swaps de taux d'intérêt	39	32	20,0
Contrats à terme de gré à gré	-	-	
Autres pays	5	6	- 17,2
Comptabilité de couverture de juste valeur du portefeuille	96	84	14,3
Jusqu'à 3 mois	2	15	- 89,1
3 mois à 1 an	40	24	65,8
1 an à 5 ans	27	21	28,7
Plus de 5 ans	27	24	15,2
Couverture d'investissement net	-	-	
Jusqu'à 3 mois	-	-	
3 mois à 1 an	-	-	
1 an à 5 ans	-	-	
Plus de 5 ans	-	-	

Informations sur les opérations sous-jacentes en comptabilité de couverture pour couvrir les risques de taux d'intérêt et de change

Valeur comptable attribuable aux éléments couverts (En millions d'euros.)	2024			2023		
	Micro-couverture de juste valeur	Couverture de juste valeur du portefeuille	Variations de valeur comme base de comptabilisation de l'inefficacité de la couverture pour la période (1)	Micro-couverture de juste valeur	Couverture de juste valeur du portefeuille	Variations de valeur comme base de comptabilisation de l'inefficacité de la couverture pour la période 1
Actifs - valeur comptable attribuable aux éléments couverts	53 260	34 289	349	43 502	29 254	2 759
Actifs financiers - Coût amorti	18 364	34 289	8	19 276	29 254	1 773
Prêts et créances	3 590	34 289	372	3 848	29 254	1 084
Titres de créance	14 775	-	- 364	15 429	-	689
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	34 896	-	341	24 226	-	986
Prêts et créances	586	-	3	593	-	5
Titres de créance	34 309	-	338	23 633	-	981
Passifs - valeur comptable attribuable aux éléments couverts au coût amorti	48 160	60 004	1 277	42 962	38 990	2 487
Dépôts et autres passifs financiers	10 352	60 004	366	8 934	38 990	497
Titres de créance émis	37 808	-	911	34 028	-	1 990

(1) Les variations de valeur positives des actifs représentent un revenu, les variations de valeur négatives représentent une charge. Pour les passifs, la logique est inversée en conséquence.

Ajustements du montant comptable (En millions d'euros.)	2024		2023	
	Micro-couverture de juste valeur	Couverture de juste valeur du portefeuille	Micro-couverture de juste valeur	Couvertures de juste valeur du portefeuille
Actifs - Ajustements de la valeur comptable	- 165	- 1 546	- 733	- 2 305
Comptabilité de couverture active	-415	- 1 546	- 965	- 2 305
Actifs financiers - Coût amorti	196	Sans objet	87	Sans objet
Prêts et créances	169	Sans objet	158	Sans objet
Titres de créance	27	Sans objet	- 71	Sans objet
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	- 611	Sans objet	- 1 053	Sans objet
Prêts et créances	- 19	Sans objet	- 11	Sans objet
Titres de créance	- 592	Sans objet	- 1 042	Sans objet
Comptabilité de couverture inactive	250	Sans objet	232	Sans objet
Actifs financiers - Coût amorti	252	Sans objet	235	Sans objet
Prêts et créances	- 6	Sans objet	- 13	Sans objet
Titres de créance	258	Sans objet	248	Sans objet
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	- 2	Sans objet	- 3	Sans objet
Prêts et créances	- 0	Sans objet	-	Sans objet
Titres de créance	- 2	Sans objet	-3	Sans objet
Passif - Ajustements de la valeur comptable	178	2 262	982	3 311
Comptabilité de couverture active	228	2 262	1 041	3 311
Dépôts et autres passifs financiers	-427	Sans objet	- 376	Sans objet
Titres de créance émis	655	Sans objet	1 417	Sans objet
Comptabilité de couverture inactive	-49	Sans objet	- 60	Sans objet
Dépôts et autres passifs financiers	- 38	Sans objet	- 47	Sans objet
Titres de créance émis	- 11	Sans objet	- 13	Sans objet

Les variations de valeur des opérations sous-jacentes couvertes contre les risques de taux d'intérêt au moyen de couvertures de flux de trésorerie s'élèvent à 12 M€ (exercice précédent : 61 M€).

Les variations de valeur des opérations sous-jacentes couvertes contre les risques de taux d'intérêt ou de taux d'intérêt/change au moyen de swaps de devises se sont élevées à -8 M€ pour l'actif (exercice précédent : -19 M€) et 2 M€ (exercice précédent : 29 M€) pour les opérations sous-jacentes pour le passif.

Ajustement de la valeur sur couvertures de juste valeur de portefeuille

Ce poste contient les variations positives et négatives, liées aux taux d'intérêt couverts, de la juste valeur des opérations couvertes pour lesquelles la comptabilité de couverture de la juste valeur du portefeuille est utilisée. Un poste correspondant des opérations de couverture est indiqué à l'actif ou au passif du bilan sous la juste valeur des instruments dérivés de couverture.

Informations sur les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

44. – Participations détenues dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

(En millions d'euros.)	Entreprises associées		Coentreprises	
	2024	2023	2024	2023
Valeur comptable au 01/01/	131	172	11	10
Coût d'acquisition cumulé au 01/01/	90	109	11	10
Variations des taux de change	3	- 2	-	-
Acquisitions	4	-	2	1
Cessions	- 45	- 12	-	-
Reclassement en actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	- 6	37	-
Coût d'acquisition cumulé au 31/12/	51	90	51	11
Réévaluations cumulées au 01/01/	6	27	-	-
Acquisitions	-	-	-	-
Cessions	-	-20	-	-
Réévaluations cumulées au 31/12/	6	6	-	-
Dépréciations cumulées au 01/01/	22	29	-	-
Variations des taux de change	-	-	-	-
Acquisitions	5	16	-	-

Cessions	-	-	-	-
Reclassement en actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-23	1	-
Dépréciations cumulées au 31/12/	28	22	1	-
Variations cumulées résultant de la réévaluation selon la méthode de la mise en équivalence	89	57	-2	-1
Valeur comptable au 31/12/	119	131	47	11
dont : participations dans des banques	80	80	-	-

Les participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont des participations non stratégiques du Groupe Commerzbank, qui sont principalement actives dans le secteur des services financiers et dans les activités de crédit-bail et d'immobilier.

Les informations contenues dans la présente note sont présentées sous une forme agrégée, pour les entreprises associées et pour les coentreprises. La liste de toutes les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence figure à la note 72.

Au cours de l'exercice 2024, 12 M€ (exercice précédent : 11 M€) en dividendes des entreprises associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ont été payés. Comme l'année précédente, aucun dividende n'a été versé directement ou indirectement à Commerzbank Aktiengesellschaft par des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Lorsque des obligations découlent de passifs éventuels de sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ou d'activités abandonnées de sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, le Groupe Commerzbank est responsable dans la mesure de sa participation respective.

Le Groupe Commerzbank n'a pas d'entreprises associées ou de coentreprises qui sont importantes pour le Groupe.

Immobilisations incorporelles

45. – Goodwill

a) Affectation du goodwill

Tout le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) au moment de l'acquisition. Le goodwill d'un montant de 112 M€ résultant de l'acquisition d'Aquila Capital (voir note 8 pour le détail de l'acquisition) a été attribué aux UGT Gestion d'actifs et Services bancaires aux particuliers et aux petites entreprises (PSBC Banking), car ces UGT devraient bénéficier des synergies résultant de l'acquisition. Aucune synergie de l'acquisition n'est attendue pour les autres domaines de Commerzbank. De plus amples informations sur les segments sont fournies dans la note 60.

b) Méthodologie du test de dépréciation pour le goodwill

Conformément à IAS 36, le goodwill doit être soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, ou en cours d'année si un événement déclencheur se produit, au niveau des UGT auxquelles tout ou partie du goodwill a été affecté. La valeur recouvrable est la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de cession. La valeur d'usage est basée sur la valeur actuelle nette des deux UGT, déterminée à partir des résultats escomptés des deux UGT et des effets en capital selon le plan pluriannuel approuvé par le conseil d'administration.

Si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, la valeur nette de réalisation (la juste valeur diminuée des coûts de cession) est également déterminée et la plus élevée des deux valeurs est utilisée comme valeur recouvrable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable précédente, Commerzbank comptabilise une dépréciation du goodwill des UGT Gestion d'actifs et PSBC Banking. Ceci est ensuite déclaré dans le compte de résultat sous Dépréciations du goodwill. Au 31 décembre 2024, la valeur d'utilité était supérieure à la valeur comptable.

c) Hypothèses retenues dans le test de dépréciation du goodwill

Commerzbank utilise le modèle de tarification des immobilisations (CAPM) pour calculer la valeur de capitalisation du revenu afin de déterminer la valeur d'utilité. Les taux d'intérêt ajustés en fonction du risque dérivés du modèle sont utilisés pour actualiser les résultats attendus des UGT Gestion d'actifs et PSBC Banking.

Les résultats attendus des UGT sont généralement basés sur le plan pluriannuel approuvé par le conseil d'administration, qui comprend quatre années de planification. Si nécessaire, les exercices financiers au-delà sont ajustés à un niveau de résultats soutenable, et un taux de croissance constant basé sur les prévisions de croissance du PIB et d'inflation est appliqué pour le calcul de la perpétuité. Dans les UGT Gestion d'actifs et PSBC Banking, ce facteur est de 1,5 %.

Les taux d'intérêt corrigés du risque (avant impôt) ont été calculés sur la base du taux d'intérêt sans risque, de la prime de risque de marché et du risque systématique (facteur bêta). Cela s'est traduit par un taux d'intérêt ajusté au risque de 10,9 %. Nous nous sommes appuyés sur les données de prestataires externes pour le taux d'intérêt sans risque et la prime de risque de marché. Nous avons déterminé le facteur bêta sur la base de groupes de pairs spécifiques qui prennent en compte le risque d'investissement spécifique des UGT Gestion d'actifs et PSBC Banking.

Les principaux facteurs de valeur des résultats attendus sont les volumes de créances, les produits d'intérêts nets après provisions pour pertes sur prêts (par le biais de la marge d'intérêts) et les produits de commissions nets (par le biais du volume de transactions des clients et du volume d'actifs sous gestion). La planification de ces facteurs de valeur est basée sur les prévisions de la Recherche économique de Commerzbank (conformément au consensus général) en ce qui concerne les hypothèses clés telles que l'évolution des taux d'intérêt et des marchés boursiers et obligataires.

Sur cette base, nous prévoyons une évolution positive des marchés pertinents pour les UGT Gestion d'actifs et PSBC Banking pour la période de planification de quatre ans, combinée à une croissance intrinsèque dans les domaines d'activité sur lesquels elles se concentrent. Ces hypothèses découlent également d'analyses comparatives externes et internes du développement des segments de marché pour les produits et les groupes de clients. Pour le développement ultérieur axé sur le client, nous nous appuyons sur la mesure des tendances en matière de satisfaction de la clientèle et sur des enquêtes institutionnalisées auprès des clients. Nos hypothèses concernant la croissance sont fondées sur l'expérience passée de la direction.

En raison des hypothèses sous-tendant les résultats attendus des UGT et des incertitudes inhérentes qui y sont associées, les éventualités suivantes (entre autres) pourraient en principe avoir un impact négatif sur les résultats attendus :

- développement plus mauvais que prévu dans l'environnement macroéconomique,
- évolutions des taux d'intérêt qui s'écartent des prévisions économiques,
- incertitudes concernant l'environnement réglementaire, en particulier la mise en œuvre de nouvelles règles au niveau européen, qui pourraient influencer la croissance et
- évolutions défavorables de l'intensité de la concurrence qui sont plus sévères que prévu et pourraient entraîner un taux de croissance plus faible.

d) Variation du goodwill

Le test de dépréciation réalisé comme prévu à la fin de 2024 n'a entraîné aucun besoin de dépréciation. Les UGT Gestion d'actifs et PSBC Banking ont montré une surcouverture.

Il en est résulté les valeurs suivantes pour le goodwill :

(En millions d'euros.)	Clients privés et petites entreprises		Clients entreprises		Autres et consolidation		Groupe	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Valeur comptable au 01/01/	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût cumulé d'acquisition/ production au 01/01/	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des taux de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	112	-	-	-	-	-	112	-
Cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-	-	-	-	—
Coût cumulé d'acquisition / production au 31/12/	112	-	-	-	-	-	112	-
Dépréciations cumulées au 01/01/	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des taux de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	-	-	-	-	-	-	-
dont : non programmé	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	—	-	—	-	-	-	—
Dépréciations cumulées au 31/12/	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur comptable au 31/12/	112	-	-	-	-	-	112	-

Sensibilités

Une analyse de sensibilité a été réalisée pour valider davantage la récupérabilité du goodwill. Cela n'a permis d'identifier aucun besoin potentiel de dépréciation pour les UGT Gestion d'actifs ou PSBC Banking. Toute participation ne donnant pas le contrôle a été prise en compte lors de la détermination des sensibilités. Sur la base des analyses de sensibilité effectuées, nous ne nous attendons pas à ce qu'un éventuel changement des principales hypothèses entraîne un dépassement de la valeur comptable par rapport à la valeur recouvrable.

46. – Autres immobilisations incorporelles

La procédure de mesure des unités génératrices de trésorerie décrite à la note 45 s'applique également aux tests de dépréciation effectués à chaque date de clôture en ce qui concerne les autres immobilisations incorporelles.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels achetés et auto-programmés et les relations avec les clients. Lors de l'évaluation de la comptabilisation des coûts de développement de logiciels développés en interne en tant qu'immobilisation incorporelle, les principaux critères appliqués sont la capacité à déterminer de manière fiable les coûts de fabrication et la probabilité du flux futur d'avantages. Les frais de recherche ne sont pas comptabilisés à l'actif. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût amorti. En raison de leur durée de vie utile limitée, les logiciels et les relations avec les clients sont amortis sur une base linéaire sur leur durée de vie utile potentielle.

Durées d'utilité estimées en années

Logiciels	jusqu'à 10 ans
Relations avec les clients	jusqu'à 15 ans

(En millions d'euros.)	Relations avec les clients		Logiciels développés en interne		Logiciels achetés et autres immobilisations incorporelles	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Valeur comptable au 01/01/	4	10	1 151	1 057	240	222
Coût cumulé d'acquisition/production au 01/01/	942	957	4 225	3 833	1 329	1 287
Variations des taux de change	-	-	7	29	6	10
Acquisitions	128	-	444	408	125	99
dont : acquis par le biais de regroupements d'entreprises	128	-	-	-	-	-
Cessions	-	15	566	49	181	65
Reclassement en actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	4	0	- 3
Coût cumulé d'acquisition/production au 31/12/	1 069	942	4 110	4 225	1 278	1 329
Dépréciations cumulées au 01/01/	938	947	3 074	2 777	1 089	1 065
Variations des taux de change	-	-	3	11	6	7
Acquisitions	9	6	320	327	80	79
dont : non programmé	-	5	0	17	0	2
Cessions	-	15	554	42	178	59
Reclassement en actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	- 0
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	1	-1	- 4
Réévaluations	-	-	-	-	-	-
Dépréciations cumulées au 31/12/	947	938	2 843	3 074	996	1 089
Valeur comptable au 31/12/	123	4	1 267	1 151	283	240

Immobilisations corporelles

47. – Actifs immobilisés

Les actifs déclarés dans la position des immobilisations sont comptabilisés au coût moins les amortissements programmés et les dépréciations non programmées. Les dépréciations sont effectuées dans un montant dont la valeur comptable dépasse la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou la valeur d'utilité de l'actif si elle est plus élevée. Lorsque la raison de la comptabilisation d'une dépréciation au cours d'exercices antérieurs cesse de s'appliquer, la dépréciation est reprise au maximum au coût amorti. Pour déterminer la durée de vie utile, il est tenu compte de l'usure physique probable, de l'obsolescence technique et des restrictions légales et contractuelles. Toutes les immobilisations sont amorties en grande partie sur les périodes suivantes, selon la méthode linéaire.

Durées d'utilité estimées en années

Bâtiments	25 - 50
Mobilier de bureau et équipement	2-25
Matériel loué (location simple)	1-19
Actifs liés au droit d'utilisation	1 - 15

Conformément au principe d'importance relative, les achats d'immobilisations de faible valeur sont immédiatement comptabilisés en charges d'exploitation. Les plus-values réalisées sur la cession d'immobilisations figurent dans les autres produits, les pertes étant inscrites dans les autres charges.

(En millions d'euros.)	Terrains et constructions		Mobiliier de bureau et équipement		Matériel loué (location simple)		Actifs liés au droit d'utilisation	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Valeur comptable au 01/01/	181	197	357	348	388	460	1 426	1 422
Coût cumulé d'acquisition/ production au 01/01/	480	506	1 641	1 730	872	1 054	2 859	2 667
Variations des taux de change	0	3	18	20	39	- 22	10	18
Acquisitions	3	1	103	106	44	68	231	309
Cessions	5	30	95	197	38	227	75	131
Reclassement en actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	-	- 1	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	- 0	0	- 16	4	-	- 2	- 4
Coût cumulé d'acquisition/ production au 31/12/	478	480	1 667	1 641	920	872	3 022	2 859
Dépréciations cumulées au 01/01/	299	309	1 285	1 381	483	594	1 433	1 246
Variations des taux de change	0	1	15	13	28	- 17	6	7
Acquisitions	8	8	100	90	53	56	289	283
dont : non programmé	0	0	0	1	-	-	-	-
Cessions	3	20	90	183	17	111	50	101
Reclassement en actifs non courants détenus en vue de la vente	-	-	0	- 0	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	- 0	- 1	- 16	0	-	4	- 2
Réévaluations	-	-	-	-	-	39	-	-
Dépréciations cumulées au 31/12/	305	299	1 310	1 285	547	483	1 682	1 433
Valeur comptable au 31/12/	173	181	358	357	373	388	1 340	1 426

La valeur totale des actifs fixes du Groupe Commerzbank était de 2 244 M€ (exercice précédent : 2 352 M€) dont, comme pour l'exercice 2023, aucun n'a été donné en garantie. En dehors de cela, il n'y avait pas de restrictions en ce qui concerne les droits de cession.

La mise en œuvre de la « Stratégie 2024 » a impliqué la fermeture d'autres succursales en Allemagne de 2021 à 2023 et de sites internationaux, ainsi que l'abandon de propriétés (droits d'utilisation), en particulier sur le site de Francfort-sur-le-Main. Cela conduit en partie à une durée de vie utile restante plus courte des actifs de droit d'utilisation et du mobilier et du matériel de bureau et donc à une augmentation des amortissements, qui ont principalement affecté les exercices 2021 et 2022. Cela représentait un changement dans l'estimation de la durée de vie utile des actifs amortissables, avec un impact de 1 M€ (exercice précédent : 8 M€). L'augmentation de l'amortissement résultant des mesures de restructuration est comptabilisée dans les charges de restructuration (voir note 21).

48. – Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont définis comme des terrains et des bâtiments détenus dans le but de générer des revenus locatifs ou parce qu'ils devraient augmenter en valeur. Le Groupe Commerzbank déclare également les biens acquis à la suite de la réalisation de garanties (opérations de sauvetage) et les biens appartenant au Groupe Commerzbank qui sont loués dans le cadre de contrats de location simple dans cette catégorie. Il s'agit principalement de propriétés commerciales. Les immeubles de placement sont évalués au coût, y compris les coûts de transaction directement attribuables lors de la comptabilisation initiale selon IAS 40. Si un immeuble est transféré d'immobilisations à des immeubles de placement en raison d'un changement d'utilisation, il est comptabilisé à la juste valeur à la date de comptabilisation initiale. Dans les évaluations ultérieures, les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée sur la base d'évaluations effectuées par des experts indépendants et qualifiés sur la base des valeurs de marché actuelles. Les immeubles utilisés à des fins commerciales sont généralement évalués en fonction du revenu capitalisé ; les bâtiments résidentiels individuels sont généralement évalués en utilisant l'approche de comparaison des coûts ou des ventes.

L'évaluation des immeubles selon l'approche du revenu capitalisé est basée sur les valeurs locatives standard pour la localité, avec des remises pour la gestion, les coûts d'acquisition et les taux de vacance, ainsi que sur la durée de vie utile restante et la valeur des terrains. Dans certains cas, des loyers convenus contractuellement sont également utilisés. Le rendement de la propriété, qui constitue une entrée supplémentaire dans le processus d'évaluation, tient compte du niveau des taux d'intérêt du marché et du risque spécifique de propriété et d'emplacement lié à l'immeuble. Les principaux paramètres observables sur le marché sont les loyers locaux et les rendements immobiliers.

Les produits et charges courants sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les variations de réévaluation résultant de variations de la juste valeur figurent également dans les autres résultats nets du compte de résultat de la période.

Les immeubles détenus à titre d'investissements pour un montant de 322 M€ (exercice précédent : 53 M€) ont été classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs et développés comme suit :

(En millions d'euros.)	2024	2023
Valeur comptable au 01/01/	53	57
Coût cumulé d'acquisition/production au 01/01/	172	171
Variations des taux de change	0	2
Acquisitions	134	-
Cessions	0	-
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	150	-
Reclassements	1	- 2
Reclassement en actifs non courants détenus en vue de la vente	-30	-
Coût cumulé d'acquisition/production au 01/01/	427	172
Variations cumulées résultant de la réévaluation à la juste valeur	- 105	- 119
Valeur comptable au 31/12/	322	53

Au cours de l'exercice 2024, comme au cours de l'exercice précédent, aucun bien immobilier détenu à titre d'investissement financier n'a été acquis à des fins de sauvetage.

Il n'y a aucune restriction sur la revente, ni aucune obligation d'acheter des propriétés qui doivent être signalées ici.

Nous utilisons les indices de location par pays pour les immeubles commerciaux et de bureaux publiés par l'Association des banques allemandes Pfandbrief (vdp) sur une période d'au moins 18 ans pour l'analyse de sensibilité des immeubles de placement. Nous utilisons la plage de fluctuation moyenne calculée sur cette base pour déterminer les variations potentielles de la valeur de nos immeubles.

Actifs et passifs non courants détenus en vue de la vente

49. – Cession d'actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants qui peuvent être vendus dans leur état actuel et dont la vente est hautement probable sont classés comme « détenus en vue de la vente ». Ces actifs doivent être évalués à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, dans la mesure où ceux-ci sont inférieurs à la valeur comptable. Cependant, pour les instruments financiers et les immeubles de placement portant ou non intérêt, le seul changement comptable est le reclassement aux postes de bilan pertinents conformément à IFRS 5. Ils continuent d'être évalués conformément à IFRS 9 ou à IAS 40.

Si des dépréciations sont établies à la suite d'une évaluation selon IFRS 5, elles sont comptabilisées dans la position correspondante du compte de résultat, en fonction de l'opération sous-jacente. Toute dépréciation ultérieure est limitée au total des dépréciations précédemment comptabilisées.

Le produit net courant des actifs non courants détenus en vue d'une vente est normalement comptabilisé dans le même poste du compte de résultat que pour les autres actifs sans être classé comme détenu en vue d'une vente.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	61	62	- 1,0
Prêts et créances	-	-	
Titres de créance	-	-	
Instruments de capitaux propres	61	62	- 1,0
Actifs immobilisés	22	-	
Total	83	62	34,1

50. – Passifs non courants détenus en vue de la vente

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Passifs financiers - Coût amorti	-	-	
Passifs financiers - Option de la juste valeur	-	-	
Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	-	-	
Autres éléments de passif	7	-	
Total	7	-	

Actifs et passifs d'impôt

Les actifs et passifs d'impôt exigible sont calculés sur la base du paiement ou du remboursement attendu de chaque autorité fiscale compte tenu des taux d'imposition et de la réglementation fiscale en vigueur dans le pays concerné.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont formés pour refléter les différences entre les valeurs comptables IFRS des actifs ou des passifs et la valeur imposable, à condition que ces différences temporaires soient susceptibles d'augmenter ou de réduire les impôts futurs sur le résultat et qu'il n'existe aucune règle interdisant leur comptabilisation. En outre, les impôts différés sont comptabilisés à la fois pour les pertes fiscales reportables et pour les crédits d'impôt non encore utilisés. L'évaluation des impôts différés est basée sur les taux d'impôt sur le résultat déjà approuvés au 31 décembre 2024 et applicables à la réalisation des différences temporaires.

Les actifs d'impôt différé sur les différences temporelles d'allègement fiscal, sur les pertes fiscales non encore utilisées et sur les crédits d'impôt non utilisés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront générés par la même entité imposable et par rapport à la même autorité fiscale dans un avenir prévisible. Pour évaluer la dépréciation, des projections détaillées du bénéfice fiscal sur 5 ans sont établies sur la base de la planification pluriannuelle approuvée par le conseil d'administration. En outre, la reconnaissance est justifiée s'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible même au-delà du délai de 5 ans.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés et reportés soit dans le compte de résultat en impôts sur le résultat, soit en capitaux propres, en fonction du traitement de l'opération sous-jacente.

Les charges les produits d'impôt sur le résultat sont comptabilisés en impôts sur le résultat dans le compte de résultat du Groupe.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont déduits s'il existe un droit aux impôts courants nets sur le résultat et les actifs et passifs d'impôts différés se rapportent aux impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

Les différences temporelles imposables relatives aux actions des sociétés du Groupe Commerzbank pour lesquelles aucun passif d'impôt différé significatif n'a été comptabilisé s'élèvent à 554 M€ (exercice précédent : 501 M€).

Les actifs d'impôt exigible et d'impôt différé ainsi que les passifs d'impôt exigible et d'impôt différé sont indiqués au bilan et détaillés dans les notes annexes.

51. – Actifs d'impôt

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Actifs d'impôt exigible	216	138	56,4
En Allemagne	189	117	60,9
En dehors de l'Allemagne	27	21	30,8
Actifs d'impôt différé	1 929	2 505	-23,0
Actifs d'impôt comptabilisés en résultat	1 874	2 413	-22,3
Actifs d'impôt non comptabilisés en résultat	55	93	-40,6
Total	2 145	2 643	-18,9

Les actifs d'impôt différé représentent l'allègement fiscal potentiel résultant des différences temporelles entre les valeurs attribuées aux actifs et passifs du bilan du Groupe conformément aux IFRS et leurs valeurs à des fins de comptabilité fiscale telles que déclarées par les sociétés du Groupe conformément à la réglementation fiscale locale, ainsi que les allègements fiscaux futurs résultant des reports de pertes fiscales et des crédits d'impôt non encore utilisés.

Pour les reports prospectifs de pertes fiscales suivants, aucun actif d'impôt différé ni aucune dépréciation d'actifs d'impôt différé existants n'a été comptabilisé au 31 décembre 2024 en raison de l'horizon de planification limité et de la probabilité insuffisante qu'ils soient utilisés qui en résulte :

Report de perte fiscale (En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Impôt sur les sociétés/impôt fédéral	6 458	7 095	-9,0
Peut être reporté pour une période illimitée	5 033	4 813	4,6
Peut être reporté pour une période limitée (1)	1 425	2 281	-37,5
dont : expire au cours de l'exercice suivant	715	67	
Impôt commercial/impôt local	4 447	4 497	-1,1
Peut être reporté pour une période illimitée	1 015	1 107	-8,3
Peut être reporté pour une période limitée 1	3 432	3 390	1,3
dont : expire au cours de l'exercice suivant	-	-	

(1) Expire 20 ans après la date à laquelle l'obligation fiscale est née.

La comptabilisation des actifs d'impôt exigible a tenu compte de l'incertitude découlant d'éventuels litiges fiscaux.

En outre, aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour des différences temporelles déductibles pouvant être reportées indéfiniment d'un montant de 16 M€ (exercice précédent : 2 M€).

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés principalement pour les sociétés nationales du Groupe, mBank et les filiales du Royaume-Uni. Ils ont été comptabilisés dans le cadre des postes suivants :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Justes valeurs des instruments de couverture dérivés	281	267	5,2
Actifs et passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	4 482	3 768	18,9
Autres actifs financiers	3 416	3 563	-4,1
Provisions (à l'exclusion des obligations de retraite)	508	370	37,1
Autres passifs financiers	123	122	0,8
Obligation de retraite	483	703	-31,3
Autres postes du bilan	3 501	3 355	4,4
Report de pertes fiscales	480	988	-51,4
Actifs d'impôt différé bruts	13 274	13 137	1,0
Compensation avec passifs d'impôt différé	- 11 345	- 10 632	6,7
Total	1 929	2 505	-23,0

52. – Passifs d'impôt

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Passifs d'impôt exigible	467	535	- 12,7
Passifs d'impôt sur le résultat envers les autorités fiscales	56	47	19,8
Provisions pour impôt sur le résultat	411	488	- 15,8
Passifs d'impôt différé	46	3	
Passifs d'impôt comptabilisés en résultat	27	1	
Passifs d'impôt non comptabilisés en résultat	19	3	
Total	513	538	-4,7

Les provisions pour impôts sur le résultat sont des passifs d'impôt éventuels qui n'ont pas encore été formellement évalués et des passifs éventuels pour les risques associés aux contrôles fiscaux. Les passifs envers les autorités fiscales représentent des obligations de paiement au titre des impôts exigibles envers les autorités fiscales allemandes et étrangères.

Les passifs d'impôt différé représentent la charge d'impôt potentielle résultant des différences temporelles entre les valeurs attribuées aux actifs et passifs du bilan du Groupe conformément aux IFRS et leurs valeurs à des fins de comptabilité fiscale telles que déclarées par les sociétés du Groupe conformément à la réglementation fiscale locale. Ils ont été comptabilisés dans le cadre des postes suivants :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Actifs et passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	5 618	4 482	25,3
Justes valeurs des instruments de couverture dérivés	230	294	- 21,8
Autres actifs financiers	104	92	13,0
Autres passifs financiers	3 465	3 639	-4,8
Autres postes du bilan	1 974	2 128	-7,2
Actifs d'impôt différé bruts	11 391	10 635	7,1
Compensation avec passifs d'impôt différé	- 11 345	- 10 632	6,7
Total	46	3	

Autres actifs et autres passifs

Ce poste présente tous les actifs et passifs qui, individuellement, ne sont pas significatifs et qui ne peuvent pas être affectés à d'autres postes.

53. – Autres actifs

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023 (1)	Variations en %
Engagements de paiement irrévocables	322	287	12,2
Métaux précieux	234	138	69,4
Éléments à payer et à reporter	212	241	- 12,1
Actifs à prestations définies comptabilisés	788	655	20,3
Autres actifs	1 281	1 309	-2,1
Total	2 837	2 630	7,9

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison des retraitements (voir note 4).

Les autres actifs comprennent des garanties pour des engagements de paiement irrévocables pour le prélèvement bancaire de l'UE et l'assurance des dépôts d'un montant de 322 M€ (exercice précédent : 287 M€). Depuis 2015, un total cumulé de 181 M€ (exercice précédent : 181 M€) a été déposé pour le prélèvement bancaire de l'UE et 141 M€ (exercice précédent : 106 M€) pour le système d'indemnisation des banques privées allemandes (voir note 59 pour plus de détails).

54. – Autres passifs

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Passifs attribuables aux fonds cinématographiques	50	81	- 38,4
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	129	55	
Éléments à payer et à reporter	466	462	0,8
Passifs locatifs	1 560	1 674	-6,8
Autres passifs	2 152	2 328	-7,6
Total	4 357	4 599	-5,3

Les éléments comptabilisés en charges à payer et en produits constatés d'avance comprennent des charges de service reçues d'avance d'un montant de 367 M€ (exercice précédent : 358 M€).

55. – Autres engagements

Les engagements de paiement envers les entités externes au Groupe et les entités non consolidées sur les actions non entièrement libérées ont été, comme au cours de l'exercice précédent, sans importance au cours de l'exercice 2024.

Conformément à l'article 5 (10) des statuts du Fonds de garantie des dépôts des banques allemandes, nous nous sommes engagés à indemniser l'Association des banques allemandes, Berlin, pour toute perte subie en raison du soutien apporté aux banques dans lesquelles Commerzbank détient une participation majoritaire.

Des titres d'une valeur comptable de 9 970 M€ (exercice précédent : 12 350 M€) ont été fournis en garantie d'obligations envers des bourses de contrats à terme et des chambres de compensation

Commerzbank Aktiengesellschaft s'est engagée auprès de l'Autorité polonaise de surveillance financière à fournir à ses sociétés affiliées mBank S.A., Varsovie et mBank Hipoteczny S.A., Varsovie, des liquidités et des capitaux suffisants pour s'assurer qu'elles sont en mesure de s'acquitter de leurs obligations financières à tout moment.

Contrats de location

56. – Contrats de location

Le Groupe en tant que locataire - droits d'utilisation

Avec l'application d'IFRS 16, un actif lié à un droit d'utilisation et un passif locatif correspondant sont désormais comptabilisés pour les contrats de location. Nous comptabilisons le droit d'utilisation au titre des immobilisations (voir note 47) et l'amortissons sur une base linéaire sur la durée du contrat de location. L'amortissement du droit d'utilisation figure dans les charges d'exploitation (voir note 18). Les options d'extension, de résiliation et d'achat sont comptabilisées aussitôt que leur exercice est jugé suffisamment certain. Plus de la moitié des contrats de location comprennent de telles options, principalement des options d'extension. Cela concerne principalement les options d'extension. Le Groupe Commerzbank ne s'attend pas à des sorties de trésorerie importantes à l'avenir qui n'ont pas été prises en compte dans l'évaluation du passif locatif.

Le passif locatif est comptabilisé à la valeur actuelle nette des paiements locatifs futurs à effectuer au titre des autres passifs (voir note 54). Les charges d'intérêts comprennent la désactualisation des passifs locatifs. Une évaluation ultérieure est effectuée selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Nous utilisons la possibilité d'exclure les contrats de location de faible valeur de la comptabilité et de les comptabiliser directement en charges.

En 2024, les charges afférentes aux contrats de location de faible valeur s'élevaient à 2 M€ (exercice précédent : 3 M€). Les loyers variables (comme au cours de l'exercice précédent) de 0 M€ n'ont pas été inclus dans les passifs locatifs, et les revenus de 15 M€ (exercice précédent : 16 M€) de contrats de sous-location ont été enregistrés au cours de la période sous revue. Le total des loyers s'est élevé à 285 M€ (exercice précédent : 315 M€).

Le Groupe en tant que bailleur

Nous classons un contrat de location en tant que contrat de location simple s'il ne transfère pas substantiellement au preneur tous les risques et rémunérations liés à la propriété. En revanche, nous classons les contrats de location où le locataire supporte tous les risques et avantages substantiels en tant que contrats de location-financement. Les risques et les avantages sont attribués sur la base de la valeur actuelle des flux de trésorerie associés aux contrats de location.

Si la valeur actuelle est au moins égale au montant investi dans l'actif loué, le contrat de location est classé comme contrat de location-financement.

Contrats de location simple

Commerzbank agit en tant que bailleur dans le cadre de contrats de location simple. Les actifs où le Groupe agit en tant que bailleur comprennent, en particulier, les équipements et machines techniques, le mobilier et les équipements immobiliers et de bureau (par exemple, les véhicules, les machines et les équipements). Aucun loyer conditionnel n'a été convenu dans les contrats de location.

Les paiements minimaux de location suivants découlant de contrats de location non résiliables seront imputés au Groupe Commerzbank au cours des prochaines années sur les contrats de location simple accordés :

Échéance (En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Jusqu'à 1 an	69	67
A 1 an et jusqu'à 5 ans	135	166
Dans plus de 5 ans	25	12
Total	230	245

Informations concernant le bailleur - contrats de location-financement

Commerzbank agit en tant que bailleur pour des contrats de location-financement. À la date de clôture, ces contrats de location comprenaient principalement du matériel et des machines techniques, du mobilier et du matériel de bureau (par exemple, des véhicules et du matériel de bureau) et, dans une moindre mesure, des biens immobiliers loués. La relation entre les investissements bruts et la valeur actualisée nette des paiements minimaux de location était la suivante :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Paiements de loyers en souffrance	6 333	6 048
+ valeurs résiduelles garanties	564	538
= paiements de loyers minimaux	6 897	6 586
+ valeurs résiduelles non garanties	-	-
= investissements bruts	6 897	6 586

dont : sur opérations de cession-bail	-	-
- produits financiers latents	470	471
= investissements nets	6 427	6 115
- valeur actuelle nette des valeurs résiduelles non garanties	-	-
= valeur actualisée nette des loyers minimaux	6 427	6 115
dont : sur opérations de cession-bail	-	-

Les paiements minimaux de location comprennent le total des versements de location à payer par le locataire en vertu du contrat de location, plus la valeur résiduelle garantie. La valeur résiduelle non garantie est estimée au début du contrat de location et réexaminée régulièrement à la date de clôture.

Les produits financiers latents sont équivalents aux intérêts implicites dans le contrat de location entre la date de clôture et la fin du contrat.

Les durées de l'investissement brut et les valeurs actualisées nettes des paiements minimaux de location des contrats de location-financement non résiliables se décomposent comme suit :

Durées résiduelles des investissements bruts (En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Jusqu'à 1 an	2 328	2 027
1 an à 5 ans	4 313	4 258
Plus de 5 ans	256	300
Total	6 897	6 586

Les produits financiers tirés de l'investissement net dans le contrat de location de 339 M€ (exercice précédent : 308 M€) ont été comptabilisés en produits d'intérêts. Aucun produit provenant de paiements de loyers variables n'a été comptabilisé au cours de l'exercice.

Créances de contrats de crédit-bail incluses dans la gestion des risques au sein du système de gestion des risques à l'échelle du Groupe.

Durées résiduelles de la valeur actualisée nette des loyers minimaux (En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Jusqu'à 1 an	2 117	1 829
1 an à 5 ans	4 058	4 027
Plus de 5 ans	251	259
Total	6 427	6 115

Provisions et avantages du personnel

Une provision doit être indiquée si, à la date de clôture, à la suite d'un événement survenu dans le passé, une obligation juridique ou implicite en cours est survenue, qu'une sortie de ressources pour faire face à cette obligation est probable et qu'il est possible de faire une estimation fiable du montant de cette obligation. En conséquence, nous provisionnons les passifs d'un montant incertain envers les tiers et les pertes anticipées découlant des transactions en cours pour le montant des créances attendues. Le montant comptabilité à titre de provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à la satisfaction de l'obligation à la date de clôture. Les risques et incertitudes (y compris en ce qui concerne le niveau réel des coûts à la date de toute utilisation de la provision et les augmentations potentielles des coûts pour les provisions à long terme) sont pris en compte dans l'estimation. Les provisions sont comptabilisées à leur valeur actuelle nette si elles sont à long terme.

Les dotations aux différents types de provisions sont effectuées via différents postes du compte de résultat. Les provisions pour les activités de prêt sont imputées aux charges pour les provisions pour pertes sur prêts et les provisions pour restructuration sont imputées aux charges de restructuration. Les autres provisions sont généralement imputées aux charges d'exploitation et libérées par le biais des autres produits nets.

Les sociétés du Groupe Commerzbank sont impliquées à la fois en Allemagne et dans d'autres pays dans des affaires judiciaires et d'arbitrage (procédures judiciaires) et dans des procédures extrajudiciaires et de surveillance (demandes de recours) en tant que défendeurs et demandeurs ou par d'autres moyens. De plus, les affaires juridiques dans lesquelles Commerzbank et ses filiales ne sont pas directement impliquées pourraient avoir un impact sur le Groupe en raison de leur importance fondamentale pour le secteur bancaire. Le Groupe comptabilise les provisions appropriées pour les procédures judiciaires et les demandes de recours, avec la charge indiquée en autre résultat net, si une perte est probable et peut être déterminée avec suffisamment de précision. Les provisions pour recours concernent, par exemple, les remboursements

des frais de traitement des prêts à la consommation qui ont été jugés invalides et les éventuelles réclamations de la part des clients. Dans le cas des dispositions relatives aux procédures judiciaires, la procédure diffère selon qu'une société du Groupe est le demandeur (procédure active) ou le défendeur (procédure passive). Dans les procédures en cours, des provisions sont comptabilisées pour les frais juridiques et judiciaires et les frais accessoires, qui peuvent varier en fonction des pratiques spécifiques de chaque pays. Dans les procédures passives, des provisions sont également comptabilisées si la sortie de ressources est probable. Cependant, le passif final du Groupe peut différer des provisions qui ont été comptabilisées, car un degré élevé de jugement est impliqué dans l'évaluation de la probabilité de passifs incertains dans de telles procédures judiciaires et leur quantification. Ces estimations peuvent s'avérer inexactes à un stade ultérieur de la procédure. Les risques juridiques pour lesquels aucune provision n'a été comptabilisée sont comptabilisés en tant que passifs éventuels (voir note 59).

Des provisions pour restructuration sont comptabilisées si le Groupe Commerzbank dispose d'un plan de restructuration formel détaillé et a déjà commencé à mettre en œuvre ce plan ou a annoncé les principaux détails de la restructuration. Le plan détaillé doit contenir des informations sur les départements et les principaux sites concernés, le nombre approximatif de membres du personnel dont les emplois sont affectés par la restructuration, les coûts impliqués et la période pendant laquelle la restructuration sera effectuée. Le plan détaillé doit être communiqué de manière à ce que les personnes concernées puissent s'attendre à ce qu'il soit réalisé. Le poste des frais de restructuration dans le compte de résultat peut contenir d'autres frais de restructuration directs qui ne sont pas inclus dans la provision pour restructuration.

Les provisions pour pensions et engagements similaires sont comptabilisées pour les régimes de retraite professionnelle. Celles-ci comprennent des engagements de retraite dans le cadre de régimes à prestations définies et à cotisations définies. Il existe des régimes à prestations définies pour les obligations découlant des droits à des prestations de retraite et des prestations courantes sur la base d'un engagement direct de retraite de la part de Commerzbank, où le niveau du paiement de la pension est principalement prédéfini et dépend de facteurs tels que l'âge, le niveau des salaires et l'ancienneté. Des provisions sont établies pour ces régimes. Les cotisations versées pour les régimes à cotisations définies sont comptabilisées directement en frais de personnel.

57. – Provisions

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Provisions pour pensions et engagements similaires	617	657	-6,2
Autres provisions	3 131	2 895	8,1
Total	3 748	3 553	5,5

Provisions pour pensions et engagements similaires

Les provisions pour pensions et engagements similaires comprenaient des provisions pour droits à des prestations de retraite des employés actifs et anciens employés, des droits à pension des retraités d'un montant de 46 M€ (exercice précédent : 54 M€), provisions pour régimes de travail à temps partiel liés à l'âge de 1 M€ (exercice précédent : 59 M€) et des provisions pour retraite anticipée de 570 M€ (exercice précédent : 544 M€).

Les intérêts et charges d'exploitation des retraites et autres avantages du personnel se composent des éléments suivants :

(En millions d'euros.)	2024	2023	Variations en %
Dépenses pour régimes à prestations définies	23	18	27,5
Dépenses pour régimes à cotisations définies	66	69	-4,3
Autres prestations de retraite (retraite anticipée et régime à temps partiel pour le personnel plus âgé)	48	70	-31,7
Autres charges liées aux retraites	22	15	44,3
Retraites et avantages du personnel similaires	159	172	-7,7

a) Régimes à prestations définies

Les obligations de retraite, les obligations liées à la retraite (régimes de travail de courte durée liés à l'âge, retraite anticipée), les obligations pour les primes de longue durée et la charge de retraite pour les régimes à prestations définies sont calculées chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode du crédit unitaire projeté. Les paramètres actuariels sous-jacents sont basés sur les normes du pays dans lequel le régime de retraite a été établi. Outre les hypothèses biométriques (les tables de mortalité Heubeck 2018 G en Allemagne et les tables biométriques par pays dans d'autres pays), les actuaires s'appuient en particulier sur un taux d'actualisation actuel basé sur le rendement des obligations d'entreprises à long terme de grande qualité, ainsi que sur les taux futurs attendus d'augmentation des retraites.

Les ajustements attendus des retraites en Allemagne, qui sont généralement basés sur l'évolution des prix à la consommation en Allemagne (inflation), ont été ramenés à 2,3 % par an en 2024 (exercice précédent : 2,5 % par an). La diminution des ajustements attendus des retraites s'est traduite par un effet positif ponctuel d'environ 11 M€ (exercice précédent : effet négatif de 52 M€) avant impôts, qui a été comptabilisé directement en capitaux propres.

L'évolution future des salaires n'a pas d'influence significative sur le montant de l'obligation de retraite en raison de la structure des régimes de retraite respectifs en Allemagne et à l'étranger. En conséquence, conformément au principe de matérialité, le paramètre et ses sensibilités ne sont pas divulgués.

Pour les obligations de retraite allemandes, le facteur d'actualisation est déterminé à l'aide d'un modèle exclusif de Commerzbank basé sur des obligations d'État notées AA et ajusté par un écart entre les obligations d'État notées AA et les obligations d'entreprise notées AA.

Les paramètres en dehors de l'Allemagne sont déterminés sur la base de moyennes pondérées tenant compte des régimes de retraite pertinents respectifs.

(En %.)	31/12/2024	31/12/2023
Paramètres des régimes de retraite en Allemagne		
Pour déterminer l'obligation au titre des régimes de retraite à la fin de l'exercice		
Taux d'actualisation	3,8	3,7
Ajustement attendu des retraites	2,3	2,5
Pour déterminer les charges de retraite au cours de l'exercice		
Taux d'actualisation	3,7	4,0
Ajustement attendu des retraites	2,5	2,4
Paramètres (pondérés) pour les régimes de retraite en dehors de l'Allemagne		
Pour déterminer l'obligation au titre des régimes de retraite à la fin de l'exercice		
Taux d'actualisation	5,0	4,5
Ajustement attendu des retraites	2,8	2,8
Pour déterminer les charges de retraite au cours de l'exercice		
Taux d'actualisation	4,5	4,8
Ajustement attendu des retraites	2,8	2,8

Pour les salariés ayant droit à des prestations de retraite qui ont rejoint Commerzbank Aktiengesellschaft ou certaines autres sociétés consolidées avant le 31 décembre 2004, les droits à des prestations de retraite sont principalement basés sur les règlements du plan modulaire de Commerzbank pour les prestations de retraite d'entreprise, connu sous le nom de CBA. Le montant des prestations au titre du CBA se compose d'un module initial pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2004, plus un module de prestations - éventuellement complété par un module dynamique - pour chaque année de cotisation à partir de 2005 ; les prestations sont structurées comme une pension à vie avec la possibilité de prendre une somme forfaitaire. L'utilisation de l'option forfaitaire est prise en compte dans l'évaluation actuarielle en conséquence.

Les membres du personnel qui rejoignent la Banque après le 1^{er} janvier 2005 ont des droits à des prestations de retraite en vertu du plan de capital de Commerzbank pour les prestations de retraite de l'entreprise, connu sous le nom de CKA.

Le CKA garantit une prestation minimale sur une base modulaire, mais offre également des opportunités supplémentaires pour des prestations de retraite plus élevées en investissant des actifs dans des fonds d'investissement.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les régimes de retraite directe du personnel anciennement employé par la Dresdner Bank Aktiengesellschaft reposent également sur les modules de retraite d'entreprise (CBA).

En outre, certaines filiales et succursales étrangères, principalement au Royaume-Uni et aux États-Unis, ont également des régimes à prestations définies.

Outre les régimes de retraite professionnelle, il existe au Royaume-Uni un régime de soins de santé financé en interne qui permet aux affiliés à la retraite de se faire rembourser leurs frais médicaux. Les obligations qui en résultent sont comptabilisées conformément aux règles applicables aux régimes de retraite à prestations définies, telles que spécifiées par IAS 19.

Afin de faire face aux engagements directs en matière de retraite en Allemagne, les actifs de couverture ont été transférés à un fiduciaire juridiquement indépendant, Commerzbank Pension Trust e. V. (CPT), en vertu d'un accord de fiducie contractuel (CTA). Les actifs détenus par CPT et les actifs de couverture pour les obligations de retraite dans nos unités étrangères sont considérés comme des actifs de régime au sens d'IAS 19.8. Les accords de fiducie signés par Commerzbank Aktiengesellschaft et d'autres sociétés du Groupe en Allemagne avec CPT fournissent également une assurance contre l'insolvabilité pour les engagements directs de retraite professionnelle financés par les actifs du régime. L'assurance insolvabilité couvre tous les avantages acquis des employés actifs et anciens et tous les avantages actuels versés aux retraités. Elle couvre la partie des prestations acquises ou en cours qui ne sont pas couvertes par le Pensions-Sicherungs-Verein (PSV), le fonds d'assurance pension allemand. Les accords de fiducie n'exigent pas que les sociétés fiduciaires versent des cotisations. Toutefois, les actifs du régime doivent couvrir les passifs qui ne sont pas couverts par le PSV à tout moment. Les entreprises qui sont parties aux accords ne peuvent demander des remises aux actifs du régime que pour les prestations de retraite qui ont été versées jusqu'à ce plafond.

Les directives d'investissement pour les actifs du régime en Allemagne sont établies conjointement par le conseil d'administration de Commerzbank Aktiengesellschaft et CPT. Il n'y a pas d'exigences légales pour les directives d'investissement. La gestion des investissements est effectuée par le Comité exécutif de retraite (EPC), qui suit une approche d'investissement axée sur le passif (LDI) dans le cadre de sa gestion actif-passif. Il fixe également le cadre de détermination des hypothèses actuarielles. L'objectif principal de la stratégie d'investissement est de répliquer les flux de trésorerie futurs pour les passifs de retraite en utilisant des dérivés pour les taux d'intérêt, l'inflation et les écarts de crédit, dans le but de réduire les risques directement attribuables à l'évolution future des passifs de retraite. Outre les risques de retraite habituels tels que l'inflation et les risques biométriques, Commerzbank ne présente aucun autre risque inhabituel. Le portefeuille des actifs du régime est bien diversifié et comprend principalement des titres à revenu fixe, des actions et des placements alternatifs.

Les régimes de retraite en dehors de l'Allemagne ont leurs propres structures de fiducie indépendantes de CPT. Au total, ils représentent actuellement environ 3 % du total des engagements de retraite du Groupe. L'EPC agit également en tant que comité directeur pour les actifs des régimes de retraite étrangers. Des réglementations nationales différentes s'appliquent également dans chacun des pays étrangers. Cependant, ces plans utilisent également généralement une approche LDI.

Les principaux promoteurs de régimes en dehors de l'Allemagne étaient les unités du Groupe à Londres (environ 38 %), New York et Amsterdam, qui représentaient au total environ 80 % des engagements de retraite non allemands. La plupart des régimes de retraite étrangers sont des régimes à prestations définies par capitalisation. Dans certains cas, il existe également des engagements de retraite à petite échelle en dehors de l'Allemagne qui ne sont pas couverts par les actifs du régime.

Le passif net ou l'actif net résultant de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime, sous réserve, le cas échéant, du plafond de l'actif, est comptabilisé au bilan.

Les charges de retraite des régimes à prestations définies, qui sont comptabilisées en frais de personnel et en produits d'intérêts nets, comprennent le coût des services et le coût ou le produit d'intérêts nets. Le coût des services comprend le coût des services courants, qui représente les droits acquis par les affiliés au cours de l'exercice ainsi que le coût ou le revenu des services passés. Les charges/produits d'intérêts nets sont calculés comme la différence de taux d'intérêt entre la valeur actuelle de l'obligation et la juste valeur des actifs du régime. Lors du calcul de l'obligation de retraite en ce qui concerne le passif net et les actifs du régime au titre des régimes à prestations définies, le taux d'actualisation est appliqué. La différence entre la réévaluation de l'obligation de retraite à la date de clôture par rapport à la valeur projetée au début de l'exercice est le gain ou la perte actuariel. Les écarts actuariels sont, comme le rendement des actifs du régime (à l'exception des montants contenus dans les charges/produits d'intérêts nets), comptabilisés directement en bénéfices non distribués dans les capitaux propres et sont présentés dans l'état du résultat global.

Le passif net au titre des prestations définies a évolué comme suit :

(En millions d'euros.)	Obligation de retraite		Évolution des actifs de couverture		Passif net	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Au 01/01/	6 786	6 308	- 7 387	- 6 880	-601	-573
Coût des services rendus	46	41	-	0	46	42
Coûts des services passés	-0	0	-	-	- 0	0
Réductions/liquidations de régimes	-	-	-	-	-	-
Autres coûts ponctuels	-	0	0	0	0	0
Produits/Charges d'intérêts	247	248	- 270	- 272	- 23	- 24
Réévaluation	- 186	505	65	- 517	- 120	- 12
Gain ou perte sur les actifs du régime à l'exclusion des montants déjà comptabilisés en charges/produits d'intérêts nets	-	-	65	- 517	65	- 517
Ajustements liés à l'expérience	19	201	-	-	19	201
Ajustements des hypothèses financières	-205	305	-	-	- 205	305
Ajustements des hypothèses démographiques	0	- 1	-	-	0	- 1
Paiements de retraite	-320	- 317	297	297	- 23	- 20
Paiements de règlement	-6	-	-	-	- 6	-
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-	-	-
Variations des taux de change	9	-1	- 10	-0	-1	-1
Cotisations de l'employeur	-	-	- 14	- 14	- 14	- 14
Cotisations des membres du personnel	0	0	- 0	-0	0	0
Regroupements d'entreprises et cessions	-	-	-	-	-	-
Reclassements/autres changements	-0	3	-	- 2	- 0	1
Au 31/12/	6 576	6 786	-7 318	- 7 387	-742	-601
Dont : provision pour retraite	-	-	-	-	46	54
Dont : comptabilisation des actifs à prestations définies	-	-	-	-	- 788	- 655

Des cotisations patronales de 10 M€ aux actifs du régime et des paiements de pension de 320 M€ sont attendus pour les régimes à prestations définies au cours de l'exercice 2025.

Le plafond de l'actif n'a eu aucun effet au sein de Commerzbank, et le passif net peut donc être assimilé à l'état de capitalisation.

La répartition géographique des obligations de retraite était la suivante :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Allemagne	6 356	6 552
Royaume-Uni	83	90
Amériques	68	69
Autres pays	70	74
Total	6 576	6 786

L'analyse de sensibilité présentée ici reflète les changements dans une hypothèse ; les autres hypothèses restent inchangées par rapport au calcul initial, c'est-à-dire que les effets de corrélation potentiels entre les hypothèses individuelles ne sont pas pris en compte. Les effets des variations des hypothèses sur la valeur courante des engagements de retraite ont été déterminés selon les mêmes méthodes - en particulier, la méthode du crédit unitaire projeté - telle qu'elle est utilisée pour l'évaluation des obligations de retraite à la fin de l'exercice. Une modification des hypothèses correspondantes au 31 décembre 2024 aurait les effets suivants sur l'obligation :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
	Volatilité des	taux d'intérêt
Taux d'actualisation + 50 pdb	-386	- 417
Taux d'actualisation - 50 pdb	430	467
Sensibilité au facteur d'équivalence (1)		
Ajustement des pensions + 50 pdb	283	295
Ajustement des pensions - 50 pdb	-260	- 271
Sensibilité au changement du taux de mortalité (espérance de vie)		
Réduction de la mortalité de 10 % (2)	211	224

(1) Les ajustements des pensions nationales attendus sont généralement basés sur l'évolution prévue des prix à la consommation allemands (inflation).

(2) La réduction de la mortalité de 10 % pour tous les âges entraîne une augmentation moyenne de l'espérance de vie d'environ un an à 65 ans.

La ventilation des actifs du régime est la suivante :

31/12/2024 (En %.)	Non OCDE		OCDE		Dont : Allemagne		Total		
	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Total
Obligations	1,6	1,2	41,7	16,7	4,9	3,9	43,3	17,9	61,1
Catégorie investissement (investment grade)	1,2	1,0	40,2	13,3	4,8	3,8	41,3	14,3	55,7
Autres obligations	-	-	-0,0	-	-	-	- 0,0	-	- 0,0
Obligations liées à un État	1,0	0,9	4,8	3,0	1,7	0,9	5,8	3,9	9,7
Obligations d'État	0,1	0,1	11,3	0,9	1,5	0,2	11,5	1,0	12,4
Obligations d'entreprises	0,1	0,0	18,4	5,6	1,2	0,8	18,5	5,6	24,1
Obligations garanties	-	-	5,7	3,8	0,3	1,9	5,7	3,8	9,5
Catégorie spéculative (non-investment grade)	0,4	0,3	1,5	3,3	0,1	0,0	1,9	3,6	5,5
Autres obligations	-	-	0,1	1,9	-	-	0,1	1,9	2,0
Obligations liées à un État	0,3	0,2	0,1	0,6	-	-	0,4	0,8	1,2
Obligations d'État	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0	0,1
Obligations d'entreprises	0,0	0,0	1,3	0,7	0,1	0,0	1,3	0,8	2,1
Obligations garanties	-	-	-	0,1	-	-	-	0,1	0,1
Instruments dérivés	-	-	7,7	1,2	3,3	0,4	7,7	1,2	8,8
Dérivés de l'inflation	-	-	0,9	0,4	0,2	0,1	0,9	0,4	1,3
Dérivés de crédit	-	-	0,1	0,0	- 0,0	- 0,0	0,1	0,0	0,2
Dérivés de taux d'intérêt	-	-	7,1	0,8	3,3	0,4	7,1	0,8	7,9
Autres produits dérivés	-	-	-0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,0	- 0,4	- 0,1	- 0,5
Actions	1,0	0,4	6,2	1,1	0,1	0,0	7,2	1,5	8,8
Catégorie investissement (investment grade)	0,2	0,1	4,1	0,7	0,1	0,0	4,3	0,8	5,2
Catégorie spéculative (non-investment grade)	0,8	0,3	2,1	0,4	0,1	0,0	2,9	0,7	3,6
Fonds	-	-	7,2	1,5	0,7	0,2	7,2	1,5	8,8
Fonds investi en actions	-	-	1,6	0,7	-	-	1,6	0,7	2,3
Fonds d'obligations	-	-	5,5	0,8	0,7	0,2	5,5	0,8	6,3
Autres fonds de placement	-	-	0,1	0,0	-	-	0,1	0,0	0,1
Titres adossés à des actifs (ABS)	-	-	1,3	6,0	0,0	-	1,3	6,0	7,3
Catégorie investissement (investment grade)	-	-	1,3	6,0	0,0	-	1,3	6,0	7,3
Catégorie spéculative (non-investment grade)	-	-	0,0	-	0,0	-	0,0	-	0,0
Liquidités	-	-	3,3	-	0,3	-	3,3	-	3,3
Autres	-	-	-0,2	2,1	-	0,8	-0,2	2,1	1,9
Total	2,6	1,6	67,3	28,5	9,3	5,2	69,9	30,1	100,0

31/12/2023 (1) (En %.)	Non OCDE		OCDE		Dont : Allemagne		Total		
	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Total
Obligations	1,4	1,2	41,6	16,7	-0,2	4,6	43,0	17,9	60,9
Catégorie investissement (investment grade)	1,1	1,0	39,9	14,3	- 0,4	4,1	41,0	15,3	56,3
Autres obligations	-	-	0,8	0,4	-	-	0,8	0,4	1,2
Obligations liées à un État	0,8	0,9	5,8	2,7	2,0	0,7	6,7	3,6	10,2
Obligations d'État	0,2	0,1	4,6	1,2	-4,9	0,7	4,8	1,3	6,1
Obligations d'entreprises	0,1	0,0	22,2	5,3	2,0	0,5	22,3	5,4	27,6
Obligations garanties	0,0	0,0	6,4	4,7	0,6	2,2	6,4	4,7	11,2
Catégorie spéculative (non-investment grade)	0,3	0,2	1,7	2,4	0,2	0,5	2,0	2,6	4,6
Autres obligations	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,2	0,0	0,7	0,8
Obligations liées à un État	0,2	0,1	0,2	0,8	0,0	0,3	0,4	0,9	1,3
Obligations d'État	0,0	0,0	0,5	0,0	-	-	0,6	0,1	0,6
Obligations d'entreprises	0,0	0,0	1,0	0,8	0,1	0,0	1,0	0,8	1,8
Obligations garanties	-	-	0,0	0,1	-	-	0,0	0,1	0,2
Instruments dérivés	-	-	8,8	1,8	3,8	0,5	8,8	1,8	10,7
Dérivés de l'inflation	-	-	1,6	0,9	0,3	0,1	1,6	0,9	2,6
Dérivés de crédit	-	-	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Dérivés de taux d'intérêt	-	-	7,0	0,8	3,4	0,4	7,0	0,8	7,8
Autres produits dérivés	-	-	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2
Actions	0,8	0,3	5,2	1,0	0,2	0,0	6,1	1,2	7,3
Catégorie investissement (investment grade)	0,2	0,0	3,2	0,6	0,1	0,0	3,4	0,6	4,0
Catégorie spéculative (non-investment grade)	0,6	0,2	2,0	0,4	0,1	0,0	2,7	0,6	3,3
Fonds	0,7	0,0	6,4	0,9	1,6	-	7,2	1,0	8,1
Fonds investi en actions	-	0,0	1,6	0,3	0,3	-	1,6	0,4	2,0
Fonds d'obligations	0,7	-	4,6	0,5	1,2	-	5,3	0,5	5,9
Autres fonds de placement	-	-	0,2	0,0	0,0	-	0,2	0,0	0,2
Titres adossés à des actifs (ABS)	-	-	1,0	5,6	-	-	1,0	5,6	6,6
Catégorie investissement (investment grade)	-	-	1,0	5,5	-	-	1,0	5,5	6,6
Catégorie spéculative (non-investment grade)	-	-	0,0	0,1	-	-	0,0	0,1	0,1
Liquidités	-	0,0	4,4	-	-0,5	-	4,4	0,0	4,4
Autres	0,0	-	0,1	1,9	-	1,5	0,1	1,9	2,0
Total	3,0	1,5	67,6	28,0	4,8	6,6	70,6	29,4	100,0

(1) Présentation ajustée par rapport à l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2024, les actifs du régime ne comprenaient pas de montants significatifs de titres émis par le Groupe ou d'autres créances sur celui-ci. Ils n'incluaient pas non plus de titres hypothécaires utilisés par le Groupe. La majorité des obligations et des fonds de pension sont constitués de titres notés investment grade.

La durée moyenne pondérée des obligations de retraite était de 13,2 ans (exercice précédent : 13,5 ans). Les échéances anticipées des engagements de retraite non actualisés sont les suivantes :

(En millions d'euros.)	2025	2026	2027	2028	2029	2030-2034
Paie ments de retraite attendus	333	338	345	356	360	1 842

b) Régimes à cotisations définies

Avec d'autres institutions financières en Allemagne, Commerzbank est membre de BVV Versicherungsverein des Bankgewerbes a.G. (BVV), la caisse de retraite professionnelle qui fournit des prestations de retraite aux employés éligibles en Allemagne. Les cotisations à la BVV sont payées régulièrement par l'employeur et l'employé. Les cotisations versées par Commerzbank sont comptabilisées en frais de personnel. Les tarifs de la BVV prévoient le paiement de prestations de retraite fixes avec participation aux bénéfices. Cependant, ces régimes sont comptabilisés comme des régimes à cotisations définies, car nous ne disposons pas de suffisamment d'informations sur notre part de l'obligation globale au titre des prestations définies de chaque régime de la BVV et sur la part des actifs pertinents du régime qui nous sont attribuables. Dans le régime de la BVV, l'employeur assume la responsabilité subsidiaire du régime de retraite de l'entreprise envers ses propres employés. Il existe également une obligation de procéder à des ajustements pour compenser l'inflation en faveur des bénéficiaires, ce qui pourrait entraîner une augmentation des prestations de retraite. En outre, la BVV est en droit d'exiger des cotisations supplémentaires des sociétés affiliées au cas où la situation économique de la BVV le rendrait nécessaire.

Cependant, aucune provision pour l'engagement de retraite BVV n'a été comptabilisée ni pour l'exercice 2024 ni pour l'exercice 2023, car le recours à cette obligation légale est considéré comme improbable.

En outre, certaines filiales et succursales étrangères, principalement au Royaume-Uni et aux États-Unis, ont également des régimes à cotisations définies. Les charges des régimes à cotisations définies comprenaient 56 M€ (exercice précédent : 59 M€) en paiements à la BVV. Les contributions en 2025 devraient être d'environ le même montant.

Autres provisions**a) Provisions pour risques de prêt hors bilan et**

Pour plus d'informations sur les principes que nous observons lors de l'établissement de provisions pour risques de prêts hors bilan et garanties financières, veuillez consulter les explications des notes 32 à 35 sur les risques de crédit.

b) Autres provisionsGaranties financières

Autres provisions modifiées comme suit au cours de l'exercice :

(En millions d'euros.)	Au 01/01/2024	Affectations	Utilisation	Reprises	Désactualisation	Reclassements / changement au sein du groupe de sociétés consolidées / autre	Au 31/12/2024
Provisions pour le personnel	743	625	469	63	- 0	12	848
Mesures de restructuration	548	9	141	21	3	-48	351
Procédures judiciaires et demandes de recours	634	613	243	67	0	- 3	934
Autres pays	448	161	156	37	3	7	426
Total	2 373	1 409	1 008	187	5	-32	2 559

(En millions d'euros.)	Au 01/01/2023	Affectations	Utilisation	Reprises	Désactualisation	Reclassements / changement au sein du groupe de sociétés consolidées / autre	Au 31/12/2023
Provisions pour le personnel	653	538	392	61	0	5	743
Mesures de restructuration	834	12	161	12	35	- 160	548
Procédures judiciaires et demandes de recours	429	329	73	78	8	19	634
Autres pays	469	207	160	63	7	- 13	448
Total	2 384	1 086	786	214	51	- 149	2 373

Les provisions pour personnel sont principalement à court terme, mais comprennent également des provisions pour primes de long service, qui sont par nature à long terme et sont utilisées successivement dans les exercices suivants. Elles contiennent également des provisions pour la composante de trésorerie à long terme du plan d'incitation de la Commerzbank (CIP) qui sont utilisées après l'expiration de la période de report de trois ans. Les provisions énumérées sous Autres ont pour la plupart une durée résiduelle inférieure à un an.

Les provisions pour restructuration concernent principalement le personnel et, dans une moindre mesure, l'immobilier.

Les ajouts de l'exercice 2024 ont été effectués dans le cadre de la « Stratégie 2024 », notamment pour la consolidation et la fermeture de sites et de succursales ainsi que pour les réductions de personnel à l'étranger.

Litiges

En cas de procédure judiciaire ou d'éventuelles demandes de recours de tiers pour lesquelles des provisions doivent être comptabilisées et qui sont contenues dans les « Autres provisions », ni la durée de la procédure ni le niveau d'utilisation de la provision ne peuvent être prédits avec certitude à la date à laquelle la provision est comptabilisée.

Les provisions couvrent les coûts attendus selon notre jugement à la date de clôture.

- Commerzbank et ses filiales opèrent dans un grand nombre de juridictions soumises à des exigences légales et réglementaires différentes. Dans des cas isolés par le passé, des infractions aux dispositions légales et réglementaires ont été révélées et ont fait l'objet de poursuites de la part d'agences et d'institutions gouvernementales. Certaines sociétés du Groupe Commerzbank sont actuellement encore impliquées dans un certain nombre de ces affaires.
- Commerzbank et ses filiales sont particulièrement actives dans le domaine du conseil en investissement au sein du segment des clients privés et des petites entreprises. Les exigences légales pour les services de conseil axés sur les investisseurs et les investissements ont été rendues plus rigoureuses, en particulier ces dernières années. Commerzbank et ses filiales ont été et sont donc impliquées dans une série de litiges - y compris judiciaires - dans lesquels les investisseurs affirment que les conseils en investissement sont prétendument inadéquats et exigent une compensation ou l'annulation des transactions d'investissement lorsque les informations concernant les commissions faisaient défaut (par exemple pour les fonds à capital fixe).
- Une filiale de Commerzbank a été impliquée dans une banque sud-américaine qui a depuis été liquidée. Un certain nombre d'investisseurs et de créanciers de cette banque ont intenté diverses actions en justice en Uruguay et en Argentine contre la filiale et, dans certains cas, contre Commerzbank également, alléguant une responsabilité en tant qu'actionnaire ainsi que des manquements aux obligations des personnes désignées par la filiale pour les conseils de surveillance des banques. En outre, la filiale était impliquée dans deux fonds qui collectaient des fonds auprès

d'investisseurs et étaient gérés par des tiers. Les liquidateurs de ces fonds ont engagé une procédure judiciaire aux États-Unis demandant le remboursement des sommes perçues par la filiale sur les fonds. Nous n'avons pas indiqué les montants de la provision pour éviter d'influencer l'issue de la procédure.

- En 2017, un tribunal polonais a admis un recours collectif contre mBank alléguant l'inefficacité des clauses d'indexation dans les contrats de prêt libellés en francs suisses. Au total, 1 731 demandeurs se sont joints au recours collectif. Les demandeurs ont gagné en première instance, et mBank a fait appel de la décision.

Indépendamment de cela, de nombreux emprunteurs de prêts indexés en devises ont également intenté des actions individuelles pour les mêmes raisons. Outre le recours collectif, 19 451 autres procédures individuelles étaient pendantes au 31 décembre 2024 (exercice précédent : 22 602). mBank a contesté ces demandes.

Au 31 décembre 2024, il y avait 9 018 décisions définitives relatives à des prêts indexés en devises dans des procédures individuelles contre mBank, dont 123 ont été prononcées en faveur de mBank et 8 895 ont été prononcées contre mBank.

Le 25 avril 2024, la Cour suprême polonaise a décidé, entre autres, que le délai de prescription pour la demande de remboursement d'une banque commence généralement lorsque l'emprunteur fait valoir la nullité. Dans certains cas, cela peut entraîner la prescription de la demande de remboursement du capital de la banque.

mBank continuera de suivre l'évolution de la jurisprudence (en particulier celle de la Cour suprême polonaise et de la CJUE) et de déterminer s'il y a lieu de modifier la loi ; elle continuera également d'examiner les éventuelles implications pour les provisions. Il ne peut être exclu que des événements futurs, tels que des décisions de la Cour suprême polonaise ou de la CJUE, puissent avoir un impact négatif important à l'avenir sur l'estimation du risque juridique lié aux prêts hypothécaires libellés en francs suisses ou en d'autres devises.

À partir du quatrième trimestre 2022, mBank a lancé un programme de règlement dans lequel les clients se voient offrir la possibilité de convertir leurs prêts en francs suisses en prêts en zloty polonais à taux d'intérêt fixe ou variable et de renoncer à une partie négociée individuellement de la valeur de l'encours du prêt. À la date de clôture, mBank avait comptabilisé les risques liés à des paiements de règlement futurs d'un montant de 440 M€.

mBank examine en permanence les implications de la jurisprudence et ajuste les paramètres du modèle, notamment le nombre d'emprunteurs qui doivent encore intenter des poursuites, la nature des jugements attendus, le montant de la perte subie par la Banque en cas de jugement et le taux d'acceptation des règlements, le cas échéant. La méthodologie utilisée pour calculer la provision est basée sur des paramètres variés, discrétionnaires et, dans certains cas, associés à une incertitude considérable. Les fluctuations des paramètres ainsi que leurs interdépendances et les décisions des tribunaux polonais et de la CJUE peuvent signifier que le montant de la disposition doit être ajusté de manière significative à l'avenir.

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de prêts indexés en devises qui n'avaient pas été intégralement remboursés avait une valeur comptable de 1,8 milliard de zlotys polonais. Le portefeuille de prêts entièrement remboursés et de prêts pour lesquels un règlement avait été convenu ou une décision définitive avait été rendue s'élevait à 14,7 milliards de zlotys polonais au moment du décaissement. Dans l'ensemble, le Groupe a comptabilisé une provision de 1,6 Md € pour les risques découlant de l'affaire, y compris les paiements de règlement potentiels et le recours collectif (exercice précédent : 10,9 Md €) qui représente presque exclusivement des prêts indexés en francs suisses. Dans le cas des prêts qui n'ont pas encore été intégralement remboursés, les risques juridiques sont pris en compte dans les valeurs comptables brutes des créances directement lors de l'estimation des flux de trésorerie.

- En avril 2021, la Cour fédérale de justice allemande a statué sur le mécanisme de modification des conditions générales des banques (AGB Banken) dans une affaire contre une autre banque et a déclaré nulles les clauses pertinentes des conditions générales. Ce mécanisme stipulait que le consentement du client à certaines modifications du contrat était donné après un certain délai si le client ne s'y était pas opposé. La Banque a examiné l'impact de cette jurisprudence sur ses unités d'affaires et ses produits, car les frais introduits ou augmentés pour les consommateurs à la suite du mécanisme de modification des conditions générales des banques peuvent être nuls. La Banque est poursuivie pour remboursement dans certaines affaires. Nous n'avons pas indiqué les montants de la provision pour éviter d'influencer l'issue de la procédure.
- Sur la base de la circulaire sur les opérations cum-cum publiée par le ministère fédéral des Finances (BMF) en 2017, les contrôleurs fiscaux ont commenté le traitement de ces opérations sous forme de notes d'audit. Le bureau des impôts a réduit le crédit d'impôt sur les plus-values en conséquence. En réponse, Commerzbank a procédé à des ajustements de valeur des crédits d'impôt figurant au bilan et a mis en place des provisions supplémentaires pour d'éventuelles demandes de remboursement afin de refléter pleinement et de manière appropriée l'évolution de la situation de risque. Le BMF a publié une version révisée de sa circulaire sur les opérations cum-cum le 9 juillet 2021. Compte tenu de l'impact potentiel de la circulaire du BMF, la provision a été ajustée au deuxième trimestre 2021. Sur la base des connaissances actuelles, les risques fiscaux découlant de cette question ont ainsi été adéquatement couverts. La possibilité de charges supplémentaires au-delà des provisions comptabilisées par la Banque ne peut être totalement exclue.
- En ce qui concerne les opérations de prêt de titres, Commerzbank est exposée à des demandes d'indemnisation (y compris en justice) par des tiers pour avoir crédité des droits qui ont été refusés. Dans le cadre de ces opérations de prêt de titres, les parties contractantes étaient tenues de rembourser à Commerzbank les dividendes et la retenue à la

source. Toutefois, les services fiscaux des différentes parties contractantes ont partiellement refusé ou ultérieurement refusé le crédit ultérieur au titre de l'impôt sur les sociétés. Nous n'avons pas indiqué les montants de la provision pour éviter d'influencer l'issue de la procédure.

- Une filiale de Commerzbank a été poursuivie en justice par un client en mai 2014 en vue d'obtenir une indemnisation en raison de prétendues malversations frauduleuses dans des opérations sur dérivés. Sa plainte a été rejetée en mai 2024. Elle a payé le montant demandé et la procédure a été close.
- En juin 2023, la Banque a été poursuivie devant un tribunal russe par le bénéficiaire d'une garantie que la Banque avait émise au nom d'un client en Allemagne. La Banque avait émis une garantie de bonne exécution en 2021 en faveur d'une société russe pour garantir les obligations du client dans le cadre d'un contrat de construction. Le régime de sanctions applicable empêchait le client d'exécuter ses obligations. La société russe a alors exigé le paiement de la Banque au titre de la garantie. Le régime de sanctions empêche désormais la Banque de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la garantie.

En juin 2024, le tribunal russe a condamné conjointement et solidairement la Banque et deux de ses filiales russes au paiement du montant garanti majoré des intérêts. En janvier 2025, la Banque et ses filiales ont perdu leur appel. La Banque s'attend à ce que le demandeur poursuive l'exécution.

Le tribunal russe avait déjà ordonné la saisie des actifs appartenant à la Banque et à l'une des filiales, Commerzbank (Eurasija), en mai 2024. Les parties ont poursuivi d'autres procédures judiciaires, y compris des demandes d'injonctions anti-poursuites. Nous n'avons pas indiqué les montants de la provision pour éviter d'influencer l'issue de la procédure.

58. – Plans de rémunération fondés sur des actions

Plans de rémunération fondés sur des actions importants

a) Régime d'intéressement de Commerzbank (RIC)

Le régime d'intéressement de Commerzbank (RIC), lancé pour la première fois en 2011, définit les règles détaillées en matière de rémunération variable et s'applique à l'ensemble du Groupe Commerzbank. Le RIC est un plan mis en équivalence avec une option de règlement en numéraire pour l'employeur, qui relève du champ d'application d'IFRS 2. Dans certains endroits, des règles de RIC différentes ou supplémentaires s'appliquent, reflétant les exigences légales ou du droit du travail local.

Le RIC régit les conditions de paiement de la rémunération variable pour les « preneurs de risques ». La rémunération variable pour ce groupe de personnes consiste en un intéressement à court terme (ICT) et, dans le cas des preneurs de risques dont la rémunération variable dépasse la limite des preneurs de risques, un intéressement à long terme (ILT). En vertu du RIC, si une rémunération variable est accordée, les preneurs de risques reçoivent une partie de leur rémunération variable individuelle en tant que composante en espèces et, si la limite d'exemption des preneurs de risques est dépassée, en tant que composante en actions liée à la performance de l'action Commerzbank.

Un preneur de risque est un employé dont le rôle a un impact important sur le profil de risque global de Commerzbank. Les critères sur la base desquels les preneurs de risques sont identifiés sont divisés en catégories de responsabilité de gestion, de responsabilité en matière de risque et de niveau de rémunération. En fonction du niveau hiérarchique de l'employé et de la pertinence du risque de son rôle, la Banque désigne le type de preneur de risque de l'employé : « preneur de risque I » ou « preneur de risque II ». Le statut de preneur de risque I s'applique aux employés dont le rôle comporte un risque plus élevé.

La limite de prise de risque est le montant à concurrence duquel le paiement de la totalité de la rémunération variable d'un exercice prend la forme d'un paiement en espèces des ICT. Pour les preneurs de risques dont la rémunération variable ne dépasse pas la limite des prises de risques, et pour les employés sans statut de preneurs de risques (non preneurs de risques), la rémunération variable est entièrement versée sous la forme d'un ICT en espèces. Ce n'est qu'en cas de dépassement de la limite de prise de risque que la rémunération variable est divisée en composantes ICT et ILT soumises aux règles du RIC applicables à ces composantes.

Les règles suivantes s'appliquent une fois que la limite de prise de risque a été dépassée :

- Pour la catégorie de preneurs de risques I, la composante ICT est de 40 % et la composante ILT est de 60 % de la rémunération variable potentielle. 50 % des ICT et des ILT sont payés en actions.
- Pour la catégorie des preneurs de risques II, la composante ICT est généralement de 60 % et la composante ILT de 40 % de la rémunération variable potentielle. Une fois qu'un seuil défini en interne pour la rémunération variable a été atteint, la division en ICT et ILT est conforme au système pour la catégorie des preneurs de risques I. La moitié des ICT et des ILT est une rémunération fondée sur des actions.

La rémunération variable d'un individu est déterminée sur la base des résultats de sa réunion annuelle de réalisation des objectifs (évaluation de performance I), qui a lieu au cours des trois premiers mois de l'exercice suivant. Le nombre d'actions de Commerzbank attribuées est fixé en même temps que la rémunération variable pour l'ICT et l'ILT. Si les preneurs de risques reçoivent des éléments de rémunération fondés sur des actions, le nombre d'actions de Commerzbank est calculé en divisant 50 % des montants en euros dans l'ICT et l'ILT par le prix de souscription. S'il y a des fractions, le nombre

d'actions est arrondi à la hausse. Le prix de souscription de la rémunération variable fixé jusqu'à l'exercice 2018 est la moyenne arithmétique simple des cours de clôture Xetra de l'action Commerzbank sur tous les jours de bourse de la période de référence (décembre de l'année précédente et janvier et février de l'année suivante). Pour la rémunération variable qui a été fixée à partir de l'exercice 2019, la période de référence pour le prix de souscription est le mois de janvier de l'année qui suit l'exercice.

En vertu des règles des composantes de la rémunération en actions, Commerzbank a le droit d'effectuer un paiement en espèces plutôt qu'en actions. Il est fait usage de cette option en règle générale. Dans l'ICT, les actions, ou le règlement en espèces facultatif, font l'objet d'un blocage de douze mois (« période de rétention »). Cela signifie que la composante action de l'ICT de l'exercice (n) sera généralement versée en avril de l'exercice suivant (n+2).

En vertu de l'ILT, depuis l'entrée en vigueur de la modification de l'Ordonnance sur la rémunération des établissements (Institutsvergiütungsverordnung) du 25 septembre 2021, le droit à une rémunération variable intervient généralement à l'issue d'une période de report de cinq ans pour les preneurs de risques I et de quatre ans pour les preneurs de risques II, à condition qu'il n'y ait pas d'autres motifs dans le cadre de l'évaluation des performances II pour bloquer l'allocation. Pour les preneurs de risques I, Commerzbank a opté en faveur de l'« acquisition au prorata », selon laquelle le droit à une rémunération variable différée découle au prorata pendant la période de conservation de cinq ans.

L'évaluation de performance II, qui a lieu après la fin de la période de report, comprend un examen de l'évaluation de performance I et de la conduite de l'employé pendant la période de report. Dans l'ILT, si un droit survient, les actions ou le règlement en espèces facultatif sont également soumis à une période de rétention, comme dans l'ICT. Le paiement de la rémunération variable reportée après l'exercice 2019 sera effectué après l'achèvement de l'évaluation de performance II pour les preneurs de risques I, pour l'ILT Espèces en novembre de la sixième année (n+6) et pour l'ILT Actions en octobre de la septième année (n+7). Pour les preneurs de risques II, l'ILT Espèce a été payé en novembre de la quatrième année (n+4) et l'ILT Actions en octobre de la cinquième année (n+5) jusqu'à l'exercice 2021. À partir de l'exercice 2022, l'ILT Espèces sera payé en novembre de la cinquième année (n+5) et l'ILT Actions en octobre de la sixième année (n+6). Pour les preneurs de risques I qui relèvent du modèle exécutif, en vigueur depuis l'exercice 2023, les tranches individuelles de l'ILT Espèces et de l'ILT Actifs seront attribuées au prorata temporis (acquisition annuelle) sur la durée de l'ILT.

La date de paiement pour l'ILT Espèces à partir de l'exercice n + 2 jusqu'à l'exercice n + 6 a été fixée pour novembre, tandis que pour l'ILT Actions à partir de l'exercice n + 3 jusqu'à l'exercice n + 7, elle a été fixée pour octobre.

En cas de règlement en espèces de la composante actions, le montant en espèces est calculé sur la base de la moyenne arithmétique simple des cours de clôture Xetra de l'action Commerzbank tous les jours de bourse au cours de la période de référence. La période de référence pour le droit à une rémunération variable à partir de l'exercice 2019 est le dernier mois civil complet précédant la fin de la période de rétention des composantes respectives de la rémunération fondée sur des actions.

Si Commerzbank a versé des dividendes ou effectué des actions en capital pendant la durée du RIC, depuis l'exercice 2019, la période de report ne confère aucun droit à compensation pour les dividendes ou les droits de souscription payés ou accordés aux actionnaires, contrairement à la période de rétention.

Les différentes composantes de la rémunération sont estimées au cours de l'exercice sous-jacent sur la base des prévisions budgétaires, et les provisions sont comptabilisées proportionnellement sur la durée de vie des régimes. En outre, des révisions régulières, des réévaluations basées sur l'évolution du cours de l'action et/ou des ajustements des montants sont effectuées tout au long de la durée de vie du RIC.

b) Plans de paiement fondés sur des actions de mBank S.A.

En 2012, un programme fondé sur des actions a été lancé, auquel les membres du conseil d'administration pouvaient participer jusqu'en 2017. Jusqu'en 2013, ce programme comprenait à la fois une composante à court terme (paiement en espèces) et une composante à long terme qui permettait aux participants de souscrire régulièrement des actions mBank sur une période de trois ans. Le programme a été modifié en 2014 et comprend désormais des paiements en espèces et la souscription d'actions mBank dans les deux composantes sur trois ans. Une quantité donnée de ces actions a été émise chaque année et mise à la disposition des personnes habilitées à acheter à un prix prédéterminé. En outre, un nombre significatif de preneurs de risques ont été ajoutés à ce programme en 2015. Dans tous ces programmes, la participation est liée à un rendement minimum des fonds propres par le sous-groupe mBank. La composante à long terme du programme à partir de 2012 (modifiée en 2014) est également liée à l'évaluation des performances des participants.

En 2018, le programme a été adapté techniquement et la composante à long terme pour les membres du conseil d'administration a été portée de trois à cinq ans (au prorata). En 2021, la composante à long terme pour les preneurs de risques en dessous du conseil d'administration a été étendue de trois à cinq ans (au prorata) pour les postes dits de haute direction, et de trois à quatre ans (au prorata) pour tous les autres preneurs de risques en dessous du conseil d'administration.

Les deux plans, qui permettent aux porteurs de souscrire à des actions mBank (d'abord pour les membres du conseil d'administration à partir de 2012, modifié en 2014 et avec un ajustement technique en 2018, et d'autre part pour les preneurs de risques en dessous du conseil d'administration avec un ajustement technique en 2021) sont classés comme paiements fondés sur des actions réglés sous forme d'instruments de capitaux propres.

c) Rémunération du conseil d'administration

Veuillez consulter le rapport de rémunération séparé dans le rapport de gestion combiné pour un compte rendu détaillé de la rémunération des membres du conseil d'administration.

Comptabilité et évaluation des plans de paiement et de primes fondés sur des actions

Les plans de rémunération du personnel sont comptabilisés selon les règles d'IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions et d'IAS 19 - Avantages du personnel. Une distinction est faite entre les rémunérations fondées sur des actions réglées sous forme d'instruments de capitaux propres et celles réglées en numéraire. Pour les deux types de rémunération, cependant, l'octroi d'une rémunération basée sur des actions doit être comptabilisé à la juste valeur dans les états financiers du Groupe.

Comptabilité

- Transactions de rémunération fondée sur les actions et qui est réglée en instruments de capitaux propres La juste valeur des paiements de rémunération fondés sur des actions réglés sous forme d'instruments de capitaux propres est comptabilisée en frais de personnel et reflétée dans les capitaux propres en bénéfices non distribués. La juste valeur est déterminée à la date d'octroi des droits. Si des droits ne peuvent pas être exercés parce que les conditions d'exercice ne sont pas remplies en raison des conditions du marché, aucune modification n'est apportée aux montants déjà comptabilisés en capitaux propres. Toutefois, si des droits ne peuvent pas être exercés parce que d'autres conditions d'exercice ne sont pas remplies (conditions de service et non marchandes), les montants déjà comptabilisés en capitaux propres sont ajustés par le biais du compte de résultat.
- Transactions de rémunération fondée sur les actions et qui est réglée en trésorerie : La part de la juste valeur des rémunérations fondées sur des actions réglées en numéraire qui se rapporte aux services réalisés jusqu'à la date d'évaluation est comptabilisée en frais de personnel tout en étant comptabilisée en provision. La juste valeur est recalculée à chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement incluse. Les variations de la juste valeur de l'obligation doivent être comptabilisées en résultat. À la date du règlement, la provision doit donc correspondre autant que possible au montant payable aux employés admissibles. Les provisions fluctuent à chaque date de clôture ultérieure parallèlement à la performance du cours de l'action Commerzbank Aktiengesellschaft. Cela affecte la part de la rémunération variable fondée sur des actions qui a été déterminée en utilisant un prix moyen pour l'action Commerzbank. Le prix lui-même est déterminé comme le cours de clôture moyen de Xetra des mois de janvier et février plus décembre de l'année précédente.

Évaluation

La provision pour le régime d'intéressement de Commerzbank est déterminée en multipliant le nombre d'actions acquises par les participants par le cours de clôture de l'action Commerzbank au 31 décembre de l'année de référence. La charge des dotations aux provisions peut également être constatée sur la période d'acquisition de quatre ou six ans, selon le plan de rémunération.

Les droits exercés au cours de l'exercice ont été décaissés à un taux de 11,08 €. Les droits restants étaient évalués à 15,73 € à la fin de l'exercice. La moyenne pondérée de la durée restante du contrat des options d'achat d'actions en circulation est de 2,7 ans.

En raison des services déjà rendus par les employés (y compris le conseil d'administration), des charges pour rémunérations non fondées sur des actions de 359 M€ ont été engagées au cours de l'exercice 2024 (exercice précédent : 318 M€), ainsi que les charges relatives aux paiements fondés sur des actions. Les dépenses pour les paiements fondés sur des actions se répartissent comme suit :

(En millions d'euros.)	2024	2023
Plans réglés en espèces (régime d'intéressement de Commerzbank)	59	40
Plans réglés en capitaux propres	3	2
Total	62	43

Les provisions pour plans de paiement fondés sur des actions et les réserves en capitaux propres pour paiement fondé sur des actions réglées avec des instruments de capitaux propres étaient les suivantes :

(En millions d'euros.)	2024	2023
Provisions pour le régime d'intéressement de Commerzbank	138	86
Réserves de capitaux propres	2	2

Régime d'intéressement de Commerzbank

Le nombre d'actions a évolué comme suit au cours de l'exercice 2024 :

Nombre d'attributions	Régime d'intéressement de Commerzbank
Solde au 01/01/2023	2 840 909
Attribuées au cours de l'exercice	2 748 945
Auxquelles il est renoncé au cours de l'exercice	-
Exercées au cours de l'exercice	1 059 830
Expirées au cours de l'exercice	-
Solde au 01/01/2023	4 530 024
Solde au 01/01/2024	4 530 024
Attribuées au cours de l'exercice (1)	3 506 976
Auxquelles il est renoncé au cours de l'exercice	-
Exercées au cours de l'exercice	1 940 622
Expirées au cours de l'exercice	-
Solde au 01/01/2024	6 096 378

(1) Le taux d'affectation de l'exercice est de 11,08 €.

59. – Passifs éventuels et engagements de prêt

Ce poste présente principalement les passifs éventuels résultant de garanties et d'accords d'indemnisation ainsi que les engagements de prêts irrévocables à leur valeur nominale.

Les situations où la société déclarante agit en tant que garante du créancier d'un tiers pour l'exécution d'une responsabilité de ce tiers doivent être présentées comme des garanties. Les accords d'indemnisation comprennent les obligations contractuelles qui impliquent d'assumer la responsabilité d'un résultat ou d'une performance particulière. Il s'agit normalement de garanties émises à la demande d'un client, qui nous donnent un droit de recours au client en cas de recours à la garantie. Toutes les obligations qui pourraient encourir un risque de crédit doivent être présentées ici comme des engagements de prêt irrévocables. Il s'agit notamment des obligations d'accorder des prêts (par exemple, des lignes de crédit qui ont été accordées à des clients), d'acheter des titres ou de fournir des garanties ou des acceptations. En revanche, les engagements de prêt affectés au portefeuille de négociation sont comptabilisés en Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation ou Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation.

Les provisions pour risques sur passifs éventuels et sur engagements de prêt sont incluses dans les provisions pour prêts hors bilan.

Les produits des garanties sont comptabilisés en commissions nettes perçues ; le niveau de ces produits est déterminé par l'application de taux convenus au montant nominal des garanties.

Les risques juridiques pour lesquels la survenance d'une perte ne peut être exclue, mais pour lesquels aucune provision n'a été comptabilisée parce qu'une réclamation est hautement improbable, sont également comptabilisés dans les passifs éventuels. Nous prenons en compte une grande variété de facteurs pour déterminer la probabilité d'une perte, y compris le type de réclamations et de jugements sur des questions similaires.

Le Groupe Commerzbank accorde des facilités de crédit à ses clients, leur accordant un accès rapide à des fonds pour répondre à leurs besoins de financement à court et à long terme. Les facilités de crédit peuvent être fournies sous différentes formes, comme le montrent les exemples suivants :

- garanties, où le Groupe garantit le remboursement d'un prêt emprunté par un client à une autre partie ;
- les lettres de crédit stand-by, qui améliorent la solvabilité d'un client et lui permettent d'obtenir du financement commercial à moindre coût ;
- les crédits documentaires pour les paiements de financement commercial, qui sont effectués pour le compte d'un client et où le Groupe est remboursé à une date ultérieure ;
- des facilités stand-by de soutien pour les titres de créance à court terme et les titres de créance émis sur une base renouvelable, qui permettent aux clients d'émettre des instruments du marché monétaire ou des titres de créance à moyen terme en cas de besoin sans avoir à passer par la procédure d'émission normale à chaque fois.

Les garanties existantes peuvent servir à couvrir le passif total des clients sous forme de prêts et de garanties. En outre, des tiers peuvent avoir des sous-parties dans des engagements et des acceptations de prêt irrévocables.

Les passifs éventuels comprennent également l'obligation de paiement irrévocable fournie par le conseil de résolution unique (CRU) après approbation de la demande de garantie de la Banque pour le paiement d'une partie du prélèvement bancaire.

Les chiffres figurant dans le tableau ci-dessous ne tiennent compte d'aucune garantie et ne devraient être amortis que si tous les clients utilisaient complètement leurs facilités de crédit, puis étaient en défaut (et qu'il n'y avait pas de garantie).

Dans la pratique, la majorité de ces facilités expirent sans jamais être utilisées. Par conséquent, ces montants ne sont pas représentatifs en termes d'évaluation du risque, de l'exposition future réelle aux prêts ou des besoins de liquidité qui en résultent. Le rapport de gestion combiné contient des informations supplémentaires sur le risque de crédit et le risque de liquidité et sur la manière dont ils sont surveillés et gérés. Les provisions pour pertes sur prêts pour engagements hors bilan ont été déduites des postes respectifs de ces tableaux.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Passifs éventuels	53 948	47 824	12,8
Banques	7 432	6 335	17,3
Clients entreprises	42 396	38 205	11,0
Clients privés	155	157	- 1,5
Autres sociétés financières	3 638	2 834	28,4
Gouvernements généraux	327	292	11,9
Engagements de prêt irrévocables	82 370	80 204	2,7
Banques	1 754	1 367	28,4
Clients entreprises	66 677	65 717	1,5
Clients privés	5 945	7 142	- 16,8
Autres sociétés financières	7 096	4 805	47,7
Gouvernements généraux	897	1 174	-23,6
Total	136 317	128 028	6,5

Outre les facilités de crédit énumérées ci-dessus, le Groupe Commerzbank peut également subir des pertes résultant de risques juridiques et fiscaux dont la survenance n'est pas très probable et pour lesquels aucune provision n'a été comptabilisée. Cependant, comme il y a une certaine probabilité qu'ils se produisent, ils sont présentés sous les passifs éventuels. Il est impossible d'estimer de manière fiable la date à laquelle un tel risque peut se matérialiser ou d'éventuels remboursements. En fonction de l'issue de la procédure judiciaire et fiscale, l'estimation de notre risque de perte peut s'avérer soit trop faible, soit trop élevée. Cependant, dans une grande majorité des cas, les passifs éventuels pour risques juridiques ne se matérialisent jamais et, par conséquent, les montants ne sont pas représentatifs des pertes futures réelles. Au 31 décembre 2024, le passif éventuel pour risques juridiques s'élevait à 596 M€ (exercice précédent : 429 M€) et était liés aux questions matérielles suivantes :

- Un client a poursuivi Commerzbank pour recouvrement de sommes d'argent en avril 2016. Le demandeur exige le remboursement des intérêts qui, à son avis, ont été payés à tort à Commerzbank en vertu d'un accord de règlement, la libération des garanties que Commerzbank détient en garantie d'une demande reconventionnelle contre le demandeur et le remboursement des frais. Le contentieux repose sur une structure fiscale complexe pour les clients entreprises. L'administration fiscale a refusé de reconnaître la structure et le demandeur a répondu en engageant plusieurs procédures fiscales qui se sont révélées infructueuses. La Banque a gagné devant les tribunaux de première et de deuxième instance, et le demandeur a déposé une plainte contre le refus d'autorisation d'appel. Commerzbank continue de se défendre contre la demande.
- Une filiale de Commerzbank ainsi qu'une autre banque ont été poursuivies en dommages-intérêts en février 2020 en raison d'une prétendue collusion injuste sur les prix dans le cadre de la perception de frais de règlement. Le demandeur accuse les défendeurs d'avoir été impliqués dans des accords déloyaux en relation avec des paiements par carte de crédit en violation des lois nationales et européennes sur la concurrence et la protection des consommateurs. La filiale se défend contre la demande.
Une filiale de Commerzbank, ainsi qu'une autre banque, a été poursuivie en dommages-intérêts en mai 2018 en raison d'une prétendue collusion injuste sur les prix dans le cadre de la perception de frais de règlement. Le demandeur accuse les défendeurs d'avoir été impliqués dans des accords déloyaux en relation avec des paiements par carte de crédit en violation des lois nationales et européennes sur la concurrence et la protection des consommateurs. Un recours juridique contre le jugement de deuxième instance en faveur des banques est toujours possible.
En 2018, une filiale de Commerzbank a été poursuivie par un client en réparation d'une réalisation prétendument illégale d'une garantie. La demande est fondée sur la réalisation par la filiale d'une garantie en 2012 pour satisfaire ses créances au titre des opérations de change et de taux d'intérêt. Le client affirme que la réalisation l'a empêché de poursuivre ses activités commerciales. La filiale se défend contre la demande.
Une filiale de la banque a été poursuivie en dommages et intérêts en mai 2023. Un client avait cédé des créances à la filiale pour sécuriser des passifs. Le demandeur est actionnaire du tiers débiteur, qui est insolvable. Le demandeur allègue que le défendeur est responsable de l'insolvabilité et demande réparation. La filiale se défend contre la demande.
Commerzbank et sa filiale russe Commerzbank (Eurasija) ont été poursuivies en Russie par les clients d'un dépositaire central de titres russe. Ce dernier tient un compte à la Commerzbank en Allemagne, qui détiendrait, entre autres, des fonds appartenant aux demandeurs. Le dépositaire central de titres et ses actifs (y compris le solde créditeur du

compte) sont soumis aux sanctions en vigueur. Les demandeurs ne peuvent donc pas accéder à leurs fonds auprès du dépositaire central de titres et demandent plutôt réparation à Commerzbank en Russie.

Dans certains cas, les tribunaux ont condamné Commerzbank et Commerzbank (Eurasija) à payer des dommages-intérêts.

Commerzbank et Commerzbank (Eurasija) ont fait appel ou feront appel dans les différentes procédures. Les tribunaux ont ordonné des saisies contre Commerzbank (Eurasija) dans certaines procédures. Commerzbank et Commerzbank (Eurasija) se défendent contre toutes les demandes.

- En juin 2023 et juin 2024, Commerzbank a été appelée à payer au titre des garanties qu'elle avait émises pour le compte d'un client au profit des partenaires commerciaux du client en Russie. La Banque a refusé de payer au titre des garanties, en partie à cause des sanctions. Aucune procédure judiciaire n'est actuellement en cours à cet égard.

Les passifs éventuels pour risques fiscaux concernent les questions importantes suivantes :

- Depuis septembre 2019, le parquet de Cologne mène des enquêtes auprès de Commerzbank dans le cadre d'opérations sur capitaux propres aux alentours de la date d'enregistrement des dividendes (opérations cum-ex). Elle enquête sur des soupçons que la Banque (y compris Dresdner Bank) a été impliquée dans des transactions cum-ex dans divers rôles, y compris en fournissant des actions à des tiers qui auraient agi en tant que vendeurs à découvert. Selon l'interprétation actuelle, ces procédures n'impliquent pas les propres créances de crédit d'impôt de Commerzbank en ce qui concerne l'impôt sur les plus-values et la surtaxe de solidarité sur les dividendes. La Banque coopère pleinement avec les autorités menant des enquêtes sur les transactions cum-ex.

Autres obligations de financement conditionnel

Commerzbank a profité de l'occasion pour payer une partie de ses cotisations obligatoires pour le prélèvement bancaire de l'UE et le système d'indemnisation des banques privées allemandes sous la forme de garanties en espèces et d'engagements de paiement irrévocables (EPI). Au cours de l'exercice 2024, une garantie en espèces d'un montant de 0 M€ (exercice précédent : 42 M€) a été déposée pour le prélèvement bancaire de l'UE et 35 M€ (exercice précédent : 30 M€) pour le système de compensation des banques privées allemandes. Depuis 2015, un total cumulé de 181 M€ (exercice précédent : 181 M€) a été déposé pour le prélèvement bancaire de l'UE et 141 M€ (exercice précédent : 106 M€) pour le système d'indemnisation des banques privées allemandes. Les garanties en espèces sont comptabilisées sous la rubrique Autres actifs.

À la suite d'un arrêt de la Cour européenne de justice (CEJ) rendu à l'encontre d'une autre banque le 25 octobre 2023 (T-688/21), qui a confirmé la rétention, en cas de retrait de l'agrément d'une banque, des cotisations d'un montant égal aux EPI qu'elle avait versées, Commerzbank a réexaminé au cours de l'exercice 2024 son traitement comptable des garanties qu'elle avait fournies et des EPI qu'elle avait versés. Étant donné que le demandeur a interjeté appel de cette décision, une décision finale de la CEJ n'est pas attendue avant un certain temps. Dans les états financiers annuels au 31 décembre 2024, les garanties en espèces et en titres fournies sont toujours inscrites à l'actif en tant qu'autres actifs. Commerzbank considère que l'évaluation des garanties en espèces à leur valeur nominale est appropriée en raison de la possibilité d'une échéance quotidienne ou de l'interchangeabilité fondamentale des garanties en titres.

Elle continuera à traiter les engagements de paiement irrévocables comme des passifs éventuels. Cela repose sur l'hypothèse qu'il est peu probable que l'autorisation de Commerzbank soit retirée et qu'aucun événement significatif de résolution ou de compensation qui devra être couvert par les régimes de protection pertinents n'est attendu dans un avenir prévisible. Si les hypothèses sous-tendant l'approche comptable actuelle changent, cela pourrait entraîner des charges futures sur les bénéfices allant jusqu'à 322 M€ (exercice précédent : 287 M€) dans le cadre des EPI.

60. – Information sectorielle

L'information sectorielle reflète les résultats des secteurs opérationnels au sein du Groupe Commerzbank. L'information sectorielle suivante se base sur IFRS 8 Secteurs opérationnels, qui applique l'approche de gestion. L'information sectorielle est préparée sur la base de rapports de gestion internes, sur lesquels le principal décideur opérationnel s'appuie pour évaluer la performance des secteurs opérationnels et déterminer l'allocation des ressources aux secteurs opérationnels. Au sein du Groupe Commerzbank, la fonction de principal décideur opérationnel est exercée par le conseil d'administration. Dans notre information sectorielle, nous présentons séparément les deux segments d'activité des clients privés et des petites entreprises et des clients entreprises. Cela reflète la structure organisationnelle du Groupe Commerzbank et constitue la base du reporting de gestion interne. Les segments d'activité sont définis par des différences dans leurs produits, services et/ou groupes cibles de clients.

Il n'y a eu aucun changement dans la structure de l'organisation interne qui a modifié la composition des secteurs à déclarer en 2024.

De plus amples informations sur les secteurs sont fournies dans la section Rapport de gestion combiné du présent rapport annuel. Le besoin en capital des secteurs opérationnels pour les actifs pondérés en fonction des risques est de 12,7 % (exercice précédent : 12,7 %).

La performance de chaque secteur est mesurée en termes de résultat d'exploitation et de résultat avant impôt, ainsi qu'en termes de rendement opérationnel des capitaux propres et de ratio coût/revenu. Le résultat d'exploitation est défini comme la somme des produits d'intérêts nets, des produits de dividendes, du résultat du risque, des produits nets de commissions, des produits nets d'actifs et de passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, des produits nets de la comptabilité de couverture, des autres produits nets d'instruments financiers, des produits nets courants des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et des autres produits nets diminués des charges d'exploitation et des cotisations obligatoires. Le résultat d'exploitation ne comprend aucune dépréciation du goodwill ou des charges de restructuration. Comme nous déclarons les bénéfices avant impôt, les participations ne donnant pas le contrôle sont incluses dans les chiffres pour le résultat net et le capital moyen utilisé. L'ensemble du chiffre d'affaires dont un segment est responsable est ainsi pris en compte dans le résultat avant impôt. Lorsque l'on montre l'élimination des bénéfices intragroupe des transactions intragroupe dans l'information sectorielle, le secteur cédant est traité comme si la transaction avait eu lieu en dehors du Groupe. Les profits et pertes intragroupe sont donc éliminés dans Autres et Consolidation.

Le rendement d'exploitation des capitaux propres est calculé comme le rapport entre le bénéfice d'exploitation et le capital moyen utilisé. Il montre le rendement du capital utilisé dans un segment donné.

Le ratio coûts-revenus dans les activités opérationnelles reflète la rentabilité des différents segments. Il est calculé à partir du rapport entre la somme des charges d'exploitation et des cotisations obligatoires et le résultat avant risque. Nous rapportons également un ratio coûts/revenus dans les activités d'exploitation qui exclut les cotisations obligatoires, pour tenir compte du fait que ce poste ne peut être influencé ni en termes de montant ni en termes de périodicité.

Les produits et les charges sont déclarés au sein des secteurs par unité d'origine et aux prix du marché, la méthode du taux d'intérêt du marché étant utilisée pour les opérations d'intérêt. Les coûts de financement réels des participations spécifiques à l'entreprise des secteurs sont indiqués dans les produits d'intérêts nets. Le rendement du capital utilisé du Groupe est affecté au revenu net d'intérêts des différents secteurs proportionnellement au capital moyen utilisé dans le secteur. Le taux d'intérêt utilisé est le taux sans risque à long terme sur le marché des capitaux. Les produits d'intérêts nets contiennent également des coûts de liquidité. Ces coûts comprennent à la fois les coûts de financement payés de l'extérieur ainsi que l'allocation complète des coûts de liquidité aux entreprises et aux secteurs sur la base de notre système de prix de transfert pour les coûts de liquidité. Ce système est utilisé pour affecter les charges d'intérêts résultant du financement externe de la Banque aux transactions et portefeuilles individuels des secteurs. Cette allocation est basée sur une courbe centrale des prix de liquidité conformément à la causalité des coûts. Le capital moyen utilisé dans les secteurs est calculé sur la base de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques segmentés. Au niveau du Groupe, les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) sont présentés, qui sont utilisés pour calculer le rendement opérationnel des capitaux propres. Le rapprochement du capital moyen employé dans les secteurs avec le capital CET1 du Groupe est réalisé en Autres et Consolidation. Nous déclarons également les actifs et passifs des différents secteurs et les valeurs comptables des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En raison de notre modèle d'entreprise, le bilan sectoriel ne s'équilibre qu'au niveau du Groupe.

Les charges d'exploitation comptabilisées en résultat d'exploitation comprennent les frais de personnel, les frais administratifs (hors apports obligatoires) ainsi que les amortissements, dépréciations et dépréciations sur immobilisations et autres immobilisations incorporelles. Les charges de restructuration et les dépréciations du goodwill sont présentées sous la ligne du résultat d'exploitation dans le résultat avant impôts. Les charges d'exploitation et les cotisations obligatoires sont attribuées aux différents secteurs sur la base du lien de causalité. Les frais indirects liés aux services internes sont facturés à l'utilisateur du service et crédités au segment exécutant le service. La fourniture de services intragroupe est facturée au coût total ou aux prix du marché.

2024 (En millions d'euros.)	Clients privés et petites entreprises	Clients entreprises	Autres et consolidation	Groupe
Marge nette d'intérêt	4 765	2 670	896	8 331
Dividendes reçus	37	4	3	44
Résultat du risque	- 166	- 564	- 14	- 743
Commissions nettes perçues	2 313	1 379	- 54	3 638
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-28	637	- 654	-46
Produit net de la comptabilité de couverture	10	1	15	25
Autre résultat net des instruments financiers	-23	13	135	125
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-3	3	0	1
Autre résultat net	-928	17	- 100	- 1 011
Résultat avant résultat du risque	6 142	4 724	240	11 106
Résultat avant résultat du risque	5 976	4 160	227	10 363
Charges d'exploitation	3 735	2 097	411	6 244
Cotisations obligatoires	281	2	- 0	283
Résultat d'exploitation	1 960	2 060	- 184	3 837
Dépréciations du goodwill	-	-	-	-
Charges de restructuration	-	-	3	3
Résultat avant impôts	1 960	2 060	- 187	3 833
Actifs	188 928	150 785	214 932	554 646

Passifs	242 721	181 374	130 550	554 646
Valeur comptable des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	47	119	-	166
Moyenne des capitaux employés (1)	7 004	10 175	8 450	25 630
Rendement opérationnel des fonds propres (%)	28,0	20,2	-	15,0
Ratio coûts/revenus dans les activités d'exploitation (hors cotisations obligatoires) (%)	60,8	44,4	-	56,2
Ratio coûts/revenus dans les activités d'exploitation (cotisations obligatoires comprises) (%)	65,4	44,5	-	58,8

(1) Capital CET1 moyen. Rapprochement effectué dans Autres et Consolidation.

2023 (En millions d'euros.) (1)	Clients privés et petites entreprises	Clients entreprises	Autres et consolidation	Groupe
Marge nette d'intérêt	4 384	2 782	1 202	8 368
Dividendes reçus	18	4	4	26
Résultat du risque	-472	- 155	8	- 618
Commissions nettes perçues	2 147	1 284	- 45	3 386
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	- 173	463	- 650	-359
Produit net de la comptabilité de couverture	- 3	- 0	43	39
Autre résultat net des instruments financiers	14	- 2	41	52
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	- 1	5	-	4
Autre résultat net	- 1 016	- 50	11	- 1 055
Résultat avant résultat du risque	5 369	4 486	606	10 461
Résultat avant résultat du risque	4 898	4 331	614	9 843
Charges d'exploitation	3 575	2 112	319	6 006
Cotisations obligatoires	303	73	40	415
Résultat d'exploitation	1 019	2 147	255	3 421
Dépréciations du goodwill	-	-	-	-
Charges de restructuration	-	-	18	18
Résultat avant impôts	1 019	2 147	237	3 403
Actifs	179 698	134 480	202 988	517 166
Passifs	228 338	168 997	119 831	517 166
Valeur comptable des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	13	129	-	142
Moyenne des capitaux employés (2)	6 769	10 481	7 695	24 945
Rendement opérationnel des fonds propres (%)	15,1	20,5	-	13,7
Ratio coûts/revenus dans les activités d'exploitation (hors cotisations obligatoires) (%)	66,6	47,1	-	57,4
Ratio coûts/revenus dans les activités d'exploitation (cotisations obligatoires comprises) (%)	72,2	48,7	-	61,4

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison d'IFRS 8.29.

(2) Capital CET1 moyen. Rapprochement effectué dans Autres et Consolidation.

2024 (En millions d'euros.)	Autres pays	Consolidation	Autres et consolidation
Marge nette d'intérêt	906	- 10	896
Dividendes reçus	3	-	3
Résultat du risque	- 14	-	- 14
Commissions nettes perçues	-48	- 6	- 54
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	- 654	0	- 654
Produit net de la comptabilité de couverture	15	-	15
Autre résultat net des instruments financiers	135	-	135
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0	-	0
Autre résultat net	- 111	11	- 100
Résultat avant résultat du risque	246	- 5	240
Résultat avant résultat du risque	232	-5	227
Charges d'exploitation	410	1	411
Cotisations obligatoires	-0	-	- 0
Résultat d'exploitation	- 178	-6	- 184
Dépréciations du goodwill	-	-	-
Charges de restructuration	3	-	3
Résultat avant impôts	- 181	-6	- 187
Actifs	213 881	1 052	214 932
Passifs	129 352	1 198	130 550

2023 (En millions d'euros.) (1)	Autres pays	Consolidation	Autres et consolidation
Marge nette d'intérêt	1 213	- 11	1 202
Dividendes reçus	4	-	4
Résultat du risque	8	-	8
Commissions nettes perçues	- 39	- 6	- 45
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-703	54	- 650
Produit net de la comptabilité de couverture	43	-	43
Autre résultat net des instruments financiers	41	0	41
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-
Autre résultat net	11	0	11
Résultat avant résultat du risque	569	37	606
Résultat avant résultat du risque	577	37	614
Charges d'exploitation	332	- 13	319
Cotisations obligatoires	40	- 0	40
Résultat d'exploitation	205	50	255
Dépréciations du goodwill	-	-	-
Charges de restructuration	18	-	18
Résultat avant impôts	187	50	237
Actifs	201 538	1 450	202 988
Passifs	118 311	1 520	119 831

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison d'IFRS 8.29.

Sous « Consolidation », nous rapportons les éléments de consolidation et de rapprochement des résultats des secteurs et « Autres » affectant les états financiers du Groupe. Cela concerne principalement les éléments suivants :

- Élimination des gains nets ou pertes nettes d'évaluation sur les obligations propres encourus dans les secteurs ;
- Effets de la consolidation des transactions intragroupe entre secteurs ;
- Effets de la consolidation des dépenses et des revenus ; et
- Produits et charges d'exploitation de personnel et des fonctions de direction, qui sont imputés aux secteurs et autres.

La ventilation de l'information sectorielle par région géographique, qui est essentiellement basée sur la localisation de la succursale ou de l'entité du groupe, était la suivante :

2024 (En millions d'euros.)	Allemagne	Europe sans Allemagne	Amérique	Asie	Autre	Total
Résultat avant résultat du risque	7 898	2 699	306	203	-	11 106
Encours pondérés des risques de crédit	97 510	35 258	5 247	3 693	-	141 708

2023 (En millions d'euros.)	Allemagne	Europe sans Allemagne	Amérique	Asie	Autres pays	Total
Résultat avant résultat du risque	7 710	2 471	89	191	-	10 461
Encours pondérés des risques de crédit	103 042	31 744	5 707	3 551	-	144 044

Sur le revenu avant provisions pour pertes sur prêts en Europe (hors Allemagne), environ 17 % provenaient de nos parts au Royaume-Uni (exercice précédent : 19 %), 67 % de nos unités en Pologne (exercice précédent : 54 %) et 2 % de nos unités à Luxembourg (exercice précédent : 3 %). Au lieu d'actifs à long terme, nous déclarons les actifs pondérés pour les risques de crédit. Sur les actifs pondérés des risques de crédit en Europe (hors Allemagne), environ 58 % provenaient de nos unités en Pologne (exercice précédent : 53 %), 25 % par nos unités au Royaume-Uni (exercice précédent : 28 %) et 5 % par nos unités à Luxembourg (exercice précédent : 7 %).

Conformément à IFRS 8.32, Commerzbank a décidé de ne pas fournir de ventilation du revenu total du Groupe Commerzbank par produits et services. Nous avons décidé de ne pas collecter ces données pour des raisons d'efficacité, car elles ne sont utilisées ni pour les activités de gestion interne ni pour les rapports de gestion.

Autres notes annexes

61. – Notes annexes sur l'état des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composaient des éléments suivants et sont donc identiques aux fonds en caisse et fonds à vue :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Fonds en caisse	1 078	1 108	-2,7
Avoirs auprès des banques centrales	27 112	27 305	-0,7
Dépôts quotidiens dus à vue auprès des banques	44 811	64 712	-30,8
Dette émise par des emprunteurs du secteur public			
Total	73 001	93 126	-21,6

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de l'exercice 2024 comprennent les effets de la consolidation initiale des sociétés (voir note 8). Il n'y a pas eu d'effets de déconsolidation des sociétés au cours de l'exercice 2024 ni au cours de l'exercice précédent.

L'état des flux de trésorerie montre la structure et l'évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice. Il est ventilé entre les activités d'exploitation, les activités d'investissement et les activités de financement.

La trésorerie nette provenant des activités d'exploitation comprend les paiements (entrées et sorties) relatifs aux prêts et avances ainsi qu'aux titres et autres actifs. Les augmentations et les diminutions des dépôts, des obligations et des autres passifs appartiennent également aux activités d'exploitation. Les paiements d'intérêts et de dividendes résultant des activités d'exploitation sont également reflétés dans la trésorerie nette provenant des activités d'exploitation.

Les variations de la trésorerie nette provenant des activités d'exploitation résultent également des cessions de sociétés consolidées. Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu des actifs et des passifs aux dates de cession :

Actif (En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers - Coût amorti	-	-
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	-	-
Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation	-	11
Actifs immobilisés	-	-
Autres actifs	-	2
Passif (En millions d'euros.)		
Passifs financiers - Coût amorti	-	-
Passifs financiers - Option de la juste valeur	-	-
Passifs financiers - Détenus à des fins de négociation	-	-
Autres passifs	-	6

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement est constituée des flux de trésorerie liés aux opérations de paiement des immobilisations incorporelles, des immobilisations et des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La trésorerie nette provenant des activités de financement se compose du produit des augmentations de capital ainsi que des paiements effectués ou reçus sur les dépôts subordonnés et les titres de créance. Les dividendes versés sont également inscrits ici.

Les liquidités comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui peuvent être directement convertis en actifs liquides et ne sont soumis qu'à un risque de fluctuation de valeur insignifiant. Nous incluons ici le poste « Fonds en caisse et fonds à vue », qui contient les fonds en caisse, les soldes détenus auprès des banques centrales, les dépôts à vue auprès des banques dus à la demande et la dette émise par les emprunteurs du secteur public.

La capacité du Groupe Commerzbank à accéder aux entrées ou sorties de trésorerie des filiales, y compris les sociétés structurées, les entreprises associées et les coentreprises, peut être soumise à des restrictions légales, réglementaires et contractuelles.

En ce qui concerne le Groupe Commerzbank, l'état des flux de trésorerie n'est pas très informatif. L'état des flux de trésorerie ne remplace pas la planification de la liquidité/financière pour nous, ni n'est utilisé comme outil de gestion.

Le tableau suivant présente les variations de la dette net :

(En millions d'euros.) (1)	2024	2023
Dette nette au 01/01/	9 793	10 004
Variations de la trésorerie nette issue des opérations de financement	565	- 1 289
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-
Variations des taux de change	223	-77
Variation des autres positions sans effet sur la trésorerie	1 956	1 155
Dette nette au 31/12/	12 538	9 793

(1) Afin d'améliorer et d'unifier la présentation des distributions, les dividendes sur les composantes de capitaux propres additionnelles de la trésorerie nette provenant des activités d'exploitation (intérêts versés) ont été reclassés en trésorerie nette provenant des activités de financement (voir l'état des flux de trésorerie).

Capitaux propres et fonds propres réglementaires déclarés

62. – Structure des capitaux propres selon les IFRS

Capital souscrit

Le capital souscrit (capital social) de Commerzbank Aktiengesellschaft conformément aux statuts de la Banque est constitué d’actions sans valeur nominale, chacune d’une valeur nominale comptable de 1,00 €. Son capital social, conformément aux statuts de la Banque, a été réduit en raison d’un programme de rachat d’actions au premier trimestre 2024 (voir l’état des variations des capitaux propres). Au 31 décembre 2024, il s’élevait à 1 185 M€ (exercice précédent : 1 240 M€). Les actions sont émises au porteur.

Les actions rachetées sont déduites du capital social conformément aux statuts de la Banque à une valeur nominale comptable de 1,00 € chacune. Un autre rachat d’actions a commencé en novembre 2024. En conséquence, 31 078 067 actions propres étaient détenues au 31 décembre 2024. Le capital souscrit a ainsi été réduit à 1 154 M€. Il n’y a pas de droits préférentiels ou de restrictions sur le paiement de dividendes à la Commerzbank Aktiengesellschaft. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Capital conditionnel

Le capital conditionnel est destiné à être utilisé pour l’émission d’obligations convertibles ou d’obligations assorties de bons de souscription et de certificats de participation aux bénéfices assortis de droits de conversion ou d’option. Aucun capital conditionnel n’était disponible au cours de l’exercice et de l’exercice précédent.

Capital autorisé

Date de la résolution de l’AGA (En millions d’euros.)	Montant initial	Utilisé au cours des exercices précédents pour les augmentations de capital	Utilisé pour les augmentations de capital	Autorisation expirée	Montant résiduel	Date d’expiration
31/05/2023	564	-	-	-	564	30.5.2028
Total	564	-	-	-	564	

Les conditions des augmentations de capital à partir du capital autorisé au 31 décembre 2024 sont stipulées dans les statuts de Commerzbank Aktiengesellschaft en date du 19 juin 2024.

Le conseil d’administration est autorisé à augmenter le capital social de la Société jusqu’au 30 mai 2028, avec l’accord du conseil de surveillance, en émettant de nouvelles actions ordinaires en échange d’apports en numéraire une ou plusieurs fois, mais jusqu’à un montant total maximum de 438 325 172,00 € (Capital autorisé 2023/1). Les actionnaires doivent généralement se voir accorder un droit de souscription ; le droit de souscription statutaire peut également être accordé de telle sorte que les actions nouvelles soient prises en charge par un ou plusieurs établissements de crédit ou sociétés équivalentes aux établissements de crédit en vertu de l’article 186 (5) phrase 1 AktG avec l’obligation d’offrir ces actions à la souscription aux actionnaires de Commerzbank Aktiengesellschaft. Toutefois, le conseil d’administration est autorisé, avec l’accord du conseil de surveillance, à exclure le droit de souscription dans les situations suivantes :

- afin de supprimer les montants restants du droit de souscription ;
- afin d’émettre des actions d’employés aux employés de Commerzbank Aktiengesellschaft et aux sociétés dans lesquelles Commerzbank Aktien-gesellschaft détient une majorité directe ou indirecte (sociétés du groupe au sens de l’article 18 (1) AktG) à concurrence d’un montant proportionnel au capital social de 15 000 000,00 €.

Si des actions sont émises aux employés de la Société ou des sociétés de son groupe au sens de l’article 18 (1) AktG en échange d’apports en numéraire à l’exclusion du droit de souscription des actionnaires, le montant proportionnel du capital social attribuable à ces actions au total ne peut excéder 3 % du capital social de la Société existant au moment où l’assemblée générale adopte la résolution. Le capital social proportionnel attribuable aux actions qui sont émises ou vendues aux membres du conseil d’administration, aux membres de la haute direction ou aux employés de la Société ou des sociétés de son groupe au sens de l’article 18 (1) AktG en échange d’apports en numéraire ou en nature pendant la durée de l’autorisation mais en vertu d’une autre autorisation qui exclut le droit de souscription des actionnaires sera crédité sur cette limite de 3 %. Le conseil d’administration est habilité à fixer les modalités complémentaires de l’augmentation de capital et de sa réalisation.

Le conseil d’administration est autorisé à augmenter le capital social de la Société jusqu’au 30 mai 2028, avec l’approbation du conseil de surveillance, en émettant de nouvelles actions sans valeur nominale en échange d’apports en numéraire ou d’apports en nature une ou plusieurs fois, mais à concurrence d’un montant total maximum de 125 235 763,00 € (Capital autorisé 2023/11).

Les actionnaires doivent généralement se voir accorder un droit de souscription ; le droit de souscription statutaire peut également être accordé de telle sorte que les actions nouvelles soient prises en charge par un ou plusieurs établissements de crédit ou sociétés équivalentes aux établissements de crédit en vertu de l'article 186 (5) phrase 1 AktG avec l'obligation d'offrir ces actions à la souscription aux actionnaires de Commerzbank Aktiengesellschaft. Toutefois, le conseil d'administration est autorisé, avec l'accord du conseil de surveillance, à exclure le droit de souscription dans les situations suivantes ;

- afin de supprimer les montants restants du droit de souscription ;
- afin d'accorder un droit de souscription aux titulaires de droits de conversion ou de bons de souscription émis ou à émettre par Commerzbank Aktiengesellschaft ou par des sociétés dans lesquelles Commerzbank Aktiengesellschaft détient directement ou indirectement une participation majoritaire (sociétés du groupe au sens de l'article 18 (1) AktG) qu'ils auraient après avoir exercé le droit de conversion le bon de souscription ou après avoir rempli une obligation correspondante de convertir ou d'exercer un droit de souscription ;
- afin d'augmenter le capital social en échange d'apports en nature ;
- dans le cas d'augmentations de capital en échange d'apports en numéraire, si le montant émis des actions nouvelles n'est pas sensiblement inférieur au cours de bourse des actions de la Société présentant les mêmes caractéristiques au moment où le prix d'émission est fixé. Les actions émises à l'exclusion du droit de souscription en vertu de l'article 203 (1), 186 (3) phrase 4 AktG sur la base de cette autorisation au total ne peut excéder 10 % du capital social de la Société au moment où la présente autorisation prend effet ou, si elle est inférieure, au moment où cette autorisation est exercée. La limite maximale de 10 % du capital social est réduite du montant proportionnel du capital social attribuable aux actions propres de la Société qui sont vendues pendant la durée du capital autorisé 2023/11, à l'exclusion du droit de souscription des actionnaires conformément à l'article 71 (1) no 8 phrase 5. 186 (3) phrase 4 AktG. La limite maximale est également réduite du montant proportionnel du capital social attribuable aux actions qui sont utilisées pour servir des obligations assorties de droits de bons de souscription ou de droits de conversion ou d'une obligation d'exercer un bon de souscription ou une obligation de conversion, si les obligations sont émises pendant la durée du capital autorisé 2023/11, à l'exclusion du droit de souscription en application correspondante de l'article 186 (3) phrase 4 AktG.

Le montant proportionnel du capital social attribuable aux actions émises à l'exclusion du droit de souscription des actionnaires en échange d'apports en espèces ou en nature ne peut excéder au total 10 % du capital social de la société existant au moment de l'adoption de la résolution par l'assemblée générale. Sous réserve de toute autorisation renouvelée à l'exclusion du droit de souscription décidée par une future assemblée générale, les actions qui sont émises pendant la durée de la présente autorisation ou de toute autre autorisation à l'exclusion du droit de souscription ou qui concernent des instruments de financement avec des droits de conversion ou des bons de souscription ou des obligations de convertir ou d'exercer des bons de souscription qui sont émis pendant la durée de l'autorisation en vertu de toute autre autorisation qui exclut le droit de souscription des actionnaires seront crédités sur cette limite. Si des actions sont émises à l'exclusion du droit de souscription des actionnaires aux membres du conseil d'administration, aux membres de la haute direction ou aux employés de Commerzbank Aktiengesellschaft et des sociétés de son groupe au sens de l'article 18 (1) AktG en échange d'un apport en nature consistant en l'apport de créances sur la Société ou les sociétés de son groupe au titre de composantes variables de la rémunération, de paiements de primes ou de créances similaires, le conseil d'administration ne peut faire usage de l'autorisation qu'à concurrence d'un montant total maximal de 3 % du capital social existant au moment de l'adoption de la résolution par l'assemblée générale. Le capital social proportionnel attribuable aux actions qui sont émises ou vendues aux membres du conseil d'administration, aux membres de la haute direction ou aux employés de la Société ou des sociétés de son groupe au sens de l'article 18 (1) AktG en échange d'apports en numéraire ou en nature pendant la durée de l'autorisation mais en vertu d'une autre autorisation qui exclut le droit de souscription des actionnaires sera crédité sur cette limite de 3 %. Le conseil d'administration est habilité à fixer les modalités complémentaires de l'augmentation de capital et de sa réalisation.

63. – Chiffres réglementaires clés sélectionnés

Le graphique suivant montre la composition des fonds propres et des actifs pondérés en fonction des risques du Groupe Commerzbank, ainsi que ses ratios de fonds propres conformément au règlement sur les exigences de fonds propres (CRR), y compris les dispositions transitoires appliquées.

	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Fonds propres de base de catégorie 1 (1) (En milliards d'euros.)	26,2	25,7	1,9
Fonds propres de catégorie 1 (En milliards d'euros.)	30,6	28,9	5,6
Capitaux propres 1 (En milliards d'euros.)	36,3	33,9	7,1
Encours pondérés des risques (En milliards d'euros.)	173,4	175,1	- 1,0
dont risque de crédit maximal	141,7	144,0	- 1,6
dont risque de marché (2)	7,6	8,3	-8,5
dont risque opérationnel	24,1	22,8	5,7

Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (En %.)	15,1	14,7	2,9
Ratio de fonds propres de catégorie 1 (En %.)	17,6	16,5	6,7
Ratio fonds propres totaux (En %.)	20,9	19,3	8,2

(1) Ces informations comprennent le bénéfice consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank à des fins réglementaires.

(2) Comprend le risque d'ajustement de l'évaluation de crédit.

Le ratio de levier indique le ratio de fonds propres de catégorie 1 par rapport au ratio de levier, composé des actifs non pondérés en fonction des risques plus les positions hors bilan, conformément au CRR.

	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Exposition au ratio de levier (En milliards d'euros.)	633	592	6,8
Ratio de levier (En %.)	4,8	4,9	- 1,1

Le ratio NPE est le ratio des expositions non performantes par rapport aux expositions totales selon le tableau de bord des risques de l'ABE.

	31/12/2024	31/12/2023	Variations en %
Ratio NPE (En %.)	1,1	0,8	27,3

En tant que banque, Commerzbank Aktiengesellschaft est tenue de préparer un rapport d'information trimestriel conformément au CRR. Pour la gestion du capital et de plus amples informations sur les capitaux propres, voir le rapport d'information le plus récent conformément au CRR.

64. – Effectif moyen du personnel employé par la Banque au cours de l'exercice financier

Ces chiffres comprennent à la fois le personnel à temps plein et à temps partiel. Le nombre moyen d'employés en formation dans le Groupe n'est pas pris en compte.

	2024			2023		
	Total	hommes	femmes	Total	hommes	femmes
Groupe	40 960	19 456	21 504	40 603	19 286	21 317
En Allemagne	26 646	12 790	13 856	26 985	12 899	14 086
En dehors de l'Allemagne	14 314	6 666	7 648	13 618	6 388	7 231

65. – Opérations avec des parties liées

Dans le cadre de ses activités normales, Commerzbank Aktiengesellschaft et/ou ses sociétés consolidées effectuent des opérations avec des entités et des personnes liées. Il s'agit également des filiales contrôlées mais non consolidées pour des raisons d'importance relative, des coentreprises, des entreprises associées, des prestataires externes de pensions professionnelles pour les employés de Commerzbank Aktiengesellschaft, des principaux dirigeants et des membres de leur famille, ainsi que des sociétés et coentreprises contrôlées par ces personnes. Les transactions bancaires avec des parties liées sont effectuées aux conditions normales du marché. Dans certains cas, les chiffres de l'exercice précédent ont été ajustés en raison de changements dans les allocations.

Les principaux dirigeants désignent exclusivement les membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance de Commerzbank Aktiengesellschaft qui étaient actifs au cours de l'exercice.

Outre la participation détenue par le gouvernement fédéral allemand, d'autres facteurs (y compris la composition du conseil de surveillance) qui pourraient potentiellement permettre d'exercer une influence significative sur Commerzbank Aktiengesellschaft doivent également être pris en compte. En conséquence, le gouvernement fédéral allemand et les entités qu'il contrôle sont classés comme des entités et des personnes liées selon IAS 24.

Opérations avec les filiales non consolidées

Les actifs relatifs aux filiales non consolidées s'élèvent à 136 M€ (exercice précédent : 118 M€) au 31 décembre 2024 ils incluaient principalement les prêts et avances. Les passifs d'un montant de 160 M€ (exercice précédent : 166 M€) comprenaient principalement des dépôts. Les revenus d'un montant de 39 M€ (exercice précédent : 33 M€) comprenaient principalement les produits d'intérêts et de commissions ainsi que le gain net ou la perte nette résultant de la négociation et de la réévaluation. Les charges d'un montant de 66 M€ (exercice précédent : 64 M€) provenaient en grande partie de biens et services. Dans le cadre de ses activités bancaires ordinaires, la Banque a accordé des garanties et des sûretés pour un montant total de 91 M€ (exercice précédent : 86 M€).

Opérations avec des coentreprises

Les actifs relatifs aux coentreprises de 51 M€ (exercice précédent : 24 M€) incluaient principalement les prêts et créances au 31 décembre 2024.

Les passifs d'un montant de 3 M€ (exercice précédent : 0 M€) comprenaient principalement des dépôts. Comme au cours de l'exercice précédent, aucune opération significative n'a eu lieu avec des coentreprises.

Opérations avec des entreprises associées

Les actifs relatifs aux entreprises associées d'un montant de 3 M€ (exercice précédent : 3 M€) au 31 décembre 2024 incluaient principalement des actifs financiers. Les passifs d'un montant de 39 M€ (exercice précédent : 20 M€) comprenaient principalement des dépôts. Les revenus d'un montant de 3 M€ (exercice précédent : 6 M€) résultaient principalement des produits d'intérêts. Les charges de l'exercice 2024 se sont élevées à 9 M€ et résultaient principalement des amortissements et dépréciations (exercice précédent : 16 M€). Dans le cadre de ses activités bancaires ordinaires, la Banque a accordé des garanties et des sûretés pour un montant total de 2 M€ (exercice précédent : 3 M€).

Opérations avec d'autres entités/personnes liées

Les actifs relatifs à d'autres entités/personnes liées se sont élevés à 3 M€ (exercice précédent : 3 M€). Les passifs d'un montant de 376 M€ (exercice précédent : 206 M€) comprenaient principalement des dépôts. Les dépôts étaient principalement attribuables à des prestataires externes de pensions professionnelles. Les revenus se sont élevés à 1 M€ (exercice précédent : 0 M€). Les charges de 15 M€ (exercice précédent : 16 M€) résultaient principalement des charges d'intérêts. Comme pour l'exercice 2023, aucune garantie ou sûreté substantielle n'a été accordée dans le cadre des activités bancaires ordinaires de la Banque.

Opérations avec des entités contrôlées par le gouvernement fédéral allemand

Commerzbank a des opérations avec des filiales de droit privé du gouvernement fédéral allemand ainsi qu'avec la Deutsche Bundesbank. Les actifs relatifs aux entités contrôlées par le gouvernement fédéral allemand au 31 décembre 2024 s'élevaient à 44 740 M€ (exercice précédent : 61 470 M€) comprenaient principalement des prêts et avances et des dépôts auprès de la Deutsche Bundesbank pour un total de 42 703 M€ (exercice précédent : 60 175 M€). Sur les passifs relatifs aux entités contrôlées par le gouvernement fédéral allemand d'un montant de 9 573 M€ (exercice précédent : 11 259 M€), 9 414 M€ étaient des dépôts (exercice précédent : 11 230 M€).

Au 31 décembre 2024, la Banque avait accordé des garanties et des sûretés pour un montant total de 134 M€ (exercice précédent : 115 M€) aux entités contrôlées par le gouvernement fédéral allemand. Le revenu de 2 756 M€ (exercice précédent : 2 579 M€) a résulté principalement des produits d'intérêts. Les charges de 45 M€ (exercice précédent : 15 M€) provenaient principalement des produits d'intérêts.

Opérations avec les principaux dirigeants

Les actifs relatifs aux principaux dirigeants pour un montant de 6 M€ (exercice précédent : 8 M€) au 31 décembre 2024 comprenaient des prêts et avances. Il s'agissait essentiellement de prêts hypothécaires. Les passifs envers les principaux dirigeants s'élevaient à 8 M€ (exercice précédent : 7 M€) incluaient des dépôts. Les charges représentent des frais de personnel d'un montant de 66 M€ (exercice précédent : 23 M€) et incluaient la rémunération des principaux dirigeants, les salaires des représentants du personnel au conseil de surveillance qui sont employés par le Groupe Commerzbank.

Les créances concernant les principaux dirigeants étaient les suivantes :

	Conseil d'administration		Conseil de surveillance	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Créances (1 000 €) (1)	367	2 384	5 370	5 489
Dernière échéance (2)	2032	2058	2060	2060
Plage des taux d'intérêt utilisés (En %.) (3)	0,75 - 1,66	0,75 - 5,25	0,38 - 2,15	0,38-2,15

(1) Les membres du conseil d'administration ont remboursé 16 000 € (exercice précédent : 51 000 €) et les membres du conseil de surveillance ont remboursé 126 000 € (exercice précédent : 115 000 €).

(2) Outre les prêts à dates de remboursement fixes, des prêts sans échéance déterminée ont été accordés.

(3) Dans des cas individuels, jusqu'à 13,2 % (exercice précédent : 16,1 %) ont été imputés pour les découverts du conseil d'administration et jusqu'à 16,2 % (exercice précédent : 16,8 %) pour les découverts du conseil de surveillance.

Le cas échéant, les prêts aux membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance ont été garantis par des charges foncières ou des privilèges.

Exception faite des garanties locatives, les sociétés du Groupe Commerzbank n'ont eu aucun passif éventuel relatif aux membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance au cours de l'exercice sous revue.

Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente une ventilation de la rémunération totale du conseil d'administration conformément à IAS 24.17 et à l'article 314 (1) no 6a phrase 1 HGB. La charge selon la classification IAS 24 est basée sur la réglementation des normes sous-jacentes (IAS 19 et IFRS 2). Les avantages du personnel à court terme comprennent, par exemple, les avantages non monétaires standard.

1 000 €	2024	2023
Avantages du personnel à court terme	9 349	9 986
Avantages postérieurs à l'emploi (coûts des services)	2 738	2 736
Autres avantages à long terme	1 426	1 505
Indemnités de licenciement (1)	6 082	-
Rémunération fondée sur des actions	3 565	3 762
Rémunération totale selon IAS 24.17	23 160	17 989
Avantages postérieurs à l'emploi	- 2 738	-2 736
Indemnités de licenciement	- 6 082	-
Autres différences entre les IFRS et l'article 314 (1) no 6a phrase 1 HGB	- 3 404	-3 432
Rémunération totale selon IAS 24.17 314 (1) no 6a phrase 1 HGB	10 936	11 821

(1) Les indemnités de licenciement concernent le Dr Manfred Knof et le Dr Jorg Oliveri del Castillo-Schulz.

La rémunération totale conformément à l'article 314 (1) no 6a phrase 1 et à l'article 285 no 9a HGB pour les membres du conseil d'administration ne comprend pas les paiements des composantes à long terme de la rémunération pour l'exercice 2024, car ceux-ci ne peuvent être accordés par le conseil de surveillance de manière juridiquement contraignante qu'après une période de conservation de 5 à 7 ans et la réalisation d'une évaluation rétrospective des performances. Aucune évaluation rétrospective des performances n'a été réalisée et aucune composante à long terme n'a été accordée au cours de l'exercice 2024. L'évaluation rétrospective des performances et l'octroi de composantes à long terme pour l'exercice 2019 ont eu lieu en février 2025. La rémunération totale de l'exercice 2023 comprenait le paiement des composantes à long terme de la rémunération de l'exercice 2018, celles-ci ayant été accordées de manière juridiquement contraignante au cours de l'exercice 2023. La rémunération totale de l'exercice 2023 comprenait également 157 429 actions virtuelles d'une valeur totale de 1 674 milliers d'euros, qui seront libérées en janvier 2025 au prix de l'action alors en vigueur. Ces actions virtuelles ont été incluses dans la rémunération totale conformément à la norme comptable allemande no 17 (DRS 17) au cours de l'action le jour où elles ont été accordées par le conseil de surveillance, plus un ajustement du dividende pour les dividendes versés après l'exercice 2018.

La valeur actualisée nette des droits à des prestations de retraite des membres du conseil d'administration actifs au cours de l'exercice s'élevait à 11 730 milliers d'euros au 31 décembre 2024

(exercice précédent : 11 031 milliers d'euros). Après déduction des actifs du régime transférés, les provisions pour obligations de retraite à l'égard des membres du conseil d'administration actifs au cours de l'exercice s'élevaient à 973 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (exercice précédent : 990 milliers d'euros).

Les actifs soutenant le régime de retraite de la Banque pour les membres actuels et anciens du conseil d'administration ou leurs ayants droits survivants ont été transférés à Commerzbank Pensions-Trust e.V. dans le cadre d'un accord de fiducie contractuel.

Les paiements aux anciens membres du conseil d'administration de Commerzbank Aktiengesellschaft et à leurs ayants droits survivants au cours de l'exercice se sont élevés à 8 545 milliers d'euros (exercice précédent : 8 427 milliers d'euros). Les obligations de retraite de ces personnes s'élevaient à 101 168 milliers d'euros (exercice précédent : 104 820 milliers d'euros).

Conseil de surveillance

La rémunération des membres du conseil de surveillance est régie par l'article 15 des statuts de Commerzbank Aktiengesellschaft. Les membres du conseil de surveillance ont perçu une rémunération nette totale de 3 780 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024 (exercice précédent : 3 688 milliers d'euros), en tant qu'avantages du personnel à court terme selon IAS 24.17.

Autres informations**66. – Date de l'autorisation à la publication**

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers du Groupe le 3 mars 2025 pour soumission au conseil de surveillance. Le conseil de surveillance est chargé d'examiner et d'approuver formellement les états financiers du Groupe. Les chiffres préliminaires des résultats de 2024 ont été approuvés par le conseil d'administration le 12 février 2025 pour publication.

67. – Code de gouvernance d'entreprise

Nous avons émis notre déclaration de conformité au Code allemand de gouvernance d'entreprise conformément à l'article 161 de la loi allemande sur les sociétés par actions (AktG). Elle fait partie intégrante de la déclaration de gouvernance d'entreprise et a été publiée sur internet (<https://investor-relations.commerzbank.com/declaration-of-compliance/>).

68. – Information spécifique au pays

Les informations suivantes conformément à l'article 26a de la loi bancaire allemande concernent les sociétés du Groupe Commerzbank consolidées en vertu des IFRS. Le rendement du capital pour le Groupe était de 0,51 % (exercice précédent : 0,43 %) au 31 décembre 2024. Pour l'énoncé de l'objectif commercial, veuillez consulter nos intérêts de propriété (note 72) dans la version en ligne du rapport annuel « Commerzbank > Relations avec les investisseurs » (www.commerzbank.com). Le chiffre d'affaires est déclaré sur la base des états financiers individuels de la société conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et comprend le résultat avant risque. Le résultat avant impôt et les impôts sur le revenu sont également tirés des états financiers individuels de chaque société en vertu des IFRS. Le nombre moyen d'employés comprend à la fois le personnel à temps plein et le personnel à temps partiel converti en équivalents temps plein.

Les tableaux suivants contiennent également des informations sur l'information spécifique à l'entreprise de la transparence fiscale du rapport de développement durable du Groupe.

31/12/2024	Chiffre d'affaires (En millions d'euros.)	Résultat avant impôts (En millions d'euros.)	Impôts sur le résultat (1) (En millions d'euros.)	Nombre d'employés
Allemagne	9 327	3 911	684	24 358
Chine y compris Hong Kong et Shanghai	61	18	3	136
France	98	- 21	- 5	92
Royaume-Uni	477	228	70	479
Luxembourg	65	35	7	63
Pays-Bas	64	52	10	48
Pologne	1 799	707	174	9 573
Russie	47	45	13	112
Singapour	103	23	3	314
États-Unis	363	225	12	263
Autres pays	273	138	14	2 199

(1) La différence entre les ratios d'imposition et les taux d'imposition nominaux dans les différents pays découle en grande partie des effets liés à la comptabilisation ou à la dépréciation rétrospective des impôts différés et des impôts des années antérieures (par exemple, la comptabilisation et la libération des provisions fiscales).

31/12/2023	Chiffre d'affaires (En millions d'euros.)	Résultat avant impôts (En millions d'euros.)	Impôts sur le résultat (1) (En millions d'euros.)	Nombre d'employés
Allemagne	8 430	3 147	961	24 491
Chine y compris Hong Kong et Shanghai	16	- 26	2	135
France	93	47	12	87
Royaume-Uni	702	482	6	526
Luxembourg	94	103	- 10	124
Pays-Bas	57	78	13	46
Pologne	1 309	222	211	8 912
Russie	74	51	8	126
Singapour	138	65	9	316
États-Unis	127	- 14	- 5	272
Autres pays	266	102	13	1 871

(1) La différence entre les ratios d'imposition et les taux d'imposition nominaux dans les différents pays découle en grande partie des effets liés à la comptabilisation ou à la dépréciation rétrospective des impôts différés et des impôts des années antérieures (par exemple, la comptabilisation et la libération des provisions fiscales).

69. – Informations sur les entités structurées non consolidées

Les entités structurées non consolidées du Groupe Commerzbank comprennent les types de transactions (clusters) décrits ci-dessous.

— Titres adossés à des actifs (ABS)

Les titres adossés à des actifs sont des titres garantis conçus pour convertir des actifs particuliers, généralement des prêts, en titres négociables portant intérêt par le biais de la titrisation. Les actifs sous-jacents peuvent inclure, par exemple, des prêts à la consommation (prêts automobiles, actifs de cartes de crédit), des prêts hypothécaires et des prêts d'entreprise de qualité supérieure. Les sociétés sont financées par l'émission de différentes tranches de titres adossés à des actifs. Les investisseurs dans ces titres sont soumis au risque de défaillance de l'actif sous-jacent. Commerzbank n'investit que dans des tranches ABS de qualité investment grade.

— Propres titrisation et plateforme de titrisation

Les propres titrisations de Commerzbank sont des titrisations réelles et synthétiques utilisées aux fins de piloter la liquidité, le capital et les actifs pondérés en fonction des risques de la Banque. Les sociétés qui acquièrent les actifs sont financées par l'émission de différentes tranches de titres qui sont placés sur le marché des capitaux. En outre, Commerzbank sponsorise également une plateforme de titrisation (Silver Tower). Avec ce programme de titrisation, Commerzbank structure, arrange et titrise les créances de tiers qui sont des clients du segment Clients Entreprises. Le refinancement s'effectue au moyen de lignes de crédit ou d'obligations nominatives émises par la société luxembourgeoise Silver Tower S.A. Outre la surgarantie existante, le risque de créances irrécouvrables est partiellement couvert par une assurance-crédit externe.

— Entreprises immobilières de location

Ces entreprises conçoivent des concepts de location et de financement basés sur les besoins pour les grandes installations telles que l'immobilier, les avions, les navires et les systèmes d'énergie régénérative. Normalement, pour chaque transaction, une société ad hoc autonome est créée dont le Groupe Commerz Real est actionnaire majoritaire ou minoritaire.

En tant que société de services financiers, le Groupe Commerz Real n'accorde pas de prêts à ces sociétés. Les prêts sont accordés par des établissements de crédit au sein et en dehors du Groupe. L'activité principale du Groupe Commerz Real comprend toutefois l'administration liée aux entités structurées.

— Autres

Il s'agit d'entités structurées qui ne sont pas incluses dans les catégories ci-dessus. Cette catégorie comprend principalement les opérations sur les marchés de capitaux par Financement d'actifs (FA) et les opérations structurées en relation avec des opérations sur dérivés de crédit. FA effectue des transactions pour des clients ayant un accès limité aux marchés de capitaux et les rassemble avec d'autres fournisseurs de capitaux. Dans le financement structuré d'actifs, l'accent est mis sur la structuration et la distribution de solutions de financement et d'investissement pour les entreprises clientes et les institutions financières. Le financement structuré d'actifs se concentre sur le financement d'actifs corporels et d'autres actifs en utilisant le crédit-bail ou le financement structuré. Cela inclut également la participation d'autres bailleurs de fonds extérieurs au secteur bancaire. Ces activités sont complétées par la structuration de solutions d'investissement, la souscription et le placement de financements adaptés à cet effet.

Les valeurs comptables des éléments d'actif et de passif ainsi que des produits et charges du Groupe Commerzbank relatifs aux entités structurées non consolidées figurent dans les tableaux ci-dessous : La taille des entités structurées non consolidées et l'exposition maximale du Groupe Commerzbank à la perte sont également indiquées.

L'exposition maximale à la perte pour le Groupe Commerzbank en ce qui concerne les entités structurées non consolidées résulte des actifs comptabilisés et des engagements et garanties de prêt fournis à des entités structurées non consolidées qui n'avaient pas encore été utilisées au moment de la présentation de l'information financière.

Le risque maximum de perte sur actifs en ce qui concerne les entités structurées non consolidées est équivalent à la valeur comptable courante de ces éléments après résultat du risque. Pour les engagements de prêt et les garanties, nous considérons la valeur nominale de l'engagement comme le risque maximum de perte.

Le risque maximum de perte est affiché brut, c'est-à-dire sans tenir compte des activités de garantie ou de couverture servant à l'atténuation des risques.

(En millions d'euros.)	Titres adossés à des actifs (ABS)	Propres titrisation et plateforme de titrisation	Entités structurées de crédit-bail	Autres pays
Actifs au 31/12/2024	11 157	4 358	142	1 207
Actifs financiers - Coût amorti	5 742	4 345	140	1 091
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	4 863	-	-	-
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	553	-	2	37
Actifs financiers - Détenus à des fins de négociation	0	13	-	79
Autres actifs	-	-	-	-
Passifs au 31/12/2024	-	1 050	20	11
Passifs financiers - Coût amorti	-	1 049	20	5
Passifs financiers - Option de la juste valeur	-	-	-	-
Autres passifs	-	1	-	6
Produits et charges du 01/01 au 31/12/2024	223	122	15	15
Produits d'intérêts nets après résultat de risque	218	118	8	17
Commissions nettes perçues	0	2	4	0
Résultat net des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat et autre résultat provenant des instruments financiers	3	2	3	- 2
Autre résultat net	0	-	-	-
Exposition maximale à la perte au 31/12/2024	11 157	5 336	142	1 408
Actifs	11 157	4 358	142	1 207
Engagements de prêt	-	978	-	201
Garanties	-	-	-	-
Étendue (1)	12 770	16 536	1 185	236 900

(1) La taille des entités structurées reflète généralement le total de l'actif des sociétés. Pour le pôle ABS, le volume d'émission est déclaré en euros pour l'ensemble des investissements ABS détenus dans le Groupe.

(En millions d'euros.)	Titres adossés à des actifs (ABS)	Propres titrisation et plateforme de titrisation	Entités structurées de crédit-bail (2)	Autres pays
Actifs au 31/12/2023	11 010	3 773	181	633
Actifs financiers - Coût amorti	5 728	3 769	180	527
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	4 638	-	-	33
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	600	-	0	-
Actifs financiers - Détenus à des fins d'égociation	44	4	-	73
Autres actifs	-	-	-	-
Passifs au 31/12/2023	-	1 025	16	8
Passifs financiers - Coût amorti	-	1 019	16	1
Passifs financiers - Option de la juste valeur	-	-	-	-
Autres passifs	-	6	-	6
Produits et charges du 01/01 au 31/12/2023	389	75	14	14
Produits d'intérêts nets après résultat de risque	384	71	10	7
Commissions nettes perçues	0	0	4	0
Résultat net des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat et autre résultat provenant des instruments financiers	5	3	-	7
Autre résultat net	- 0	-	- 0	-
Exposition maximale à la perte au 31/12/2023	11 010	4 579	181	819
Actifs	11 010	3 773	181	633
Engagements de prêt	-	806	-	186
Garanties	-	-	-	-
Étendue (1)	12 738	9 758	1 336	267 197

(1) La taille des entités structurées reflète généralement le total de l'actif des sociétés. Pour le pôle ABS, le volume d'émission est déclaré en euros pour l'ensemble des investissements ABS détenus dans le Groupe.

(2) Chiffres ajustés.

Commerzbank agit également en tant que sponsor d'entités structurées dans lesquelles elle ne détient pas de participation. Une entité est considérée comme sponsorisée si :

- elle a été lancée et/ou structurée par Commerzbank ;
- elle a reçu ou acheté des actifs du Groupe Commerzbank ;

elle est garantie par le Groupe Commerzbank ou a été commercialisée intensivement par le Groupe Commerzbank.

Au 31 décembre 2024, le revenu brut du Groupe Commerzbank provenant d'entités structurées non consolidées sponsorisées s'élevait à 7 M€ (exercice précédent : 7 M€). Les valeurs comptables des actifs du Groupe Commerzbank relatifs aux entités structurées non consolidées sponsorisées s'élèvent à 1 455 M€ (exercice précédent : 1 463 M€).

70. – Informations sur les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Les participations significatives ne donnant pas le contrôle dans le segment des particuliers et des petites entreprises étaient comme indiqué ci-dessous. Nous avons pris en compte notre filiale mBank S.A.

	mBank S.A., Varsovie, Pologne	
	31/12/2024	31/12/2023
Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle :		
Capital (En %.)	31	31
Droits de vote (En %.)	31	31
Résultat consolidé (en millions d'euros.)	142	- 11
Fonds propres (En millions d'euros.)	1 034	859
Dividende versé sur les actions (En millions d'euros.)	-	-
Actifs (En millions d'euros.) (1)	17 484	15 815
Passifs (En millions d'euros.) (1)	16 264	14 880
Résultat (en millions d'euros.) (1)	143	- 11
Autres éléments du résultat global (En millions d'euros.) (1)	173	113
Total du résultat global (en millions d'euros.) (1)	315	102
Flux de trésorerie (En millions d'euros.) (1)	37	1 540

(1) Avant l'élimination des transactions intragroupe.

71. – Lettres de confort

En ce qui concerne les filiales énumérées ci-dessous et incluses dans les états financiers du Groupe de notre banque, nous nous engageons à ce que, sauf en cas de risques politiques, elles soient en mesure de faire face à leurs responsabilités contractuelles.

Nom	Siège social
Commerzbank Inlandsbanken Holding GmbH	Francfort-sur-le-Main
Commerzbank Finance & Covered Bond S.A.	Luxembourg
CommerzTrust GmbH	Francfort-sur-le-Main
Commerz Markets LLC	New York
LSF Loan Solutions Frankfurt GmbH	Eschborn

La lettre de confort de Commerzbank (Eurasija) AO a été résiliée et a pris fin le 30 juin 2024.

72. – Participations dans des sociétés affiliées et autres sociétés

Nous fournissons les informations suivantes conformément à l'article 313 (2) HGB et IFRS 12.10 et IFRS 12.21 sur les états financiers du Groupe. Les données sur les capitaux propres et le résultat net des sociétés sont extraites de leurs états financiers en vertu de la réglementation comptable nationale. Des notes de bas de page, des informations sur l'objet commercial et d'autres commentaires sur les tableaux ci-dessous figurent à la fin de cette note.

1. – Entreprises affiliées

a) Entreprises affiliées incluses dans les états financiers du Groupe

Nom	Siège social	Objet de l'entité	Quote-part du capital détenu %	Droits de vote (si différents) %	Devise	Capitaux propres* 1 000	Résultat net* 1 000	
ALWIGA Netzbeteiligungen GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	96	-	a)
Aquila Capital Investmentgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	BETGE	74,9	-	EUR	46 530	32 906	
Asekum Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	SOUNT	100,0	-	PLN	30 347	11 466	
Atlas Vermögensverwaltungs- gesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	140 909	-	a) b)
CBG Commerz Beteiligungsgesellschaft Holding mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	10 676	-	a) b)
CBG Commerz Beteiligungsgesellschaft mbH & Co. KG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	8 542	587	b)
CBG Commerz Beteiligungskapital GmbH & Co. KG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	10 835	2 411	
CENTRUM & WEGENER GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	89,5	-	EUR	607	2 810	
CENTRUM Dusseldorf, KO 40 Beteiligungs GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	76,0	-	EUR	13	-56	
CENTRUM Dusseldorf, KO 40 Vermögensverwaltungs GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	60,0	-	EUR	5 535	-296	
CERI International Sp. z o.o.	Lodz, Pologne	SOUNT	100,0	-	PLN	89 152	9 430	
Coba Vermögensverwaltungs- gesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	26	-	a)
Commerz (East Asia) Limited	Hong Kong, Hongkong	SOFDL	100,0	-	EUR	3 967	-79	
Commerz Business Consulting GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	239	-	a) b)
Commerz Direktservice GmbH	Duisburg, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 856	-	a)
Commerz Global Service Solutions Sdn. Bhd.	Kuala Lumpur, Malaisie	SOUNT	100,0	-	MYR	26 495	5 138	
Commerz Grundbesitz Beteiligungsgesellschaft mbH & Co. KG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	90,0	-	EUR	19 117	768	
Commerz Markets LLC	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	238 899	14 713	
Commerz Real AG	Wiesbaden, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	408 407	-	a)
Commerz Real Fonds Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	151	-	a)
Commerz Real Fund Management S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	BETGE	100,0	-	EUR	20 771	5 147	
Commerz Real Investmentgesellschaft mbH	Wiesbaden, Allemagne	BETGE	100,0	-	EUR	21 968	-	a)
Commerz Real Kapitalverwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	BETGE	100,0	-	EUR	6 000	-	a) c)
Commerz Real Mobilienleasing GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	41 000	-	a)
Commerz Real Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	26	-	a)
Commerz Service-Center Intensive GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 664	-	a) b)
Commerz Services Holding GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	15 979	-	a) b)
Commerzbank (Eurasija) AO	Moscou, Russie	KREDI	100,0	-	RUB	23 468 689	4 435 029	
Commerzbank Finance & Covered Bond S.A.	Luxembourg, Luxembourg	KREDI	100,0	-	EUR	1 070 061	14 133	
Commerzbank Finance BV	Amsterdam, Pays-Bas	SOFDL	100,0	-	EUR	791	-42	
Commerzbank Finance Limited	Londres, Royaume-Uni	SOFDL	100,0	-	GBP	328 439	110 374	
Commerzbank Holdings France	Paris, France	SOFDL	100,0	-	EUR	16 987	-291	
Commerzbank Immobilien- und Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	462 597	-	a) b)
Commerzbank Inlandsbanken Holding GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	109 465	-	a) b)
Commerzbank Leasing December (3) Limited	Londres, Royaume-Uni	SOFDL	100,0	-	GBP	319	125	
Commerzbank Leasing Limited	Londres, Royaume-Uni	SOFDL	100,0	-	GBP	25	0	

Commerzbank U.S. Finance, Inc.	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	365	1	
CommerzFactorings GmbH	Mayence, Allemagne	SOFDL	50,1	-	EUR	1 099	-	a)
CommerzVentures Beteiligungs GmbH & Co. KG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	99,5	-	EUR	48 406	2 796	b)
CommerzVentures GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	87 576	-	a) b)
CommerzVentures II Beteiligungs GmbH & Co. KG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	33,3	99,2	EUR	72 833	-13 700	b)
CommerzVentures III Beteiligungs GmbH & Co. KG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	33,3	99,0	EUR	75 356	- 7 241	b)
ComTS Finance GmbH	Halle (Saale), Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 550	-	a) b)
ComTS GmbH	Erfurt, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	8 062	-	a) b)
ComTS Logistics GmbH	Magdebourg, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 550	-	a) b)
Dr. Gubelt Beteiligungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Erfurt KG	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	0,1	0,3	EUR	284	1 224	c)
Dr. Gubelt Beteiligungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Halle Am Markt KG	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	6,0	7,0	EUR	39	171	c)
Dr. Gubelt Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Schwabing KG	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	0	1 255	c)
Dresdner Capital LLC 1	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	2 117	42	
Dresdner Kleinwort Luminary Inc.	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	32 018	2 240	
Dresdner Lateinamerika Aktiengesellschaft	Hambourg, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	34 190	-	a) b)
DSB Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	25	-	a) b)
FABA Vermietungsgesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	6 426	-	a) b)
Future Tech Fundusz Inwestycyjny Zamkniety	Varsovie, Pologne	SOFDL	99,0	0,0	PLN	256 069	40 342	c)
Gesellschaft für Kreditsicherung mbH	Berlin, Allemagne	SOFDL	63,3	-	EUR	9 693	7 626	
Greene Elm Trading VII LLC	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	1 776 806	- 64 076	
KENSTONE GmbH	Eschborn, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 250	-	a) b)
Kommanditgesellschaft MS "CPO ALICANTE" Offen	Hambourg, Allemagne	SOUNT	90,0	-	EUR	39 667	2 740	b)
Reederei GmbH & Co.	Hambourg, Allemagne	SOUNT	77,2	-	EUR	61 194	8 154	b)
Kommanditgesellschaft MS "CPO ANCONA" Offen	Hambourg, Allemagne	SOUNT	90,0	-	EUR	39 252	2 958	b)
Reederei GmbH & Co.	Hambourg, Allemagne	SOUNT	73,9	-	EUR	71 160	6 950	b)
Kommanditgesellschaft MS "CPO PALERMO" Offen	Hambourg, Allemagne	SOUNT	90,0	-	EUR	39 551	3 145	b)
Reederei GmbH & Co.	Hambourg, Allemagne	SOUNT	90,0	-	EUR	39 551	3 145	b)
LeaseLink Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	36 183	9 909	
LR Düsseldorf, Ko 40 Beteiligungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	25	0	
LSF Loan Solutions Frankfurt GmbH	Eschborn, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	48 190	-	a) b)
Main Incubator GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	46 479	-	a) b)
mBank Hipoteczny S.A.	Varsovie, Pologne	KREDI	100,0	-	PLN	793 014	23 717	
mBank S.A.	Varsovie, Pologne	KREDI	69,1	-	PLN	13 662 938	1 154 695	
mElements S.A.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	21 570	608	
mFaktoring S.A.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	224 473	30 952	
mFinanse CZ s.r.o.	Prague, République tchèque	SOUNT	100,0	-	CZK	51 598	20 031	
mFinanse S.A.	Varsovie, Pologne	SOUNT	100,0	-	PLN	83 614	14 501	
mFinanse SK s.r.o.	Bratislava, Slovaquie	SOUNT	100,0	-	EUR	290	19	
mLeasing Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	904 895	159 838	
MOLARIS Verwaltungs- und Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	75,0	-	EUR	1 474	734	c)
mTowarzystwo Funduszy Inwestycyjnych S.A.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	11 004	5 187	
NAVIPOS Schiffsbeteiligungs- gesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	107 752	-	a) b)
NOVELLA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	11 176	-	a)
Objekt Viehmarktgassee Smart Living GmbH & Co. KG	Vienne, Autriche	SOUNT	-	-	EUR	13 775	451	c)
REFUGIUM Beteiligungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	2 926	-	a)
SECUNDO Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	5 811	-	a)
SMART LIVING PROPERTY PALLARS	Barcelone, Espagne	SOUNT	-	-	EUR	38 638	1 319	c)
TOMO Vermögensverwaltungs- gesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	4 779	-	a) b)
Yellow Automation GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	25	-	a) 1)
Yellowfin Asset Management GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	75,1	-	EUR	2 877	1 977	
Zelos Luxembourg S.C.S.	Luxembourg, Luxembourg	SOFDL	100,0	-	EUR	-141 984	-22 025	

b) Sociétés affiliées non incluses dans les états financiers du Groupe en raison de leur importance mineure

Nom	Siège social	Part de	Droits de vote
11. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
12. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
13. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
2. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
2. CR Immobilien-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Balingen KG	Düsseldorf, Allemagne	75,8	75,9
2. CR Immobilien-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Heilbronn KG	Düsseldorf, Allemagne	78,1	78,3
7. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
8. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ABANTUM Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ABELASSA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ACARINA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ACCESSA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-

ACE Hydro S.a.r.l.	Wecker, Luxembourg	100,0	-
ACILIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ACINA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ACONITA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ACRONA Photovoltaik-Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ADAMANTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ADAMANTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Elbphilharmonie KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ADELIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ADENARA Flugzeug-Leasinggesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ADMEO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ADMERA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ADRUGA Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ADURAMA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AGASI LA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AGUSTO Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AKERA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALACRITAS Verwaltungs- und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALBELLA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALBOLA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALCEDA Directors II S.a.r.l.	Senningerberg, Luxembourg	100,0	-
ALCEDA Directors S.a.r.l.	Senningerberg, Luxembourg	100,0	-
ALDINGA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALDULA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALEMONA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALICANTE NOVA Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-
ALIVERA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALLORUM Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALLURA Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALSENNA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALUBRA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALVARA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ALVENTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AMALIA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AMATA Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AMENA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AMERA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ANCONA NOVA Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-
ANDINO Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ANDINO Dritte Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ANDINO Zweite Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ANET Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
APTEMUS Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AQ Investment AG	Zürich, Schweiz	100,0	-
Aquila Capital Concepts s.r.o.	Prague, République tchèque	100,0	-
Aquila Capital DC Directors S.a.r.l.	Senningerberg, Luxembourg	100,0	-
Aquila Capital Energy Transition Fund S.A. SICAV-RAIF	Luxembourg, Luxembourg	-	-
Aquila Capital Invest UK Ltd.	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Aquila GPB.V.	Amsterdam, Pays-Bas	100,0	-
ARAUNA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ARBITRIA Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AREBA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ARINGO Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Arvilla Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Arvillux S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-
ARVINA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ASCETO Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ASERTUNA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ASSANDRA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ASSENTO Photovoltaik-Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ASSERTA Flugzeug-Leasinggesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ASTUTIA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ATUNO Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AVANCIA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Avantlux S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-
AVENTIMOLA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Avestlux S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-
AVIO Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AVOLO Flugzeugleasinggesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AVRILOS Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
AWINTO Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
BENE Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
BILBAO NOVA Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-
BONITAS Mobilien-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Friedrichshafen KG	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Bot4Business Sp. z o.o.	Lodz, Pologne	-	-
BRE Property Partner Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-

CBG Commerz Beteiligungskapital Verwaltungs GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
CIMONUSA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
COLLEGIUM GLASHUTTEN Zentrum für Kommunikation GmbH	Glashütten, Allemagne	100,0	-
Commerz Building and Management GmbH	Essen, Allemagne	100,0	-
Commerz Keyes Avenue Properties (Proprietary) Ltd.	Johannesbourg, Afrique du Sud	100,0	-
Commerz Nominees Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
COMMERZ REAL AMERICAS, LLC	Wilmington, Delaware, États-Unis	100,0	-
Commerz Real Baumanagement GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Commerz Real Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Commerz Real France & South EURL	Paris, France	100,0	-
Commerz Real Goethe GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Commerz Real Institutional Renewable Energies Development Fund 1 SCA SICAV-RAIF	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-
Commerz Real Investment S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-
Commerz Real North Ltd.	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Commerz Real PtX Management GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Commerz Real West BV	Amsterdam, Pays-Bas	100,0	-
Commerzbank Auslandsbanken Holding GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
Commerzbank Brasil Holding Ltda.	Sao Paulo, Brésil	100,0	-
Commerzbank Finance 3 S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-
Commerzbank Holdings (UK) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Commerzbank Leasing December (12) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Commerzbank Leasing March (3) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Commerzbank Leasing September (5) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Commerzbank Pension Trustees Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Commerzbank Representative Office Nigeria Limited	Lagos, Nigeria	100,0	-
Commerzbank Representative Office Panama, S.A.	Panama, Panama	100,0	-
COMMERZBANK SAO PAULO REPRESENTAÇÃO LTDA.	Sao Paulo, Brésil	100,0	-
Commerzbank Securities Ltd	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Commerzbank Services (Guernsey) Limited	St. Peter Port, Guernesey	100,0	-
CommerzKommunalbau GmbH i.L.	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
CommerzLeasing Anlagen-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
CommerzLeasing GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
CommerzStiftungs Treuhand GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
CommerzTrust GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
CommerzVentures Beteiligungsverwaltungs GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
CommerzVentures II Digital Assets Holding GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
COMUNITHY Immobilien GmbH i.L.	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Copernicus Germany GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
CRC Ko 40 Komplementar GmbH	Düsseldorf, Allemagne	60,0	-
CRI Renewable Energies Development Fund I Holding S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-
CRI Renewable General Energies Development Fund I General Partner S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-
CyberRescue Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	-	-
DAUNUS Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	-	-
Digital Operations S.A.	Lodz, Pologne	-	-
Digital Teammates S.A.	Varsovie, Pologne	-	-
Dr. Gubelt Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Dr. Gubelt Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Dr. Gubelt Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Dortmund KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
DRABELA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
DREBOSTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
DREBOSTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Schwerin KG	Grunwald, Allemagne	100,0	-
DREDOLA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
DREDOLA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Berlin KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
DRELARA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
DRENITA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
DRESANA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Dresdner Kleinwort do Brasil Limitada	Rio de Janeiro, Brésil	100,0	-
DRETERUM Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
EHY Real Estate Fund I, LLC	Wilmington, Delaware, États-Unis	100,0	-
Elov8 Real Estate Fund General Partner S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-
Elov8 Real Estate Fund Holding S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	-	-
Elov8 Real Estate Fund SCA SICAV-RAIF	Luxembourg, Luxembourg	100,0	30,0
EuREAM GmbH	Wiesbaden, Allemagne	100,0	-
Fernwärmenetz Leipzig GmbH	Leipzig, Allemagne	100,0	-
FLOR Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	-	-
FORNAX Kraftwerk-Beteiligungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GIE Dresdner Kleinwort France	Paris, France	100,0	-
G-Invest Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-
GRADARA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRADARA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Neu-Ulm KG	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRALANA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRALIDA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRAMINA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRAMOLDISCUS Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRASSANO Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-

GRATNOMA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRAURESTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRENADO Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Gresham Leasing March (1) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Gresham Leasing March (2) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
Gresham Leasing March (3) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
GRETANA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRILISA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRONDOLA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GROTEGA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRUMENTO Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRUMOSA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
GRUNATA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
HAJOBANTA GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
HAJOBURGA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
HAJOLENA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
HAJOLUCA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
HAJOMA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
HAJOMINA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
HAJORALDIA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
HAJOSINTA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
HAJOSOLA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
HAJOTARA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Haus am Kai 2 O.O.O.	Moscou, Russie	100,0	-
HDW Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Immobilienengesellschaft Ost Hagle, spol. s.r.o.	Prague, République tchèque	100,0	-
IWP International West Pictures GmbH & Co. Erste Produktions KG	Düsseldorf, Allemagne	94,9	-
IWP International West Pictures Verwaltungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Kommanditgesellschaft MS "CPO MARSEILLE" Offen Reederei GmbH & Co.	Hambourg, Allemagne	77,2	77,3
LIVIDA MOLARIS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MARBARDA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MARBINO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MARBREVA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MARBREVA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt AOK Bayern KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MARIUS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MARLINTA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MAROLA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Marseille Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-
mBOX Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-
Mercury Financial S.A.	Varsovie, Pologne	-	-
mInvestment Banking S.A.	Varsovie, Pologne	100,0	-
MOLANA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLANCONA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
MOLANDA Vermietungsgesellschaft mbH	Munich, Allemagne	100,0	-
MOLANKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLAREZZO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLARINA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLARIS Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLARIS Geschäftsführungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLARIS Grundstücksverwaltung GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLARIS Immobilienverwaltung GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLARIS Managementgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLARIS Objektverwaltung GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLARISSA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLARISSA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Detmold KG	Düsseldorf, Allemagne	1,0	87,0
MOLARONA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLAROSA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLASSA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLATHINA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLBAKKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLBARVA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
MOLBERA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLBERNO Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
MOLBOLLA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLBONA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLBURGA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLCENTO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLCOCO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLCORA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLDARA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLDICMA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLDORA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLETUM Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLFENNA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLFOKKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-

MOLGABA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLGEDI Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLGEKA Vermietungsgesellschaft mbH	Meerbusch, Allemagne	100,0	-
MOLGERO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLHABIS Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLIGELA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLISTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLITA Vermietungsgesellschaft mbH	Hanovre, Allemagne	100,0	-
MOLKANDIS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLKANDIS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Kaltenkirchen KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLKIRA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLOTA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLPETTO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLPIKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLRATUS Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLRATUS Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Loxstedt KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLRAWIA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLRESTIA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLRESTIA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt TKA Varel KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLRISTA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLROLA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLRONDA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLROSSI Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLSCHORA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLSIWA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLSOLA Vermietungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
MOLSOLA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Geminus KG	Grunwald, Allemagne	100,0	-
MOLSOLA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Halle Markt 11 KG	Grunwald, Allemagne	100,0	-
MOLSTEFFA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLSTINA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLSURA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLTANDO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLTERAMO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLTI VOLA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLTUNIS Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLUGA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLVERA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLWALLA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLWALLA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Schweinfurt KG	Düsseldorf, Allemagne	1,0	87,0
MOLWORUM Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MOLWORUM Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Ottensen KG	Düsseldorf, Allemagne	1,0	87,0
MONEA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
MORANO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
mServices Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-
mZakupy Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-
NACOLO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NACONA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NACONGA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAFARI Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAFIRINA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NASIRO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NASTO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAUCULA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAULUMO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAURANTO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAU RATA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAU SOLA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAUTESSA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAUTLUS Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAUTUGO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVALIS Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVALIS Schiffsbetriebsgesellschaft mbH & Co. MS "NEDLLOYD JULIANA" KG i.L	Hambourg, Allemagne	93,6	93,7
NAVIBOLA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVIBOTO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVIFIORI Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVIGATO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVIGOLO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVILO Vermietungsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVIRENA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVIROSSA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVITONI Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVITOSA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NAVO Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Berlin KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
neosfer GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
NEPTANA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-

NEPTILA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NEPTORA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NEPTUGA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NEPTUNO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-
NERVUS Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
NEUGELB STUDIOS GmbH	Berlin, Allemagne	100,0	-
NOLICA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
NORA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
NORA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekte Pion und Preetz KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
NOTITIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
NOVITAS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Number X Real Estate GmbH i.L.	Eschborn, Allemagne	100,0	-
NURUS Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
on vista media GmbH	Cologne, Allemagne	100,0	-
OPTIONA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
OSKAR Medienbeteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
PALERMO Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-
PAREO Kraftwerk-Beteiligungsgesellschaft mbH	Leipzig, Allemagne	100,0	-
PATELLA Vermietungsgesellschaft mbH	Berlin, Allemagne	100,0	-
Property Partner Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-
PRUNA Betreiber GmbH	Grunwald, Allemagne	51,0	-
quatron Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
RALTO Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
RAMONIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
RANA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
RAPIDA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
RAVENNA Krakow Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-
RAYMO Vierte Portfolio GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
RECURSA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-
RESIDO Flugzeug-Leasinggesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
RIPA Medien-Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Rood Nominees Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
ROSARIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ROSATA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ROSEA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
ROSEA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekte TANK & RAST KG	Düsseldorf, Allemagne	0,0	85,0
ROSOLA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
SENATORSKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
SILVA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Smart Living Europe Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	-	-
Smart Living Immobilien-gesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Smart Living Properties Ireland Designated Activity Company	Dublin, Irlande	-	-
Smart Living Properties Ireland Limited Partnership	Dublin, Irlande	-	-
SOLTRX Transaction Services GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
TALORA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
TIGNARIS Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
TIGNARIS Beteiligungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Ostfildern KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
TIGNARIS Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
TOULON NOVA Shipping Limited	Monrovia, Libéria	-	-
VALENCIA NOVA Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-
Watling Leasing March (1)	Londres, Royaume-Uni	100,0	-
WebTek Software Private Limited	Bangalore, Inde	100,0	-
Windpark Duben Sud Verwaltungs GmbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Windpark Flaming 1 Verwaltungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Windpark Karche 2 Verwaltungs GmbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Windpark Klosterkumbd Verwaltungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Windpark Ottweiler-Bexbach Verwaltungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Windpark Parchim Fünf Verwaltungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Windpark Rayerschied Verwaltungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Windpark Schenkendobbern Eins Verwaltungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Windpark Schbneseiffen Verwaltungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-
Windpark Sien Verwaltungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Windpark Spechenwald Verwaltungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Windpark Wustermark Eins Verwaltungsgesellschaft mbH	Grunwald, Allemagne	100,0	-
Windsor Asset Management GP Ltd.	Toronto, Canada	100,0	-
Windsor Canada Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-

2. – Entreprises associées**a) Entreprises associées dans les états financiers du Groupe comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence**

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu en %	Droits de vote (si différents) %	Devise	Capitaux propres* 1 000	Résultat net* 1 000
AKA Ausfuhrkredit-Gesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	31,6	-	EUR	291 821	8 025
Coubag Unternehmens-beteiligungsgesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	40,0	-	EUR	101 265	2 944
CR Hotel Target Pty Ltd	Sydney, Australie	50,0	-	AUD	9 662	-10 925

b) Entreprises associées dans les états financiers du Groupe non comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence en raison de leur importance mineure

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu %	Droits de vote (si différents) %
360X AG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	24,3	-
AGASILA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Dusseldorf KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	24,3	29,8
ALIVERA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Dusseldorf-Lichtenbroich KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	5,2	25,0
ANET GmbH & Co. GESCHLOSSENE INVESTMENT KG	Düsseldorf, Allemagne	28,4	-
ATISHA Verwaltungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Paris KG	Düsseldorf, Allemagne	50,0	-
EVA Societe par Actions Simplifiee	Paris, France	50,0	-
Film & Entertainment VIP MEDIENFONDS 3 GmbH & Co. KG i.L.	Grunwald, Allemagne	45,4	-
GOPA - Gesellschaft fur Organisation, Planung und Ausbildung mbH	Bad Homburg c. d. Hdhe, Allemagne	28,8	-
HAJOBANTA GmbH & Co. Asia Opportunity I KG	Düsseldorf, Allemagne	20,8	20,9
ILV Immobilien-Leasing Verwaltungsgesellschaft Dusseldorf mbH	Düsseldorf, Allemagne	50,0	-
Immobilien-Vermietungsgesellschaft Reeder & Co. Objekt Plauen-Park KG	Düsseldorf, Allemagne	21,4	-
Lissi GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	33,3	-
MS "Meta" Stefan Patjens GmbH & Co. KG i. L.	Drochtersen, Allemagne	30,6	-
Pinova GmbH & Co. Erste Beteiligungs KG	Munich, Allemagne	40,0	-
Projekt CH Lodz Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	97,0	-

3. – Coentreprises**a) Coentreprises dans les états financiers du Groupe comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence**

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu en %	Droits de vote (si différents) %	Devise	Capitaux propres* 1 000	Résultat net* 1 000
Project Gloria S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	50,0	-	EUR	-1 473	-3 322
Smart Living Objekt Campus Adickesallee GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	50,0	-	EUR	72 220	-2 180

b) Coentreprises dans les états financiers du Groupe non comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence en raison de leur importance mineure

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu %	Droits de vote (si différents) %
Commerz Globalpay GmbH	Cologne, Allemagne	49,0	-
FV Holding S.A.	Bruxelles, Belgique	60,0	-
i Live Commerz Real Campus zwei GmbH	Aalen, Allemagne	50,0	-

4. – Entités structurées**a) Entités structurées incluses dans les états financiers du Groupe conformément à IFRS 10/IFRS 11**

Nom	Siège social	Segment	Quote-part du capital détenu %	Droits de vote (si différents) %	Devise	Capitaux propres* 1 000
TS Eule UG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	PUK	-	-	EUR	5

b) Entités structurées non incluses dans les états financiers du Groupe conformément à IFRS 10/IFRS 11 en raison de leur importance mineure

Nom	Siège social	Segment
Bosphorus Capital DAC	Dublin, Irlande	FK
CB MezzCAP Limited Partnership	St. Helier, Jersey	FK

5. – Fonds d'investissement

a) Fonds d'investissement inclus dans les états financiers du Groupe conformément à IFRS 10/IFRS 11

Nom	Siège social	Segment	Part de l'investisseur dans le fonds en %	Devise	Volume du fonds 1 000
Commerz Real Institutional Smart Living Europe Fund	Düsseldorf, Allemagne	PUK	52,2	EUR	163 875
Olympic Investment Fund II	Grevenmacher, Luxembourg	FK	87,8	EUR	2 750 973
Premium Management Immobilien-Anlagen	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	PUK	98,2	EUR	7 044
VFM Mutual Fund AG & Co. KG	Gamprin-Bendern, Liechtenstein	FK	81,3	USD	231 831

6. – Investissements dans de grandes sociétés où l'investissement dépasse 5 % des droits de vote

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu en %	Droits De Vote %
Deutsche Bdrse Commodities GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	16,2	14,5
EURO Kartensysteme GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	15,4	-
SCHUFA Holding AG	Wiesbaden, Allemagne	18,6	-

Notes de bas de page

- 1) Renommée : d'Elfte Umbra Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH en Yellow Automation GmbH
- 2) Renommée : de AMATA Vermietungsgesellschaft mbH en AMATA Verwaltungsgesellschaft mbH
- 3) Renommée : de NESTOR Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH en CommerzLeasing GmbH
- 4) Renommée : de GP Acquiring Germany GmbH en Commerz Globalpay GmbH

Observations et explications

- a) Accord de contrôle ou de transfert de bénéfices
- b) Pas d'information conformément à l'article 264 (3) et à l'article K2 HGB
- c) Relations d'agent
- * Les chiffres financiers au rapport annuel de l'année dernière

Abréviation	Explication
BETGE	Sociétés d'investissement
KREDI	Banques
SOFDL	Autres institutions financières
SOUNT	Autres entreprises
FK	Clients entreprises
PUK	Clients privés et petites entreprises

Taux de change pour 1 € au 31 décembre 2024

Australie	AUD	1,677200
Royaume-Uni	GBP	0,829180
Malaysia	MYR	4,645400
Pologne	PLN	4,275000
Russie (1)	RUB	118,056500
République tchèque	CZK	25,185000
États-Unis	USD	1,038900

(1) En 2022, la BCE a décidé de suspendre la publication d'un taux de référence de l'euro au rouble russe jusqu'à nouvel ordre. En tant que Commerzbank, nous avons décidé de calculer un taux de conversion manuel EUR / RUB pour le 31 décembre 2024 en utilisant le taux USD / RUB et le taux USD / EUR (tous deux au 31 décembre 2024).

Information sur les évènements postérieurs à la clôture

Programme de rachat d'actions

Le troisième programme de rachat d'actions d'un volume total allant jusqu'à 600 M€ a débuté le 7 novembre 2024 et s'est achevé comme prévu le 20 janvier 2025.

Le conseil d'administration de Commerzbank a décidé de procéder à un nouveau rachat d'actions d'un volume maximal de 400 M€. Ce quatrième programme de rachat d'actions s'inscrit, outre le dividende, dans le cadre de la restitution du capital pour 2024. Les approbations requises de l'Agence financière allemande et de la Banque centrale européenne pour le quatrième programme de rachat d'actions ont maintenant été obtenues. Le rachat d'actions a débuté après l'information pour l'exercice 2024 le 14 février 2025 et s'achèvera le 27 mars 2025. Les actions rachetées dans le cadre des troisième et quatrième programmes de rachat d'actions devraient être annulées au cours de l'exercice 2025. Le but des rachats d'actions est ou était de réduire le capital social de Commerzbank Aktiengesellschaft.

Restructuration dans le cadre de la nouvelle stratégie « Momentum »

La mise en œuvre de la stratégie « Momentum » annoncée le 13 février 2025 permettra au Groupe Commerzbank de réduire ses effectifs jusqu'à l'exercice 2028. La majeure partie de la réduction aura lieu en Allemagne. Dans le même temps, il y aura une augmentation des effectifs dans certaines zones, telles que les sites internationaux et chez mBank. La réduction devrait entraîner des coûts de restructuration avant impôts pour le Groupe Commerzbank d'environ 700 M€ pour l'exercice 2025. Il n'y a pas eu d'autres événements d'importance particulière depuis la fin de l'exercice.

Conseils de Commerzbank Aktiengesellschaft

Conseil de surveillance

Prof. Dr. Jens Weidmann

Président
Ancien président de la Deutsche Bundesbank et professeur de pratique en banque centrale à la Frankfurt School of Finance & Management

Sascha Uebel (1)

Vice-président
Professionnel en gestion bancaire
Commerzbank Aktiengesellschaft

Uwe Tschage (1)

(jusqu'au 31/12/2024)
Vice-président
Professionnel en gestion bancaire
Commerzbank Aktiengesellschaft

Heike Anscheit (1)

Professionnel en gestion bancaire
Commerzbank Aktiengesellschaft

Gunnar de Buhr (1)

Professionnel en gestion bancaire
Commerzbank Aktiengesellschaft

Harald Christ

Associé directeur
Christ & Company Consulting GmbH

Dr Frank Czichowski

Ancien vice-président principal/trésorier
KfW Bankengruppe

Sabine U. Dietrich

Ancien membre du conseil d'administration
BP Europa SE

Dr Jutta A. Donges

Directeur financier
Uniper SE

Kerstin Jerchel (1)

(jusqu'au 31/12/2024)
Directeur du travail et directeur général
Stadtwerke Verkehrsgesellschaft
Frankfurt am Main GmbH

Burkhard Keese

Directeur financier
Lloyd's of London

Thomas Kuhnig

(depuis le 01/01/2025)
Professionnel en gestion bancaire
Commerzbank Aktiengesellschaft

Maxi Leuchters (1)

Chef de la Division du droit des sociétés et de la gouvernance d'entreprise
Fondation Hans Böckler

Daniela Mattheus

Avocat et consultant en gestion

Nina Olderdissen (1)

Professionnel en gestion bancaire
Commerzbank Aktiengesellschaft

Sandra Persiehl (1)

Employée de banque
Commerzbank Aktiengesellschaft

Michael Schramm (1)

Professionnel en gestion bancaire
Commerzbank Aktiengesellschaft

Caroline Seifert

Conseil en gestion pour la transformation

Dr Gertrude Tumpel-Gugerell

Ancien membre du conseil d'administration de la Banque centrale européenne

Kevin VoB (1)

(depuis le 01/01/2025)
Secrétaire syndical
Administration fédérale ver.di

Frederik Werning (1)

(depuis le 01/01/2025)
Secrétaire syndical
Section des services bancaires
District Munsterland ver.di

Frank Westhoff

Ancien membre du conseil d'administration
DZ BANK AG

Stefan Wittmann (1)

(jusqu'au 31/12/2024)
Secrétaire syndical
Administration nationale des syndicats ver.di

Klaus-Peter Muller

Président honoraire

(1) Élu par les salariés de la banque.

Conseil d'administration

Dr Bettina Orlopp
Présidente
(depuis le 01/01/2025)

Dr Manfred Knot
Président
(jusqu'au 31/12/2024)

Michael Kotzbauer
Vice-président
(depuis le 01/01/2025)

Sabine Minarsky

Jorg Oliveri del Castillo-Schulz
(bis 30.06.2024)

Thomas Schaufler

Carsten Schmitt
(depuis le 01/01/2025)

Bernhard Spalt
(depuis le 01/01/2025)

Christiane Vorspel-Riiter
(depuis le 01/01/2025)

Déclaration de responsabilité du conseil d'administration

À notre connaissance, et conformément aux principes de publication des informations applicables, les états financiers du Groupe donnent une image fidèle et sincère des actifs nets, de la situation financière et du résultat des opérations du Groupe, et le rapport de gestion combiné donne une image fidèle de l'évolution des affaires et des résultats de l'entreprise et de la situation du Groupe, ainsi qu'une description des principaux risques et opportunités associés à l'évolution attendue du Groupe.

Francfort-sur-Main, le 3 mars 2025
Le conseil d'administration

Bettina Orlopp
Thomas Schaufler
Christiane Vorspel-Rüter

Michael Kotzbauer
Carsten Schmitt

Sabine Minarsky
Bernhard Spalt

IV. — Rapport du commissaire aux comptes indépendant

À COMMERZBANK Aktiengesellschaft, Francfort-sur-le-Main

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné

Opinions

Nous avons audité les états financiers consolidés de COMMERZBANK Aktiengesellschaft, à Francfort-sur-le-Main, et de ses filiales (le Groupe), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, le compte de résultat, l'état résumé du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, ainsi que les notes annexes, y compris des informations importantes sur les méthodes comptables. En outre, nous avons audité le rapport sur la situation de l'entité et du Groupe (ci-après le « rapport de gestion combiné ») de COMMERZBANK Aktiengesellschaft pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Conformément aux obligations légales allemandes, nous n'avons pas audité le contenu des éléments du rapport de gestion combiné indiqués dans la section « Autres informations » de notre rapport du commissaire aux comptes.

Selon nous, sur la base des connaissances acquises dans le cadre de cet audit,

- les états financiers consolidés ci-joints sont conformes, à tous les égards significatifs, aux normes comptables IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) (ci-après dénommées « normes comptables IFRS ») telles qu'adoptées par l'UE, et aux exigences supplémentaires imposées par le Code de commerce allemand en vertu de l'article 315e (1) du HGB [Handelsgesetzbuch : Code de commerce allemand] et, conformément à ces exigences, donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2024, ainsi que de ses résultats financiers pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, et
- le rapport de gestion combiné qui l'accompagne fournit, dans son ensemble, une vue d'ensemble appropriée de la situation du Groupe. À tous les égards significatifs, ce rapport de gestion combiné est cohérent avec les états financiers consolidés, respecte les obligations légales allemandes et présente de manière appropriée les risques et opportunités d'évolution future. Notre opinion sur le rapport de gestion combiné n'évoque pas le contenu des éléments du rapport de gestion combiné indiqués dans la section « Autres informations » du rapport du commissaire aux comptes.

Conformément à l'article 322 (3), phrase 1, du HGB [Handelsgesetzbuch : Code de commerce allemand], nous déclarons que notre audit n'a donné lieu à aucune réserve relative à la conformité des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné à la législation en vigueur.

Fondement de nos opinions

Nous avons réalisé notre audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné conformément à l'article 317 du HGB (Code de commerce allemand) et au règlement de l'UE n° 537/2014 relatif au contrôle légal des comptes (ci-après désigné le « Règlement Audit de l'UE ») et conformément aux normes allemandes généralement admises en matière d'audit des états financiers promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW) [Institut des commissaires aux comptes allemand] (IDW). Nos responsabilités en vertu de ces obligations et de ces principes sont décrites plus en détail dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes concernant l'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné » de notre rapport. Nous sommes indépendants des entités du Groupe conformément aux exigences du droit européen et de la législation allemande en matière de commerce et d'activité professionnelle, et nous avons satisfait à nos autres responsabilités professionnelles allemandes conformément à ces obligations. En outre, conformément à l'article 10, paragraphe 2, point f), du Règlement Audit de l'UE, nous déclarons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits visés à l'article 5, paragraphe 1, du Règlement Audit de l'UE. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder nos opinions concernant les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion combiné.

Points clés de l'audit des états financiers consolidés

Les points clés de l'audit sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants dans le cadre de notre audit des états financiers consolidés pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments pris isolément.

Calcul des provisions pour pertes sur prêts basées sur des modèles pour les pertes de crédit

Les principales méthodes de comptabilisation et d'évaluation sont décrites dans la note 3 « Principes et incertitudes significatifs dans les estimations » des états financiers consolidés. Pour en savoir plus sur les pertes de valeur en vertu d'IFRS 9, veuillez consulter la note 32 « Risque de crédit et pertes de crédit » des notes annexes aux états financiers consolidés.

Risque lié aux états financiers

Dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2024, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente des provisions pour pertes sur prêts d'un montant de 383 M€ pour les risques découlant des prêts et avances de l'étape 1 et de 1 043 M€ pour ceux de l'étape 2.

Conformément à la norme comptable IFRS 9 - Instruments financiers, COMMERZBANK Aktiengesellschaft utilise une approche en trois étapes pour mesurer les provisions pour pertes sur prêts, un modèle PCA étant utilisé pour calculer les pertes de crédit attendues (PCA). Les provisions pour pertes de l'étape 1 correspondent aux pertes de crédit attendues au cours des douze prochains mois. Les provisions pour pertes sur prêts de l'étape 2 concernent les instruments financiers dont le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, tandis que les provisions pour pertes sur prêts de l'étape 3 sont attribuables aux actifs financiers dépréciés. Les provisions pour pertes sur prêts des étapes 2 et 3 tiennent compte de toutes les pertes de crédit attendues pour toute la durée restante.

Le calcul des provisions pour pertes de prêt pour les pertes de crédit attendues des phases 1 et 2 implique l'utilisation de modèles, d'entrées et d'hypothèses complexes. La provision pour pertes sur prêts est déterminée en utilisant les entrées suivantes : probabilité de défaut (PD), perte en cas de défaut (LGD) et exposition en cas de défaut (EaD).

L'incertitude économique et les conséquences des tensions géopolitiques éclipsent encore fortement les perspectives macroéconomiques. Les données d'entrée basées sur des modèles utilisées pour calculer les provisions pour pertes sur prêts ne reflètent pas encore pleinement ces effets. COMMERZBANK Aktiengesellschaft a comptabilisé un ajustement de haut niveau (TLA) pour tenir compte des effets secondaires afin de prendre en compte cette question.

Il existe un risque pour les états financiers que des modèles ou des données inappropriés soient utilisés pour le calcul des provisions pour pertes sur prêts pour les pertes de crédit attendues aux étapes 1 et 2.

Notre approche d'audit

Sur la base de l'évaluation des risques et des risques d'anomalies significatives que nous avons réalisée, nous avons utilisé à la fois des procédures d'audit fondées sur les contrôles et des procédures d'audit de corroboration pour notre opinion d'audit.

Nous avons testé la conception, la mise en œuvre et l'efficacité des contrôles pertinents utilisés pour déterminer les provisions pour pertes sur prêts et avons mis en œuvre des procédures d'audit de corroboration supplémentaires.

Entre autres, notre audit comprenait des procédures de test de contrôle liées aux éléments suivants :

- Calcul des provisions pour pertes sur prêts basées sur les intrants
- Dérivation des ajustements de haut niveau pour les provisions pour pertes sur prêts basées sur les intrants et
- Validation des modèles de provision pour perte sur prêt basée sur les intrants.

Nous avons tenu compte des résultats de nos tests de contrôle pour déterminer la nature et la portée des autres procédures d'audit de corroboration. Celles-ci incluent notamment :

- Évaluation des méthodes et méthodes comptables de détermination des provisions pour pertes sur prêts selon IFRS 9
- Évaluation des validations des modèles importants spécifiques de la Banque et reprise des tests de validation
- Évaluation du caractère approprié des hypothèses clés pour l'affectation de la phase, des variables macroéconomiques, des scénarios et de leur pondération
- Recalcul basé sur les risques des provisions pour pertes sur prêts pour les étapes 1 et 2
- Examen des notes et de la solvabilité des emprunteurs sélectionnés sur la base des informations contenues dans les dossiers de prêt respectifs et évaluation des critères utilisés pour identifier une augmentation significative du risque de crédit ainsi que
- Compréhension du calcul de la provision pour perte sur prêt basé sur les intrants, y compris la méthodologie de calcul des ajustements de haut niveau.

Nos conclusions

Les modèles d'évaluation et les données d'entrée utilisés pour déterminer les provisions pour pertes sur prêts pour les pertes de crédit attendues aux étapes 1 et 2 sont appropriés.

Valorisation des instruments financiers pour lesquels aucun prix de marché observable sur les marchés actifs n'est disponible

Les principales méthodes de comptabilisation et d'évaluation sont décrites dans la note 3 « Principes et incertitudes significatifs dans les estimations » des états financiers consolidés. Pour plus d'informations sur les instruments financiers, veuillez consulter la note 36 « Hiérarchies de la juste valeur et obligations d'information » d'IFRS 13 dans les états financiers consolidés.

Risque lié aux états financiers

Dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2024, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente des actifs financiers d'un montant de 117,2 Md € et des passifs financiers d'un montant de 66,6 Md € en tant qu'instruments financiers de niveau 2 à la juste valeur. En outre, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente des actifs financiers d'un montant de 4,1 Md € et des passifs financiers d'un montant de 0,6 Md € en tant qu'instruments financiers de niveau 3 à la juste valeur. Les justes valeurs de ces instruments financiers doivent être déterminées sur la base de méthodes d'évaluation reconnues. Les méthodes d'évaluation utilisées peuvent être basées sur des modèles complexes et inclure des hypothèses nécessitant des appréciations, en particulier pour des entrées non observables.

Le risque pour les états financiers en particulier est que des modèles d'évaluation et des données d'entrée inappropriés soient utilisés pour déterminer les justes valeurs des instruments financiers de niveaux 2 et 3.

Notre approche d'audit

Sur la base de l'évaluation des risques et des risques d'anomalies significatives que nous avons réalisée, nous avons utilisé à la fois des procédures d'audit fondées sur les contrôles et des procédures d'audit de corroboration pour notre opinion d'audit.

Nous avons testé la conception, la mise en œuvre et l'efficacité des contrôles pertinents pour la détermination des justes valeurs et mis en œuvre des procédures d'audit de corroboration supplémentaires. Pour ce faire, nous avons fait appel aux experts internes en évaluation de KPMG.

Entre autres, notre audit comprenait des procédures de test de contrôle liées aux éléments suivants :

- Validation des modèles d'évaluation nouvellement introduits ou modifiés et des processus de suivi continu des modèles d'évaluation existants

- Examen indépendant des intrants et des données du marché utilisés pour la mesure ainsi que
- Détermination et comptabilisation des corrections de valeur nécessaires.

Nous avons tenu compte des résultats de nos tests de contrôle pour déterminer la nature et la portée des autres procédures d'audit de corroboration. Les procédures d'audit de corroboration comprenaient notamment :

- Réalisation de notre propre vérification indépendante des prix avec la participation des experts en évaluation internes de KPMG pour certains instruments financiers, méthodes d'évaluation, intrants et modèles ainsi que
- Recalcul et compréhension du calcul des ajustements de juste valeur effectués, y compris leur comptabilisation.

Nos conclusions

Les modèles d'évaluation et les données utilisés pour calculer la juste valeur des instruments financiers de niveaux 2 et 3 sont appropriés.

Calcul de la provision pour risques juridiques des emprunts libellés en franc suisse

Les principales méthodes de comptabilisation et d'évaluation sont décrites dans la note 3 « Principes et incertitudes significatifs dans les estimations » des états financiers consolidés. Pour plus d'informations sur les risques juridiques liés aux prêts libellés en francs suisses, veuillez consulter la note 57 « Provisions » des états financiers consolidés.

Risque lié aux états financiers

Dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2024, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente une provision pour risques juridiques provenant de prêts accordés par une filiale dans le passé et libellés en devises pour un montant de 1,6 Md €. La partie prédominante s'applique au franc suisse.

La filiale du Groupe mBank S.A. fait face à un recours collectif ainsi qu'à de nombreuses réclamations individuelles en raison de l'inefficacité alléguée des clauses d'indexation dans les contrats de prêt libellés en francs suisses. Dans ce contexte, il existe une incertitude substantielle concernant les flux de trésorerie attendus des prêts affectés.

La Banque évalue les impacts sur les flux de trésorerie attendus des prêts libellés en francs suisses en fonction des probabilités de différents scénarios d'événements futurs, tels que l'issue des procédures judiciaires en cours et les futurs accords de règlement avec les clients. Cela implique de faire des hypothèses sur le nombre prévu de procédures judiciaires en cours, la probabilité de perdre ces affaires et les résultats des accords de règlement avec les clients, qui sont fortement soumis au jugement.

Il existe un risque pour les états financiers que des hypothèses inappropriées soient faites pour le calcul des provisions pour la charge attendue découlant des prêts libellés en francs suisses.

Notre approche d'audit

Sur la base de notre évaluation des risques et de l'évaluation des risques d'anomalies significatives, nous avons fondé notre opinion sur les procédures d'audit de corroboration. Celles-ci incluent notamment :

- Appréciation de la méthode d'estimation des impacts financiers des prêts libellés en franc suisse et de la méthode comptable y afférente
- Évaluation de l'exactitude et de l'exhaustivité des données importantes incluses dans l'estimation de la provision
- Obtention des confirmations d'avocat pour les procédures en cours et
- Évaluation des hypothèses significatives pour l'estimation des impacts financiers du risque, en particulier les probabilités de scénarios futurs pour les règlements futurs avec les clients, l'évolution du nombre de réclamations ainsi que la probabilité de perdre ces cas.

Nos conclusions

Les hypothèses retenues pour le calcul des provisions pour charges attendues découlant des prêts libellés en francs suisses sont appropriées.

Comptabilisation et évaluation des actifs d'impôt différé

Les principales méthodes de comptabilisation et d'évaluation sont décrites dans la note 3 « Principes et incertitudes significatifs dans les estimations » des états financiers consolidés. Pour plus d'informations sur les actifs d'impôt différé, veuillez consulter la note 51 « Actifs d'impôt » dans les états financiers consolidés.

Risque lié aux états financiers

Dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2024, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente des actifs d'impôts différés de 1,9 Md €.

La comptabilisation et l'évaluation des actifs d'impôt différé nécessitent des appréciations ainsi que - outre la prise en compte de facteurs objectifs - de nombreuses estimations concernant les futurs bénéfices imposables et de la capacité à utiliser des pertes fiscales et des crédits d'impôt inutilisés par le passé.

La facilité d'utilisation des actifs est estimée en particulier sur la base du potentiel de bénéfice imposable futur selon la planification d'entreprise, qui, compte tenu des changements attendus dans les hypothèses et les données déterminantes importantes qu'elle contient, est sujette à une incertitude d'estimation. Il s'agit notamment d'hypothèses sur l'évolution des bénéfices avant impôt, l'influence des éléments spéciaux potentiels et des effets permanents, qui déterminent les bénéfices imposables positifs disponibles à l'avenir. Ces hypothèses concernent également le contexte et les évolutions politiques et économiques, ainsi que les réglementations fiscales nationales spécifiques et les stratégies de planification fiscale.

Il existe un risque pour les états financiers que des hypothèses inappropriées soient faites concernant la facilité d'utilisation future des actifs d'impôt différé.

Notre approche d'audit

Sur la base de l'évaluation des risques et des risques d'anomalies significatives que nous avons réalisée, nous avons utilisé à la fois des procédures d'audit fondées sur les contrôles et des procédures d'audit de corroboration pour notre opinion d'audit.

Nous avons testé la conception, la mise en œuvre et l'efficacité des contrôles pertinents pour la détermination des actifs d'impôt différé et avons mis en œuvre des procédures d'audit de corroboration supplémentaires. Pour ce faire, nous avons fait appel à nos experts fiscaux internes de KPMG.

Entre autres, notre audit comprenait des procédures de test de contrôle concernant l'élaboration des hypothèses utilisées pour déterminer le bénéfice imposable futur.

Nous avons tenu compte des résultats de nos tests de contrôle pour déterminer la nature et la portée des autres procédures d'audit de corroboration. Celles-ci prévoient notamment :

- Évaluation de la méthodologie appliquée par COMMERZBANK Aktiengesellschaft pour la comptabilisation et l'évaluation des actifs d'impôt différé conformément aux exigences d'IAS 12
- Évaluation de la pertinence des intrants utilisés dans la planification d'entreprise concernant les attentes de COMMERZBANK Aktiengesellschaft au sujet des bénéfices imposables futurs et
- Évaluation de l'interprétation des diverses lois et exigences fiscales et de la matérialisation des bénéfices imposables futurs, ainsi que de l'adéquation et de la faisabilité des stratégies de planification fiscale.

Nos conclusions

Les hypothèses formulées concernant la capacité à utiliser à l'avenir des actifs d'impôt différé sont appropriées.

Autres informations

Le conseil d'administration respectivement le conseil de surveillance est responsable des autres informations. Celles-ci incluent les éléments suivants du rapport de gestion combiné, dont le contenu n'a pas été examiné :

- Le rapport de durabilité du groupe, y compris la déclaration non financière combinée, qui est inclus dans le rapport de gestion combiné, et
- La déclaration combinée sur la gouvernance d'entreprise de l'entité et du Groupe, à laquelle il est fait référence dans le rapport de gestion combiné.

Les autres informations incluent également les autres parties du rapport annuel.

Elles n'incluent pas les états financiers consolidés, les informations du rapport de gestion combiné dont le contenu a été contrôlé et le rapport du commissaire aux comptes que nous avons établi.

Nos opinions sur les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion combiné ne couvrent pas ces autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion et aucune autre forme de conclusion d'assurance à ce sujet.

Dans le cadre de notre audit, il nous incombe de lire les autres informations et, ce faisant, d'apprécier s'il existe

- une incohérence significative entre ces informations et les états financiers consolidés, avec les informations figurant dans le rapport de gestion combiné dont le contenu a été contrôlé ou avec les connaissances que nous avons acquises dans le cadre de l'audit, ou
- si elles semblent contenir des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons que l'incohérence ou l'inexactitude significative provient des autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Conformément à notre mission, nous avons effectué une mission d'assurance limitée sur le rapport de développement durable du groupe. En ce qui concerne la nature, l'étendue et les résultats de cette mission d'assurance limitée, nous nous référons à notre rapport d'assurance daté du 4 mars 2025.

Responsabilités du conseil d'administration et du conseil de surveillance concernant les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné

Il incombe au conseil d'administration d'établir des états financiers consolidés qui sont conformes, à tous les égards significatifs, aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE, et aux exigences supplémentaires imposées par le Code de commerce allemand en vertu de l'article 315e (1) HGB [Handelsgesetzbuch : Code de commerce allemand] et que les états financiers consolidés, conformément à ces exigences, donnent une image fidèle et sincère des actifs, des passifs et de la situation financière du Groupe. En outre, le conseil d'administration est responsable du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles résultent de fraudes (par exemple la publication d'informations financières frauduleuses et le détournement d'actifs) ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son activité. Il lui incombe également de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation. En outre, elle est également responsable de la publication d'informations financières sur la base de la convention comptable de la continuité d'exploitation sauf s'il est prévu de liquider le Groupe ou qu'il cesse ses activités ou s'il n'existe aucune alternative à cela.

De même, il lui incombe d'établir le rapport de gestion combiné qui, dans sa globalité, donne une vue d'ensemble appropriée de la situation du Groupe et est, à tous les égards significatifs, cohérent avec les états financiers consolidés, respecte les obligations légales allemandes et présente de manière appropriée les risques et opportunités d'évolution future. En outre, le conseil d'administration est responsable de la prise des mesures et de la mise en œuvre des dispositifs (systèmes) qu'elle juge nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion combiné conforme aux obligations légales allemandes applicables, et pour être en mesure de fournir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les affirmations figurant dans le rapport de gestion combiné.

Le conseil de surveillance a pour mission de superviser le processus de publication des informations financières du Groupe dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné.

Responsabilité du commissaire aux comptes concernant l'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, qu'elles proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et que le rapport de gestion combiné fournit, dans son ensemble, une vue d'ensemble appropriée de la situation du Groupe et qu'il est, à tous les égards significatifs, cohérent avec les états financiers consolidés, conforme aux obligations légales allemandes et présente de manière appropriée les risques et opportunités d'évolution future, ainsi que d'émettre un rapport qui présente nos opinions concernant les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à l'article 317 du HGB et au Règlement Audit de l'UE et conformément aux normes allemandes généralement admises en matière d'audit des états financiers promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer [Institut des commissaires aux comptes allemand] (IDW) permettra de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés et du présent rapport de gestion combiné prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous exerçons notre jugement professionnel et adoptons une attitude caractérisée par l'esprit critique tout au long de cet audit. De même :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments qui sont suffisants et appropriés pour fonder nos opinions. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- nous prenons connaissance des contrôles internes pertinents pour l'audit des états financiers consolidés et des mesures et dispositifs pertinents pour l'audit du rapport de gestion combiné afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but de formuler une opinion sur l'efficacité des contrôles internes et/ou arrangements et mesures du Groupe.
- nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables utilisées par le conseil d'administration et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par celui-ci, ainsi que les informations qu'il a fournies à ce titre.
- nous apprécions le caractère approprié de l'application, par le conseil d'administration, de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Groupe à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, il nous incombe d'attirer l'attention, dans notre rapport, sur les informations fournies dans les états financiers consolidés et dans le rapport de gestion combiné au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas pertinentes, de modifier nos opinions. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des circonstances ou événements ultérieurs peuvent entraîner la cessation de l'activité du Groupe.
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies, et évaluons si les états financiers consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à ce que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de l'actif, du passif, de la situation financière et de la performance financière du Groupe aux normes comptables IFRS telles qu'adoptées par l'UE, et aux exigences supplémentaires imposées par le Code de commerce allemand en vertu de l'article 315e (1) du HGB.
- nous prévoyons et réalisons l'audit des états financiers consolidés afin d'obtenir des éléments que nous estimons suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des activités commerciales au sein du Groupe pour exprimer des opinions sur les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion combiné. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe ainsi que des opinions que nous exprimons à ce titre.
- nous évaluons la cohérence du rapport de gestion combiné avec les états financiers consolidés, sa conformité avec le droit [allemand] et la vue d'ensemble qu'il donne concernant la situation du Groupe.
- nous réalisons un audit des informations prospectives présentées par le conseil d'administration dans le rapport de gestion combiné. Sur la base d'éléments probants que nous estimons suffisants et appropriés, nous évaluons, tout particulièrement, les hypothèses significatives utilisées par le conseil d'administration comme base de ces informations prospectives, et évaluons de quelle manière elle est arrivée à ces informations prospectives sur la base de ces hypothèses. Nous n'exprimons aucune opinion distincte concernant ces informations prospectives et les hypothèses qui les sous-tendent. Il existe un risque inévitable significatif que des événements futurs diffèrent sensiblement de ces informations prospectives.

Nous communiquons avec les personnes chargées de sa gouvernance concernant notamment la portée et le calendrier de l'audit envisagés et les principales conclusions découlant de l'audit, ce qui inclut les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées lors de notre audit.

nous leur transmettons également une déclaration confirmant que nous nous sommes conformés aux exigences éthiques en matière d'indépendance applicables et nous leur communiquons toutes les relations et autres questions dont on peut raisonnablement penser qu'elles portent atteinte à notre indépendance et, le cas échéant, les décisions ou les mesures prises afin d'éliminer les risques pour notre indépendance.

Parmi les éléments communiqués aux personnes chargées de sa gouvernance, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés de l'exercice considéré et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Nous les décrivons dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou la réglementation n'interdise toute divulgation à ce sujet.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Rapport sur l'assurance concernant la présentation au format électronique des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné préparée à des fins de publication conformément à l'article 317 (3a) du HGB

Nous avons effectué des travaux d'assurance conformément à l'article 317 (3a) HGB pour obtenir une assurance raisonnable quant à savoir si le rendu des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné (ci-après les « documents ESEF ») contenus dans le fichier électronique « Commerzbank_AG_KA+KLB_ESEF- 2024-12-31.zip » (valeur de hachage SHA256 : f7ce800196e27d768ba786a3484c5db2cle520999254c26bef34^e 97822b3f542) mis à disposition et préparé à des fins de publication est conforme à tous égards importants aux exigences de l'article 328 (1) HGB pour le format de rapport électronique (« format ESEF »). Conformément aux obligations légales allemandes, ce travail d'audit ne concerne que la conversion des informations figurant dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné au format FEEU et ne concerne donc ni les informations figurant dans ces versions ni d'autres informations présentes dans le fichier identifié ci-dessus.

Selon nous, la présentation des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné figurant dans le fichier électronique mis à notre disposition, identifié ci-dessus et préparé à des fins de publication est conforme à tous les égards significatifs aux obligations énoncées dans l'article 328 (1) du HGB au titre du format de publication électronique des informations. Au-delà de cette opinion d'assurance et de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés joints et le rapport de gestion combiné relatif à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 joint au « Rapport sur l'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné » ci-dessus, nous n'exprimons aucune opinion d'assurance sur les informations contenues dans ces présentations ou sur les autres informations contenues dans le dossier identifié ci-dessus. Nous avons effectué notre travail d'assurance sur la présentation des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné contenus dans le fichier mis à disposition et identifié ci-dessus conformément à l'article 317 (3a) HGB et à la norme d'assurance IDW : Travail d'assurance sur le rendu électronique des états financiers et des rapports de gestion préparés à des fins de publication conformément à l'article 317 (3a) HGB (IDW AsS 410 (06.2022)). Notre responsabilité en la matière est décrite plus en détail ci-après. Notre cabinet d'audit applique la norme d'assurance IDW sur la gestion de la qualité 1 : Exigences en matière de gestion de la qualité au sein des cabinets d'audit (IDW QMS 1(09.2022)).

Il incombe au conseil d'administration de la Société de préparer des documents au FEEU, y compris la version électronique des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné conformément à la section 328 (1), phrase 4, point 1 HGB, et du marquage des états financiers consolidés conformément à la section 328 (1), phrase 4, point 2 du HGB.

Il lui incombe également de mettre en œuvre le contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement de documents au FEEU exempts de non-conformité, intentionnelle ou non, aux obligations énoncées dans l'article 328 (1) du HGB en matière de format électronique de publication d'informations.

Il incombe au conseil de surveillance de superviser le processus de préparation des documents au FEEU dans le cadre du processus de publication d'informations financières.

- Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les documents au FEEU sont exempts de non-conformité significative, intentionnelle ou non, avec les exigences de l'article 328 (1) du HGB. Nous exerçons notre jugement professionnel et adoptons une attitude caractérisée par l'esprit critique tout au long de cet audit. De même :
- Nous identifions et évaluons les risques de non-conformité significative, intentionnelle ou non, avec les exigences de l'article 328 (1) du HGB et mettons en œuvre des procédures d'assurance adaptées à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'assurance.
- Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'assurance des documents FEEU afin de définir des procédures d'assurance appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion d'assurance sur l'efficacité de ces contrôles.
- Nous évaluons la validité technique des documents au FEEU, c'est-à-dire si le fichier mis à disposition contenant les documents au FEEU répond aux exigences du Règlement délégué (UE) 2019/815, tel que modifié à la date de clôture, sur la spécification technique de ce fichier électronique.
- Nous évaluons si la présentation au format XHTML des documents au FEEU fournit un contenu équivalent aux états financiers consolidés audités et au rapport de gestion combiné audité.
- Nous évaluons si le marquage des documents au FEEU avec la technologie Inline XBRL (iXBRL) conformément aux exigences des articles 4 et 6 du Règlement délégué (UE) 2019/815, tel que modifié à la date de clôture, permet d'obtenir une copie XBRL appropriée et exhaustive de la présentation au format XHTML lisible par machine.

Informations complémentaires en vertu de l'article 10 du règlement européen sur l'audit

Nous avons été désignés par l'assemblée générale annuelle du 30 avril 2024 en qualité de commissaire aux comptes du Groupe. Nous avons été engagés par le président du conseil de Surveillance le 9 juillet 2024. Nous sommes commissaires aux comptes du groupe KOMMERZBANK Aktiengesellschaft depuis l'exercice 2022.

Nous déclarons que les opinions d'audit exprimées dans le présent rapport du commissaire aux comptes sont cohérentes avec le rapport complémentaire destiné au Comité d'audit conformément à l'article 11 du règlement Audit de l'UE (rapport d'audit détaillé).

Autre point – Utilisation du rapport du commissaire aux comptes

Notre rapport d'audit doit toujours être lu conjointement aux états financiers consolidés audités et au rapport de gestion combiné audité ainsi qu'aux documents au format FEEU examinés. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné convertis au format FEEU, y compris les versions devant être déposées au registre des sociétés, ne sont que des versions électroniques des états financiers consolidés audités et du rapport de gestion combiné audité et ne sauraient les remplacer. En particulier, le rapport au format FEEU et l'opinion d'assurance qui y figure ne doivent être utilisés que conjointement aux documents au format FEEU examinés mis à disposition au format électronique.

Commissaire aux comptes allemand responsable de la mission

Le commissaire aux comptes allemand responsable de la mission est Burkhard Both.

Frankfurt-sur-Main, le 4 mars 2025
KPMG AG
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

[Version originale allemande signée par :]

Wiechens
Wirtschaftsprüfer
[Commissaire aux comptes allemand]

Böth
Wirtschaftsprüfer
[Commissaire aux comptes allemand]